

DEPARTEMENT DE LA LOIRE

COMMUNE DE MALLEVAL



Plan Local d'Urbanisme

Le Rapport de Présentation



ATELIER D'URBANISME
ET D'ARCHITECTURE CELINE GRIEU

SOBERCO ENVIRONNEMENT

SOBERCO
ENVIRONNEMENT

Pièce n°	Projet arrêté	Document soumis à enquête publique	Approbation
01	29 novembre 2016	11 janvier - 12 février 2018	3 mai 2018

SOMMAIRE GENERAL

MALLEVAL – Fiche d'identité	7
PREAMBULE - Le contexte de la révision	11
Contexte géographique et administratif	13
Les motivations de la révision du PLU	15
Le contexte réglementaire de la révision	16
La Charte du Parc Naturel Régional du Pilat	17
Le SCOT des Rives du Rhône	18
Le Schéma de secteur de la Côtière rhodanienne	30
CHAPITRE I - Diagnostic général de la commune	33
PARTIE 1 - ENVIRONNEMENT ET PATRIMOINES NATUREL ET PAYSAGER	37
A. Contexte géographique et risques	37
1. Le contexte géographique	37
a. La topographie	37
b. La géologie : un socle granito-gneissique	39
c. Le climat, l'air et l'énergie	40
d. L'hydrologie	49
2. La nécessaire prise en compte des risques et nuisances	55
a. Les risques naturels	55
b. Les risques industriels	59
B. Le patrimoine naturel et sa préservation	62
1. La typologie de milieux présents et les espèces associées	62
a. La répartition de l'occupation du sol et son évolution	62
b. L'occupation du sol selon les bases de Corine Land Cover	65
2. Les milieux naturels remarquables : les inventaires et gestion	65
a. Les inventaires : les zones d'intérêt faunistique et floristique (ZNIEFF)	65
b. Les outils de gestion : Site Natura 2000 des « affluents en rive droite du Rhône »	72
c. Les sites écologiques prioritaires (SEP) et les sites d'intérêt patrimonial (SIP) du PNR du Pilat	80
d. Les Espaces Naturels Sensibles	81
3. Les fonctionnalités écologiques du territoire	84
C. Le patrimoine paysager et son évolution	91
1. Une commune rattachée à l'entité des Piedmonts rhodaniens dans le cadre de l'analyse des paysages à l'échelle du Parc naturel régional du Pilat	91
a. Identification des paysages du Pilat	91
b. Principes d'actions mis en avant par la Charte du Pilat	92
2. Une commune couverte par deux unités paysagères dans l'inventaire de la DREAL	95
a. L'unité paysagère n° 031-L-Ar, « Bassin de Bourg Argental, plateau de Pélussin »	96
b. L'unité paysagère 204-I-R-L-Ar-D « Vallée du Rhône entre Vienne et Tournon »	99
3. Une analyse de terrain qui laisse entrevoir 3 entités paysagères distinctes, largement structurées par le relief	101
Synthèse	112

PARTIE 2 - ACTIVITES HUMAINES	115
A. Démographie et habitat	115
1. L'évolution démographique	115
a. Une augmentation constante de la population depuis 1975	115
b. Des soldes naturels et migratoires élevés	117
c. Une population d'actifs qui vieillit, invitant la commune à mener une réflexion sur son renouvellement démographique et la possibilité de parcours résidentiels	119
d. Des ménages de grandes tailles	121
Une population aux revenus dans la moyenne	123
2. L'habitat : analyse de l'existant	124
a. Mode d'occupation des logements	124
b. Statut des occupants	125
c. Forme des logements : une large prédominance de la maison individuelle	126
d. Ancienneté du parc de logements	127
e. Taille des logements : des logements de plus en plus grands pour des ménages de plus en plus petits !	128
f. Ancienneté d'emménagement	129
g. Le prix moyen du logement sur la commune : analyse des marchés immobilier et foncier	130
3. Les perspectives de développement	131
a. Les principaux enjeux du PLH et du SCOT	131
b. Analyse des disponibilités foncières actuelle au PLU de la commune	134
B. L'économie	139
1. L'environnement économique	139
a. L'emploi et son évolution	139
b. L'activité économique	146
2. Une agriculture fortement valorisante et dynamique	149
a. Une commune concernée par 4 périmètres AOP et 4 périmètres IGP	149
b. Une commune qui voit sa surface agricole progresser, mais qui doit demeurer vigilante pour maintenir la diversité de ses cultures	151
3. Le tourisme et les loisirs	154
Synthèse	157

PARTIE 3 - DYNAMIQUES URBAINES	161
A. Le paysage urbain	161
1. Le patrimoine historique de la commune	161
2. L'évolution de l'urbanisation et de l'occupation du sol	163
a. Le processus d'urbanisation	163
b. Morphologie urbaine et trame parcellaire	166
c. Les entités archéologiques	169
B. Le fonctionnement général du bourg – Activités et usages	170
1. Les équipements et services	170
2. Les espaces publics	172
a. Le centre-bourg	172
b. Les hameaux ou lotissements pavillonnaires	178
c. Le stationnement	180
C. Les réseaux	181
1. Transports et déplacements	181
a. Réseau viaire	181
b. Les cheminements doux	188
c. Les transports en commun	195
2. Le réseau d'assainissement	196
a. l'assainissement collectif	196
b. l'assainissement non collectif	198
c. l'assainissement des eaux pluviales	199
3. l'eau potable	200
4. La sécurité incendie	202
5. Les déchets ménagers	203
Synthèse	204
CHAPITRE II - Le projet de PLU - Justification des choix	207
I. RAPPEL DU CONTEXTE COMMUNAL	209
II. LE PROJET DE PLU (PADD) ET SA DECLINAISON REGLEMENTAIRE (OAP, ZONAGE, REGLEMENT)	212
III. EVOLUTION DU REGLEMENT PAR RAPPORT AU PRECEDENT DOCUMENT D'URBANISME	222
IV. INDICATEURS A ELABORER POUR MESURER LA REALISATION DES OBJECTIFS DU PLU ET DE PRODUCTION DE LOGEMENTS	229

CHAPITRE III - Evaluation environnementale du PLU	235
A. Profil environnemental du territoire	237
1. Synthèse et hiérarchisation des enjeux	237
2. Tendances - Evolution probable si le PLU n'est pas mis en oeuvre	242
B. Analyse environnementale du PADD	245
1. Analyse thématique des orientations du PADD	246
2. Analyse transversale des orientations du PADD	249
C. Analyse de la mise en oeuvre du PLU et présentation des mesures	250
1. Les différentes composantes du projet	250
2. Les incidences du projet sur les thématiques environnementales	251
3. Analyse des OAP	269
D. Analyse des incidences Natura 2000	275
E. Articulation du PLU avec les autres plans et programmes	284
1. La compatibilité avec les plans et programmes	284
2. La prise en compte des autres plans et programmes	289
F. Indicateurs de suivi	292
G. Méthodologie de l'évaluation environnementale	295
H. Résumé non technique	298

Territoire et Contexte administratif

- ➔ Une commune située sur la frange Est du Parc du Pilat, sur la côtière rhodanienne entre vallée du Rhône et plateau péluissinois, qui dispose, sur une superficie totale d'environ 506 ha, d'un relief fortement marqué
- ➔ Une commune membre de la Communauté de Communes du Pilat Rhodanien, limitrophe du Département du Rhône et de l'Isère, fortement dépendante de territoires administrés par des entités différentes, qui engendre une nécessaire coordination des politiques publiques au-delà des périmètres institutionnels :
 - Schéma de Cohérence Territoriale des Rives du Rhône
 - Charte du PNR du Pilat
- ➔ Une commune classée en tant que "village" dans le SCOT des Rives du Rhône, qui a vocation à maîtriser son développement : le rythme de construction ne devra pas excéder 5,5 lgts/an/1000 hab, prioritairement sur le centre-bourg, à proximité des équipements publics et des infrastructures
- ➔ Une commune concernée par le Schéma de secteur de la Côtée rhodanienne, qui autorise un développement maîtrisé en dehors du centre-bourg, sur le plateau, à proximité des hameaux et lotissements existants, pour tenir compte des fortes contraintes pesant sur le village

Environnement et risques

- ➔ Une commune au patrimoine riche, caractérisé par :
 - la présence d'une zone Natura 2000, le SIC "Vallons et combes du Pilat rhodanien" sur les périmètres des ZNIEFF qui concernent la commune :
 - les gorges du Batalon,
 - le ruisseau et les gorges de l'Epervier,
 - la proximité d'une seconde zone Natura 2000 "Milieux alluviaux et aquatiques de l'île de la Platière"
 - un Site d'Intérêt Prioritaire (SIP) identifiée par le Parc du Pilat « Gorges de Mallevall et du Batalon », et un Site Ecologique Patrimonial, « Ravins affluents rive droite du Rhône »
 - Une commune "d'interface", qui joue un rôle important dans la trame verte et bleue locale, un lien entre piémonts du Pilat et Rhône, dont les vallons du Batalon et de l'Epervier sont identifiés comme corridors écologiques dans le cadre du SCOT des Rives du Rhône et du Schéma de secteur de la Côtée rhodanienne
 - ➔ Une commune exposée à de nombreux risques, dont les principaux sont :
 - le risque mouvement de terrain
 - un risque potentiel d'inondation au droit des cours d'eau de l'Epervier, du Batalon et de la Patouse
 - le risque nucléaire (périmètre d'intervention de la centrale de St-Alban du Rhône en partie est du territoire
 - le périmètre de protection du puits du captage du Charreton, à St-Pierre-de-Boeuf, en partie est du territoire
- Des conséquences toutefois modérées sur le PLU (impact limité sur le territoire et en termes de contraintes réglementaires)**

→ **Un patrimoine riche caractérisé par :**

- **un bourg médiéval à la silhouette caractéristique implanté à flanc de coteau de l'Epervier, et disposant d'un patrimoine architectural et urbain exceptionnel**, qui lui ont valu le classement en tant que site pittoresque de la Loire et la mise en place d'une ZPPAUP, en cours de révision et de transformation en Aire de Mise en Valeur de l'architecture et de Patrimoine (AVAP)
- **un paysage de plateau agricole entrecoupé de vallons encaissés** (Patouse, Epervier) **et de gorges** (Batalon) **dégageant des points de vue remarquables d'un versant à l'autre ou sur le grand paysage** (Monts du Pilat, Vallée du Rhône, Alpes...) **et une alternance intéressante de paysages ouverts ou plus refermés**
- **Un patrimoine agricole et rural également intéressant :**
 - le patrimoine bâti : château de Volan, chapelle St-Claude, Madone, anciennes fermes rénovées (Chazeau)...
 - les coteaux viticoles aménagés en "chaillets"
- **Des coeurs de hameaux anciens parfois dénaturés par des développements pavillonnaires récents** en rupture morphologique avec eux mais qui les jouxtent de près et tendent à rendre leur silhouette pourtant caractéristique et identitaire du territoire de Mallevall moins visible et lisible dans le paysage

D é m o g r a p h i e , H a b i t a t e t F o n c i e r

- **Un territoire au cadre de vie attractif pour de nombreux ménages**, grâce à la qualité de ses paysages comme à sa proximité avec la vallée du Rhône, ses pôles d'équipements, d'activités et ses infrastructures de transport de premier plan, qui a de fait connu une forte croissance démographique depuis les années 1980.
- **Une commune plus jeune que la moyenne** intercommunale et départementale, attractive pour les jeunes ménages et les familles à la recherche de la proximité des pôles d'activités et d'emplois de la vallée.
- **Une commune qui conserve une certaine dynamique démographique en dépit d'un rythme de construction de logements qui ralentit depuis la fin des années 2000** : l'impact des familles et du solde naturel sur la croissance démographique, en dépit d'une taille moyenne de ménages qui diminue et laisse envisager un besoin d'environ 1 nouveau logement/an pour maintenir le même nombre d'habitants (571 en 2013).
- **Un parc de logements qui compte un taux de vacance se situant dans la moyenne**, qui traduit une attractivité non démentie du territoire et la nécessité de construire de nouveaux logements pour accueillir de nouveaux ménages
- **Une offre de logements quasi exclusivement orientée vers la maison individuelle en accession à la propriété** (plus de 90 %), **qui se diversifie très peu** (85 % des nouveaux logements construits entre 2001 et 2015 sont des maisons individuelles), **engendrant un faible turn-over dans les logements** (qui n'est pas favorable au renouvellement démographique et à la pérennité des équipements du village, en particulier les équipements scolaires et périscolaires) **et une consommation foncière importante** (5,07 ha consommés pour la construction de 27 logements entre 2005 et 2015, soit une densité moyenne de 5,32 logements/ha), **loin des objectifs du SCOT** (30 % d'habitat individuel dans la production nouvelle, pour une densité moyenne minimale de 20 logements/ha)
- **Des objectifs de constructions de 42 logements maximum** (selon le PLH, qui a réhaussé les objectifs du SCOT pour tenir compte des logements non réalisés dans le cadre du PLH) **qui laissent la possibilité d'investir 2,1 ha au plus**
- **Une commune dont le foncier constructible à proximité immédiate du centre-village est particulièrement rare**, du fait d'un relief chahuté, mais qui dispose, dans son PLU en vigueur, de plus de 13 ha de zones urbaines ou à urbaniser, **soit la nécessité de diviser par 7 le nombre des surfaces constructibles sur les 10 prochaines années**

Economie, Agriculture et Tourisme

- **Mallevall, une commune rurale très largement ouverte à l'extérieur : une faible corrélation du nombre et de la typologie des emplois sur la commune avec le nombre et la typologie des actifs**
- **Des déplacements domicile-travail qui risquent de s'accroître, en même temps que le taux de motorisation des ménages**
- **Une population qui connaît une évolution sociologique notable : croissance exponentielle des cadres et professions intellectuelles supérieures, au détriment des ouvriers, artisans, commerçants et agriculteurs.**
 - ⇒ un effet conjugué de la tertiarisation de l'économie et de l'accroissement de la dépendance de la commune avec les territoires alentour au niveau économique, avec une forte inadéquation entre offre et demande d'emplois présents sur le territoire
- **Une commune concernée à la marge par le projet de ZA intercommunale sur le lieu-dit de La Bascule, à cheval sur Mallevall et St-Pierre-de-Boeuf, le long de la RD 1086, axe de transit majeur à l'échelle de la vallée du Rhône**
- **Une activité viticole dynamique :**
 - pourvoyeuse d'une image particulièrement valorisée et attractive, qui tire également l'activité touristique et de loisirs.
 - qui modèle le paysage, en particulier sur la Côtère, et confère une identité particulière à Mallevall et les communes alentours.
 - des espaces viticoles protégés par 3 périmètres AOP ("Côte du Rhône", "Condrieu" et "St-Joseph"), et un territoire intégralement concerné par le périmètre d'AOP Rigotte de Condrieu, qui impliquent une forte protection des vignes de la Côtère comme des prairies du plateau, où la pression s'est faite la plus forte sur la période récente.
- **Un patrimoine paysager, bâti et urbain qui vient compléter les richesses agricoles pour faire de Mallevall une étape dans la découverte de la vallée du Rhône et dans les circuits viticoles.**
- **Des aménagements et activités favorables au tourisme et aux loisirs:**
 - la Via-Rhône, dans la vallée du Rhône, l'aire de loisirs, à St-Pierre-de-Boeuf, ou les randonnées du parc du Pilat
 - la présence d'un hôtel-restaurant et de boutiques artisanales en centre-village

Equipements et Déplacements

- **Une offre d'équipements publics particulièrement faible, qui accentue la dépendance de la commune avec les communes voisines :**
 - un bureau de Poste et un point de distribution de pain en centre-village
 - des courts de tennis sur le plateau, à proximité de Maupas
 - l'école et les services périscolaires au sein du village, favorables à son animation et à sa vitalité
- MAIS des effectifs scolaires stables, malgré une diminution du rythme de constructions, qui s'expliquent par la forte attractivité de la commune pour les jeunes ménages et les familles, mais dont il convient d'anticiper la nécessaire redynamisation en relançant la construction**
- **Une accessibilité moyenne aux grandes infrastructures nationales, malgré la proximité de la vallée du Rhône : autoroute A7, RN7, ligne TER Lyon-Marseille...**
 - **Une commune desservie par le réseau de Transports Interurbains de la Loire (TIL), permettant de gagner les principaux pôles d'activités et d'équipements de la vallée**

- **Une offre de stationnement jugée insuffisante dans un centre-village particulièrement contraint et attractif lors de la saison touristique** : des problèmes de stationnement "sauvage" souvent constaté le long de la RD 79 en traversée de village, et malgré l'aménagement de parkings en entrée de village (croisement RD 79-RD 506 dans les gorges du Batalon) et à la sortie, sur le secteur de Paton ou près de l'office de tourisme (ancienne usine)
- **Une offre de transports en commun peu incitative, avec une fréquence faible, et peu accessible pour les habitants du plateau comme du centre-bourg** (arrêt dans la vallée du Batalon, sur la RD 506), à l'exception du transport scolaire, qui irrigue l'ensemble de la commune et permet de gagner les principaux établissements scolaires du secteur
- **Des routes départementales secondaires (RD 79) qui serpentent le long des coteaux pour relier le village** au plateau et présentent des caractéristiques peu favorables aux cheminements modes doux et au développement de l'urbanisation sur le plateau : étroitesse, pente, faible visibilité, risque d'éboulement...

Réseaux et assainissement

- **Un réseau d'assainissement collectif du centre-bourg en surcharge, mais un raccordement au réseau de St-Pierre-de-Boeuf en cours d'étude, avec une station d'épuration existante suffisamment dimensionnée** pour accueillir le développement démographique programmé dans le cadre du PLU arrêté par St-Pierre-de-Boeuf en 2016 et les 150 habitants actuellement raccordés au réseau du centre-village de Mallevall
- **Un réseau d'assainissement collectif aménagé sur Chazeau-Maupas, qui ne fonctionne qu'à 50 % de ses capacités** et est en mesure d'accueillir environ 35 nouveaux branchements, soit environ 90 équivalents-habitants supplémentaires.
- **Une sécurité incendie problématique sur certains hameaux isolés du plateau ou de la vallée, non couverts** (Volan, Chez Favier, Bazin, Gonon, Vauvignières) **ou disposant d'un dispositif qui ne respecte pas les normes (Martel, Chantel, Chazeau, Maupas)**, sur laquelle la commune doit demeurer vigilante.



Préambule



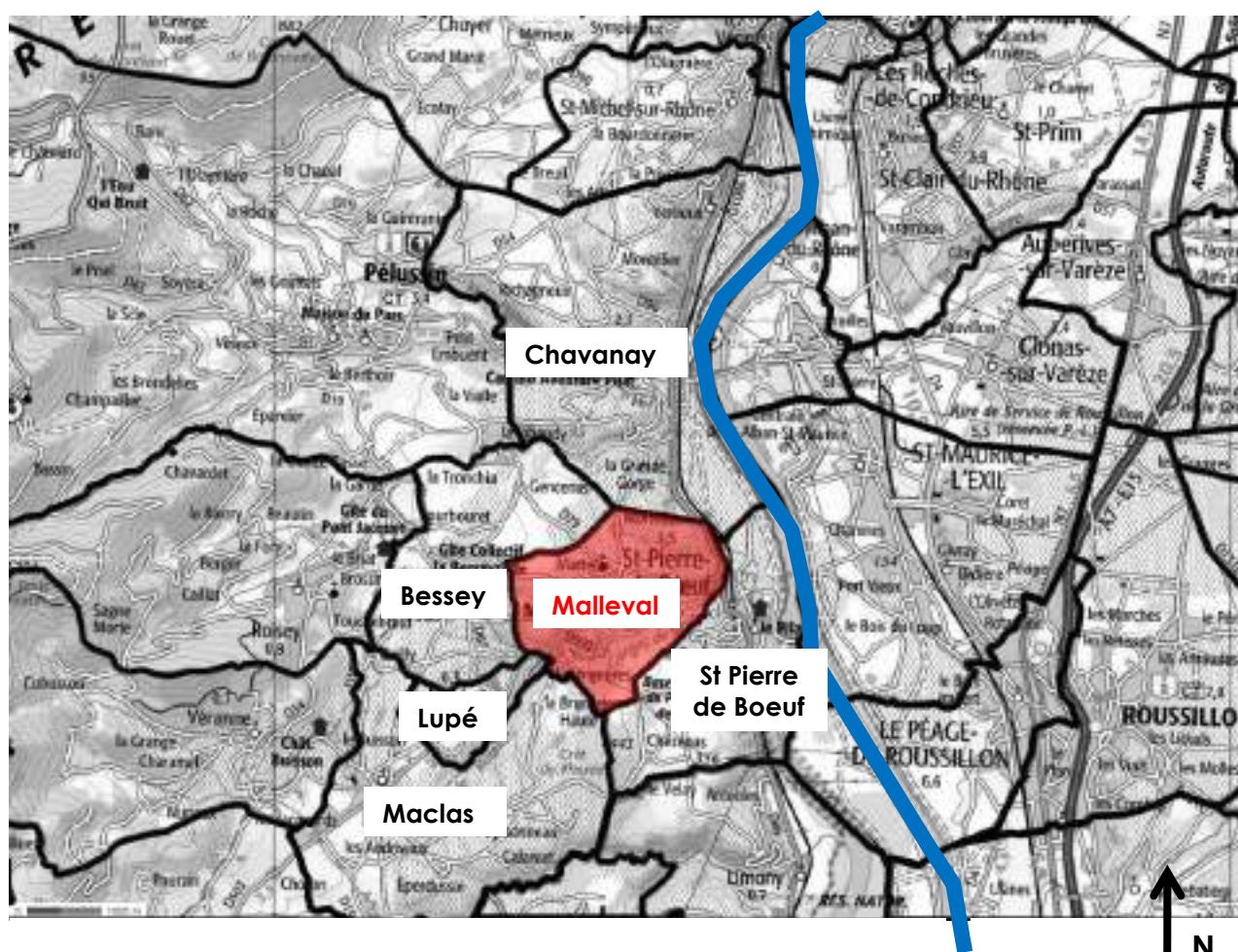
Par une délibération en date du 4 décembre 2012, le Conseil municipal de la commune de MALLEVAL a décidé le lancement de la révision générale de son PLU.

Contexte géographique et administratif

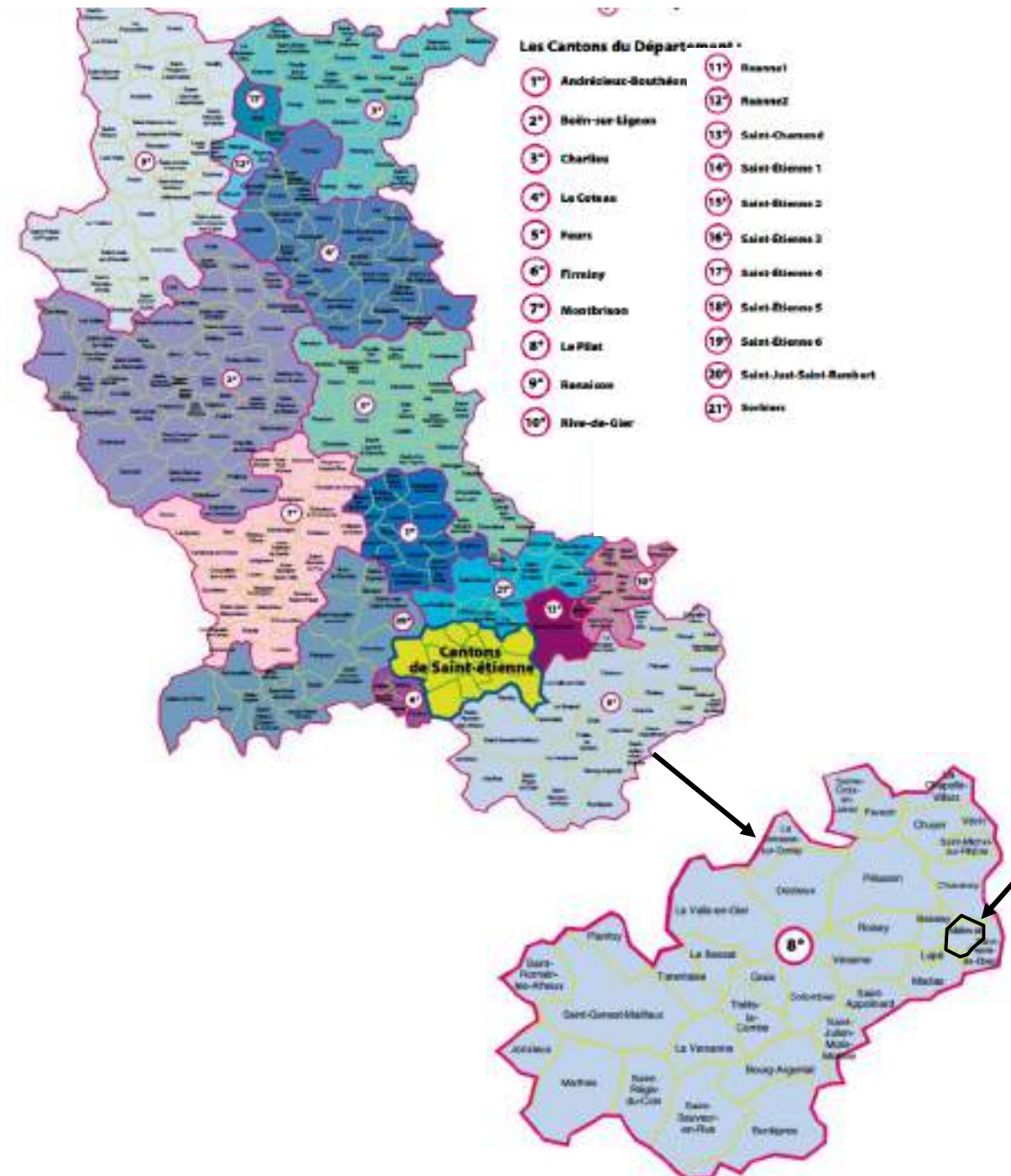
Rattachée au Parc naturel régional du Pilat, la commune de Mallevall est située sur la frange Est du Massif du Pilat, à proximité de la vallée du Rhône qu'elle jouxte, à l'extrémité Sud Est du département de la Loire. Implantée entre 150 et 414 m d'altitude, elle marque le seuil du plateau de Pélussin, une rupture géographique entre le couloir de la vallée du Rhône et les premiers contreforts du Massif central, mais aussi une rupture paysagère, amorçant un paysage rural alternant entre vallées encaissées et plateaux où dominent l'agriculture (viticulture) et les forêts, en contraste avec le continuum urbain et les grandes infrastructures de la vallée.

S'étendant sur 506 hectares, le territoire de la commune est limité :

- au Nord par la commune de Chavanay
- à l'Ouest par la commune de Bessey
- au Sud, par les communes de Lupé et Maclas
- à l'Est, par la commune de Saint Pierre de Boeuf



La commune de Mallevall appartient au canton du Pilat qui regroupe 35 communes sur 540 km² (Bessey, Bourg-Argental, Burdignes, Chavanay, Chuyer, Colombier, Doizieux, Graix, Jonzieux, La Chapelle-Villars, La Terrasse-sur-Dorlay, La-Valla-en-Gier, La Versanne, Le Bessat, Lupé, Maclas, **Mallevall**, Marlihes, Pavezin, Pélussin, Planfoy, Roisey, St-Appolinard, Saint-Genest-Malifaux, Saint-Julien-Molin-Molette, St-Michel-sur-Rhône, St-Pierre-de-Boeuf, Saint-Régis-du-Coin, Saint-Romain-les-Atheux, Saint-Sauveur-en-Rue, Sainte-Croix-en-Jarez, Tarentaise, Thélis-la-Combe, Véranne, Vérin) et comptait 35 037 habitants en 2014.



La commune est en outre membre de la **Communauté de Communes du Pilat Rhodanien** (CCPR), créée le 30 nov. 2001, qui regroupe 14 communes (La Chapelle-Villars, Chuyer, Vérin, St-Michel-sur-Rhône, Pélussin, Chavanay, Roisey, Bessey, Mallevall, Lupé, St-Pierre-de-Bœuf, Vêranne, Maclas et St-Appolinard) et compte 16452 habitants en 2013, soit environ 3150 habitants de plus qu'en 1999. Parmi ces communes, 10 ont moins de 1000 habitants. La Communauté de communes s'étend sur plus de 14 000 ha.



Les motivations de la révision du PLU

Comme le précise la délibération du Conseil municipal du 4 décembre 2012, **la révision générale du PLU de Mallevall a pour objectif de mettre le PLU en conformité avec les documents d'urbanisme supracommunaux, tout en veillant à :**

- **Maîtriser le développement de l'urbanisation en densifiant les zones déjà urbanisées**
- **Réduire les effets de coupures en préservant l'identité architecturale de la commune**
- **Maintenir la vitalité et le niveau démographique de la commune, tout en permettant d'assurer le parcours résidentiel de chaque habitant**
- **Prendre en compte la mixité sociale et diversifier les formes d'habitat**
- **Préserver et mettre en valeur le milieu naturel**
- **Préserver le patrimoine de la commune.**

Le contexte réglementaire de la révision

Le PLU de Mallevall se situe en bas d'une chaîne composée du :

- cadre législatif en vigueur,
- contexte réglementaire local défini à travers les documents supra-communaux.

Ces différents documents entretiennent entre eux des rapports de compatibilité que le PLU doit également assimiler.

Les lois cadres

La loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) _2000

La loi Urbanisme et Habitat _2003

La loi Engagement National pour le Logement (ENL) _2006

La loi d'Engagement National pour l'Environnement, dite loi "Grenelle 2" _2010

La loi de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche (MAP) _2010

La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) _2014

La Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt (LAAAF) _2014

La loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite "loi Macron" _2015

COMPATIBILITÉ



Les documents de planification supra-communaux

Politiques publiques transversales

Politiques publiques thématiques

BIODIVERSITÉ

Le SRCE Rhône-Alpes _2014

EAU

Le SDAGE Rhône-Méditerranée _2016-2021

AIR-ÉNERGIE

Le SRCAE _2012

La Charte du PNR du Pilat _ 2013-2025

HABITAT

**Le PLH de la CC du Pilat Rhodanien _ 2010-2016
(prolongé à 2018)**

Le SCOT des Rives du Rhône _2009-2030

COMPATIBILITÉ



Le PLU de MALLEVAL

La commune de Mallevall adhère au PNR du Pilat et est signataire de la charte du Parc (2013-2025), dont elle s'engage à intégrer les objectifs dans ses politiques publiques, dont l'urbanisme, à travers notamment le présent Plan Local d'Urbanisme.

La charte 2025 s'articule autour de 5 grands axes déclinés en objectifs. Parmi ces 5 axes, le PLU est plus particulièrement concerné par les actions énoncées dans les 3 premiers axes, relatifs à la préservation des espaces et ressources, au cadre de vie et au développement économique durable :

Axe 1 : une gestion maîtrisée des espaces et des ressources

- Conforter un réservoir de biodiversité riche et connecté,
- Recréer un lien favorable entre urbanisme et paysages
- Garantir une utilisation raisonnée des ressources endogènes

Axe 2 : des modes de vie plus sobres et plus solidaires

- S'assurer d'un habitat durable
- Prendre des initiatives pour une mobilité durable,
- Promouvoir des usages de loisirs doux
- Renforcer l'identité territoriale du Pilat au travers de la valorisation des patrimoines et des échanges culturels

Axe 3 : des modes de production durables en lien avec la consommation locale

- Maintenir une activité agricole de qualité et accroître son autonomie
- Conforter une filière bois garante de la multifonctionnalité des espaces forestiers
- Poursuivre le développement de l'écotourisme
- Accompagner la valorisation et la création de biens et de services en lien avec les caractéristiques et enjeux du territoire
- Compléter la politique d'économie d'énergie par une stratégie de développement des énergies renouvelables

Axe 4 : un parc acteur du territoire régional et au-delà

- Equilibrer des relations solidaires au sein du territoire et avec les métropoles avoisinantes et autres territoires périphériques
- Stimuler l'innovation et l'approche prospective par des collaborations ou coopérations

Axe 5 : une mobilisation de tous les citoyens

- Développer une culture commune du territoire par la connaissance
- Rendre chacun acteur du projet

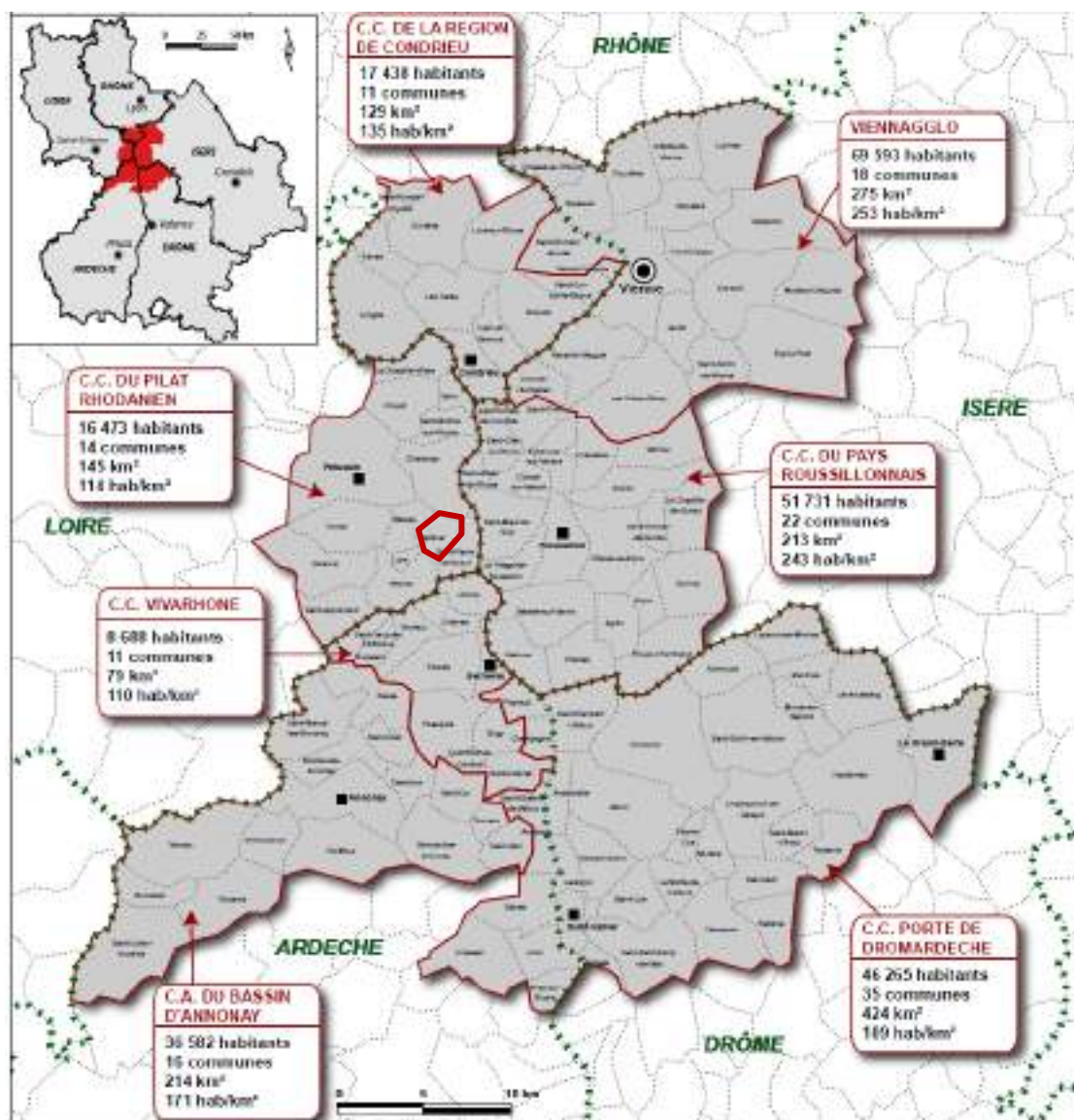
Les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les objectifs de la Charte et concourir à leur atteinte. Les trois premiers axes les concernent directement et ils doivent veiller à ne pas prendre de mesures allant contre les objectifs fixés par le Parc.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) des Rives du Rhône

Le territoire de Mallevall s'inscrit dans le périmètre du **Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) des Rives du Rhône** qui englobe 127 communes pour une population d'environ 245 000 habitants. Ce périmètre a évolué en 2013, avec l'intégration des Communautés de communes VivaRhône et des Portes de DrômArdèche et la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Annonay, portant de 5 à 7 le nombre d'intercommunalités membres du SCOT, réparties sur 5 départements (Loire, Ardèche, Drôme, Isère et Rhône) de part et d'autre du Rhône, entre le pays viennois, au Nord, et le secteur de Saint-Vallier/Annonay, au Sud, pour une superficie totale de près de 1 500 km².

Approuvé par le Comité syndical du Syndicat mixte des Rives du Rhône, chargé de conduire l'élaboration du SCOT et d'assurer son suivi et sa mise en œuvre, via une délibération en date du 30 mars 2012, le SCOT s'impose aux PLU des communes et intercommunalités incluses dans son périmètre lors de son approbation en 2012, mais ne s'applique pas encore aux territoires qui l'ont récemment rejoints.

Une révision du SCOT, visant à intégrer les territoires de VivaRhône, du Bassin d'Annonay et des Portes de DrômeArdèche, et à se placer en compatibilité avec les dernières évolutions législatives (ALUR, LAAAF...) a ainsi été lancée. Le SCOT révisé, qui fixera des objectifs de développement et d'aménagement à l'horizon 2040, devrait entrer en application d'ici 2020.



Le syndicat mixte du SCoT des Rives-du-Rhône a retenu en cohérence avec les engagements métropolitains partagés avec l'inter-SCoT de la région Lyonnaise, un objectif de développement déterminé à 40 000 nouveaux habitants entre 2009 et 2030.

La stratégie du SCoT est d'inverser la tendance actuelle, conduisant la population à se desserrer de la vallée du Rhône vers ses franges périphériques (côtière rhodanienne...). Cette dernière doit redevenir l'axe de développement principal, rapprochant la population des principaux équipements, services et réseaux de transport en commun.

Par ailleurs, le SCoT vise à préserver les grandes entités naturelles, paysagères et agricoles du territoire, ainsi que de valoriser les grands axes de circulation existants ou en projet. Il doit également composer avec les contraintes existantes, inhérentes aux risques naturels prévisibles et technologiques. Le développement économique du territoire doit répondre pleinement à la croissance démographique attendue, sur l'objectif d'un logement nouveau par emploi créé.

Il s'agira plus particulièrement :

- d'analyser et favoriser les possibilités de renouvellement urbain à l'intérieur des tissus urbanisés existants, dans un objectif de reconquête des centres
- de fixer et viser des seuils de densité de logements plus importants
- de préserver les espaces agricoles et naturels, pour leur potentiel de développement économique ou leur valeur en termes de biodiversité
- de maîtriser spatialement les extensions urbaines, par une localisation en continuité du bâti existant et en priorité dans les secteurs bien desservis par les transports en commun.

A l'échelle du SCOT, Malleval est identifié en tant que village, il ne représente pas une polarité (ou alors une polarité de faible niveau, de niveau 4).

En d'autres termes, il s'agit d'une commune qui ne dispose que des services de proximité et demeure largement dépendante du bourg centre de Chavanay, à proximité (polarité de niveau 3), qui offre davantage de services de proximité et d'équipements, des villes (polarités de niveau 2), qui concentrent les principaux services et équipements de niveau intercommunal et cantonal, telles Pélussin ou Condrieu et agglomération (polarités de niveau 1), qui proposent les grands équipements et services à l'échelle du SCOT – Vienne et agglomération roussillonnaise.



extrait du SCoT des Rives-du-Rhône

LE DOCUMENT D'ORIENTATIONS GENERALES (DOG)

Le DOG constitue le document de référence du SCoT : si le PADD décline le projet politique des élus et les objectifs stratégiques retenus, le DOG est un document plus technique qui revêt un caractère prescriptif. Il représente le mode d'application pratique et opposable du SCoT, et reprend les 5 grands objectifs du projet commun adopté par les élus. C'est à travers le DOG que se crée le rapport de compatibilité avec les PLU.

Le Document d'orientations générales du SCOT des Rives du Rhône reprend les grands enjeux du PADD selon 5 axes de déclinaison :

OBJECTIFS PADD		DECLINAISONS DOG
1	Affirmer le rôle structurant des agglomérations dans l'armature urbaine	<ul style="list-style-type: none">▪ hiérarchiser une armature urbaine▪ affirmer les agglomérations de Vienne et de Roussillon▪ renforcer le poids des centres urbains▪ freiner les phénomènes de périurbanisation
2	Structurer et renforcer l'attractivité économique	<ul style="list-style-type: none">▪ valoriser et optimiser les disponibilités foncières en bordure du Rhône▪ coordonner le développement des sites stratégiques▪ diversifier et encadrer le développement économique sur l'ensemble du territoire
3	Préserver les ressources et les espaces naturels et agricoles	<ul style="list-style-type: none">▪ maintenir l'équilibre entre les espaces naturels, agricoles et bâtis▪ préserver les grandes unités paysagères▪ protéger et valoriser les espaces naturels▪ garantir la viabilité des exploitations agricoles▪ assurer le maintien d'une agriculture multifonctionnelle
4	Rationaliser les déplacements et optimiser les infrastructures de transport	<ul style="list-style-type: none">▪ favoriser le développement des modes de transport alternatifs▪ participer à l'émergence d'un réseau de transport collectif à l'échelle métropolitaine lyonnaise (eau, fer)▪ hiérarchiser le réseau viaire
5	Promouvoir des politiques de l'habitat plus solidaires et des formes urbaines plus durables	<ul style="list-style-type: none">▪ diversifier les formes d'habitat▪ favoriser la mixité sociale▪ encourager les modes de construction innovants▪ produire des quartiers intégrant l'ensemble des objectifs de développement durable

→ **L'armature urbaine : « affirmer le rôle structurant des agglomérations dans l'armature urbaine, en inversant la dynamique de périurbanisation au profit des villes ».**

L'armature urbaine de l'aire métropolitaine lyonnaise se structurera à horizon 2030 autour de 3 centres métropolitains (Lyon, Saint-Étienne, agglomération des portes de l'Isère) et de plusieurs bassins de vie intermédiaires.

A l'échelle du SCoT des Rives-du-Rhône, les élus ont fait le choix d'inverser les dynamiques territoriales à l'œuvre ces dernières années en matière d'urbanisation et de répartition de la croissance démographique (étalement urbain, périurbanisation, atteintes aux espaces agricoles et naturels...). Les ambitions démographiques sont retenues à 40 000 habitants supplémentaires entre 2009 et 2030 (1% de croissance par an).

Les polarités doivent redevenir les scènes privilégiées de cette croissance, en accord avec l'armature urbaine du territoire. Cette armature se structure et se hiérarchise logiquement selon la proximité et la capacité des axes de transport, l'existence d'une desserte en transports en commun, l'offre en emplois, ainsi que le niveau de services et d'équipements des communes concernées.

- **Inverser les tendances et rompre avec la périurbanisation**

Les communes sont hiérarchisées selon 3 niveaux de polarités, plus les villages. La commune de Mallevall est classée à l'échelon 4, celui des villages.

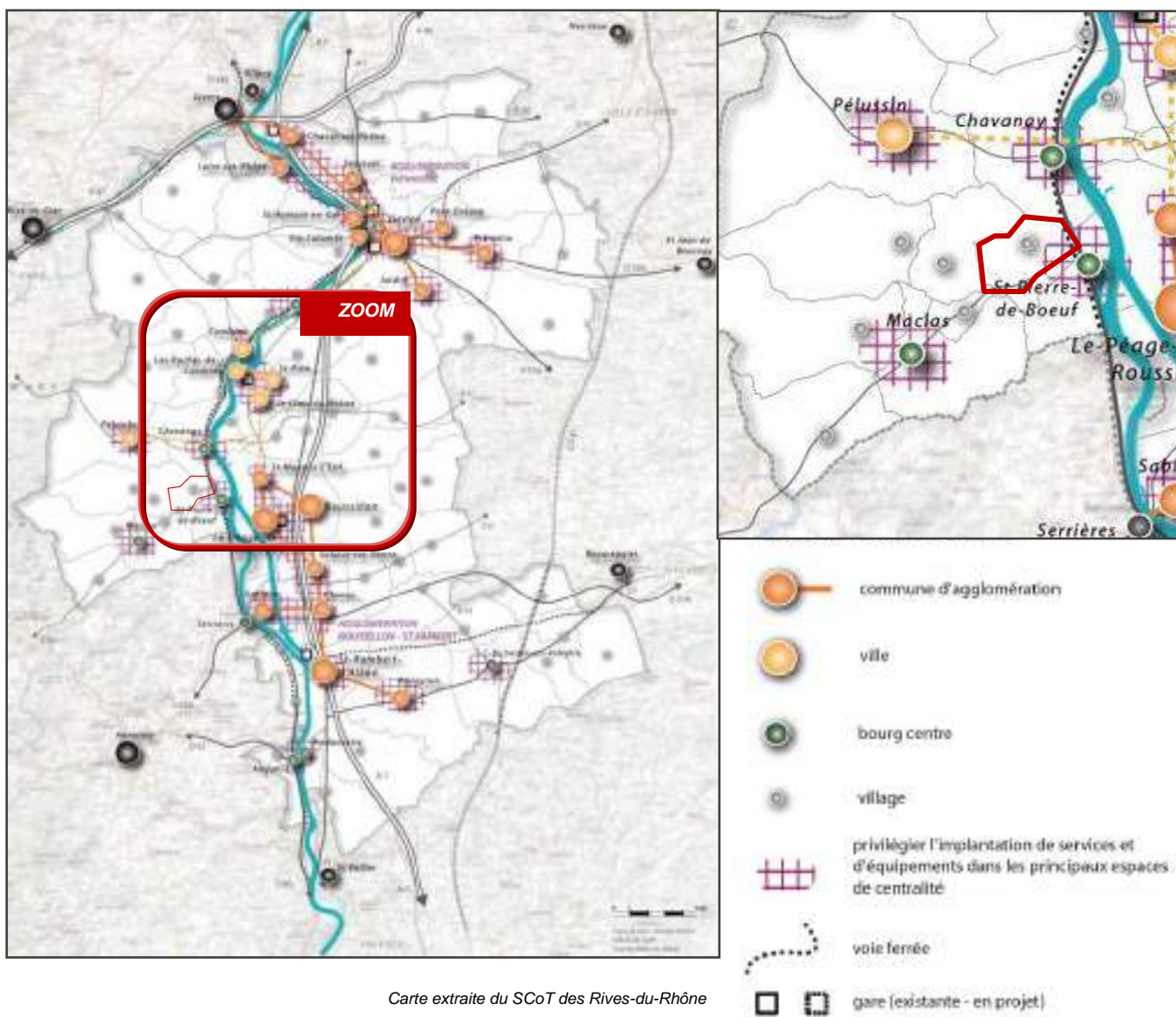
L'objectif maximal de constructions pour les villages tels que Mallevall est fixé à 5,5 logements / an pour 1000 habitants, ce qui, rapporté à la population de la commune, représente environ 3,2 logements par an, soit 32 logements en 10 ans ou 44 logements d'ici 2030.

Les villages ont également vocation à accueillir des équipements économiques et commerciaux de proximité.

- **Encourager et favoriser les « bonnes pratiques »**

La production de nouveaux logements doit être déclinée et réappropriée dans le cadre des PLH (objectifs à 6 ans) et des PLU (objectifs à 10 ans). De fait, le PLU de Mallevall devra proposer une surface totale constructible permettant d'atteindre le nombre de logements attribué par le SCOT, à savoir 38 logements environ sur les dix années envisagées pour sa mise en œuvre.

Toutefois, afin de promouvoir la solidarité intergénérationnelle et sociale, ne seront pas comptés dans les objectifs, tous les logements de type foyer-logement, maison de retraite, maison d'accueil pour personnes âgées, les logements locatifs abordables produits dans une logique de rattrapage au-delà des objectifs de base assignés par le SCoT, les logements issus d'opération de réhabilitation, démolition/reconstruction, changement de destination agricole, ainsi que les logements issus de l'innovation architecturale, porteurs d'images et d'attractivité pour le territoire, qui pourront tous être réalisés en plus du nombre maximal de logements attribués à la commune.



Carte extraite du SCoT des Rives-du-Rhône

→ **HABITAT : Promouvoir des politiques d'habitats solidaires et des formes urbaines durables**

« La croissance de la population ne peut être envisagée sans un accompagnement qualitatif dans la production des nouveaux logements. Le diagnostic a fait apparaître un important déséquilibre de la production avec notamment une surreprésentation de la maison individuelle. Le SCoT doit ainsi promouvoir un modèle de développement urbain durable, depuis la forme urbaine jusqu'à la nature des logements. Le territoire doit également répondre à travers sa politique du logement à des objectifs multiples : répondre aux attentes de tous les âges de la vie et de toutes les catégories sociales, réduire la consommation d'espace, mieux intégrer les constructions dans l'environnement... ».

• **Promouvoir des formes urbaines variées et limiter la consommation foncière**

Le SCoT définit des objectifs de densité minimums, pour limiter la consommation foncière. Les objectifs de densité sont fixés par niveau de polarité, **les « villages » de niveau 4 comme Mallevall devant atteindre une densité moyenne de 20 logements par hectare** (pour les nouveaux logements), **dont 30 % de logements individuels, 60 % de logements intermédiaires et 10 % de logements collectifs.**

Cet objectif de densification s'appuie sur les principes suivants :

- **renforcer les centres urbains** (cœur de village, centre-bourgs, etc.), **par une logique de développement en greffe de bourg et par une optimisation du tissu urbain existant**
- **diversifier l'offre en matière de logements** (collectif/individuel/intermédiaire, privé/accession/locatif, taille variée des logements), en accord avec les besoins identifiés dans les documents d'urbanisme et les PLH
- **augmenter la densité moyenne des constructions en privilégiant l'habitat intermédiaire et l'habitat collectif**
- permettre davantage de diversité dans les modes de production des logements (intervention des collectivités, opérations mixtes, partenariats public/privé, etc.)

• **Rompre avec la dispersion de l'habitat**

Seules sont autorisées les opérations de renouvellement, de réhabilitation et d'extension en continuité du bâti existant.

Toutefois, le SCOT a mis en place un **schéma de secteur sur la côte rhodanienne** afin de permettre aux communes dont les capacités de densification en centre-bourg sont particulièrement limitées du fait de leur implantation en creux de vallées ou à flanc de coteau, de reporter leur développement sur les hameaux situés en plateaux, selon le principe des « faubourgs perchés ».

Mallevall est concernée par cette possibilité. Les secteurs autorisés à accueillir le développement urbain devront toutefois :

- avoir été justifiés par une étude détaillée démontrant l'absence réelle de marge de manœuvre en centre-bourg ou en continuité de celui-ci, l'impossibilité de valorisation d'un hameau préexistant, la limitation des atteintes aux paysages ainsi qu'aux exploitations agricoles existantes, le respect des orientations adoptées par le PNR
- avoir fait l'objet de prescriptions architecturales et paysagères
- présenter les dispositions prises pour garantir l'intégration environnementale de l'opération décrite
- être desservis par les réseaux, notamment ceux de l'assainissement collectif et de la collecte des eaux pluviales et des voies garantissant la sécurité et la qualité des accès routiers.

- **Réinvestir dans le tissu urbain existant**

En lien avec l'objectif de rupture avec la dispersion de l'habitat, le SCOT appelle à réinvestir le tissu urbain existant :

- Réhabiliter le tissu ancien par des opérations de démolitions/reconstructions, réhabilitations....
- Densifier les centres urbains et cœurs de village par de nouvelles constructions dans les dents creuses, par la reprise des friches ou par des opérations de divisions parcellaires.
- Ne pas proscrire les possibilités de densification dans les règlements des documents d'urbanisme.

Bien que les possibilités de densification du tissu urbain existant soient limitées sur la commune de Mallevall, du fait de l'implantation du centre-bourg à flanc de coteau (ce qui lui a valu d'être intégré au périmètre du schéma de secteur de la Côtère rhodanienne), le PLU devra tenir compte de ces objectifs, en priorisant, lorsque c'est possible, la densification et le renouvellement des tissus urbains existants, avant d'envisager le développement urbain des secteurs de hameaux potentiellement identifiés par le schéma de secteur.

- **Diversifier l'offre en logements pour répondre à tous les besoins**

En matière de typologie de l'habitat, le SCOT préconise de :

- **Diversifier l'offre locative**, en produisant **au moins 10 % de logements locatifs abordables** (à savoir logements locatifs sociaux et logements privés conventionnés). Les logements sociaux devant, selon le SCOT, en priorité être localisés à proximité des équipements, services et arrêts desservis par les TC, les logements privés conventionnés pourront être privilégiés sur le territoire de Vérin, en cohérence toutefois avec le PLH de la Communauté de communes.
- **Adapter l'offre immobilière à l'accueil des personnes âgées et aux personnes à mobilité réduite** (c'est plus de 2000 places pour personnes âgées dans de nouveaux bâtiments qu'il faut prévoir d'ici 2030).
- **Accueillir les gens du voyage** tel que prévu aux schémas départementaux en vigueur.

- **Anticiper les besoins en équipements**

L'horizon 2030 annonce des besoins en équipements scolaires et santé qui doivent être prioritairement aménagés dans les centres-bourgs. Les équipements structurants de rayonnement intercommunal (cinéma, centre-nautique, médiathèque...) doivent s'implanter dans les agglomérations et pôles urbains. Mallevall n'est pas concernée par ce type d'équipements.

- **Favoriser le développement d'un urbanisme de projet**

Les documents d'urbanisme conduisent à la réussite de cet objectif par les orientations d'aménagement et de programmation (Grenelle), dans lesquelles sont prises en compte toutes les composantes du projet urbain (mail piéton, trame végétale, densité et esthétique du bâti, espaces publics, domanialité...).

- **Encourager un urbanisme respectueux de l'environnement**

Le PLU devra permettre la réalisation de modes de construction innovants favorisant une réduction des consommations énergétiques.

- **Mettre en place des politiques publiques permettant la maîtrise du foncier**

→ **ECONOMIE : Structurer et renforcer l'attractivité économique**

3 sites économiques ont été reconnus d'intérêt métropolitain sur le territoire des Rives du Rhône : le site portuaire de Givors-Loire-sur-Rhône, le site économique de Salaise-Sablons et celui de Nord Drôme Ardèche. Ils sont reconnus pour les perspectives qu'ils offrent en termes de multimodalité (fleuve, train, route) et pour leur potentiel foncier, dans la perspective du renforcement du trafic de marchandises par voie fluviale.

- ***Se fixer des exigences communes pour l'accueil des activités économiques***

La localisation des futures zones d'activités est à privilégier dans les enveloppes urbaines ou en continuité. Chaque zone d'activité doit être assurée par une bonne insertion paysagère, par des facteurs de qualité environnementale, par une rationalisation économe de l'espace. Par ailleurs, la desserte par les TC doit y être assurée. Enfin les projets doivent répondre à la stratégie globale de l'intercommunalité en fonction des besoins du bassin de vie, doivent tenir compte de la disponibilité dans les zones d'activités existantes et tenir compte également des attentes des investisseurs.

Le développement économique de Mallevall semble davantage s'inscrire dans l'objectif 3 de la thématique du développement économique, qui vise à « adapter les stratégies de développement aux différents contextes territoriaux » : le tourisme culturel et nature, ainsi que l'agriculture (viticulture) constituent les principaux gisements pour le développement économique de la commune.

- ***Adapter les stratégies de développement aux différents contextes territoriaux***

1 emploi créé pour 1 nouveau logement, soit environ 23 000 emplois de 2009 à 2030, pour une surface foncière de 700 ha. Les zones d'activités doivent dans un 1^{er} temps se développer sur elles-mêmes, avant de penser à leur extension ou leur création nouvelle. **A l'échelle du Pilat**, le développement économique doit continuer à s'inscrire en cohérence avec la charte du Parc, visant à la préservation de l'environnement, à la valorisation des ressources et à la promotion de la vie sociale. Les villes et les bourgs centres sont les lieux à privilégier pour l'accueil des zones d'activités. **L'agriculture et la sylviculture** emploient encore de nombreux actifs (6%) et doivent être soutenues à travers le règlement des documents d'urbanisme. **Le tourisme** culturel doit également être promu.

- ***Encadrer le développement commercial***

L'activité commerciale et les services tertiaires doivent être prioritairement développés sur les secteurs bien desservis par les transports collectifs ou au sein des zones d'activités existantes. La commune de Mallevall n'est pas concernée par cet objectif de développement économique spécifique. En revanche, l'objectif n°7 de la thématique du développement économique, qui vise à « **mettre en réseau l'offre en tourisme et loisirs** » peut trouver un écho sur le territoire communal, puisque il s'agit de favoriser la découverte culturelle et patrimoniale, les sports de plein air, l'agrotourisme...

→ **DEPLACEMENTS : Rationaliser les déplacements et optimiser les infrastructures de transport**

Le parti d'aménagement retenu par le SCoT contribue au renforcement du système multipolaire métropolitain, en structurant le territoire autour des agglomérations et villes de la vallée du Rhône, desservies par le transport ferroviaire de voyageurs. Il faut donc à l'avenir produire plus de logements qu'aujourd'hui, plus vite et de façon plus diversifiée et économe en foncier, sur ces espaces qui concentrent emplois, services et équipements.

A partir de ce grand objectif, **la commune de Mallevall, peu pourvue en emplois, services et équipements, est classée dans la catégorie des villages, c'est-à-dire qu'elle n'est pas considérée comme une polarité, mais comme une commune au contraire rattachée à l'extérieur, dépendante des polarités à proximité pour l'accès aux services, équipements et emplois** (les communes de Chavanay, en polarité 3, Condrieu, et Pélussin en polarité 2, ainsi que Vienne et l'agglomération roussillonnaise, en polarité 1). Il n'apparaît donc pas opportun, dans la logique du SCOT, de développer l'urbanisation de la commune, au risque d'accroître les déplacements entre Mallevall et les polarités voisines (et ainsi accroître les nuisances sans réduire la consommation énergétique et lutter contre le réchauffement climatique).

De fait, dans cette démarche de lier l'urbanisme à une réflexion sur les déplacements, qu'il convient de limiter, **la commune de Mallevall n'est pas une commune prioritaire pour le développement urbain** (à l'inverse des communes de polarité 1 et 2, des pôles-gares).

L'argument des déplacements pour limiter le potentiel d'urbanisation de la commune trouve en outre sa justification dans les difficultés de circulation et de sécurité que pose la RD 79 entre le bourg et la vallée du Rhône.

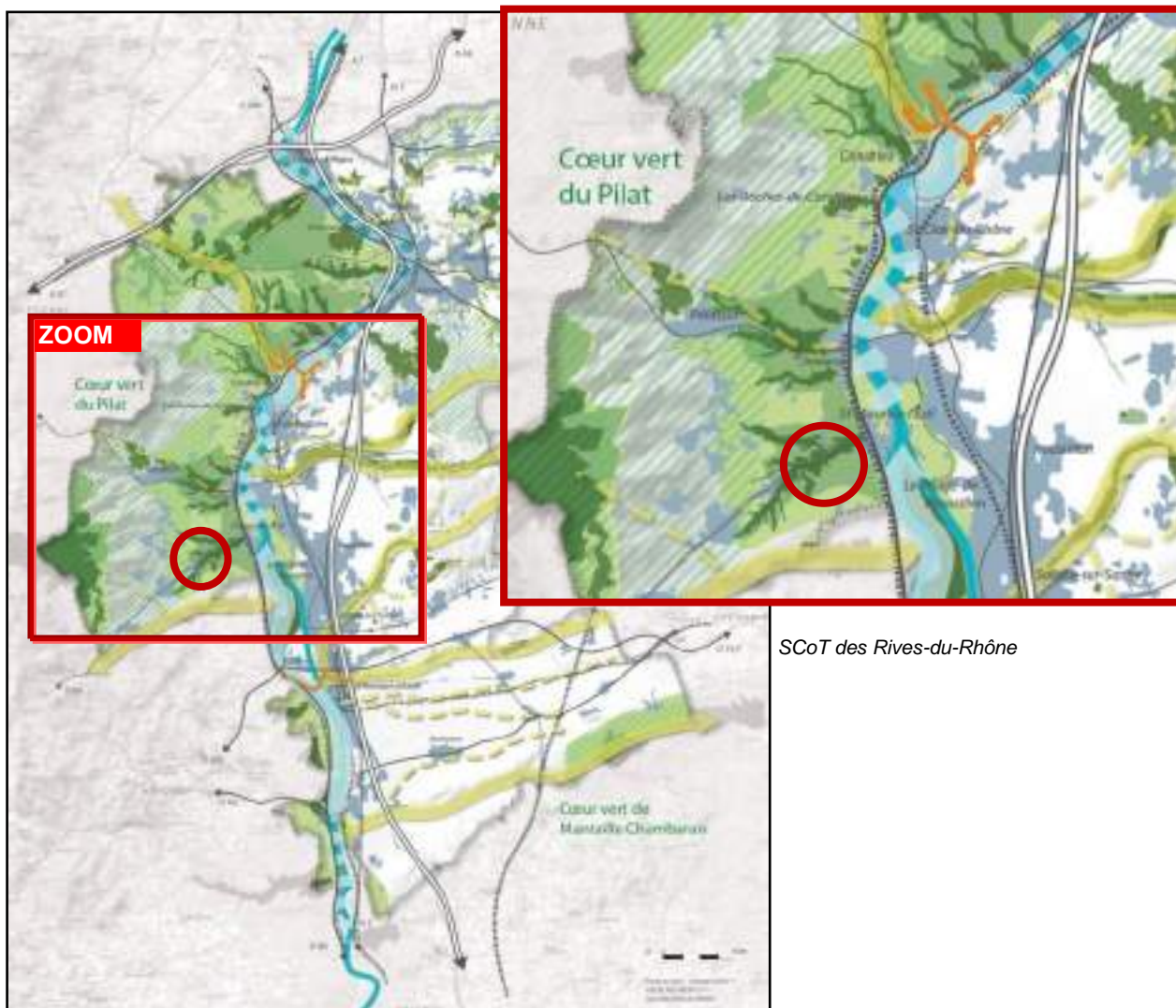
→ **ENVIRONNEMENT : Préserver les ressources et les espaces naturels et agricoles**

L'environnement est au cœur de la stratégie du SCoT. Celui-ci devient donc une des conditions sine qua non du développement durable et du maintien de la qualité du cadre de vie du territoire. Les orientations du Scot ont ainsi pour objectifs de **mettre en valeur les paysages, de protéger et valoriser les espaces naturels, de pérenniser l'activité agricole et de préserver les ressources.**

• **Protéger et valoriser les espaces naturels**

Le SCoT différencie 5 types d'espaces naturels à prendre en compte. La commune de Mallevall en recoupe deux : des espaces naturels remarquables à protéger ou à préserver (ZNIEFF de type 1 et 2 et zone Natura 2000) et des zones agricoles et forestières. L'urbanisation est interdite dans ces secteurs, qui concentrent notamment les deux vallons de l'Epervier, au cœur du village, et du Batalon, en partie Sud, inclus dans un périmètre de ZNIEFF de type 1 et de zone Natura 2000. **Les zones forestières et boisées ou agricoles** de la Costière, qui, entre la vallée et le plateau, relient les deux vallons, doivent également être préservées et identifiées dans les règlements d'urbanisme afin de valoriser les productions sylvicole et agricole et de maintenir les continuums écologiques. **Les ripisylves** doivent être protégées et restaurées (Grenelle II).

La commune devra également prendre en compte la nouvelle charte du PNR pour la période 2013-2025, qui reprend ces objectifs de préservation des espaces naturels et vise en outre à la préservation des ouvertures paysagères.



Maintenir les grands équilibres entre espaces naturels et espaces urbanisés



Prendre en compte les réseaux écologiques



axe de déplacement de la faune d'importance régionale à préserver



axe de déplacement de la faune d'importance locale, à restaurer si nécessaire



continuité terrestre des rives du Rhône à préserver



continuité terrestre des rives du Rhône à reconquérir



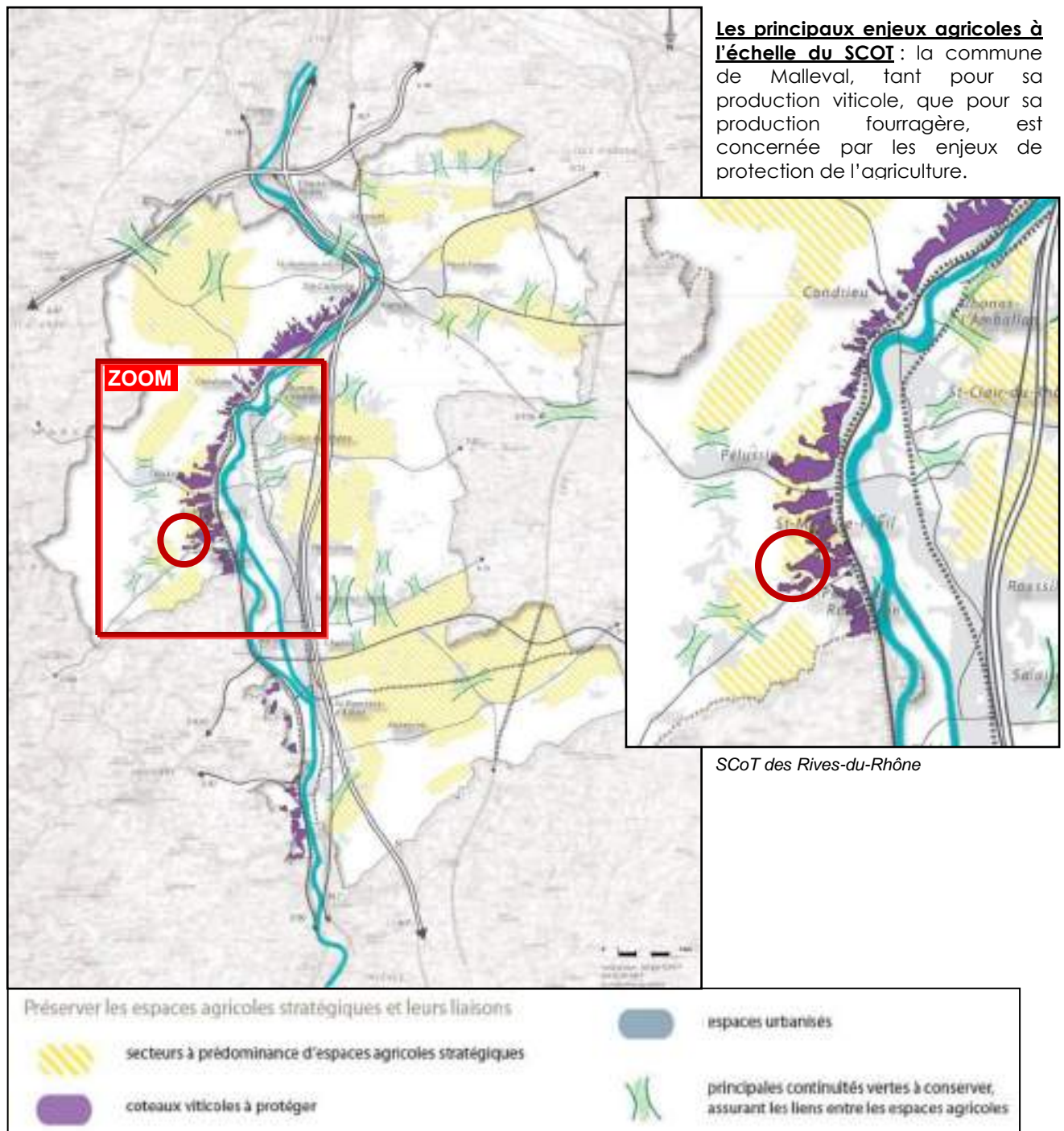
traversées faunistiques du Rhône

- **Assurer le maintien d'une agriculture multifonctionnelle**

Parmi les objectifs du SCOT en faveur de l'agriculture figurent :

- La gestion des nuisances réciproques entre activités agricoles et habitat, par **l'instauration d'un périmètre de réciprocité entre les exploitations agricoles et les constructions non-agricoles.**
- L'accompagnement de la transformation des bâtiments agricoles en accord avec la charte agricole de la Loire.
- La limitation de l'imperméabilisation des sols...

Le SCoT définit toute une série de recommandations par type d'activité et de culture, que le PLU devra prendre en compte.



- **Préserver l'identité des grandes unités paysagères et valoriser les éléments structurants du territoire**

En matière de paysages, le SCOT des Rives du Rhône préconise de :

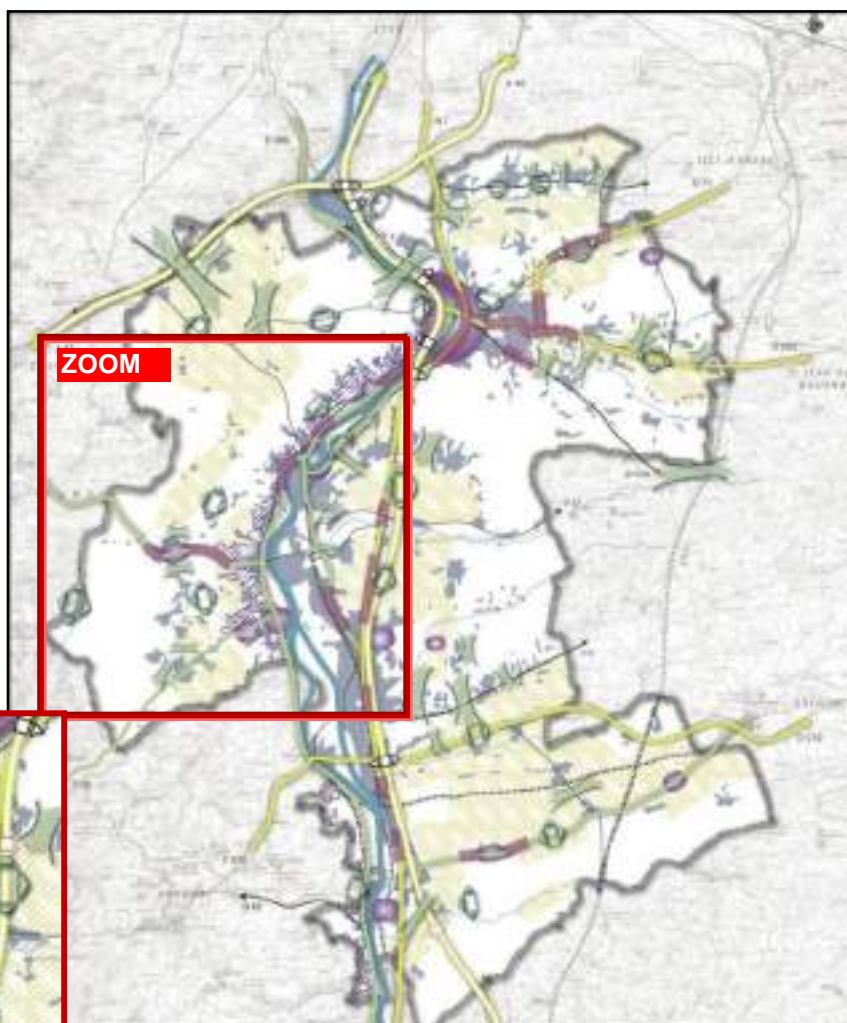
- Préserver ou valoriser les transitions entre secteurs bâtis et non bâti (interfaces ville/campagne)
- Maintenir les ouvertures paysagères (coupure verte)
- Proscrire l'urbanisation linéaire
- **Valoriser et maintenir les cônes de vue sur le Grand Paysage** (en particulier, pour ce qui concerne Mallevall, la vallée du Rhône, les balmes roussillonnaises et les Alpes à l'Est, ainsi que les Monts du Pilat à l'Ouest)
- **Adapter les nouvelles constructions à la topographie** (un enjeu essentiel compte tenu du relief marqué sur le territoire communal)
- **Préserver et valoriser l'architecture traditionnelle remarquable** (en cohérence avec la Charte du Pilat, qui appelle à éviter les opérations d'aménagement et de constructions standardisées de type lotissement périurbain et à revisiter les modes d'urbanisation traditionnelle)

⇒ **A retenir :**






En matière d'environnement, le SCOT identifie trois principaux enjeux pour la commune de Mallevall :

- La préservation des espaces agricoles ouverts en plateau
- La protection stricte des vignobles de la Costière
- Le maintien des cônes de vue sur le grand paysage, en particulier sur les Monts du Pilat vers l'Ouest.

Le SCOT se donne les moyens de ses ambitions, en rendant inconstructibles les zones d'intérêt environnemental présentes sur la commune : ZNIEFF de type 1 et zone Natura 2000, notamment.



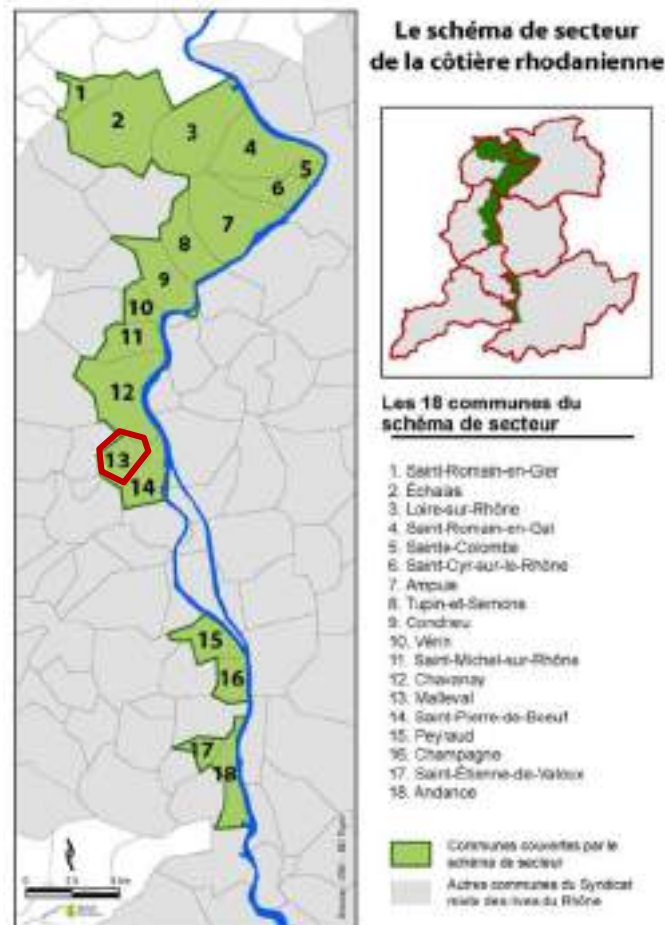
Mettre en valeur les spécificités des paysages des Rives du Rhône

- | | | | |
|---|--|---|---|
|  | coteaux viticoles à forte valeur paysagère à préserver |  | qualité architecturale, principaux éléments de patrimoine à préserver |
|  | espaces agricoles ouverts à maintenir |  | espaces urbanisés |
| | |  | principales continuités vertes à conserver |

Le Schéma de secteur de la côtière rhodanienne

Le schéma de secteur de la côtière rhodanienne, approuvé le 7 juillet 2015 par le Conseil syndical, couvre 18 communes de la rive droite du Rhône. Ces communes sont situées sur 3 départements : Ardèche, Loire et Rhône, et - sur 4 intercommunalités :

- Communauté de communes de la Région de Condrieu
- Communauté d'agglomération ViennAgglo
- Communauté de communes du Pilat Rhodanien
- Communauté de communes Porte de DrômArdèche



Ces communes ont en commun des problématiques particulières :

- un fond de vallée étroit et urbanisé soumis à des risques d'inondations et traversé par des infrastructures de transport (autoroutes, routes départementales, voie ferrée) permettant à la fois une bonne accessibilité mais générant de multiples nuisances : ruptures géographiques, nuisances sonores, risques,...
- des enjeux de maintien et de développement des activités arboricoles et maraichères dans la vallée du Rhône.
- des coteaux couverts par des AOP viticoles de renom (St Joseph, Condrieu, Côte Rôtie, Château-Grillet, Côtes du Rhône) en partie urbanisés et soumis à des risques de glissements de terrains, entrecoupés par des vallées étroites et encaissées.
- des plateaux agricoles et naturels fortement mités par l'urbanisation qu'il convient de protéger pour permettre le maintien et le développement de l'agriculture, en partie couvert par l'AOP Rigotte de Condrieu.
- des possibilités d'urbanisation limitées à la vue des nombreuses contraintes (risques d'inondations, de glissement de terrain, technologiques, nuisances sonores) et des enjeux agricoles et environnementaux forts.

Située dans le périmètre du Schéma de Secteur de la Côtère rhodanienne, la commune de Malleval devra de préférence localiser son urbanisation nouvelle dans le bourg et en continuité de celui-ci.

En cas d'impossibilité dûment justifiée (relief accidenté, séquence paysagère, secteur agricole stratégique,...), les besoins en constructions pourront être reportés en continuité des hameaux (en particulier les hameaux des plateaux), sous forme d'opérations d'ensemble, afin d'éviter le phénomène de mitage.

=> Synthèse des objectifs du SCOT pour la commune de Mallevall

- Un maximum de 32 logements réalisables dans les 10 années suivant l'arrêt du PLU (période 2017-2027), hors "bonnes pratiques", sur la base d'une densité moyenne minimale de 20 logements/ha, soit un maximum de 1,6 ha ouverts à l'urbanisation (en dehors des surfaces déjà urbanisées)
- Favoriser la mixité sociale et générationnelle du territoire, en produisant au moins 10 % de logements abordables, et en promouvant les logements adaptés aux personnes âgées et accessibles aux jeunes ménages
- Réinvestir le tissu urbain existant et privilégier le développement de l'offre de logements à proximité des pôles de services, d'activités et des infrastructures de transport, dans la vallée. Une possibilité est toutefois laissée dans le cadre du Schéma de secteur de la Côtière rhodanienne de développer l'urbanisation sur le plateau compte tenu des fortes contraintes pesant sur le bourg de Mallevall
- Promouvoir le développement d'un tourisme culturel respectueux du contexte naturel et agricole du territoire, préserver et valoriser l'activité agricole
- Promouvoir un urbanisme respectueux de l'environnement et du paysage : protéger les zones d'intérêt environnemental (Epervier, Batalon,) et agricole (plateaux, côtière), valoriser les cônes de vue, le patrimoine bâti...



CHAPITRE I

Diagnostic général de la commune



Un territoire est une notion qui recouvre une double dimension.

Un territoire, c'est tout d'abord un environnement, un cadre, un contexte aux caractéristiques sensibles, qui est perceptible, que l'on peut voir, écouter, sentir... Dans sa dimension environnementale, le territoire est un paysage qui s'éprouve, se ressent, se vit.

Cependant, le territoire ne saurait se réduire à l'environnement, au cadre. Il est un cadre de vie. Issu de l'action initiale de la nature, il a constitué et constitue le support de la vie et des activités humaines. Il a été transformé au fil du temps et des époques, adapté, culturalisé, habité par l'homme.

De fait, le territoire est un produit de nature et de culture, qui doit s'analyser à l'aune de ces deux dimensions.

La première partie du présent diagnostic s'attache dès lors à analyser le territoire communal en tant que contexte, environnement et paysage, et à dégager ses caractéristiques profondes, son évolution, ses atouts, ses faiblesses, ses enjeux.

La deuxième partie du diagnostic recouvre davantage la dimension culturelle du territoire, l'analyse de la vie et des activités humaines. Quelles sont les caractéristiques de ce territoire du point de vue humain, que s'y passe-t-il ? Cette analyse permet de mieux comprendre le territoire décrit en première partie en tant qu'environnement, et de saisir ses enjeux futurs.

Enfin, la troisième partie décrit la façon dont les hommes ont peuplé et investi ce territoire, comment ils l'ont aménagé, organisé, structuré, et quelles perspectives d'évolution cela ouvre.

I. Environnement et patrimoines naturel et paysager

L'analyse du territoire communal en tant qu'environnement nécessite de replacer Mallevall dans son contexte géographique, pour cerner ses caractéristiques géophysiques et leur impact sur l'aménagement, avant d'étudier ses richesses patrimoniales, ce qui donne une identité particulière à ce « territoire-contexte », à cet environnement.

Ce sont ces richesses patrimoniales qui permettent déjà de cerner les premières pistes de réflexion pour la construction du projet d'aménagement et de développement durable de la commune, qui doit les prendre en compte pour préserver son identité et ses qualités.

A. Contexte géographique et risques

1. Le contexte géographique

a. La topographie

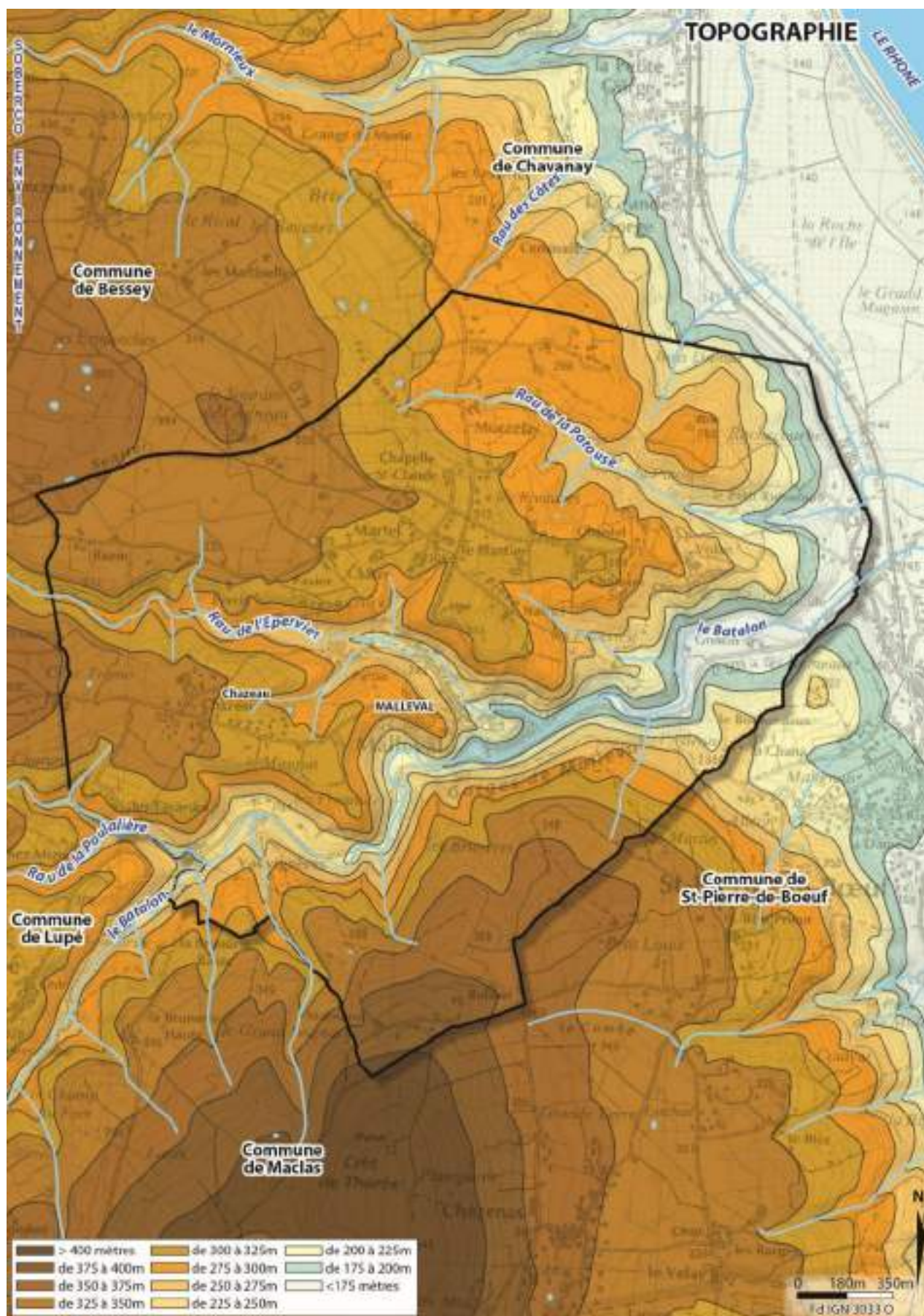
La commune de Mallevall est située sur la partie Est du massif du Pilat, sur les rebords de plateaux entre la vallée du Rhône et les piémonts du Pilat. La retombée du massif du Pilat engendre un plateau d'inclinaison assez douce jusqu'à la rupture de la vallée du Rhône, marquée par les ravins rhodaniens qui entaillent la rive droite du Rhône.

La commune de Mallevall se situe sur cette rupture entre la vallée du Rhône et les plateaux du Pilat.

Les altitudes s'échelonnent de 150 mètres en limite Est du territoire communal, avec Saint-Pierre de Boëuf, à 400 mètres sur le plateau, en limite Sud avec Maclas.

Le territoire se divise en trois plateaux distincts, séparés par les cours d'eaux de la Patouse, de l'Epervier et du Batalon, affluents du Rhône, qui irriguent la commune d'Ouest en Est en creusant de profonds sillons qui façonnent un paysage de gorges. Avec les trois plateaux coexistent ainsi trois vallées fortement escarpées. De fait, le relief est particulièrement marqué, en dépit d'une faible altitude.

Le bourg situé à 250 mètres d'altitude est implanté à flanc de vallon, surplombant la vallée de l'Epervier.

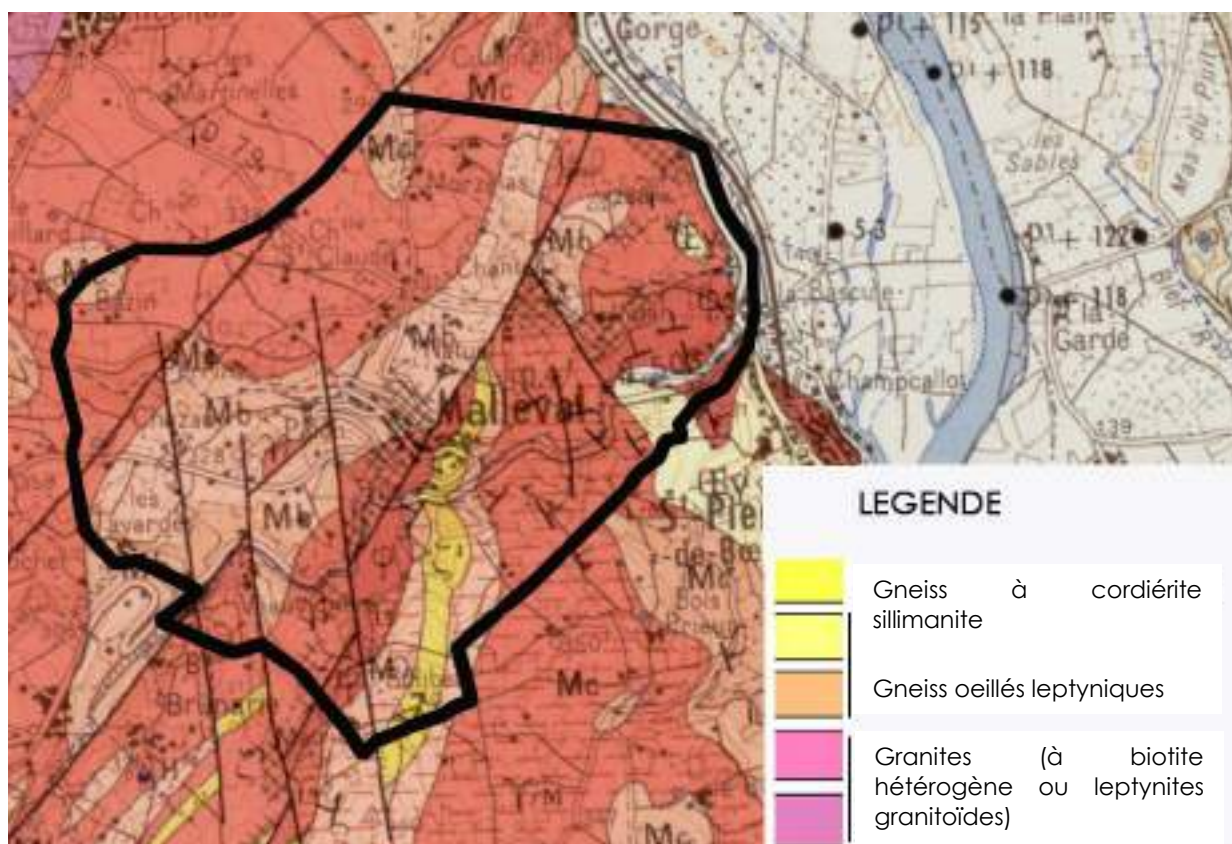


b. La géologie : un socle granito-gneissique

En tant que porte d'entrée Est du Massif du Pilat depuis la vallée du Rhône, Mallevall appartient à la frange orientale du massif cristallin des Monts du Pilat et jouxte la zone alluvionnaire du fleuve sans pour autant être concernée par elle. Le sol du territoire communal a des origines anciennes, datant essentiellement de l'ère primaire et des premières formations montagneuses. Caractéristique des zones de montagne, le sol est largement dominé par les roches granito-gneissiques, dont des granits à biotite hétérogène, des leptynites granitoïdes et des gneiss ocellés leptyniques.

Une zone majoritairement composée de gneiss à cordiérite sillimanite traverse la partie du territoire communal située au sud de la rivière de l'Epervier, dans le sens Nord-Sud. Si la composition géologique de cette zone diffère légèrement, la nature demeure bien de type granitique.

Sous l'effet des mouvements de terrains et de l'érosion, les roches ont créé un paysage de gorges marqué sur les vallées.



Description sommaire des principaux gisements rocheux et alluviaux :

Granite à biotite (hétérogène) : il s'agit d'un granite à grain moyen assez sombre, de structure grenue. Le granite hétérogène se différencie en masses de dimensions et formes très variables au sein des anatexites à cordiérite dont il se distingue sans ambiguïté par son grain de taille toujours bien supérieure et l'automorphisme accusé de ses feldspaths.

Leptynites granitoides : ce sont des roches massives, très claires, de grain variable parfois assez gros, à foliation fruste, plane ou irrégulièrement plissée, ou texture nébulitique. Ils forment au versant sud de Maclas, un horizon puissant de plusieurs centaines de mètres au mur des gneiss à cordiérite-sillimanite.

Gneiss à cordiérite-sillimanite : Gneiss bien réglés, à texture feuilletée ou régulièrement litée, de grain encore fin et alors massifs mais associés à des passées schisteuses, ou de cristallisation grenue. Composition minéralogique : quartz, oligoclase, biotite, cordiérite, sillimanite fibreuse, tous minéraux associés en une structure granoblastique normale. Les gneiss à cordiérite-sillimanite, homogènes, sont en gisements discontinus, lentilles ou couches épaisses de quelques mètres à quelques dizaines de mètres pour une extension latérale de quelques centaines de mètres à quelques kilomètres, disposés en concordance dans les formations leptyniques; ils définissent en principe un « horizon schisteux supérieur » au mur des gneiss ocellés leptyniques ou non, et un « horizon grenu inférieur » dans les leptynites granitoïdes sous-jacentes

D'une manière générale, la dominance des granits et gneiss sur la commune de Mallevall ne fournit pas un potentiel pédologique élevé. Les sols sont souvent peu épais et perméables, ce **qui nécessite l'irrigation en été** en raison de l'incapacité du terrain à retenir une réserve hydrique satisfaisante.

c. Le climat, l'air et l'énergie

Le territoire du Pilat Rhodanien est marqué par des altitudes très contrastées. En effet, depuis 138m sur les bords du Rhône (St-Pierre-de-Bœuf), l'altitude sommitale atteint les 1443 m au Crêt de la Perdrix. Cette amplitude altimétrique partage le canton en 3 zones climatiques bien distinctes :

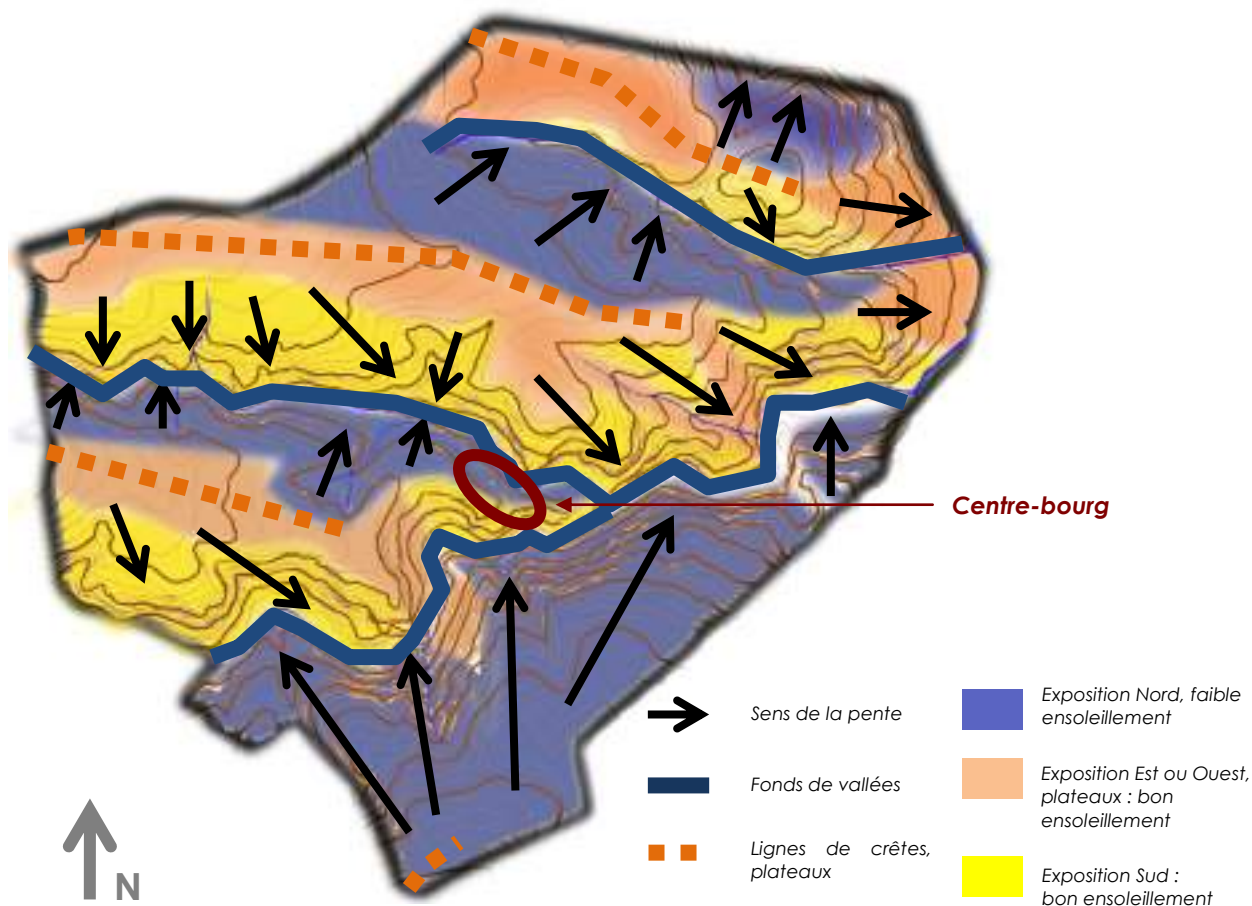
- **la zone des Rives-du-Rhône**, soumise à l'influence méditerranéenne fertile en primeurs, cerises, abricots, vins rouges de Chavanay..., vins blancs de Vérin et St-Michel. Aux confins Est du Massif du Pilat, la commune de Mallevall peut être rattachée à cette première zone.
- **la zone tempérée** soumise à l'influence océanique, qui s'étend du sommet des coteaux jusqu'aux pieds du Pilat, riche en prairies, pommiers et céréales,
- **la zone montagneuse de la chaîne du Pilat**, plantée de châtaigniers, pommiers et essences résineuses où dominent les mélèzes, sapins et douglas

La pluviométrie varie considérablement selon ces trois influences climatiques (entre 750 et 1250 mm par an). Sur l'ensemble de la région, la pluviométrie est modeste. Sur la période de 1951 à 1970, la hauteur d'eau moyenne annuelle est de 900 mm sur les hauteurs des monts du Pilat, et de 714 mm à Saint Pierre de Bœuf. Les maximums pluviométriques sont enregistrés d'avril à juillet et d'août à octobre.

A noter que depuis quelques années, le territoire est davantage marqué par des étages sévères, en raison d'une part de la nature géologique des sols (couches perméables) mais également par la diminution des occurrences pluviométriques. La commune de Mallevall, qui compte un relief de gorges particulièrement marqué, est particulièrement concernée par la problématique de l'écoulement des eaux pluviales.

La température moyenne mesurée (à partir d'une station positionnée à Saint-Pierre de Bœuf) entre 1961 et 1990 est de 12°, avec un maximum en juillet (21,2°) et un minimum en Janvier (3,3°).

De nombreuses espèces méditerranéennes floristiques et faunistiques exogènes à la région, témoignent de la situation de sécheresse qui marque les 2 dernières décennies.



Le territoire communal, au relief particulièrement marqué, dispose d'une exposition contrastée. Toute la partie Sud du territoire, est orientée au Nord. On se situe, sur ce secteur, au Nord du plateau de Rolibet, à la limite avec Maclas et Saint-Pierre de Bœuf. Les vallées des ruisseaux traversant la commune d'Est en Ouest, chaque vallée dispose d'un versant exposé Nord et d'un versant exposé Sud, avec une exposition Est sur les coteaux dominant la vallée du Rhône. D'une manière générale, l'urbanisation s'implante sur les plateaux, dans des zones où l'ensoleillement est intéressant, orientée au Sud, à l'Est ou à l'Ouest. Cette implantation permet en outre d'éviter l'ombre de l'ubac sur l'adret, possible du fait du fort encaissement des vallées.

Une particularité de la commune : le centre-bourg s'implante à flanc de coteau, sur le versant Nord du plateau du Chazeau, en surplomb de la vallée de l'Epervier, dans une position à l'ensoleillement peu favorable.

→ La qualité de l'air

Aucune station de mesure de la qualité de l'air n'est présente sur la commune. Une station fixe mesure toutefois la qualité de l'air au col de l'Œillon, en contexte rural, entre les communes de Roisey, Véranne, Pélussin et Doizieux. Cette station mesure les oxydes d'azote, l'ozone et les PM10. Deux stations de mesure sont également présentes dans la vallée du Rhône, aux Roches-de-Condrieu et à Sablons. La station des Roches-de-Condrieu, en zone industrielle, mesure le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote et l'ozone. La station périurbaine du sud-Roussillonnais / Sablons mesure notamment les oxydes d'azote et l'ozone.

La qualité de l'air est globalement préservée sur les différents paramètres mesurés dans la commune en raison de son relatif éloignement de la vallée du Rhône (altitude supérieure de 150 mètres environ et à une distance de 5 kilomètres environ) qui concentre des grandes infrastructures routières et les industries. Quelques dépassements de la valeur du seuil d'information ont été observés concernant le paramètre ozone. L'ozone a pour particularité, contrairement aux autres polluants, d'être présent en ville mais aussi à la campagne en raison de ses caractéristiques physico-chimiques.

Ainsi, les niveaux d'ozone dépassent la valeur cible (120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures, à ne pas franchir plus de **25 jours par an**) sur toutes les stations du territoire, notamment sur la station périurbaine de Roussillon / Sablons où plus de 25 jours de dépassements par an sont enregistrés. Sur la station du col de l'Œillon, un jour de dépassement a été observé en 2013 et 20 en 2014.

Aucun dépassement des valeurs n'est observé sur le paramètre oxydes d'azote sur les trois stations. Les concentrations mesurées dans la vallée du Rhône par les stations des Roches de Condrieu et de Sablons sont toutefois 10 à 20 fois supérieures à celles mesurées par la station du col de l'Œillon. La valeur limite annuelle est **de 40 µg/m³ pour ce paramètre**.

Concernant les PM10, 3 dépassements de la **valeur limite journalière** (seuil information de 50 µg/m³, 35 dépassements /an autorisés) ont été observés sur la station du col de l'Œillon en 2014. Aucun dépassement en 2013. L'objectif de qualité est respecté pour des particules PM10 (**30 µg/m³ en moyenne annuelle**).

Station	Polluant (mesure annuelle en µg/m ³)	2014	2015
Col de l'Œillon	Dioxyde d'azote	2	5
	Monoxyde d'azote	0	2
	Oxydes d'azote	-	8
	Ozone	77	79
	Particules PM10	7	(10)
Les Roches de Condrieu ZI	Dioxyde d'azote	21	18
	Dioxyde soufre	7	6
	Monoxyde d'azote	10	7
	Ozone	45	46
Sud roussillonnais / Sablons	Dioxyde d'azote	13	15
	Monoxyde d'azote	5	6
	Ozone	50	54

Mesure des polluants entre 2013 et 2014 (Atmo Rhône Alpes 2014 - 2015)

Station	Nombre de dépassements Ozone Valeur cible : 25 dép/an autorisés	
	2014	2015
Sud roussillonnais / Sablons	28	41
Les Roches de Condrieu ZI	19	26
Col de l'Œillon	20	20

Nombre de jour de dépassement des valeurs cibles pour le paramètre ozone en 2014 et 2015 (Diagnostic annuel – Bilan de la qualité de l'air 2015, L'observatoire de l'air en Auvergne-Rhône-Alpes)

Globalement, on constate en 2015 une hausse des niveaux de polluants atteints par rapport à 2014. Les dioxydes d'azote et l'ozone sont les deux polluants les plus problématiques : les dépassements réglementaires en proximité trafic sont constants d'une année sur l'autre en ce qui concerne le dioxyde d'azote, et pour l'ozone, le bel été 2015 a été favorable à sa formation, engendrant des dépassements réglementaires importants.

Les pollutions atmosphériques

- Les oxydes d'azote (NOx) : les émissions d'oxydes d'azote sont, pour l'essentiel, imputables à la circulation automobile et notamment aux poids lourds. Une part de ces émissions est également émise par le chauffage urbain, par les entreprises productrices d'énergie et par certaines activités agricoles (élevage, épandage d'engrais). Objectif de qualité NO2 : 40 µg/m3 en moyenne annuelle.
- L'ozone (O3) : ce polluant est produit, dans l'atmosphère sous l'effet du rayonnement solaire, par des réactions photo-chimiques complexes à partir des oxydes d'azote et des hydrocarbures. Ainsi les concentrations maximales de ce polluant secondaire se rencontrent assez loin des sources de pollution. Objectif de qualité O3 pour la santé humaine : 110 µg/m3 en moyenne sur une plage de 8 heures ; pour la protection de la végétation : 200 µg/m3 en moyenne horaire et 65 µg/m3 en moyenne sur 24 heures.
- Les poussières (PM) : ce sont des particules en suspension dans l'air émises par la circulation automobile (les moteurs diesels en particulier), l'industrie et le chauffage urbain. Objectif de qualité pour des particules de diamètre inférieur ou égal à 10 µm : 30 µg / m3 en moyenne annuelle.

Enfin, la commune de Mallevall n'accueille, pour l'heure, aucune entreprise émettant des rejets atmosphériques et présentant un risque pour la qualité de l'air. La circulation automobile constitue donc la seule source de pollution notamment aux abords de la RD 503 et de la RD1086.

→ Emission de gaz à effet de serre

Selon les données de l'OREGES (Observatoire Régional de l'Énergie et des Gaz à Effet de Serre), les émissions de gaz à effet de serre, tous secteurs compris, s'élèvent à 3,72 teq CO²/ha en 2013 à Mallevall (pour rappel : moyenne départementale par habitant = 6,18 tep en 2012) soit 1,88 kteqCO² pour le territoire. Cette valeur correspond à 0,04% des émissions à l'échelle du département (Loire : 4769 kteqCO²)

Sur la commune de Mallevall, en 2013, les émissions de gaz à effet de serre sont principalement liées au secteur des transports (1,32 teq CO²/hab soit 739 teq CO² pour 560 habitants) **et au secteur résidentiel/tertiaire** (1,25 teq CO²/hab soit 700 teq CO² pour 560 habitants). **Ceci s'explique par la grande importance des déplacements domicile-travail** notamment et par la part non négligeable qu'occupent les logements en termes d'émissions de GES sur le territoire.

(L'agriculture dispose d'une part de 0,85 teq CO²/ha).

→ Consommation finale d'énergie

Selon les données de l'OREGES (Observatoire Régional de l'Énergie et des Gaz à Effet de Serre), **les consommations énergétiques tous secteurs s'élèvent à environ 1,27 tep par habitant en 2013** (0,7 ktep à l'échelle de la commune), soit 0,04% des consommations énergétiques du département de la Loire, représentant 1549 ktep.

Le secteur résidentiel/tertiaire (0,74 tep/hab) et le secteur des transports (0,44 tep/hab) sont les principaux postes de consommations énergétiques dans la commune.

→ La production d'énergie et les potentiels de production d'énergies renouvelables sur le territoire

▪ La production d'énergie

La commune de Mallevall dispose de quelques installations d'énergies renouvelables (OREGES 2012) :

	Puissance photovoltaïque installée (KW)	Nombre d'installation photovoltaïque	Surface installée en m ² de capteurs solaire thermique	Puissance thermique installées des chaudières automatiques bois-énergies installée (KW)	Nombre de chaudières automatiques bois-énergies
Mallevall	15	5	11	152	2

▪ Le potentiel éolien

D'après le schéma régional éolien Rhône Alpes et le schéma éolien de la Loire, **la commune de Mallevall dispose de zones au potentiel éolien intéressant** (avec des vents d'une vitesse comprise entre 4 et 5m/s). Aucune installation éolienne n'est pour l'heure envisagée sur la commune.

▪ Le potentiel solaire

En ce qui concerne l'énergie solaire, **le gisement solaire sur le territoire est modéré et se situe entre 1300 et 1350 kWh/m²/an**. La commune est concernée par une AVAP, le règlement de cette dernière autorise les éléments positionnés en toiture liés à la production d'énergie renouvelable, tant que ces derniers sont « pensés » et intégrés comme des éléments de l'architecture et participent à son expression.

▪ Le potentiel bois-énergie

La ressource forestière est peu valorisée sous forme de bois-énergie. **Le potentiel de développement de la filière bois-énergie est relativement faible sur la commune de Mallevall** (boisements de pente associés à des enjeux environnementaux).

▪ Le potentiel géothermique

D'après la cartographie régionale élaborée par le BRGM (carte des potentiels géothermiques par sonde verticale, Géothermie perspective 2012), **la commune de Mallevall se situe dans une zone a priori favorable à l'installation de sondes géothermiques verticales** (sous réserve d'études complémentaires au cas par cas).

- **Le potentiel hydroélectrique**

Aucun cours d'eau ne présente de potentiel hydroélectrique intéressant sur la commune (malgré la présence du saut de Laurette, cascade au confluent de l'Epervier et du Batalon).

- **La méthanisation**

L'agriculture étant notamment orientée vers la viticulture ; Le développement de la méthanisation pourrait donc être envisagé.

→ **Les politiques publiques en faveur de l'air et de l'énergie**

- **Le Schéma Régional Climat Air Energie**

La loi Grenelle 2, promulguée le 12 juillet 2010, prévoit que le Préfet de Région et le Président du Conseil Régional élaborent conjointement un Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE). Ce schéma vise à élaborer une stratégie et à définir des orientations régionales dans chacune des trois thématiques, climat, air et énergie, en prenant en compte les possibles interactions entre elles. Le Plan Régional pour la Qualité de l'Air de Rhône Alpes, adopté en février 2001, est intégré au Schéma Régional Climat Air Énergie dont il constitue le volet Air. Il a été approuvé par le préfet de Région le 26 octobre 2012. Le SRCAE fixe les objectifs suivants à l'horizon 2020 :

Consommation d'énergie finale	-30% en 2020 par rapport à 2005 -20% en 2020 par rapport au scénario tendanciel	
Emissions de GES	-32% en 2020 par rapport à 2005 -28% en 2020 par rapport à 1990 -75% en 2050 par rapport à 1990	
Emissions de polluants atmosphériques	PM ₁₀	-25% en 2015 par rapport à 2007 -39% en 2020 par rapport à 2007
	NOx	-38% en 2015 par rapport à 2007 -54% en 2020 par rapport à 2007
Production d'EnR	29% de la consommation d'énergie finale en 2020	

Il intègre des orientations sectorielles qui peuvent concerner directement le PLU de Mallevall :

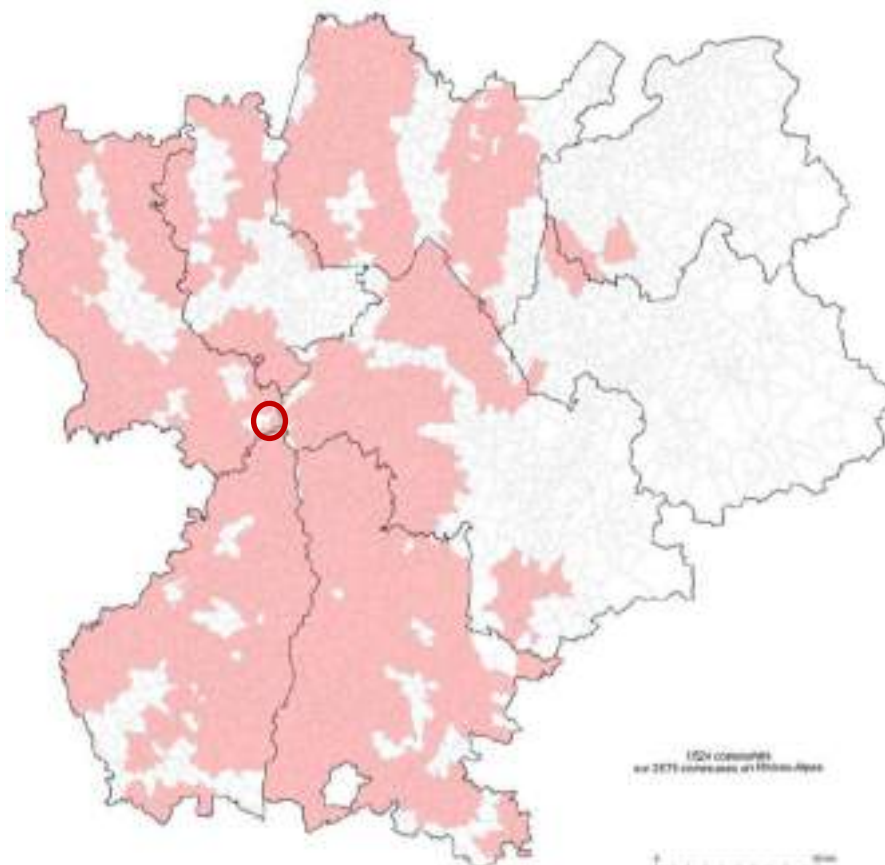
- Intégrer pleinement les dimensions Air Climat dans l'aménagement du territoire ;
- Préparer la mobilité de demain en préservant la qualité de l'air ;
- Placer la réhabilitation du bâti au cœur de la stratégie énergétique ;
- Développer les énergies renouvelables.

▪ **Le Schéma Régional éolien**

En complément du SRCAE, le Schéma Régional Éolien a été élaboré afin d'identifier « les zones favorables » à l'implantation de parcs éoliens. Pour cela, le SRE identifie l'ensemble des contraintes à l'implantation d'éoliennes (habitations, patrimoine culturel, patrimoine naturel, corridors avifaunes, servitudes, etc.).

La prise en compte de l'ensemble des contraintes et le potentiel de vent ont permis au SRE d'identifier les communes où le développement éolien est envisageable sous condition d'études locales.

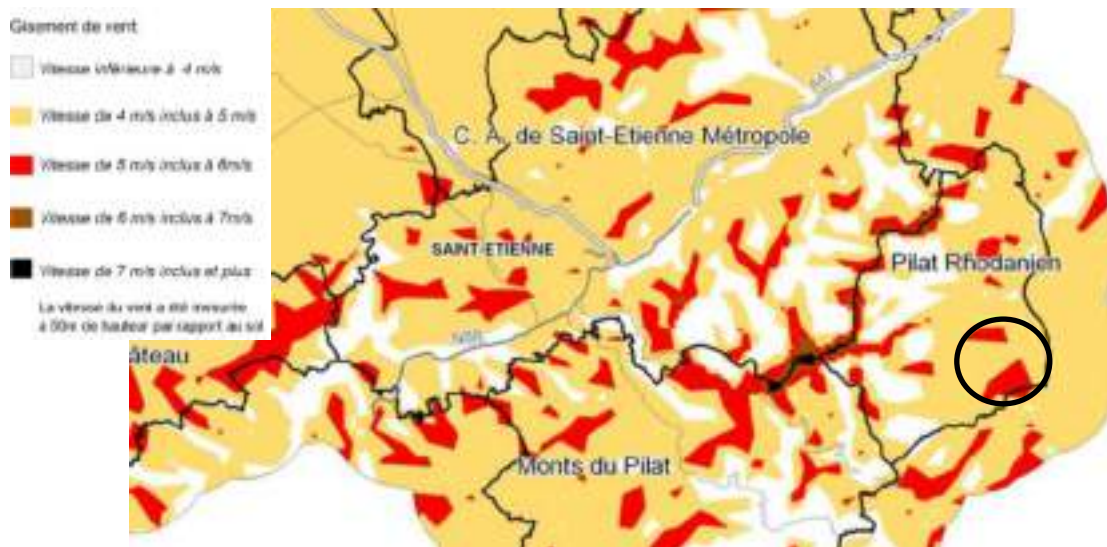
Le SRE, en accord avec les objectifs du SRCAE, estime qu'une puissance de 60MW pourrait être installée dans le massif du Pilat. La commune de Mallevall est identifiée comme étant favorable au développement éolien.



Extrait du SRE - 2012 : Communes situées en zone favorable à l'éolien

▪ **Le schéma éolien de la Loire**

Approuvé en 2012, le Schéma Éolien de la Loire recense l'ensemble des contraintes et le potentiel de vent, afin de déterminer les secteurs favorables à l'implantation de parcs éoliens. Le schéma départemental présente une première approche des données nécessaires pour prendre en compte les enjeux liés à la création de parcs éoliens qui sont à approfondir au niveau local en cas de projets.



▪ Le PCET de La Loire

Le Plan Climat Énergie Territorial de La Loire a été approuvé en avril 2014 et fixe les grands objectifs suivants :

- - 32% d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 par rapport à 2005,
- - 30% de consommation énergétique finale d'ici 2020 par rapport à 2005,
- 29% de consommation d'énergie finale d'origine renouvelable en 2020.

Le PCET de la Loire définit également des objectifs par thématiques qui bénéficient de fiches actions :

- Diminution la part modale de la voiture dans les déplacements domicile-travail : encourager la mise en place de PDE, organiser le covoiturage, etc.
- Implantation 74 mats éoliens de 2MW en 2020,
- Rénovation de 10 000 logements par an entre 2010 et 2020 : favoriser la réhabilitation thermique des logements dans le parc public et le parc privé, connaître, qualifier et réduire la précarité énergétique sur le territoire, etc.
- Soutien au développement des énergies renouvelables : soutenir les projets des exploitations agricoles, étudier le développement de la méthanisation, etc.

▪ Le PCET du PNR du Pilat

Le Plan Climat Énergie Territorial du Pilat est l'objet d'une démarche volontaire de la part du Parc pour proposer une démarche énergétique globale à l'échelle du territoire.

Les grands objectifs du PCET du PNR du Pilat sont :

- -20% d'économie d'énergie finale en 2020 par rapport à 2005
- -20% d'émissions de GES par rapport à 1990
- 20% d'énergies renouvelables

Pour atteindre ses objectifs, le PCET du Pilat repose sur 6 axes :

- Promouvoir l'urbanisme durable et la mobilité douce et active pour tous,

- Économiser les ressources, améliorer les performances énergétiques des bâtiments et produire les énergies renouvelables dans le respect du territoire,
- Suivre l'évolution de la biodiversité, gérer les milieux dans une vision prospective, en intégrant l'approche climat,
- Accompagner l'agriculture et la forêt pour une meilleure prise en compte des enjeux énergétiques et climatiques,
- Soutenir le développement économique local et les formes durables du tourisme,
- Accompagner les acteurs du territoire à la prise en compte des questions climatiques, via la sensibilisation, la concertation et la coopération.

Dans le cadre du PCET du Pilat, la collectivité s'est notamment engagée à :

- Éteindre l'éclairage public,
- Gérer de manière différenciée les espaces verts : 0 pesticides,
- Promouvoir les produits locaux,
- Etc.

▪ **La démarche TEPOS du PNR du Pilat**

Le Parc Naturel Régional du Pilat s'est engagé dans un plan climat énergie territorial, en réponse à **l'appel à projets de l'Ademe et de la Région Rhône-Alpes : Territoire à énergie positive (Tepos)**. Ce projet fixe notamment un objectif ambitieux : réduire les consommations énergétiques de nos territoires de 50% entre 2010 et 2050, et produire localement par des énergies renouvelables l'équivalent de 70% de nos besoins en 2050.

d. L'hydrologie

La commune de Mallevall se situe dans l'emprise du bassin Rhône Méditerranée, dans le bassin versant du Batalon. Le territoire de la commune est parcouru par le Batalon, le ruisseau de l'Epervier et le ruisseau de la Patouse.

- Le Batalon est un cours d'eau d'une longueur d'environ 9 km qui prend sa source à Maclas. Il traverse ensuite les communes de Lupé et de Mallevall puis se jette dans le Rhône à Saint Pierre de Boeuf. Plusieurs cours d'eau à caractère temporaire sont affluents du Batalon en rive droite.
- Le ruisseau de l'Epervier est lui-même un affluent du Batalon. En amont de Mallevall, il est également nommé ruisseau de Moulina. Le ruisseau de l'Epervier naît de la rencontre entre les cours d'eau du Beautin et de la Sagnemorte qui prennent leur source sur la commune de Roisey. Il traverse ensuite les communes de Bessey puis Mallevall où il se jette dans le Batalon au droit d'une cascade d'environ 10 mètres de hauteur (cascade de « Laurette »).
- Le ruisseau de la Patouse prend sa source sur la commune de Mallevall, près de Morzels. C'est également un affluent du Batalon.

Le bassin versant du Batalon est de 30 km² avec un faible dénivelé entre les sources et le Rhône.

Ces rivières irriguent le territoire d'Ouest en Est et rejoignent le lit du Rhône sur la commune de Saint-Pierre de Bœuf à travers le plan d'eau et la base de loisirs de la Lône.

L'ensemble de ces trois rivières est alimenté par des ruisseaux dont l'origine est liée à l'écoulement des eaux pluviales de chaque plateau en creux de vallée.

→ Qualité des eaux.

La qualité physico-chimique et biologique des eaux est mesurée sur trois stations de mesure de qualité des eaux sur le Batalon, (à Mallevall et deux à St-Pierre de Bœuf), et une station de mesure sur l'Epervier (à Mallevall).

Dans le cadre du diagnostic des systèmes d'assainissement de la commune de Mallevall mené par le Syndicat des Trois Rivières en 2015, la qualité physico-chimique des eaux a été analysée et comparée au système d'évaluation de la qualité des eaux (SEQ-Eau v.2) en vigueur.

Le SEQ-Eau s'inscrit dans un ensemble d'outils permettant d'évaluer la qualité physico-chimique et biologique d'un cours d'eau, permettant d'obtenir une image globale de qualité. Il est fondé sur la notion d'altération. Les altérations sont des groupes de paramètres de même nature ou de même effet permettant de décrire les types de dégradations de la qualité de l'eau.

Le Batalon se situe dans la classe de qualité médiocre en 2013 sur la commune de Mallevall, avec comme paramètre déclassant les nutriments, les invertébrés benthiques, les nutriments et l'état écologique.

Pour les deux stations de mesure de la qualité des eaux du Batalon à St-Pierre de Bœuf, les données datent de 2015 et classe le Batalon dans la classe de qualité « médiocre », avec comme paramètres déclassant les diatomées, les invertébrés benthiques, les nutriments et la qualité écologique du cours d'eau.

En ce qui concerne l'état biologique, la qualité est moyenne à médiocre pour l'Indice Biologique Global Normalisé (IBGN) et pour l'Indice Biologique Diatomée (IBD). La qualité écologique du cours d'eau est médiocre.

La station de mesure de la qualité des eaux de l'Epervier évalue également l'état écologique de ce cours d'eau comme médiocre pour les années 2013, 2014 et 2015.

En ce qui concerne l'état biologique mesuré sur la station de l'Epervier, la qualité est considérée moyenne pour l'IBGN et médiocre pour l'IBD. L'état écologique au niveau de cette station de mesure est médiocre.

Le diagnostic de la qualité des eaux réalisé en 2013 par Naldeo a conclu que le bassin versant du Batalon recevait un nombre important de rejets de stations (10). La pression domestique est donc très forte. Plusieurs stations nécessitent une réhabilitation afin de traiter de manière correcte les eaux usées. Le réseau d'assainissement est en partie séparatif, mais il draine toujours des quantités importantes d'eaux claires parasites.

Concernant l'aspect quantitatif des eaux, un jaugeage a été réalisé en 2012 sur le Batalon au niveau de la commune de Saint-Pierre-de-Bœuf dans le cadre de l'étude de détermination des volumes maximums prélevables du Syndicat des Trois Rivières. Le débit du Batalon à l'étiage est proche de nul. Hors étiage, deux mesures de débit ont été réalisées sur le Batalon : 162 L/s en juin 2012 et 483 L/s février 2013.



→ Le SDAGE Rhône Méditerranée

Les principaux cours d'eau de la commune se jetant dans le Batalon, on peut rattacher le territoire de Mallevall au bassin versant du Batalon, qui lui-même, en tant qu'affluent du Rhône, s'intègre dans le bassin versant du Rhône, et plus largement dans le périmètre du grand bassin versant Rhône-Méditerranée.

La commune est donc, à ce titre, concernée par les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée.

Le SDAGE Rhône-Méditerranée- a été révisé pour la période 2016-2021, et approuvé le 20 novembre 2015 par le Préfet coordonnateur de bassin.

Objectifs du SDAGE Rhône-Méditerranée

Le SDAGE fixe les objectifs d'atteinte du bon état écologique et chimique des eaux, conformément à la directive cadre européenne sur l'eau du 23 octobre 2000, selon un calendrier propre à chaque cours d'eau (2015, 2030...). Pour une période de validité de 6 ans, le SDAGE 2016-2021, oriente la politique du bassin selon 9 orientations fondamentales de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques :

Le projet de SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021, fixe 9 grandes orientations :

- S'adapter aux effets du changement climatique,
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité,
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux écologiques,
- Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement,
- Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau,
- Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé,
- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides,
- Atteindre l'équilibre qualitatif et quantitatif des masses d'eau du bassin,
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Etat des masses d'eau superficielles et souterraines sur le sous bassin versant du Batalon

Le SDAGE s'accompagne d'un **programme d'actions** à engager sur le terrain pour atteindre les objectifs fixés. Ces mesures de base concernent le rejet et le prélèvement, le traitement des eaux résiduaires et urbaines, le captage prioritaire d'eau potable et la tarification. **Des mesures complémentaires** sont identifiées pour chaque **bassin versant** en concertation avec les collectivités territoriales et les partenaires, selon les particularités de chaque zone : diagnostics, plan de gestion des eaux pluviales, restauration de berges, prévention des pollutions, protection des zones humides...).

La lecture du SDAGE permet d'identifier les masses d'eau tant **superficielles** que **souterraines** sur lesquelles s'assoit le bassin versant du Batalon. Les études ont pu montrer l'état général de ces masses d'eau, et ont de fait permis de déterminer des objectifs de délais pour l'atteinte du bon état écologique et chimique.

Sur le bassin versant du Batalon, qui concerne directement Mallevall, l'état des lieux du SDAGE 2016-2021 fixe les objectifs d'atteinte du bon état écologique à l'horizon 2021, le bon état chimique ayant été atteint en 2015. Concrètement, cela signifie que les efforts à faire pour l'atteinte d'un bon état écologique sont plus importants que les efforts à prévoir pour atteindre un bon état chimique (notamment pour l'Epervier). De plus, les efforts portés sur le bassin versant du Batalon, pour améliorer l'état écologique, permettront de maintenir le bon état du Rhône, alimenté par le Batalon, dont le délai d'atteinte, plus court, est fixé à 2015.

Concernant la masse d'eau souterraine des « Alluvions du Rhône depuis l'amont de la confluence du Gier jusqu'à l'Isère » l'état quantitatif est considéré comme bon et l'état chimique mauvais en 2009.

Concernant la masse d'eau souterraine des « socle Monts du lyonnais sud, Pilat et Monts du Vivarais BV Rhône, Gier, Cance, Doux » (FR_DO_613), l'état quantitatif et chimique évalué en 2009 est bon. La masse d'eau ne présentait pas de risque de non atteinte des objectifs de bon état en 2015.

<u>Nomenclature SDAGE 2016-2021</u> <i>(en vigueur)</i> Nom des masses d'eaux		Etat écologique en <u>2009</u>	Etat chimique en <u>2009</u>	Objectif de bon état	
Masses d'eaux superficielles					
FRDR469	Le Batalon	Moyen	Indéterminé	2021	2015
FRDR11635	Ruisseau de l'épervier	Moyen	Bon	2021	2015
Masses d'eaux souterraines				Quantitatif	Chimique
FR_DG_395	Alluvions du Rhône depuis l'amont de la confluence du Gier jusqu'à l'Isère	Bon	Mauvais	2015	2015
FR_DG_613	Socle Monts du lyonnais sud, Pilat et Monts du Vivarais BV Rhône, Gier, Cance, Doux	Bon	Bon	2015	2015

Une fois dressé ce constat sur l'état des eaux superficielles et souterraines, le SDAGE détermine donc, par thématique et par secteur, les programmes d'actions à mettre en œuvre pour atteindre le bon état écologique et chimique des cours d'eau dans les délais fixés.

Programme d'actions du SDAGE

A noter que la commune doit également être vigilante en matière de pollutions des eaux :

- La masse d'eau RM26 – Bassin du Gier est concernée par la **zone sensible à l'eutrophisation** (d'après la liste des zones sensibles dans le bassin Rhône-Méditerranée révisée par l'arrêté du 9 février 2010 et le SDAGE 2016-2021 en date du 10/01/2013).

Le programme d'actions du SDAGE pour le bassin versant du Batalon et la commune de Mallevall

Dans le **SDAGE 2016-2021**, le sous bassin versant du Batalon est rattaché au bassin **Cance-Ay (AG_14_02)** qui demeure sur l'unité Rhône Moyen.

Gier - RM_08_08	
Mesures pour atteindre les objectifs de bon état	
Pression à traiter : Altération de la continuité	
MIA0301	Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)
Pression à traiter : Altération de la morphologie	
MIA0101	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau
Pression à traiter : Pollution diffuse par les pesticides	
AGR0303	Limitier les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire
AGR0602	Reduire les pollutions ponctuelles par les pesticides agricoles
COL0201	Limitier les apports diffus ou ponctuels en pesticides non agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives
Pression à traiter : Pollution ponctuelle par les substances (hors pesticides)	
ASS0201	Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement
IND0201	Créer et/ou aménager un dispositif de traitement des rejets industriels visant principalement à réduire les substances dangereuses (réduction quantifiée)
IND0901	Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur
Pression à traiter : Pollution ponctuelle urbaine et industrielle hors substances	
ASS0302	Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)
ASS0501	Equiper une STEP d'un traitement suffisant dans le cadre de la Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)
ASS0502	Equiper une STEP d'un traitement suffisant hors Directive ERU (agglomérations >=2000 EH)
Pression à traiter : Prélèvements	
MIA0303	Coordonner la gestion des ouvrages
RES0303	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau
RES0601	Réviser les débits réservés d'un cours d'eau dans le cadre strict de la réglementation

A l'échelle du bassin du Gier, les mesures liées aux objectifs de restauration des milieux aquatiques et de maîtrise de la pollution, sont présentées dans le tableau suivant :

Socle Monts du lyonnais sud, Pilat et Monts du Vivarais BV Rhône, Gier, Cance, Doux - FRDG613	
Mesures spécifiques du registre des zones protégées	
Directive concernée : Protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	
AGR0201	Limitier les transferts de fertilisants et l'érosion dans le cadre de la Directive nitrates
AGR0301	Limitier les apports en fertilisants et/ou utiliser des pratiques adaptées de fertilisation, dans le cadre de la Directive nitrates
AGR0803	Reduire la pression azotée liée aux élevages dans le cadre de la Directive nitrates
Alluvions du Rhône depuis l'amont de la confluence du Giers jusqu'à l'Isère (hors plaine de Péage-du-Roussillon) - FRDG395	
Mesures spécifiques du registre des zones protégées	
Directive concernée : Protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	
AGR0201	Limitier les transferts de fertilisants et l'érosion dans le cadre de la Directive nitrates
AGR0301	Limitier les apports en fertilisants et/ou utiliser des pratiques adaptées de fertilisation, dans le cadre de la Directive nitrates
AGR0803	Reduire la pression azotée liée aux élevages dans le cadre de la Directive nitrates
Directive concernée : Qualité des eaux destinée à la consommation humaine	
AGR0503	Elaborer un plan d'action sur une seule AAC

Concrètement, ces orientations du SDAGE pour le secteur du Rhône moyen impliquent, pour le PLU de Mallevall :

- La préservation des milieux humides et des secteurs situés aux abords des cours d'eau, pour assurer la fonctionnalité de ces milieux
- Une gestion des eaux pluviales appuyée sur un règlement précis, d'autant plus important que le relief de la commune et la nature des sols tendent à favoriser le ruissellement.
- Des objectifs de développement qui tiennent compte de la ressource en eau et des capacités d'acheminement et de distribution

- **Le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux)**

Le bassin versant n'est couvert par aucun SAGE qui viendrait compléter et préciser, à une échelle plus fine, les orientations du SDAGE.

- **Le contrat de rivière des « 3 rivières »**

Depuis 2011, la Communauté de communes du Pilat rhodanien adhère au syndicat des « 3 rivières », qui regroupait, jusqu'en 2010, 28 communes et assurait la gestion des cours d'eau des trois bassins versants de la Cance, du Déôme et du Torrenson, affluents du Rhône. Un Contrat de rivière a été mis en œuvre sur la période 2004-2010, permettant aux communes concernées de bénéficier d'aides de la Région Rhône-Alpes et de l'agence de l'Eau, notamment, pour rétablir le bon état écologique de ces cours d'eau.

Aujourd'hui, le syndicat des 3 rivières compte 46 communes, et a ainsi élargi son intervention aux bassins versants des affluents du Rhône sur le territoire de la Communauté de communes du Pilat Rhodanien, à savoir l'Alleau, le Vérin, le Solon, le Colombier, le Berlandon, le Morquenat, le Montelier, la Valencize (avec comme affluent principal le Régrillon) ou encore, pour ce qui concerne Malleva, le Batalon et ses affluents (l'Epervier et la Patouse).

Un nouveau projet de contrat de rivière est en cours d'élaboration sur l'ensemble du nouveau périmètre du syndicat et sera porté sur la période 2017-2023.

Le Syndicat des Trois Rivières a également été désigné porteur et animateur de la démarche PAPI d'intention, en concertation avec les collectivités locales et les services de l'État. Cette démarche a été signée en fin d'année 2015.

2. La nécessaire prise en compte des risques naturels et technologiques

La commune de Mallevall est soumise aux risques naturels et technologiques suivants :

- Risques naturels :
 - risques géologiques : séismes, mouvements de terrain (glissements et tassements différentiels), mouvements de terrains miniers (effondrements localisés),
 - feux de forêts,
 - aléa inondation potentiel à proximité des cours d'eau du Batalon, de l'Epervier et de la Patouse,
 - phénomènes météorologiques, tempêtes et grains (vent),
- Risques technologiques :
 - nucléaire,
 - radon,
 - risque industriel,
 - transport de marchandises dangereuses.

a. Risques naturels

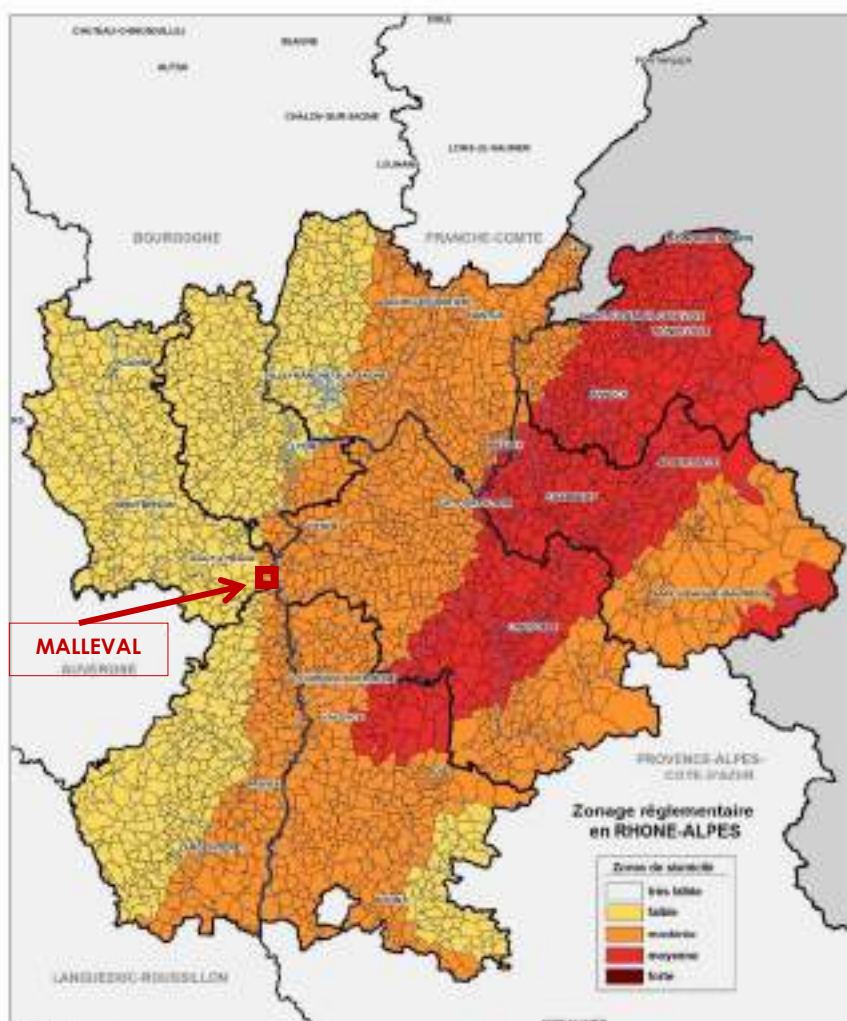
→ Les risques géologiques

▪ Le risque sismique

Le territoire communal est classé en zone de sismicité modérée (zone 3).

Ce zonage implique des règles de construction parasismiques spécifiques, qui s'imposent, selon l'arrêté du 22 octobre 2010, à toute nouvelle construction, à l'exception des « bâtiments d'importance I », qui recouvrent uniquement les bâtiments dans lesquels est exclue toute activité humaine nécessitant un séjour de longue durée ».

De fait, l'ensemble des bâtiments suivants est soumis aux règles de construction définies par l'arrêté du 22 octobre 2010, auquel devra se référer tout maître d'ouvrage, quel qu'il soit.



▪ **Le risque de mouvements de terrains**

La commune de Mallevall fait partie des communes concernées par le risque de mouvements de terrain. Dans le département de la Loire, les mouvements de terrain sont liés à des phénomènes d'instabilité de collines de terre ou à d'anciennes exploitations minières.

Ainsi, bien que la commune ne soit couverte par aucun Plan de Prévention des Risques Naturels, le territoire dispose cependant d'un document réglementaire R111-3 approuvé le 29/12/1989, ayant les mêmes portées juridiques qu'un plan de prévention des risques et établissant les périmètres de risques.

En termes de mouvement de terrain, la commune est concernée par les phénomènes suivants :

- **de glissements de terrain et de tassements.**

Un certain nombre de phénomènes locaux ont été répertoriés.

Sur le territoire, le défrichement des coteaux et les fortes dénivellations accroissent sensiblement les ruissellements : pour exemple, en octobre 99, une coulée de boue s'est produite dans le secteur de la Bascule (versant de Roche Courbe). Sept mouvements de terrain sont survenus sur la commune entre 1998 et 1999. Ce risque s'est traduit par des coulées de boue au droit du lieu dit Roche Courbe, au dessus de la RD 1006.

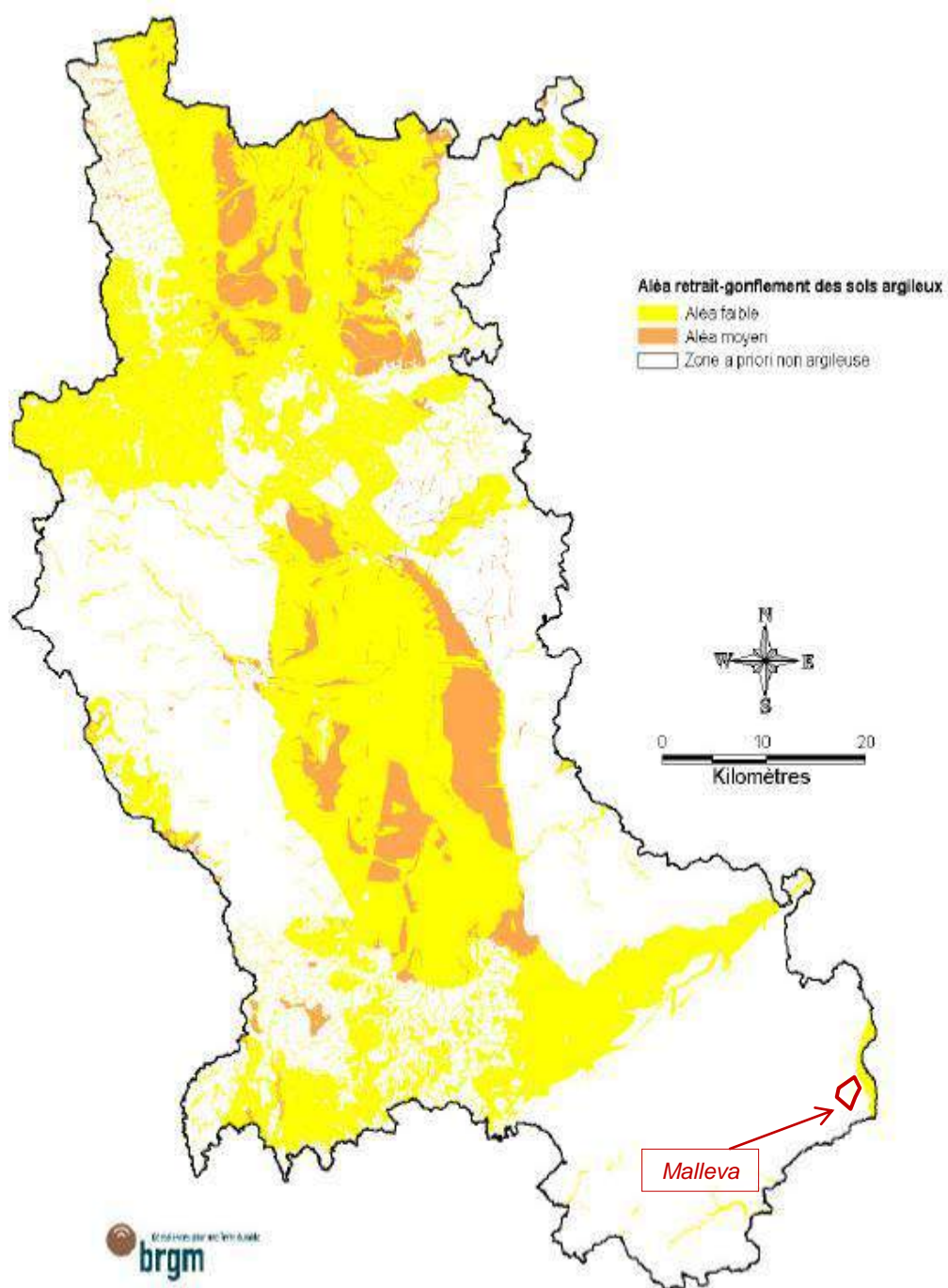
Type de mouvement de terrain	Lieu-dit	Date	Origine
Coulée	Roche Courbe	02/07/1998	Naturelle (Pluie)
Coulée	Roche Courbe	01/07/1999	Naturelle (Pluie)
Coulée	Roche Courbe	10/04/1998	Naturelle (Pluie)
Coulée	Roche Courbe	26/06/1998	Naturelle (Pluie)
Coulée	Roche Courbe	03/06/1999	Naturelle (Pluie)
Coulée	Roche Courbe	01/09/1999	Naturelle (Pluie)
Coulée	Roche Courbe	10/09/1998	Naturelle (Pluie)

- **d'effondrements localisés liés à d'anciens sites d'exploitation minière.**

La commune de Mallevall est concernée par une ancienne concession de mines. Il s'agit de la concession de plomb de Saint-Julien-Molin-Molette, dont le titre minier a été annulé le 1er janvier 1827.

Bien que la commune soit incluse dans le périmètre de la concession, en l'état actuel des connaissances, **elle ne semble pas concernée par des zones d'anciens travaux miniers.**

Avec un sol granito-gneissique, la commune de Malleva **n'est en revanche pas soumise à l'aléa de retrait-gonflement des argiles.**



▪ **Le risque inondation**

Le territoire n'est pas concerné par un Plan de prévention des risques naturels venant prescrire l'inconstructibilité ou la constructibilité sous condition des zones concernées par un risque d'inondation.

Comme vu précédemment, la commune dispose d'un document réglementaire R111-3 approuvé le 29/12/1989, ayant les mêmes portées juridiques qu'un plan de prévention des risques et établissant les périmètres de risques d'inondation.

Elle est en outre garante de l'application des circulaires du 24/01/1994 (JO du 10/04/1994), relative à prévention des inondations et à la gestion des zones inondables, du 24/04/1996 (JO du 14/07/1996) relative aux bâtis et ouvrages existants en zones inondables et à celle du 30/04/2002, relative à la gestion des espaces situés derrière les digues de protection contre les inondations. Ces circulaires répondent aux objectifs suivants :

- interdire les implantations dans les zones les plus dangereuses
- préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues
- sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant des petites crues et la qualité des paysages.

▪ **Le risque de feux de forêts**

Bien que le feu de forêt ou plus particulièrement des départs de feu soient des événements liés à la responsabilité directe ou indirecte de l'homme, le fait que le feu se développe au sein d'espaces boisés induit que ce dernier est à ce titre considéré comme un risque naturel.

La commune est concernée par le risque de feux de forêt, identifié par le dossier départemental des risques majeurs de la Loire (DDRM 42).

En effet, le bourg de Mallevall étant bordé de part et d'autre par une trame boisée, le feu de forêt peut constituer une menace certaine aux biens et personnes. Le niveau de risque n'est toutefois pas évalué.

En supposant que ce risque soit ici plus limité que dans certaines régions méditerranéennes, il paraît tout de même important de limiter le développement de l'urbanisation dans les zones sensibles au feu afin de ne pas exposer davantage de personnes à ce risque, et de sécuriser l'intervention des pompiers en s'assurant que les secteurs permettant un développement de l'urbanisation soient couverts par un poteau de défense incendie aux normes.

▪ **Les arrêtés de catastrophes naturelles**

Risque - Type de catastrophe	Date début	Date fin	Date arrêté	Date JO
Tempête	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982
Poids de la neige - chutes de neige	26/11/1982	28/11/1982	15/12/1982	22/12/1982
Inondations et coulées de boue	17/05/1983	17/05/1983	21/06/1983	24/06/1983
Inondations et coulées de boue	01/12/2003	02/12/2003	12/12/2003	13/12/2003

▪ **Les phénomènes météorologiques (tempêtes, etc)**

A l'échelle communale, les vents peuvent être particulièrement importants lorsqu'ils s'engouffrent dans les vallées. Les points hauts, bien exposés sont également sujets à subir de bonnes rafales de vents.

Globalement, pour les zones rurales, les dégâts seront liés à des coupures de courant, des chutes d'arbres sur les routes ou les bâtiments.

La prise en compte dans le cadre du PLU se fera via l'analyse de la direction des vents régionaux, permettant une meilleure adaptation des constructions (pente du toit, orientation des ouvertures, importance des débords...).

On s'intéressera également aux abords immédiats des constructions (élagage ou abattage des arbres les plus proches, suppression des objets susceptibles d'être projetés).

b. Risques industriels

La commune de Mallevall est concernée par un risque industriel, identifié par le Dossier Départemental des Risques Majeurs de la Loire (DDRM 42). Ce risque est lié à la présence de la centrale nucléaire de St-Alban-du-Rhône / St-Maurice l'Exil située à moins de 5 kilomètres de la commune.

De plus, le DDRM 2014 recense 6 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité du territoire communal :

- SSH
- ADISSEO, Saint-Clair du Rhône (38) : Industrie chimique (nutrition animale), *Statut SEVESO : Seuil haut, Régime : Autorisation.*
- NOVAPEX, Roussillon (38) : Industrie chimique (chaîne du phénol et des solvants oxygénés), *Statut SEVESO : Seuil haut, Régime : Autorisation.*
- RHODIA OPERATION Roussillon (38) : Industrie chimique. *Statut SEVESO : Seuil haut, Régime : Autorisation.*
- BLUESTAR SILICONES Salaise-sur-sanne (38) : Industrie chimique (silicone). *Statut SEVESO : Seuil haut, Régime : Autorisation.*

Aucune ICPE n'est présente sur le territoire communal.

▪ **Le risque lié au transport de matières dangereuses**

La commune de Mallevall est concernée par un risque lié au transport de matière dangereuse, identifié par le dossier départemental des risques majeurs de la Loire (DDRM 42). Le risque de transport de matières dangereuses (TMD) est consécutif à un accident se produisant lors du transport de ces marchandises par voie routière, ferroviaire, voie d'eau ou canalisations.

Les routes D1086 et D503 sont susceptibles de supporter un transport de matières dangereuses.

▪ **Le risque particulier lié au radon**

On entend par risque radon, le risque d'exposition aux rayonnements ionisants émis par ce gaz d'origine naturelle.

Mallevall comme beaucoup de communes du département de la Loire, fait partie des communes présentant un potentiel moyen ou élevé au radon.

La prise en compte du radon dans le cadre du PLU, passe notamment par le fait de rappeler aux propriétaires, l'application dans certains lieux ouverts au public (établissements d'enseignements, établissements sanitaires et sociaux, établissements thermaux, établissements pénitentiaires) des mesures de gestion du risque radon imposées par la réglementation (arrêté ministériel du 22 juillet 2004).

▪ **Le risque nucléaire**

Le département de la Loire est concerné par le centre nucléaire de production d'électricité (CNPE) de Saint-Alban - Saint-Maurice situé en rive gauche du Rhône dont le Plan Particulier d'Intervention (PPI) déborde sur la Loire sur les communes de Chavanay, Mallevall et Saint-Pierre-de-Bœuf. **Mallevall est donc concernée par la mise en œuvre du PPI en cas d'accident au CNPE de Saint-Alban.**

A noter :

L'article 31 de la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire indique : « L'autorité nucléaire peut instituer, autour des installations nucléaires de base, des servitudes d'utilité publique concernant l'utilisation du sol et l'exécution de travaux soumis à déclaration ou autorisation administrative. Ces servitudes sont instituées (...) après avis de l'Autorité de sûreté nucléaire (...) »

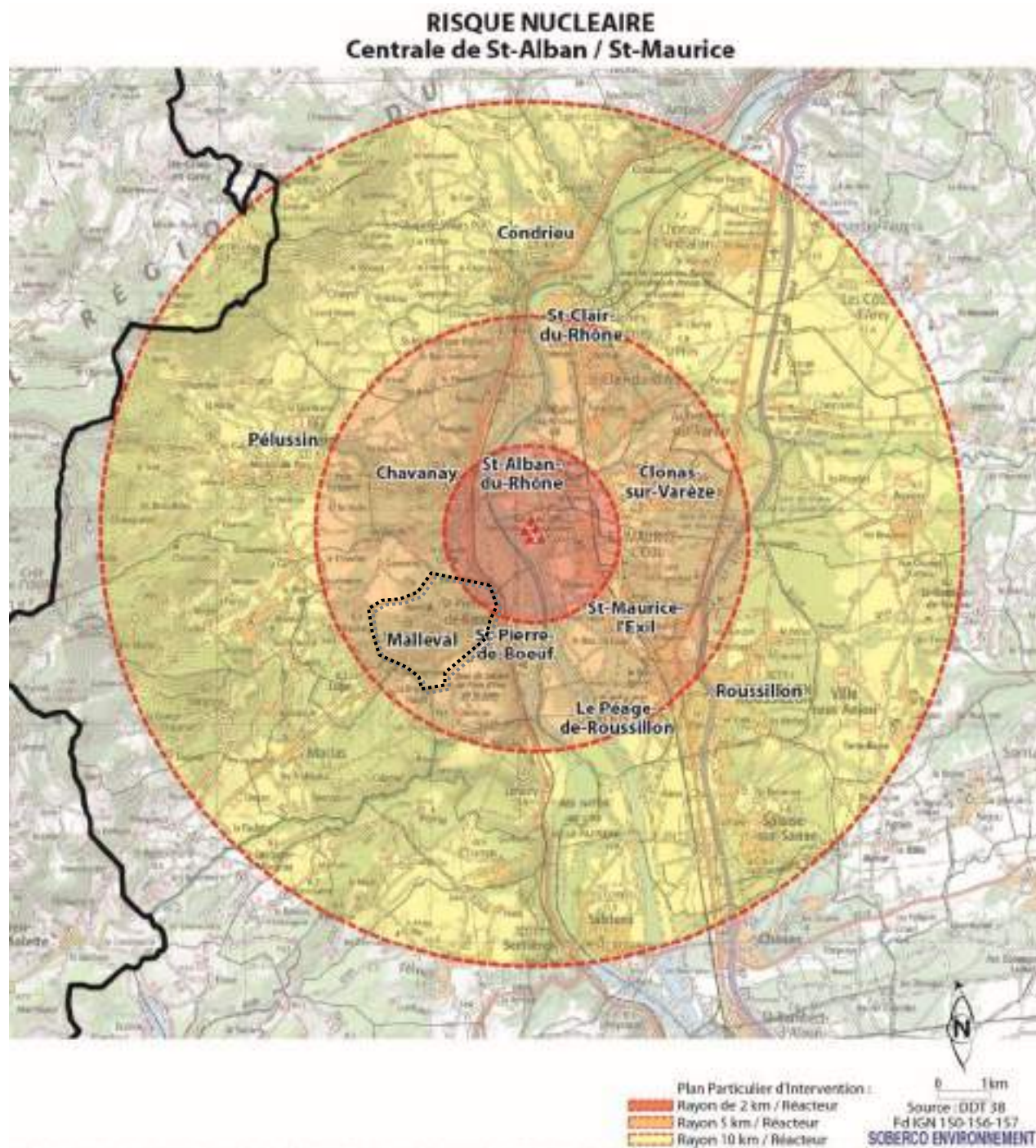
Une circulaire du ministère de l'environnement en date du 17 février 2010, précise en outre « qu'il est utile d'adopter une démarche de développement prudente des activités, constructions ou équipements nouveaux au voisinage des installations nucléaires » et que « le cas échéant, il pourra être fait application des dispositions de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme qui permet de refuser les projets qui s'avèreraient incompatibles avec les objectifs de sécurité des populations concernées ou de prescrire des conditions permettant de rendre les projets acceptables ».

Si le PPI définit l'organisation mise en œuvre par les exploitants nucléaires et les services de l'Etat pour gérer une situation de crise, il peut ainsi également avoir un impact sur l'urbanisation. L'Autorité de sûreté nucléaire est désormais systématiquement consultée sur les demandes d'autorisation d'urbanisme déposées dans le périmètre.

L'ASN indique toutefois que l'idée n'est pas de tout interdire et de geler toute possibilité d'évolution de l'espace autour des centrales nucléaires, mais qu'il s'agit seulement d'éviter l'implantation de gros projets susceptibles d'attirer des populations importantes, en particulier les centres commerciaux, bases de loisirs, collèges et lycées, hôpitaux, en d'autres termes d'accroître l'exposition au risque.

L'analyse des demandes d'autorisations de construire qu'effectue l'ASN porte surtout sur la question de savoir comment s'organise la mise à l'abri des personnes présentes au sein du périmètre en cas de danger : les projets d'équipements publics et d'installations ouvertes au public doivent ainsi prévoir un bâtiment fermé, avec une possibilité de couper le système de ventilation, pour permettre la mise à l'abri des populations, ils doivent être reliés à des voies d'accès rapides et permettant de s'éloigner de la zone de danger. Le problème se pose surtout pour les projets qui accueillent des personnes venant de l'extérieur, les établissements recevant du public notamment, dans la mesure où les visiteurs ne connaissent pas les lieux, les voies d'accès, etc... Un effort doit donc également être fait sur l'information.

Toutefois, le secteur exposé au risque sur la commune de Mallevial (le plateau dominant la Patouse à l'extrémité Nord Est du territoire communale) a peu de probabilités d'accueillir un projet de ce type, susceptible d'accroître véritablement l'exposition au risque. **L'impact sur le PLU révisé du PPI de la CNE de St Alban-St Maurice l'Exil est donc mesuré.**



▪ Les nuisances sonores

Les nuisances sonores sont liées plus particulièrement aux infrastructures routières. En ce qui concerne les nuisances liées à la RD 503, ces dernières sont réduites car les habitations sont situées à distance de la route.

Le secteur de la Bascule, à l'Est du territoire, est quant à lui, exposé aux nuisances de la RD1086 et de la voie ferrée.

B. Le patrimoine naturel et sa préservation

Le Pilat est un massif de moyenne montagne, dont les altitudes s'échelonnent de 150 à 1432 mètres au Crêt de la Perdrix. Animé de "crêts", alternant plateaux agricoles, forêts ou landes, il offre une position intermédiaire entre les montagnes du Mâconnais, du Beaujolais et du Lyonnais au Nord et les massifs plus élevés du Vivarais au Sud.

1. La typologie de milieux présents et les espèces associées

a. La répartition de l'occupation du sol et son évolution

La topographie offre une grande diversité d'orientations et d'expositions sur la commune. L'analyse paysagère a montré à quel point elle **a fortement influencé l'occupation du sol** et plus spécifiquement le couvert végétal. **Trois grandes masses végétales caractérisent le territoire de la commune :**

- **Les boisements**
- **Les espaces cultivés : vignobles et vergers**
- **Les espaces à végétation d'influence majoritairement méditerranéenne**

La commune est drainée par **trois ruisseaux**, en principe permanents, sauf sécheresse persistante, **aux vallées marquées** qui entaillent nettement le relief d'ouest en est. Les deux principaux cours d'eau sont le **Batalon** et **l'Epervier** (son principal affluent) dont la confluence se situe à l'est du Bourg de Mallevall. Ces ruisseaux creusent de profonds sillons dans les plateaux agricoles et marquent profondément le paysage communal. Ces vallons sont associés à des habitats naturels rares, une flore et une faune très diversifiées qui ont notamment justifié leur intégration au réseau Natura 2000.

Le ruisseau de la **Patouse**, également affluent du Batalon sur la commune de St-Pierre-de-Bœuf, entaille le nord de la commune par un relief moins marqué mais également très boisé. Le réseau hydrographique de la commune représente un linéaire d'environ 12,7 kilomètres au total.

Les boisements se limitent aux vallons du Batalon, de l'Epervier et de la Patouse ainsi qu'au **bois Dumas**. **Les milieux forestiers** sont composés de différentes essences en majorité des feuillus (chênes ...) et ont **gagné en superficie, au détriment des espaces de vergers** notamment. **L'analyse de l'évolution des espaces forestiers traduit ainsi une forme de déprise agricole** (voir les cartes d'analyse CORINE Land Cover), en particulier pour la culture fruitière, ce que les données de l'INSEE confirment partiellement.

Les vergers sont implantés sur les plateaux, qui bénéficient de conditions favorables d'ensoleillement et d'exposition, et sont partagés avec les espaces de cultures céréalières. Peu de prairies sont recensées sur le territoire, excepté en rive droite du Batalon.

Les vignobles, eux aussi en plateaux, s'étendent jusque sur les versants des coteaux disposant d'un relief favorable et d'un bon ensoleillement, où ils sont cultivés en terrasses aménagées.

Enfin, une végétation de type méditerranéen, de landes, pelouses et autres espaces ouverts xériques, s'implante également fort logiquement sur les secteurs exposés au Sud, à forte pente, en particulier dans les gorges du Batalon et de l'Epervier.

Le processus d'évolution du couvert végétal aboutit aujourd'hui à deux grandes dominantes : les forêts de feuillus et pins Douglas, et les vignobles. La surface couverte par les vergers, abondante sur la partie Nord Ouest du territoire communal (le plateau pélussinois) a, elle, diminué.

D'une manière générale, la surface cultivée de la commune est passée de 180 ha en 1988, à 147 ha en 2000, pour remonter à 194 ha en 2010, soit 38 % de la surface totale de la commune. La progression, dans les années 2000, de la surface agricole utile s'explique surtout par la progression des surfaces de vignobles, l'orientation économique principale des cultures étant passée des cultures fruitières aux vignobles dans le recensement agricole de l'INSEE.

b. L'occupation du sol selon les bases de données CORINE Land Cover

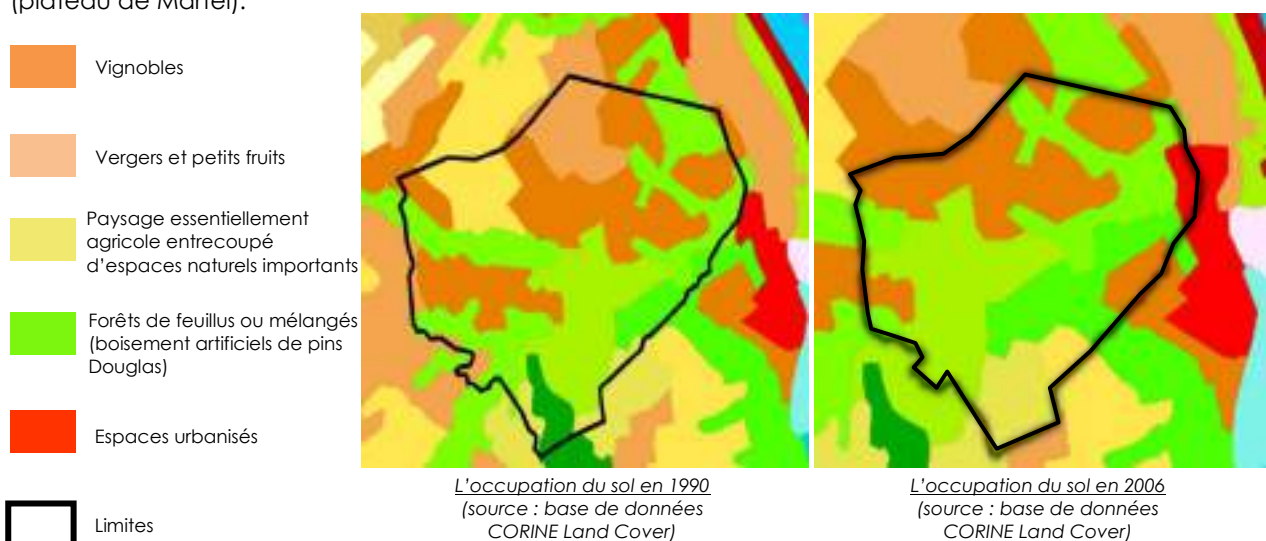
Cette cartographie est produite dans le cadre du programme européen de coordination de l'information sur l'environnement CORINE. Cet inventaire biophysique de l'occupation des terres fournit une information géographique de référence pour 38 états européens et pour les bandes côtières du Maroc et de la Tunisie. La continuité du programme et la diffusion des données CORINE Land Cover sont pilotées par l'Agence européenne pour l'environnement.

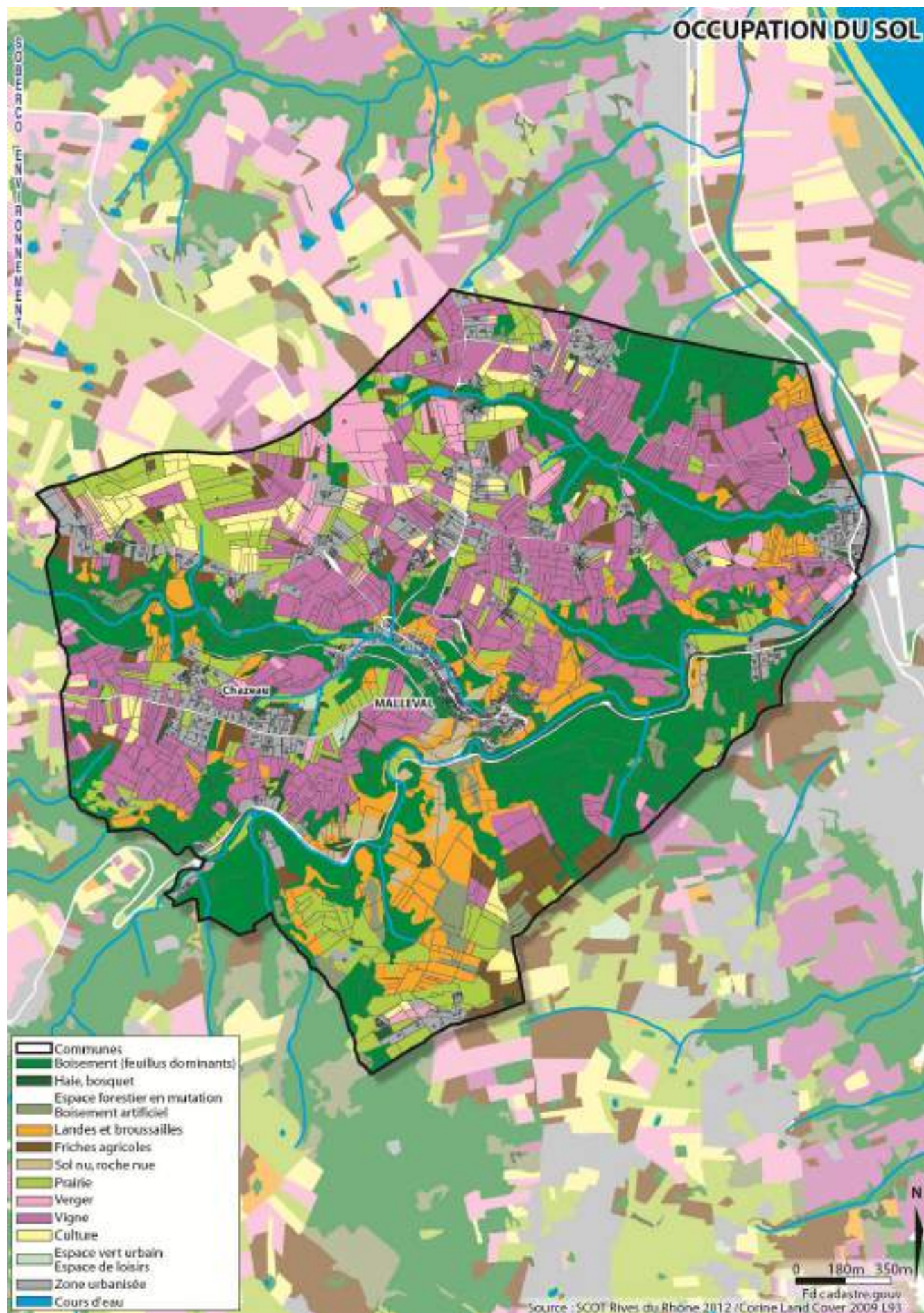
Les changements de l'occupation des sols en France métropolitaine entre 2000 et 2006 suivent les mêmes tendances qu'entre 1990 et 2000, mais à un rythme ralenti. Les espaces artificialisés continuent de s'étendre, aux dépens principalement de terres agricoles. De vastes surfaces changent d'affectation au sein des forêts et autres milieux semi-naturels. Ces évolutions se traduisent par une consommation persistante d'espaces naturels et ruraux, accompagnée d'une fragmentation et d'un cloisonnement des milieux naturels.

Les cartes d'évolutions présentées sont établies par interprétation satellitaire (1/50 000°). Elles mettent en exergue la concentration et l'extension de l'urbanisation sur la frange Nord Est de la commune, sur la vallée du Rhône, en bordure des grandes infrastructures de déplacements (et plus particulièrement la RD 1086).

Si cette portion du territoire communal est minoritaire, elle est recensée dans l'analyse paysagère de la DREAL comme faisant l'objet des plus forts enjeux en matière de maîtrise de l'urbanisation et d'amélioration du cadre de vie.

L'interprétation satellitaire proposée par Corine Land Cover est cependant à préciser, car elle ne reflète pas de manière très précise l'évolution de l'urbanisation : son échelle ne permet pas de mesurer la présence de ce qui reste le principal tissu aggloméré de la commune, le centre-bourg, pas plus que les nouvelles constructions des années 2000 autour des quelques hameaux dispersés des plateaux agro-naturels, en particulier sur les secteurs de Maupas, Chazeau et Paton, et, dans une moindre mesure, Bazin (plateau de Martel).





⇒ **A retenir :**

Les principaux secteurs « menacés » par la pression de l'urbanisation sont donc, plus que le centre-bourg, au relief et à l'implantation très contrainte, les secteurs des plateaux agro-naturels, et le secteur de pieds de coteaux, en limite avec l'entité géographique et paysagère jouxtant le territoire communal à l'est : la vallée du Rhône.

Il faut aussi noter la réduction de la surface agricole consacrée à la culture fruitière au profit des espaces de forêts reconstitués, qui viennent boucher les vues.

2. Les milieux naturels remarquables : les inventaires et gestion

a. Les inventaires : les zones d'intérêt faunistique et floristique (ZNIEFF)

Les ZNIEFF (Zone naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique) sont des **espaces ayant un intérêt naturel fort et qui abritent une flore et une faune remarquable**, dont l'inventaire est dressé par la DREAL. Bien que n'ayant aucune valeur réglementaire et ne comportant aucune disposition s'imposant aux documents d'urbanisme, les ZNIEFF constituent une source d'informations pour la mise en place de zonages réglementaires (Natura 2000) ou documents d'urbanisme. Leur prise en compte semble donc essentielle dans le cadre d'une politique de développement durable de la commune, de préservation des espaces naturels et agricoles et de maintien des continuités écologiques.

On distingue deux catégories de zones :

- Les **ZNIEFF de type I**, de superficie réduite, sont des espaces homogènes d'un point de vue écologique et qui abritent au moins une espèce et/ou un habitat rare ou menacé, d'intérêt aussi bien local que régional, national ou communautaire
- Les **ZNIEFF de type II** sont de grands ensembles naturels riches, ou peu modifiés, qui offrent des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure des zones de type I et possèdent un rôle fonctionnel ainsi qu'une cohérence écologique et paysagère.

La commune de Mallevall compte 2 ZNIEFF :

- ➔ une ZNIEFF de type 1 : les Gorges de Mallevall – 311 ha (dont 166 hectares sur la commune de Mallevall, soit environ 32%)
- ➔ une ZNIEFF de type 2 : ensemble des vallons du Pilat rhodanien – 16 782 ha (l'ensemble de la commune est incluse dans cette ZNIEFF de type 2, soit environ 515,5 hectares)

- **La ZNIEFF de Type I : Les Gorges de Malleva**

Superficie : 311,05 ha sur les communes de Bessey, Lupé, Maclas, Malleva et Saint-Pierre de Boeuf, dont 166 hectares sur la commune de Malleva.

Les gorges de Malleva sont parmi les plus belles et les plus riches du Pilat. La vallée du Batalon, taillée dans la roche, est fortement encaissée et offre des milieux très contrastés. L'adret est occupé par des terrasses de vigne, des pelouses sèches entrecoupées de secteurs rocaillieux et des bois de Chênes pubescents. L'ubac, plus frais, présente un paysage plus fermé de bois de Chênes pédonculés.

Le paysage de ces ravins est marqué par l'abandon du pastoralisme qui garantissait le maintien des habitats ouverts et par les cultures de vigne.

Le ravin de l'Epervier et surtout celui du Batalon présentent des enjeux écologiques et paysagers majeurs liés en grande partie aux habitats ouverts chauds et secs. Ceux-ci abritent un cortège d'animaux et de plantes tout à fait remarquables pour le département. Les conditions géographiques, édaphiques et climatiques de ces ravins sont très favorables à un grand nombre d'espèces méridionales dont beaucoup atteignent ici leur limite nord de répartition. 34 espèces déterminantes¹ ZNIEFF sont recensées dans la ZNIEFF de Type I « les Gorges de Malleva ».

On compte ainsi une soixantaine de plantes remarquables, dont le Cactus opuntia ("cactus raquette"), la Pulsatille rouge, la Linaire de Pellicier ou encore l'Immortelle jaune. Le Batalon accueille également des micromammifères en limite septentrionale comme le Campagnol provençal, le Pachyure étrusque et le Campagnol de Fatio.

Les secteurs rocaillieux et les murets ensoleillés hébergent le rare Lézard catalan. L'avifaune est également bien représentée dans les gorges, avec les Bruants jaune et ortolan, le Circaète Jean le blanc, le Grand corbeau, le Hibou grand-duc, le Moineau soulcie... Les rebords abritent l'Engoulevent d'Europe et la Caille des blés, alors qu'en contrebas, la rivière accueille le Cincle plongeur. Les insectes enfin ne sont pas en reste, avec plus de quarante espèces de papillons et une dizaine d'espèces de coléoptères rares ou très peu communs recensés sur le Batalon.

Les gorges de Malleva recouvrent les vallons encaissés des rivières du Batalon et de l'Epervier, dont les versants, composés de chênaies, prairies et vignes en terrasses, constituent un réservoir de biodiversité intéressant. De fait, **une grande partie du territoire communal est concernée par cette ZNIEFF de type 1. Le centre-bourg de Malleva lui-même s'inscrit dans cette zone, ce qui n'est pas sans conséquence du fait du SCOT Rives du Rhône, qui interdit toute urbanisation au sein des ZNEFF de type 1.**

¹ Dans le cadre des ZNIEFF, sont qualifiées de déterminantes :

1) les espèces en danger, vulnérables, rares ou remarquables répondant aux cotations mises en place par l'UICN ou extraites des livres rouges publiés nationalement ou régionalement

2) les espèces protégées nationalement, régionalement, ou faisant l'objet de réglementations européennes ou internationales lorsqu'elles présentent un intérêt patrimonial réel au regard du contexte national ou régional ;

3) Des espèces se trouvant dans des conditions écologiques ou biogéographiques particulières, en limite d'aire ou dont la population est particulièrement exceptionnelle (effectifs remarquables, limite d'aire, endémismes...)

Un échantillon des espèces présentes au sein de la
ZNIEFF des gorges de Malleva



Pulsatille rouge



Cactus raquette



Campagnol
provençal



Pachyure étrusque



Lézard catalan



Hibou Grand Duc



Caille des blés



Bruant jaune



Circaète
Jean le Blanc



Cincle plongeur



La cascade de Laurette à Malleva



Vallon du Batalon

Liste des espèces déterminantes ZNIEFF recensées :

Espèce	Nom vernaculaire
Insectes	
<i>Boyeria irene</i> (Fonscolombe, 1838)	Aesche paisible
<i>Onychogomphus forcipatus</i> (Linnaeus, 1758)	Onychogomphe à pinces
<i>Proserpinus proserpina</i> (Pallas, 1772)	Sphinx de l'épilobe
Mammifères	
<i>Neomys anomalus</i> (Cabrera, 1907)	Crossope de Miller
<i>Suncus etruscus</i> (Savi, 1822)	Pachyure étrusque
Oiseaux	
<i>Accipiter gentilis</i> (Linnaeus, 1758)	Autour des palombes
<i>Bubo bubo</i> (Linnaeus, 1758)	Grand-duc d'Europe
<i>Caprimulgus europaeus</i> (Linnaeus, 1758)	Engoulevent d'Europe
<i>Circaetus gallicus</i> (Gmelin, 1788)	Circaète Jean-le-Blanc
<i>Circus cyaneus</i> (Linnaeus, 1758)	Busard Saint-Martin
<i>Columba livia</i> (Gmelin, 1789)	Pigeon biset
<i>Corvus corax</i> (Linnaeus, 1758)	Grand corbeau
<i>Coturnix coturnix</i> (Linnaeus, 1758)	Caille des blés
<i>Emberiza calandra</i> (Linnaeus, 1758)	Bruant proyer
<i>Emberiza cia</i> (Linnaeus, 1766)	Bruant fou
<i>Emberiza hortulana</i> (Linnaeus, 1758)	Bruant ortolan
<i>Falco subbuteo</i> (Linnaeus, 1758)	Faucon hobereau
<i>Lullula arborea</i> (Linnaeus, 1758)	Alouette lulu
<i>Milvus migrans</i> (Boddaert, 1783)	Milan noir
<i>Petronia petronia</i> (Linnaeus, 1766)	Moineau soulcie
<i>Sylvia hortensis</i> (Gmelin, 1789)	Fauvette orphée
<i>Upupa epops</i> (Linnaeus, 1758)	Huppe fasciée
Reptiles	
<i>Podarcis liolepis</i> (Boulenger, 1905)	Lézard catalan
Flore	
<i>Acer monspessulanum</i> (L., 1753)	Érable de Montpellier
<i>Achillea tomentosa</i> (L., 1753)	Achillée tomenteuse
<i>Aconitum napellus</i> (L., 1753)	Aconit napel
<i>Agrostemma githago</i> (L., 1753)	Nielle des blés
<i>Anemone pulsatilla</i> (L., 1753)	Anémone pulsatille
<i>Anemone rubra</i> (Lam., 1783)	Pulsatille rouge
<i>Draba muralis</i> (L., 1753)	Drave des murailles
<i>Helichrysum stoechas</i> (L. Moench, 1794)	Immortelle commune
<i>Himantoglossum hircinum</i> (L.Spreng., 1826)	Orchis bouc
<i>Pulsatilla pratensis</i> (L.Mill.)	Pulsatille des prés
<i>Xanthoselinum alsaticum</i> (L. Schur, 1866)	Peucédan d'Alsace

=> A retenir :

La commune de Malleval est donc concernée par la ZNIEFF de type 1 « Gorges de Malleval », qui impose de préserver les espaces naturels privilégiés que constituent les vallons des cours d'eau du Batalon et de l'Epervier, son affluent. Mais le positionnement de la ZNIEFF « Gorges de Malleval » a également un impact sur le centre-bourg de Malleval, dont l'extension urbaine devra être réduite, en compatibilité avec le SCOT Rives du Rhône.

- **ZNIEFF 2 – ensemble des vallons du Pilat Rhodanien**

Superficie : 16 769 ha (recouvrant tout ou partie de 14 communes de la Loire et 13 communes du Rhône).
La commune de Mallevall est intégralement située au sein de ce périmètre.

Le massif présente un couvert végétal contrasté, en fonction de l'étagement altitudinal. Les vallées les plus abritées du couloir rhodanien accueillent une végétation sous influence méditerranéenne (**amandiers, micocouliers, Chêne vert, cactus raquettes** introduits de longue date...). Jusqu'à 800 m d'altitude environ, les collines sont couvertes de **pâturages**, de **chênaies**, de **châtaigneraies** et de forêts de **Pins sylvestre**. Au-delà débute l'étage montagnard, domaine du **Hêtre** et du **Sapin pectiné**, mêlé d'**Epicéa** ou de **Douglas** introduits en reboisement, et parsemé de **landes à Genêts purgatif**. Le microclimat des crêtes sommitales est plus rigoureux, propice à l'extension des **landes à Callune** et à **myrtilles**.

Le Pilat rhodanien, zone de piémont qui s'étage de 150 à 500 m d'altitude, forme le versant le plus chaud et le plus ensoleillé du massif.

Ses coteaux dégringolant vers le Rhône sont couverts de **vignes** et de **vergers**. Dans le Pélussinois au paysage de polyculture et au parcellaire morcelé, l'économie rurale est dominée par **l'élevage des chèvres**, mais surtout par la production fruitière. Il conserve un patrimoine naturel très original, avec des types d'habitats intéressants (**landes à Genet purgatif**...) et une flore marquée par des influences diverses : issue du Massif Central (**Doradille du Forez**), méridionale (**Achillée tomenteuse, Ciste à feuille de sauge, Liseron des Monts Cantabriques**), voire Atlantique (**Millepertuis androsèmes**), etc. Cette flore compte par ailleurs quelques remarquables **messicoles** (plantes associées aux cultures traditionnelles), comme la **Nielle des blés**. La faune, très diversifiée, manifeste notamment des influences méditerranéennes très nettes (**coronelle girondine, Fauvette orphée, Moineau soulcie, Genette, Lézard catalan, Pachyure étrusque**...). Le secteur est favorable aux oiseaux rupicoles (recherchant les sites rocheux, comme le **Pigeon biset** ici présent en populations sauvages).

Le zonage de type II souligne les multiples interactions existant au sein de cet ensemble, dont les espaces les plus représentatifs en terme d'habitats ou d'espèces remarquables sont retranscrits à travers plusieurs zones de type I, telles que les gorges de Mallevall. 58 espèces déterminantes sont observées sur cette ZNIEFF 2.

Il traduit également particulièrement les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales, en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour de nombreuses espèces, dont celles précédemment citées.

L'ensemble présente par ailleurs un intérêt paysager et biogéographique (nombreuses espèces, notamment méditerranéennes, atteignant ici leur limite d'aire).

Liste des espèces déterminantes ZNIEFF recensées :

Espèce	Nom vernaculaire
Amphibiens	
<i>Bombina variegata</i> (Linnaeus, 1758)	Sonneur à ventre jaune
<i>Bufo bufo</i> (Linnaeus, 1758)	Crapaud commun
Insectes	
<i>Boyeria irene</i> (Fonscolombe, 1838)	Aesche paisible
<i>Calopteryx haemorrhoidalis</i> (Vander Linden, 1825)	Caloptéryx méditerranéen
<i>Coenagrion scitulum</i> (Rambur, 1842)	Agrion mignon
<i>Euphydryas aurinia</i> (Rottemburg, 1775)	Damier de la succise
<i>Gomphus vulgatissimus</i> (Linnaeus, 1758)	Gomphe vulgaire
<i>Onychogomphus forcipatus</i> (Linnaeus, 1758)	Onychogomphe à pinces
<i>Proserpinus proserpina</i> (Pallas, 1772)	Sphinx de l'épilobe
Crustacés	
<i>Austropotamobius pallipes</i> (Lereboullet, 1858)	Écrevisse à pattes blanches
Mammifères	
<i>Genetta genetta</i> (Linnaeus, 1758)	Genette
<i>Neomys anomalus</i> Cabrera, 1907	Crossope de Miller
<i>Neomys fodiens</i> (Pennant, 1771)	Crossope aquatique
<i>Suncus etruscus</i> (Savi, 1822)	Pachyure étrusque
Oiseaux	
<i>Accipiter gentilis</i> (Linnaeus, 1758)	Autour des palombes
<i>Athene noctua</i> (Scopoli, 1769)	Chevêche d'Athéna
<i>Bubo bubo</i> (Linnaeus, 1758)	Grand-duc d'Europe
<i>Caprimulgus europaeus</i> (Linnaeus, 1758)	Engoulevent d'Europe
<i>Circaetus gallicus</i> (Gmelin, 1788)	Circaète Jean-le-Blanc
<i>Circus cyaneus</i> (Linnaeus, 1758)	Busard Saint-Martin
<i>Circus pygargus</i> (Linnaeus, 1758)	Busard cendré
<i>Columba livia</i> (Gmelin, 1789)	Pigeon biset
<i>Corvus corax</i> (Linnaeus, 1758)	Grand corbeau
<i>Coturnix coturnix</i> (Linnaeus, 1758)	Caille des blés
<i>Emberiza calandra</i> (Linnaeus, 1758)	Bruant proyer
<i>Emberiza cia</i> (Linnaeus, 1766)	Bruant fou
<i>Emberiza hortulana</i> (Linnaeus, 1758)	Bruant ortolan
<i>Falco subbuteo</i> (Linnaeus, 1758)	Faucon hobereau
<i>Lullula arborea</i> (Linnaeus, 1758)	Alouette lulu
<i>Milvus migrans</i> (Boddaert, 1783)	Milan noir
<i>Petronia petronia</i> (Linnaeus, 1766)	Moineau soulcie
<i>Scolopax rusticola</i> (Linnaeus, 1758)	Bécasse des bois
<i>Sylvia hortensis</i> (Gmelin, 1789)	Fauvette orphée
<i>Tachymarptis melba</i> (Linnaeus, 1758)	Martinet à ventre blanc
<i>Upupa epops</i> (Linnaeus, 1758)	Huppe fasciée
<i>Vanellus vanellus</i> (Linnaeus, 1758)	Vanneau huppé
Reptiles	
<i>Coronella girondica</i> (Daudin, 1803)	Coronelle girondine
<i>Podarcis liolepis</i> (Boulenger, 1905)	Lézard catalan

Plantes	
<i>Acer monspessulanum</i> (L., 1753)	Érable de Montpellier
<i>Achillea tomentosa</i> (L., 1753)	Achillée tomenteuse
<i>Aconitum napellus</i> (L., 1753)	Aconit napel
<i>Agrostemma githago</i> (L., 1753)	Nielle des blés
<i>Anacamptis pyramidalis</i> (L. Rich., 1817)	Orchis pyramidal
<i>Anemone pulsatilla</i> (L., 1753)	Anémone pulsatille
<i>Anemone rubra</i> (Lam., 1783)	Pulsatille rouge
<i>Asplenium foreziense</i> (Legrand, 1885)	Asplénium du Forez
<i>Cistus salviifolius</i> (L., 1753)	Ciste à feuilles de sauge
<i>Draba muralis</i> (L., 1753)	Drave des murailles
<i>Helichrysum stoechas</i> (L. Moench, 1794)	Immortelle commune
<i>Himantoglossum hircinum</i> (L.Spreng., 1826)	Orchis bouc
<i>Hypericum androsaemum</i> (L., 1753)	Millepertuis androsème
<i>Ophrys apifera</i> (Huds., 1762)	Ophrys abeille
<i>Polystichum aculeatum</i> (L. Roth, 1799)	Polystic à aiguillon
<i>Polystichum setiferum</i> (Forssk. T.Moore ex Woyen., 1913)	Polystic à frondes soyeuses
<i>Pulsatilla pratensis</i> (L. Mill.)	Pulsatille des prés
<i>Spiranthes spiralis</i> (L. Chevall., 1827)	Spiranthe d'automne
<i>Xanthoselinum alsaticum</i> (L. Schur, 1866)	Peucédan d'Alsace
<i>Ophrys arachnites</i> Lam.	Ophrys bourdon.

⇒ **A retenir :**

La présence d'une ZNIEFF de type 1 « Gorges de Mallevall » sur les vallées du Batalon et de l'Epervier et d'une ZNIEFF de type 2 « Ensemble des vallons du Pilat rhodanien » sur l'intégralité du territoire communal impose, selon le SCOT :

- ➔ L'interdiction de toute nouvelle ouverture à l'urbanisation de terrains hors tissu urbanisé sur l'emprise de la ZNIEFF de type 1 : le centre-bourg de Mallevall et ses proches abords sont concernés
- ➔ La nécessité de justifier le maintien du bon fonctionnement écologique des espaces en cas d'ouverture d'une nouvelle zone hors ZNIEFF de type 1 (mais en ZNIEFF de type 2)

b. Les outils de gestion : Site Natura 2000 des « affluents en rive droite du Rhône »

▪ **Localisation**

La commune de Mallevall est concernée par la zone Natura 2000 FR8201663 « Affluents rive droite du Rhône », désignée comme SIC (site d'importance communautaire) en décembre 2004. Ce site couvre une superficie de 1187 ha, dont 1010 ha en Ardèche et 177 ha dans la Loire. Les périmètres d'études des deux DOCOB ont été fortement élargis par rapport au périmètre officiellement transmis à la Commission européenne.

Aussi, le Parc Naturel Régional du Pilat, opérateur et animateur du site N2000, a établi le document d'objectifs pour le site Natura 2000 FR8201663 « Vallons et combes du Pilat rhodanien » qui correspond à la partie située dans le département de la Loire du site FR8201663 « Affluents rive droite du Rhône » (numéro régional B15). La partie ligérienne du site FR8201663 « Affluents rive droite du Rhône » portera alors, dès sa « création », le numéro officiel FR8202008 (et le numéro régional L22). Les démarches en vue d'une désignation officielle de ce « nouveau » site : « Vallons et combes du Pilat rhodanien » (FR8202008 ou Site L22) sont en cours (consultations locales lancées fin 2011).

Sur la commune de Mallevall, le site Natura 2000 « Vallons et combes du Pilat rhodanien » concerne le vallon du Batalon, de l'Epervier, le ruisseau de la Patouse et la zone amont de l'affluent du ruisseau de la petite Gorge au droit du bois Dumas.

La zone Natura 2000 FR8201663 « Vallons et combes du Pilat rhodanien », située entre 150 m et 800 mètres d'altitude, est fragmentée en neuf entités de gestion : Vernon, Vérin, Combe de Montéliér, Valencize/Régrillon, Mornieux/Collonges, Grand Val, Limony/Pontins et, en ce qui concerne Mallevall, les entités Patouse / Bois Dumas et Eparvier / Batalon. Elle couvre une surface totale de 1203 ha et s'étend sur l'ensemble du canton de Pélussin (hors Roisey), soit 13 communes : la Chapelle-Villars, Vérin, Chuyer, Saint-Michel-Rhône, Pélussin, Chavanay, Bessey, Saint-Pierre-de-Bœuf, Mallevall, Véranne, Maclas, Lupé, Saint-Appolinard. Le site Natura 2000 couvre une surface de 97 hectares sur la commune de Mallevall, soit 18,8% du territoire communal.

▪ **Descriptif du site**

Le site L22 « Vallons et combes du Pilat Rhodanien » appartient au massif du Pilat, qui se situe à un carrefour biogéographique, créant ainsi une mosaïque de milieux naturels et paysagers. Ce site est caractérisé par un climat continental avec une légère influence climatique méditerranéenne remontant par la vallée du Rhône. Situé sur le rebord oriental du Massif Central, le site est également concerné par des terrains cristallins, roches imperméables mais à perméabilité fissurale, qui présentent toutefois de faibles capacités d'emmagasinement d'eau. Le relief et les dénivelés sont importants.

▪ Les habitats naturels d'intérêt communautaire

Le site Natura 2000 L22 a été justifié par la présence de 15 habitats d'intérêt communautaire dont deux d'intérêt prioritaire, sur une surface totale d'environ 615 ha, soit environ 50 % du site L22. Leur répartition est toutefois très fragmentée (petites surfaces morcelées).

La finalité de la directive « Habitats faune flore » est la bonne conservation des habitats naturels et des espèces végétales et animales, objectif majeur dans la préservation de la biodiversité.

Les habitats d'intérêt communautaire et prioritaires identifiés sur le site N2000 L22 couvrent une surface d'environ **53,2 hectares**, soit 10,3% de la surface communale :

13 habitats d'intérêt communautaires (HIC) :

- Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou Hydrocharition (3150)
- Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitriche-Batrachion (3260)
- Landes sèches européennes (4030)
- Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables) (6210)
- Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae) (6410)
- Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430)
- Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis) (6510)
- Prairies de fauche de montagne (6520)
- Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique (8220)
- Roches siliceuses avec végétation pionnière du Sedo-Scleranthion ou du Sedo albi-Veronicion dillenii (8230)
- Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à Ilex et parfois à Taxus (Quercion roboripetraeae ou Ilici-Fagenion) (9120)
- Hêtraies du Asperulo-Fagetum (9130)
- Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies sub-atlantiques et médioeuropéennes du Carpinion betuli (9160)

2 habitats d'intérêt prioritaire (HIP) :

- Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion (9180*)
- Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae) (91E0*)

L'état de conservation de chaque espèce et habitat évalué peut se trouver dans l'une des quatre catégories suivantes : bon, moyen, médiocre ou mauvais.

Habitats d'intérêt communautaire	Habitats élémentaires présents	Localisation	Etat de conservation
Forêt humides			
Chênaies pédonculées ou chênaies charmaies (Code : 9160)	Frênaie-Charmaie à Primevère acaule et Gouet d'Italie	Fond de vallon - bordure de cours d'eau notamment sur les parties amont (Vérin, Montelier, Régrillon et Valencize, Patouse, Epervier et Batalon , Limony)	Mauvais à bon
	Frênaie à Véronique des montagnes et Laïche des bois		Bon
Forêts alluviales à Aulne glutineux et Frêne commun (Code : 91E0)	Aulnaie glutineuse-frênaie à Laïche espacée	Fond de vallon - bordure de cours d'eau notamment sur les parties en amont (Vérin, Régrillon et Valencize, Epervier et Batalon , Limony...)	Mauvais à bon
Forêt mésophile de ravin			
Forêts de pente, éboulis ou ravin (Code : 9180)	Frênaie à Polystic à soies	Fond de vallon (Vérin, Montelier, Régrillon et Valencize, Epervier et Batalon ...)	Moyen
	Tiliaie-acéraie à Buis et Fragon petit-houx		Moyen
Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à Ilex et parfois à axus (Quercion robori-petraeae ou Ilici-Fagenion) (Code : 9120 et 9120pp)	Hêtraie-Sapinière à Canche flexueuse et Myrtille	En amont des vallons à l'étage collinéen sur Pélussin (Le Moulin d'Eparvier, La Madone d'Eparvier, La Bonnetarie, La Chanal)	Mauvais à moyen
	Chênaie sessiflore – Hêtraie à Canche flexueuse et Chèvrefeuille des bois		Bon
Hêtraies du Asperulo-Fagetum (Code : 9130pp)	Chênaie sessiflore - Charmaie à Mélisse à une fleur et Chèvrefeuille des bois	En amont des vallons à l'étage collinéen sur Pélussin (Mazanon...)	Mauvais à bon
	Chênaie sessiflore – Hêtraie à Houlque molle et Pâturin des Bois		Moyen
Pelouses vivaces			
Pelouses sèches (Code : 6210)	Pelouse à Armérie des sables et Potentille inclinée	Habitat très fragmenté – bordure de vallon et Plateau. La pelouse à Armérie des sables et Potentille inclinée présente une entité importante au niveau de la Brunerie Haute (Maclas), à Jacquard sur Véranne	Bon
	Pelouse à Fétuque de Léman et Danthonie décombante		Bon
	Pelouse à Centaurée paniculée et Germandrée petit-chêne		Mauvais
	Pelouse à Euphrase officinale et Polygala commun		Moyen
Pelouses sèches pionnières			
Roches siliceuses avec végétation pionnière (Code : 8230)	Pelouse à Fétuque d'Auvergne et Plantain holosté	Vallons et bordures (Montelier, Cote, Batalon , Limony)...	Bon
	Pelouse à Centaurée paniculée et Liseron cantabrique		Moyen
	Pelouse à Orpin hirsute		Inconnu
Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique (Code : 8220)	Végétation à Doradille du Forez	Anecdotique	Bon

Habitats d'intérêt communautaire	Habitats élémentaires présents	Localisation	Etat de conservation
Landes sèches			
Landes sèches européennes (Code : 4030)	Lande à Genet poilu et Callune commune	La lande à Ciste à feuille de sauge n'est présente que sur la bordure de la Combe de Montéliér La lande à Genet poilu et Callune commune est par ailleurs bien représentée sur l'ensemble du site	Moyen
	Lande à Ciste à feuille de Saugue et Genêt poilu		Moyen à mauvais
Bas marais			
Prairie à Molinie (Code : 6410)	Bas-marais à Lotier des fanges et Scorsonère humble	Zone de plateau principalement entre Chuyer et Pélussin	Bon ou très mauvais
	Végétation à Nard raide, Scorsonère humble et Molinie bleue		Moyen
Mégaphorbiaies			
Mégaphorbiaies hygrophiles (Code : 6430)	Mégaphorbiaie à Eupatoire chanvrine et Epilobe hirsute	Principalement le long du Rhône, une partie dans les zones de dépression sur le plateau	Mauvais
	Mégaphorbiaie à Scirpe des bois et Lysimaque commune		Bon à médiocre
	Mégaphorbiaie à Ortie dioïque et Epilobe hirsute		Mauvais
Végétation aquatique et palustre			
Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou Hydrocharition (Code : 3150)	Voiles flottants à lentilles d'eau	Ruisseau des Collonges, lieu dit Chez Tonard	Mauvais
Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitriche – Batrachion (Code : 3260)	Végétation à Fontinale	Anecdotique	Bon
Prairies naturelles et prairies de fauche			
Pelouse maigre de fauche (Code : 6510)	Prairie de fauche à Saugue des prés et Trèfle de Moliner	Disséminé sur l'ensemble du plateau avec entités importantes sur Mérigneux (Saint-Appolinard), les rebords du Vernon sur Vérin...	Bon
	Prairie de fauche à Luzule champêtre et Brome mou		Mauvais à bon
Prairie de fauche de Montagne (Code : 6520)	Prairie de fauche à Fromental et Fenouil des Alpes	Mérigneux (commune de Saint-Appolinard)	Mauvais à bon

▪ La flore

Aucune espèce végétale relevant de la Directive n'a été observée sur le site N2000 L22.

En revanche, quelques espèces possédant un statut de protection y sont présentes.

Le site et la zone de plateau à proximité abritent entre autre une forte proportion de la flore patrimoniale du Parc naturel régional du Pilat.

Cette flore protégée à l'échelle départementale, régionale, nationale ou européenne, ou inscrite sur le livre rouge de la flore menacée de France (LRN) est essentiellement liée aux pelouses sèches et aux prairies humides, deux habitats fragiles et en régression.

Liste des espèces recensées sur la commune de Mallevall :

Espèce	Milieus associés	Protection
Orchis bouc	Milieus secs, pelouses	Départementale
Myosotis de Balbis	Milieus secs, pelouses	Régionale
Pulsatille rouge	Milieus secs, pelouses, rochers	Régionale
Orchis de Provence	Milieus secs à faciès d'embuissonnement	Européenne
Cotonnière dressée	Pelouses sèches à faciès embuissonnement	Régionale
Iberis en ombelle	Milieus secs, pelouses, rochers	Liste rouge nationale (NT)
Polycnème des champs	Cultures, sols sableux	Liste rouge nationale (EN)

▪ La faune

Le site N2000 des vallons et combes du Pilat rhodanien accueille une faune très riche et en particulier 8 espèces inscrites à l'annexe II de la Directive « Habitat-Faune-Flore » :

L'écrevisse à pattes blanches, le damier de la Succise, l'écaille chinée, le sonneur à ventre jaune, le murin à oreilles échancrées, le grand murin, le petit murin, le murin de Bechstein, le lucane Cerf-volant et le grand capricorne.

De plus, 11 espèces d'oiseaux mentionnées dans l'annexe I de la Directive « Oiseaux » ont été recensées sur le site : L'autour des Palombes, la bondrée apivore, le milan noir, le busard cendré, le busard Saint-Martin, le grand-duc d'Europe, le circaète Jean-le-blanc, l'engoulevent d'Europe, la pie-grièche écorcheur, l'alouette lulu et le bruant ortolan.



Busard cendré



Busard Saint Martin



Circaète Jean le Blanc



Crapaud sonneur à ventre jaune



Hibou Grand Duc



Ecaille chinée



Bruant jaune



Lucane cerf-volant

Des études complémentaires ont également été menées sur certaines espèces d'intérêt communautaire (Sonneur à ventre jaune, Damier de la Succise) ou sur des espèces originales en limite nord de répartition (Coronelle girondine et Lézard catalan).

- Le Lézard catalan, espèce liée à la présence de milieux secs ouverts de type pelouses sèches, a notamment fait l'objet d'études complémentaires en 2009. Le lézard catalan a été observé dans le vallon du Batalon à plusieurs reprises ainsi que dans le cimetière de Mallevall. D'autres espèces, telles que le lézard vert ou le lézard des murailles ont été observées sur la commune.
- Les chiroptères ont fait l'objet d'une campagne de prospection spécifique. La campagne de prospection des Chiroptères réalisée en 2006, et notamment les prospections réalisées au niveau du Batalon, a permis d'observer un individu allaitant de Murin à Oreilles échancrées, espèce relevant de l'annexe II de la Directive Habitat, en période estivale et met en évidence la présence probable d'une colonie (en milieu bâti). De même la présence de Grand murin est avérée (5 individus contactés). Le Murin de Bechstein et le petit murin sont également potentiellement présents dans le secteur, ce qui permet de supposer la présence de colonie en milieu bâti. A noter enfin que la Sérotine de Nilsson (espèce relativement rare en région) a été observée sur la commune en 2006 par le parc. La barbastelle d'Europe (espèce inscrite à l'annexe II et IV de la directive Habitat Faune Flore) a également été observée sur la commune et ses environs (d'après l'atlas des chiroptères de Rhône Alpes de 2014).
- Concernant les autres espèces de mammifère, les données proviennent de différentes études et observateurs. Plusieurs espèces de micromammifère ont été repérées sur le site L22, dont certaines espèces remarquables notamment pour leurs affinités méridionales : le pachyure étrusque, le campagnol de fatio, le campagnol provençal ou la musaraigne des jardins. La genette est également observée sur la commune de Mallevall, ainsi que la loutre, observée dans les gorges de Mallevall.
- Enfin, concernant l'avifaune, de nombreuses espèces remarquables ont été observées sur la commune suite aux études ornithologiques menées en 1999, avec parmi elles, certaines espèces inscrites à la directive oiseaux nichant en milieux rocheux et forestier sur les vallons du Batalon (alouette lulu, engoulevent d'Europe, autour des palombes, bondrée apivore, busard st-Martin, Circaète Jean-le-blanc, Hiboux Grand duc, pie-grièche écorcheur...). Des observations récentes réalisées par le Parc naturel du Pilat confirment notamment le statut nicheur du hibou Grand-duc sur les milieux rocheux du Batalon.

▪ **Les activités et menaces**

Diverses activités s'exercent sur le site :

- ➔ l'agriculture : L'agriculture occupe une place importante dans l'économie locale de l'ensemble du canton de Pélussin, où elle représente plus de la moitié de la surface. il s'agit généralement d'une agriculture extensive avec deux types de pratiques : le pâturage (essentiellement bovins et caprins) et la prairie de fauche. La menace sur les prairies réside aussi dans l'intensification des pratiques, notamment concernant la fertilisation. L'arboriculture et la viticulture sont également pratiquées sur le site et à proximité. A Mallevall, la viticulture occupe une place importante (AOC St-Joseph).
- ➔ la sylviculture : les milieux forestiers ne font pas l'objet d'une activité sylvicole intense, qui s'explique par la dominance de forêts de pente feuillues difficiles d'accès et morcelées.
- ➔ les activités de tourisme et de loisirs, accueil du public : difficiles d'accès, les ravins sont très peu fréquentés en dehors des chemins de randonnée existants.

Quant à l'urbanisation, **la pression foncière reste importante, surtout sur les plateaux, mais il y a peu d'habitations sur le périmètre Natura 2000, qui concerne principalement les creux de vallées, en bordure de ruisseaux** (relief très marqué, ensoleillement limité...).

- **Les enjeux**

Un enjeu de conservation de la biodiversité.

La présence d'habitats d'intérêt communautaire confirme l'enjeu « biodiversité » du site à l'échelle européenne. Cet intérêt est justifié par la présence d'habitats d'intérêt communautaire forestiers tels que les forêts humides (code Natura 2000 : 91E0 et 9160) et les forêts mésophiles de ravins (code Natura 2000 : 9180), habitats reconnus prioritaires, ainsi que des milieux ouverts comme les landes sèches (code Natura 2000 : 4030), les pelouses sèches (code Natura 2000 : 6210) et les prairies de fauche (code Natura 2000 : 6510).

Cet enjeu se décline aussi à l'échelle locale avec des habitats et des espèces rares et originaux car situés en limite nord de répartition. Sur la commune de Mallevall, la présence de landes à genêt poilu, de Lézard catalan ou encore de l'Orchis bouc traduit bien cette influence originale méridionale.

La commune de Mallevall présente ainsi un intérêt particulier pour le **Hiboux Grand-duc**, nicheur en milieux rocheux sur la commune, et le **lézard catalan**, observé à plusieurs localités.

Un enjeu de maintien ou de restauration de la fonctionnalité écologique.

Le maintien des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire identifiés sur le site L22, et plus globalement de la biodiversité, suppose que des échanges s'organisent pour connecter les différents milieux et permettre les déplacements de la faune et la flore. D'ores et déjà plusieurs connexions au niveau des ravins ont été identifiées à travers différentes études menées par la Région Rhône-Alpes, le Parc du Pilat, le SCOT Rives du Rhône...

Si les pressions urbaines sont relativement faibles sur le site N2000, qui concernent essentiellement les zones de ravin escarpées, la préservation des fonctionnalités écologiques au sein du périmètre N2000 mais également entre les combes du Pilat rhodanien demeure un enjeu fort.

Un enjeu de préservation de l'équilibre entre milieux naturels et milieux anthropisés

L'équilibre entre les zones bâties et naturelles/agricoles doit être maintenu. Pour cela le caractère rural du site doit persister. Cela passe par la sauvegarde des activités économiques, sociales et culturelles existantes sur le site et dans ses alentours. Une attention particulière devra être prise afin de limiter l'étalement urbain qui entraînerait la perte du caractère rural du site. Dans ce domaine, les documents de planification constituent des outils d'importance majeure, qu'il sera important d'harmoniser.

▪ **Les implications de la zone Natura 2000**

L'inscription d'une partie du territoire communal en zone Natura 2000 implique la réalisation, conformément à l'article L R121-14 du Code de l'urbanisme, d'une évaluation environnementale spécifique.

En outre, cette inscription a des conséquences sur l'occupation du sol et sa gestion, puisque la zone Natura 2000 dispose d'un document d'objectifs, qui établit un programme d'actions que les acteurs locaux doivent mettre en œuvre.

A noter que les quatre zones Natura 2000 du Parc du Pilat font l'objet d'une charte à destination des propriétaires fonciers concernés par la zone Natura 2000, dans laquelle ils s'engagent, s'ils sont signataires, à protéger le patrimoine naturel et le fonctionnement écologique de leur propriété, en échange d'avantages notamment fiscaux (exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, exonération des droits de mutation à titre gratuit pour certaines successions ou donations, déduction du revenu net imposable des charges de propriétés rurales...) ou d'aides publiques à l'investissement forestier.

Les orientations du document d'objectifs de la zone Natura 2000 « Vallons et combes du Pilat rhodanien » sont les suivantes :

- Préserver et/ou restaurer la biodiversité du site et notamment les habitats et espèces ayant justifié la désignation du site
- Préserver l'activité agricole extensive
- Maintien de l'équilibre entre les zones urbaines et rurales
- Maintien de l'ouverture des milieux
- Améliorer la connaissance du site
- Valoriser le site
- Mettre en œuvre et évaluer le document d'objectifs

Enfin, comme pour les ZNIEFF de type 1 et les corridors écologiques, **le SCOT Rives du Rhône va au-delà de la réglementation** (*notamment le code de l'urbanisme qui autorise certains projets sous réserve de la réalisation d'une étude d'impact avec analyse des effets d'un projet sur l'environnement, justification des choix retenus et mise en œuvre de mesures compensatoires,*) **concernant les zones Natura 2000, qu'il rend inconstructibles**, à l'exception :

- des voiries structurantes sous réserve qu'elles soient inscrites dans le SCoT et que des mesures compensatoires soient mises en œuvre pour maintenir les corridors écologiques
- des équipements liés à l'assainissement, l'eau potable, les eaux pluviales et les réseaux secs, sous réserve de l'absence d'autre alternative
- des liaisons douces
- des bâtiments et installations nécessaires à des activités humaines participant à l'entretien et à la gestion écologique, sous réserve que les maîtres d'ouvrages aient justifié de l'impossibilité de réaliser le projet ailleurs, qu'ils aient évalué l'impact sur l'environnement et qu'ils fixent des mesures pour compenser les effets sur l'environnement

⇒ **A retenir :**

La présence de la zone Natura 2000 FR8202008 « Vallons et combes du Pilat rhodanien » sur la vallée de l'Epervier, du Batalon, de la Patouse et de la combe du Bois Dumas impose donc, pour la présente révision du PLU de Mallevall :

- Que l'ensemble des terrains concernés soient préservés, au même titre que les ZNIEFF de type II, en compatibilité avec le SCOT
- Qu'une évaluation environnementale spécifique soit effectuée, au titre de l'article R121-14 du Code de l'urbanisme. Cette évaluation environnementale pourra être adaptée en fonction du projet de PLU et de l'impact sur la zone Natura 2000.

c. Les sites écologiques prioritaires (SEP) et les sites d'intérêt patrimonial (SIP) du PNR du Pilat

A travers la charte du Pilat, les communes signataires se sont engagées à protéger et gérer les espaces naturels remarquables.

Pour ce faire, le Parc du Pilat a repris les périmètres de ZNIEFF et zones Natura 2000 de son territoire à travers leur traduction en Site d'Intérêt Patrimonial (SIP). Le territoire du Pilat compte 89 SIP répartis sur 17 500 ha, soit 25 % de la superficie du Parc. Les périmètres des SIP reprennent les connaissances actualisées des inventaires ZNIEFF et les nouvelles connaissances acquises sur la flore, la faune et les habitats à travers le travail cartographique du Conservatoire botanique national du Massif central.

Au-delà des SIP, le Parc a également identifié des ensembles fonctionnels concentrant une forte densité de SIP et présentant de fait de forts enjeux de préservation de la biodiversité : les sites écologiques prioritaires. 5 SEP ont été délimités :

- Les crêts du Pilat, secteur présentant un enjeu de préservation des landes, zones humides, hêtraies ;
- Les contreforts Nord du Pilat, secteur avec un enjeu de préservation des landes, forêts de fond de vallons, hêtraies, prairies
- Le Haut Pilat, secteur avec enjeu de préservation des zones humides et landes
- Les ravins affluents rive droite du Rhône : enjeu de préservation des forêts de fonds de vallons
- Le Sud Déôme : enjeu de préservation des forêts de fonds de vallons, pelouses-prairies sèches, affleurements rocheux.

La commune de Mallevall est concernée par le SEP « Ravins affluents rive droite du Rhône » et le SIP « Gorges de Mallevall et du Batalon ».

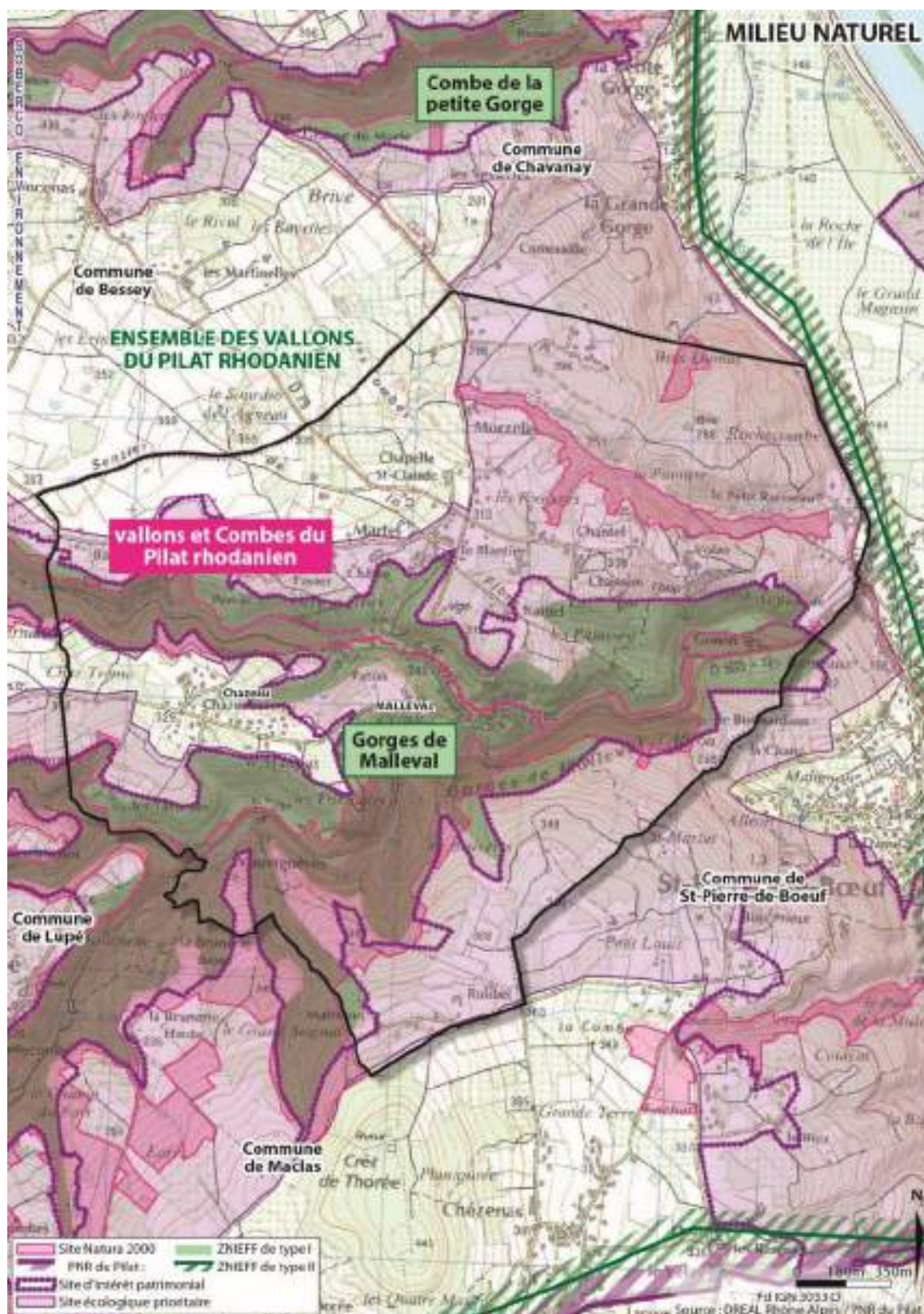
La Charte du Pilat fixe l'objectif que 100 % des sites d'intérêt patrimonial soient classés en zone A ou N dans les PLU. Pour ce faire, les communes s'engagent dans la Charte à protéger les SIP « en précisant, dans les documents d'urbanisme, leur délimitation en concertation avec les acteurs locaux ; par leur classement en zone naturelle (N) ou agricole (A) au sens strict ou indicé et par un règlement approprié ».

Outre les SIP et SEP, la Charte du Pilat engage également ses signataires à préserver **la trame verte et bleue**, considérant que la protection des espaces naturels remarquables ne suffit pas à maintenir la diversité des espèces et des milieux, la possibilité pour ces espèces de se déplacer étant primordiale pour assurer leur survie dans le cadre d'échanges génétiques.

La préservation de la trame verte et bleue passe par « le maintien et la consolidation de la matrice naturelle sur le territoire du Parc et notamment dans les SEP ». L'objectif du Parc consiste à ce que 70 % de son territoire soit en « matrice naturelle » (espaces dont la naturalité est à préserver).

d. Les Espaces Naturels Sensibles (ENS)

La commune n'est cependant pas concernée par un espace naturel sensible du département de la Loire.



f. Les zones humides

La Communauté de communes du Pilat rhodanien adhère depuis 2011 au syndicat des trois rivières. Ce syndicat est chargé de mettre en place un contrat de rivière élargi sur les trois bassins versants de la Cance, du Dôme et du Torrenson, ainsi que sur les bassins versants des cours d'eau irriguant le territoire du Pilat rhodanien (à savoir l'Alleau, le Vérin, le Solon, le Colombier, le Berlandon, le Morquenat, le Montelier, la Valencize, le Régrillon, le Batalon et ses affluents, l'Epervier et la Patouse).

Plusieurs études ont été réalisées pour notamment mesurer la qualité des eaux sur son territoire, et déterminer les volumes maximums prélevables. Ces études permettront d'élaborer un programme d'actions qui visera à atteindre le niveau de qualité des eaux fixé par le SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse.

En parallèle, le syndicat des trois rivières a procédé à un inventaire des zones humides.

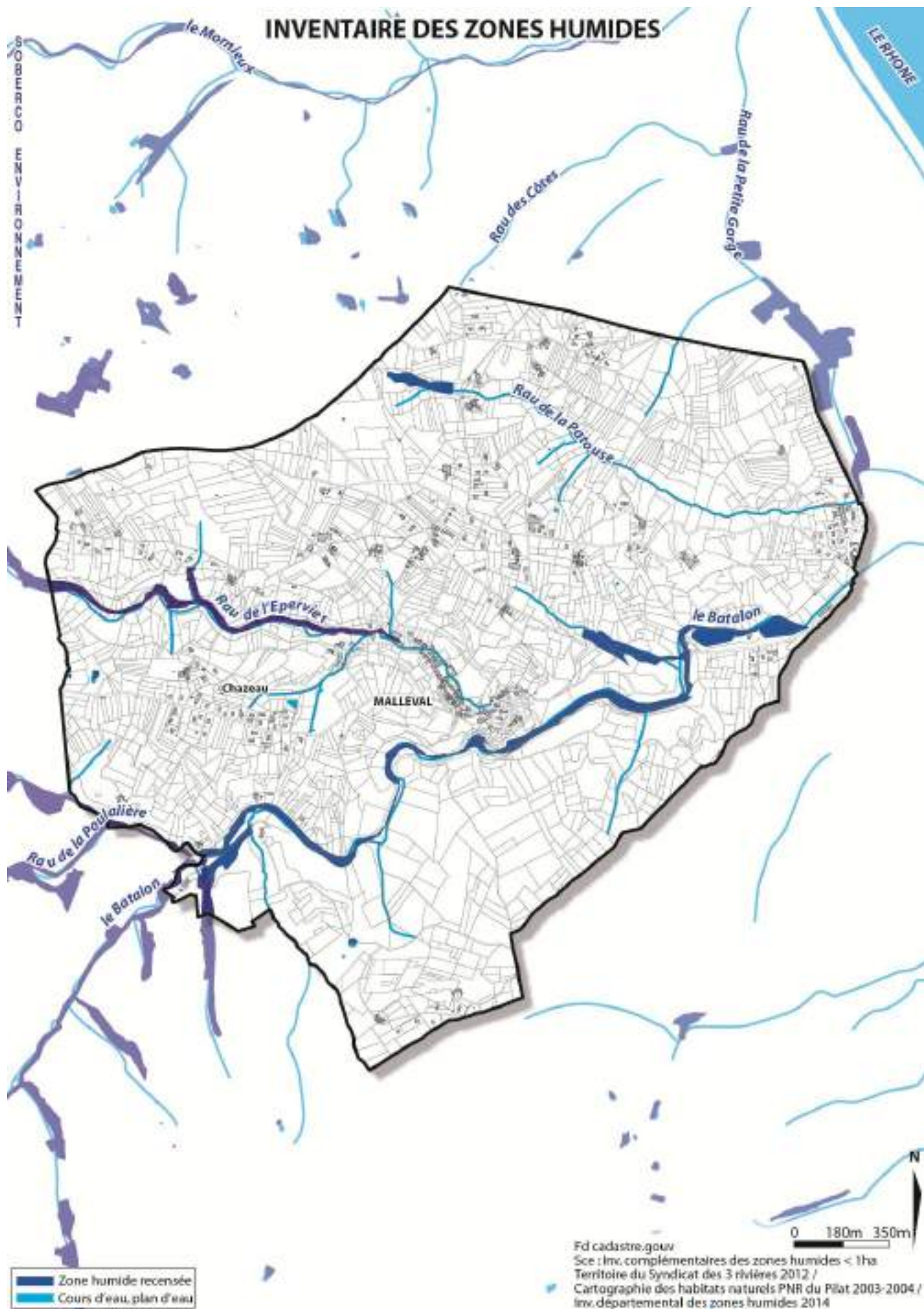
La carte ci-dessous localise ces zones sur la commune de Mallevall :

- **4 étendues d'eau de type retenue collinaire, étang ou plan d'eau** sont dénombrées :
 - ➔ sur le secteur des Combes et Morzelas, en amont de la Patouse
 - ➔ sur le plateau de Martel, côté Sud Ouest de la chapelle St Claude, à proximité du « sentier Flore »
 - ➔ « chez Trémo », sur le plateau de Chazeau, à l'Ouest du hameau de Chazeau, en direction de la commune de Bessey
 - ➔ Sur le plateau Sud de la commune, en limite du coteau surplombant le Batalon, entre Matricon et Vauvignières.
- **3 mares, dont 2 sur le plateau de Martel, en limite Nord Ouest de la commune, près du chemin de St Jacques de Compostelle, et une « chez Trémo », sur le plateau de Chazeau, en limite Ouest du territoire communal (proximité immédiate de Bessey).**

A noter :

Concernant spécifiquement les zones humides, le SCOT en compatibilité avec le schéma directeur d'aménagement de gestion des eaux Rhône Méditerranée Corse (SDAGE RMC), préconise, pour tout projet dont la réalisation conduirait, après étude des impacts environnementaux, à la disparition d'une surface de zones humides, que les mesures compensatoires prévoient dans le même bassin versant :

- soit la création de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel et de la biodiversité
- soit la remise en état d'une surface de zones humides existantes, et ce à hauteur d'une valeur guide de l'ordre de 200 % de la surface perdue.



3. Les fonctionnalités écologiques du territoire

La loi d'engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010 (loi « Grenelle 2 ») a introduit, au-delà de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers d'intérêt écologique majeur (à savoir les zones faisant soit l'objet d'une protection spécifique - zones Natura 2000, espaces naturels sensibles des conseils généraux - ou soit les zones repérées comme intéressantes -ZNIEFF), le principe de « *préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques* ». La loi Grenelle 2 a également instauré les schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE), qui, élaborés par les régions en concertation avec l'Etat, viseront à garantir la mise en œuvre des orientations nationales pour la préservation et la remise en état des continuités écologiques. Ces schémas devront être intégrés aux SCOT une fois adoptés. Par ricochet, les PLU, qui doivent être compatibles avec les SCOT, devront intégrer leurs orientations.

Sur le territoire, plusieurs démarches et études des réseaux écologiques ont été menées, à différentes échelles :

- La Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) de l'aire métropolitaine lyonnaise identifie, en 2007, les coupures et liaisons vertes entre les « cœurs verts » que sont les Monts du Lyonnais, le Pilat et les balnes viennoises.
- La région Rhône-Alpes a achevé en 2009 le réseau écologique de Rhône-Alpes (RERA), document préfigurateur du Schéma Régional de Cohérence Ecologique. Il s'agit d'une cartographie au 1/100 000ème identifiant les continuités écologiques potentielles de Rhône-Alpes, dont la définition est basée sur une approche éco-paysagère ;
- Dans le cadre du SCoT Rives du Rhône, une analyse plus fine de certains passages et corridors stratégiques a été réalisée à partir d'ortho-photographies, notamment suite à l'analyse de la cartographie du réseau écologique de Rhône-Alpes ;
- En 2013, le PNR du Pilat a réalisé une cartographie des réseaux écologiques de son territoire (1/25000ème). Un programme d'action est actuellement en cours de réalisation sur la période 2014-2018;
- La Région Rhône-Alpes a adopté en 2014 son Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE). Il identifie les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques qui les relient à l'échelle de la région (cartographie 1/100000ème). Il comprend un plan d'actions visant à préserver et remettre en bon état les continuités écologiques identifiées.

▪ L'analyse du schéma régional de cohérence écologique (SRCE) Rhône Alpes

Le **Schéma Régional de Cohérence Ecologique** de la région Rhône-Alpes, approuvé en 2014, présente la particularité d'avoir pu s'appuyer sur une première démarche de cartographie régionale des réseaux écologiques au 1/100000ème, le RERA, réalisée en 2009.

Les réservoirs de biodiversité identifiés par le SRCE intègrent des **zonages obligatoires**, correspondant aux sites désignés et reconnus par un statut de protection réglementaire (APPB, cœurs de parcs nationaux, réserves naturelles nationales et régionales, réserves biologiques forestières dirigées et intégrales), des zonages facultatifs (ZNIEFF de type I, sites gérés par le CEN Rhône-Alpes, les sites Natura 2000, les ENS...) et des sites complémentaires (habitats de reproduction potentielle d'espèces emblématiques, les îlots de sénescence...).

Sur le territoire, les réservoirs de biodiversité du SRCE sont exclusivement représentés par la zone d'inventaire ZNIEFF 1 « **les gorges de Mallevall** », au droit du vallon du **Batalon** et de **l'Epervier**.

Le ruisseau de la **Patouse**, le **Bois Dumas** et les **plateaux** au sud de la commune (rive droite du Batalon) sont identifiés comme des espaces support de la fonctionnalité écologique, présentant une forte perméabilité.

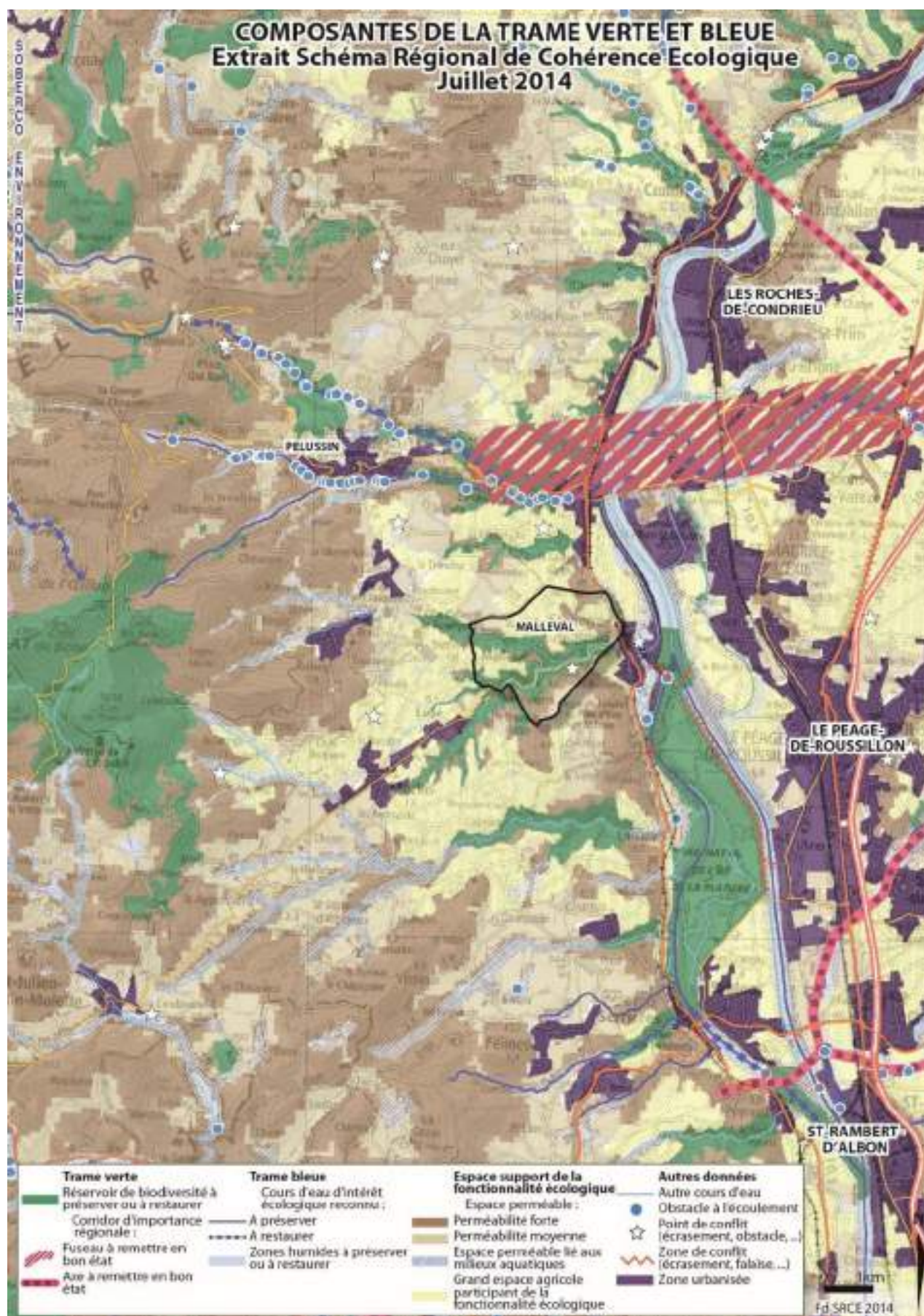
Aucun corridor écologique ne concerne directement la commune de Mallevall. Un corridor écologique « fuseau » (relevant d'un principe de connexion global regroupant plusieurs zones de passage potentiel) est identifié au nord de la commune, au droit de la Valencize qui rejoint le Rhône à Chavanay. Ce corridor écologique témoigne des enjeux forts de continuité écologique de part et d'autre de la vallée du Rhône.

Les cartographies élaborées à l'échelle régionale montrent que la commune de Mallevall est située à un endroit non prioritaire mais tout de même réellement intéressant du point de vue des grands corridors écologiques, des principaux couloirs de circulation de la faune à l'échelle régionale. La trame écologique potentielle déterminée par la région Rhône-Alpes considère en effet la vallée du Batalon comme une zone nodale, bien que l'intensité de cette zone semble moins forte que les vallées de la Valencize, entrez Pélussin et Chavanay, au Nord, et du Limony, au Sud, qui apparaissent de manière plus sombre sur la cartographie du RERA.

L'analyse des **cartographies élaborées à l'échelle régionale** montre que **le territoire de Mallevall dispose d'espaces naturels d'intérêt majeur, zones nodales jouant un rôle important dans la fonctionnalité du réseau écologique régional. Les vallons du Batalon et de l'Epervier**, qui constituent des réservoirs de biodiversité, notamment associés aux milieux forestiers, rocheux et humides, permettent de maintenir des continuités écologiques fonctionnelles entre le Pilat, au droit notamment de l'ensemble forestier du Crêt de l'Oeillon (zone nodale forestière) et la vallée du Rhône (et notamment l'île de la Platière, espace naturelle remarquable protégé, identifié également comme un réservoir de biodiversité d'échelle régionale).

Outre ces zones nodales, **la région Rhône Alpes a identifié un point de conflit, représentée par le carrefour entre la RD 79** (reliant la vallée du Rhône à Pélussin et permettant d'accéder à Mallevall) **avec la RD 503**, qui longe la vallée du Batalon depuis la vallée du Rhône jusqu'à Bourg-Argental.

COMPOSANTES DE LA TRAME VERTE ET BLEUE
Extrait Schéma Régional de Cohérence Ecologique
Juillet 2014



▪ Les corridors écologiques à l'échelle du SCOT Rives du Rhône

Le territoire du SCOT des Rives du Rhône est décrit, dans le Document d'Orientations Générales, comme un secteur d'interface stratégique pour la circulation de la faune à l'échelle de la région Rhône-Alpes. Le Rhône le traverse en effet du nord au sud et correspond au corridor hydrographique le plus important de la région. La vallée du Rhône, où s'étendent en parallèle, le fleuve, un canal, deux nationales, une autoroute, deux voies ferrées, des zones urbanisées et industrialisées, forme en revanche une barrière importante dans les échanges est-ouest.

Sur le territoire du SCoT se trouvent deux des trois lieux de traversée possible de la vallée du Rhône entre Lyon et Valence, créant ainsi le lien entre Alpes et Massif Central. L'un des objectifs des corridors est de mettre en relation, de maintenir des liaisons entre les espaces naturels protégés précédemment cités, de garder connectés entre eux les « cœurs verts », zones naturelles du territoire où la circulation de la faune ne rencontre pas de difficultés (les monts du Pilat en font partie). Une vigilance est toutefois nécessaire sur les axes de circulation dont le trafic risque d'augmenter pour limiter les écrasements et sur les projets d'urbanisme ou d'infrastructure qui pourraient impacter les fonctionnalités écologiques de ces cœurs verts. Le Rhône et ses abords sont aussi un milieu relais fondamental pour les connexions est-ouest.

A partir de ce diagnostic, le SCoT des Rives du Rhône en vigueur préconise la préservation de ces espaces naturels, ce qui implique :

- ➔ le maintien des grandes connexions et axes de déplacement d'importance régionale
- ➔ la préservation des espaces de circulation pour la faune le long du Rhône dans les secteurs fonctionnels (entre Ampuis et Condrieu et entre Saint-Pierre-de-Boëuf et Andance)
- ➔ l'amélioration, voire le rétablissement de la circulation terrestre le long du Rhône là où elle n'est pas effective à ce jour
- ➔ la conservation de la connexion entre les cours d'eau et les zones naturelles des vallons affluents et le Rhône (vallons du Pilat en particulier)

Ces objectifs nécessitent une protection stricte rendant inconstructibles les zones de passage de faune et les coupures vertes sur lesquelles s'appuient ces axes. Anticipant l'entrée en vigueur des Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique, qui s'imposent dans un rapport de compatibilité avec les SCoT, le SCoT Rives du Rhône donne une valeur réglementaire aux corridors. Comme pour les ZNIEFF de type 1, il interdit de fait toute nouvelle urbanisation sur les secteurs concernés par un corridor, mis à part :

- ➔ l'aménagement de voiries structurantes inscrites au SCoT sous réserve que ces infrastructures franchissent les corridors perpendiculairement et que des mesures destinées à rétablir les circulations faunistiques soient mises en œuvre
- ➔ la construction d'infrastructures d'intérêt général (gaz, télécommunications, électricité...) et la réalisation de voies d'accès strictement liées à ces infrastructures sous réserve que des mesures destinées à rétablir les circulations faunistiques soient mises en œuvre.

A une échelle plus fine que le repérage des corridors écologiques d'intérêt régional effectué par la région Rhône-Alpes dans le cadre du SRCE, **le SCoT Rives du Rhône identifie les secteurs concernés par le passage de la faune, et qu'il convient donc de rendre inconstructibles.**

- **La trame verte et bleue du PNR du Pilat**

Le **Parc Naturel Régional du Pilat** a réalisé en **2013** une étude de la **trame verte et bleue** sur son territoire (dont le périmètre a été élargi), interprétée à une échelle de 1/25000ème. La méthode employée est comparable à celle du Réseau Ecologique de Rhône-Alpes (RERA) dans le sens où elle se base sur une modélisation, par sous-frames (forêts, pelouses et landes, zones humides, cours d'eau et prairies et bocages), du potentiel de déplacement d'espèces (méthode « coût - déplacement »).

Cette modélisation des continuums écologiques de chaque sous-frame permet d'identifier les milieux perméables et de **guider la définition des corridors écologiques** pour les espèces qui lui sont associées.

Les **réservoirs de biodiversité**, points de départ à la modélisation, sont identifiés. Sur la commune de Mallevall, il s'agit principalement de la ZNIEFF 1 des « **gorges de Mallevall** », du SIP (sites d'intérêt patrimonial) « **Gorges de Mallevall et du Batalon** », de la zone N2000 des « **vallons et combes du Pilat Rhodanien** ».

Les réservoirs de biodiversité identifiés à partir de ces zones SIP, ZNIEFF et N2000 ont été élargis aux habitats d'espèces attenants, en particulier les milieux boisés contigus de feuillus dominant aux abords des vallons de **l'Epervier** jusqu'au **Bois Dumas** et les milieux boisés contigus de feuillus dominant, de landes et végétation xérophile ainsi qu'aux surfaces en herbe à caractère agricole en rive droite du **vallon du Batalon**.

Ces réservoirs de biodiversité couvrent une surface de **258,8 hectares** sur la commune de Mallevall, soit 50,2% du territoire communal.

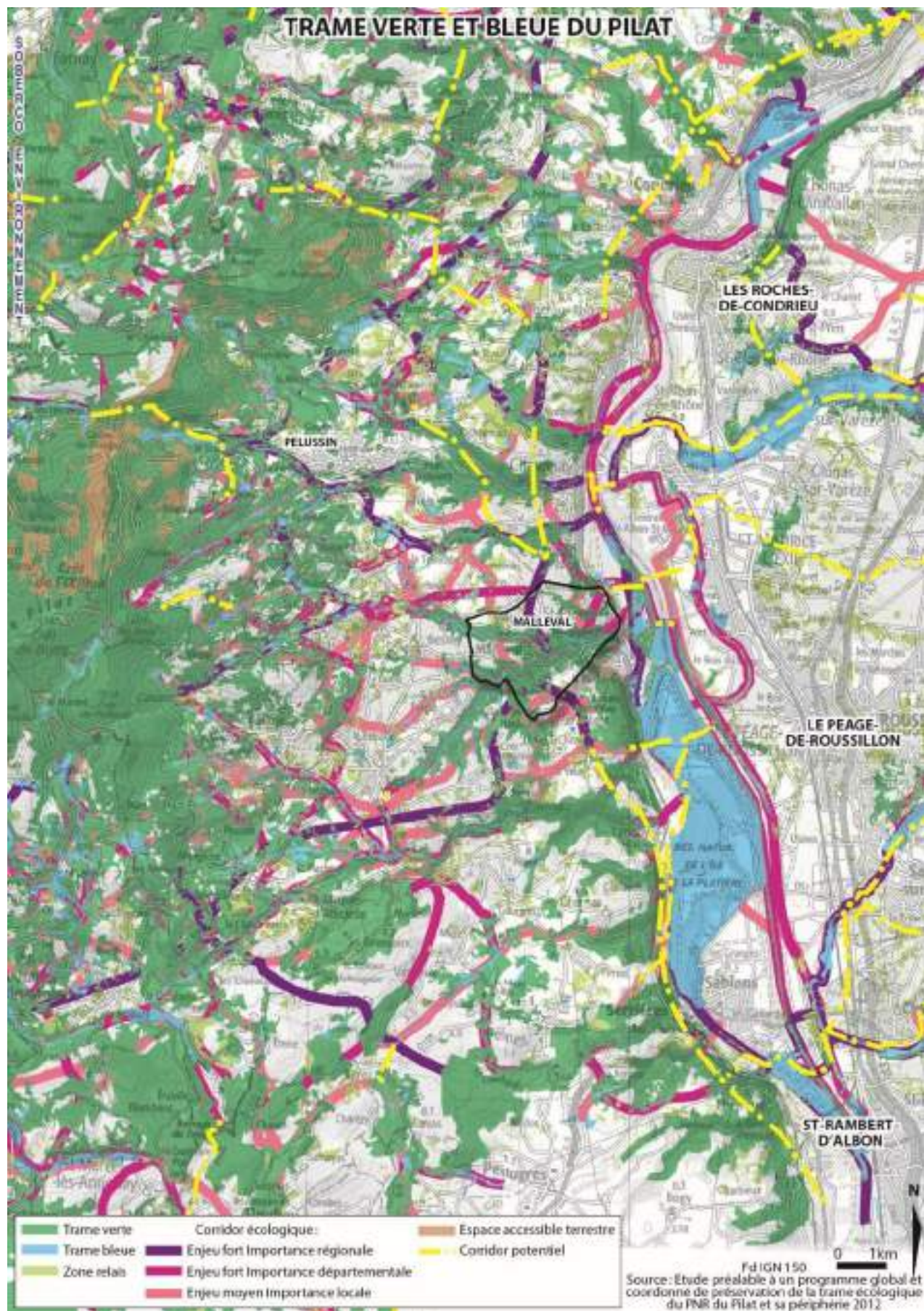
En effet, les entités boisées des vallons du Batalon et de l'Epervier constituent des milieux naturels remarquables, relativement bien connectées entre elles par une matrice paysagère constituée de landes, de prairies, de vignes ou de vergers, supports de déplacement des espèces.

Les landes et pelouses constituent également des réservoirs emblématiques de la costière rhodanienne et du Pilat.

Des corridors écologiques à enjeux forts ont été identifiés et permettent d'assurer des continuités écologiques à travers les plateaux entre les vallons rhodaniens, en rive droite du Rhône, et les réservoirs de biodiversité situés sur les premiers reliefs du Pilat.

Aux vallons du Batalon et de l'Epervier sont notamment associés des **corridors écologiques d'importance départementale** liés aux sous frames de **milieux boisés**, des **milieux humides** mais également aux **pelouses, landes et milieux rocheux**. La fonctionnalité de ces corridors écologiques est évaluée comme étant **très probable**.

De plus, des continuités écologiques **d'importance régionale** et **départementale** ont été identifiées sur le territoire. Il s'agit de continuités écologiques associés aux sous frames de **pelouses, landes et milieux rocheux** qui relient les différentes combes et vallons du Pilat Rhodanien entre elles, notamment les vallons du Batalon et de l'Epervier.



C. Le patrimoine paysager et son évolution

1. Une commune rattachée à l'entité des Piedmonts rhodaniens dans le cadre de l'analyse des paysages à l'échelle du Parc naturel régional du Pilat

a. Identification des paysages du Pilat

Le parc du Pilat a identifié 5 grandes entités paysagères, 5 ensembles présentant des caractéristiques paysagères homogènes :

- Le Pilat du Gier : vallée du Furan et versant du Gier
- Le Haut-Pilat : le haut plateau de St Genest
- La vallée de la Déôme
- Le Piedmont rhodanien : piémont pélussinois, costière rhodanienne
- Les crêts.

Située au seuil du plateau pélussinois, concernée, sur sa partie Est, par les costières rhodaniennes et la vallée du Rhône (RD 1086) et, sur sa partie Ouest, par le paysage des plateaux qui annonce les crêts, plus à l'Ouest, la commune de Mallevall est rattachée au « Piedmont rhodanien ».

Longeant le fleuve dans l'ancienne patrie des mariniers devenue celle des vigneron ou dominant à 400m d'altitude la vallée sur le plateau agricole, des itinéraires variés sillonnent le Piémont rhodanien, qui, à l'abri des derniers contreforts boisés du **Massif central** réunit, entre les départements du Rhône et de la Loire, les pays de **Condrieu** et de **Pélussin**.

Dans cette entité, les voyageurs découvrent un avant-goût du Midi en parcourant les ravins et les coteaux pénétrés d'influences méditerranéennes. Il suffit en effet de consulter un inventaire biologique du site pour en avoir un avant-goût : **Liseron de Biscaye**, **Erable de Montpellier**, **Lézard hispanique**, **Pachyure étrusque** (le plus petit mammifère au monde – 2 g ! –, cousin des **Musaraignes**)...De nombreuses espèces se trouvent ici en limite de leur aire de répartition. Plus au nord, pas de trace de leur présence. Dans les vallons étroits et pentus qui entaillent profondément le piémont rhodanien, elles trouvent un climat aux influences méridionales et leurs habitats préférés : landes, pelouses sèches et chênaies des versants exposés au sud. L'entité du Piedmont rhodanien est la plus sèche de l'ensemble du Parc.

Parmi les éléments caractéristiques du paysage de l'entité du Piedmont rhodanien, identifiés par le Parc du Pilat, figurent les fermes traditionnelles, développées autour des activités de polyculture : arboriculture, élevage, viticulture. La ferme du XIXème siècle a une forme variable mais on y retrouve toujours la cave, l'étable et le hangar à fruits. Au printemps, on travaille la vigne. En automne, la dégustation du premier vin est l'occasion de la fête des pressailles. Aujourd'hui, les paysans se sont spécialisés : ils sont arboriculteurs ou éleveurs, ou viticulteurs. Une nouvelle forme d'unité agricole est apparue : la coopérative. Les paysans y partagent un outil de production moderne : chambres froides pour conserver les fruits de l'arboriculture, ou unité et fabrication de produits laitiers. Dans le Pilat, chaque viticulteur produit son vin.

b. Principes d'actions mis en avant par la Charte du Pilat

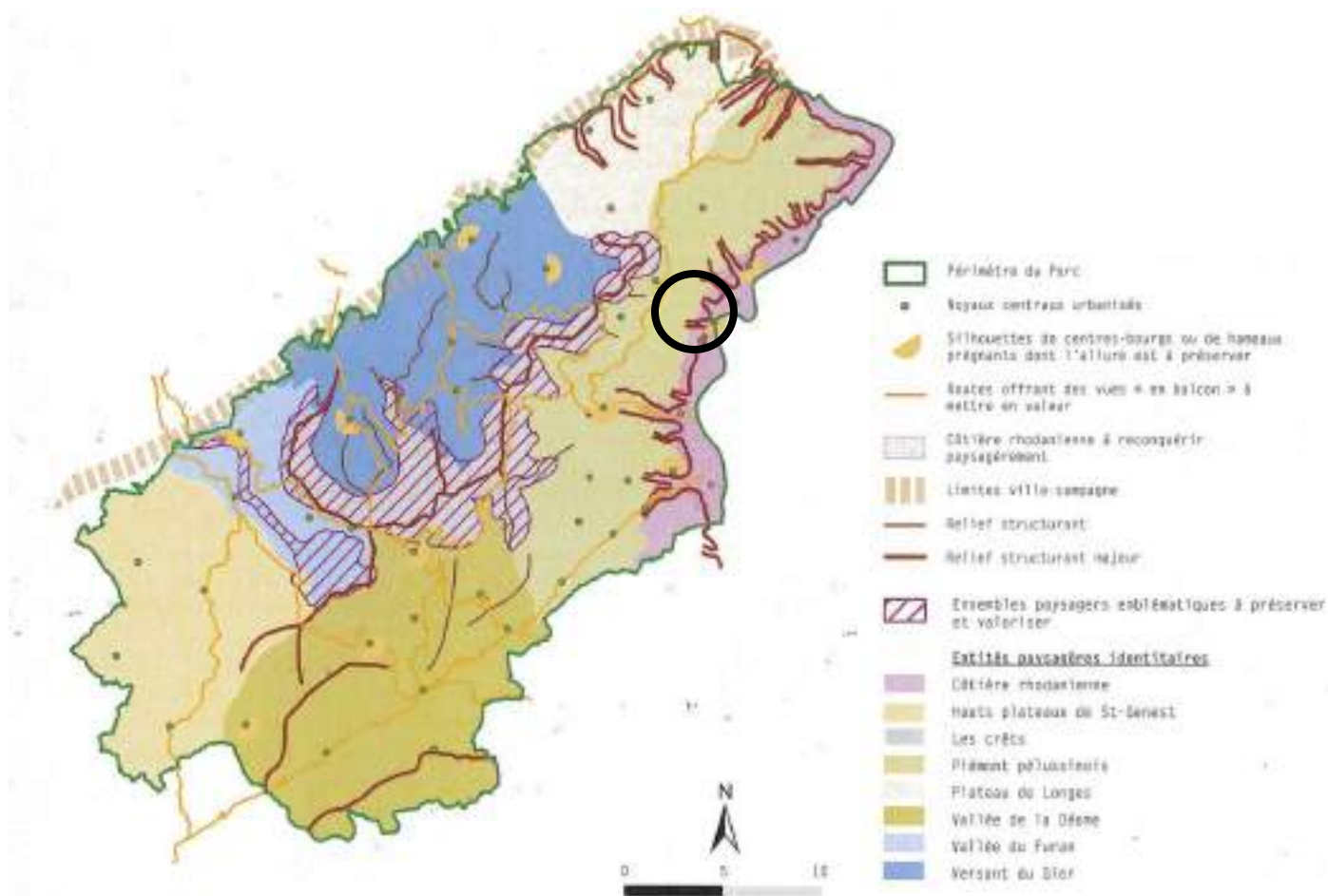
→ Un plan de reconquête paysagère de la costière rhodanienne

Du point de vue paysager, la Charte du Pilat initie un plan de reconquête paysagère de la côtère rhodanienne, une démarche paysagère prospective qui devra répondre à la multiplicité des enjeux sur ce territoire. Ce travail passe entre autres par l'intégration des principes d'un urbanisme durable dans les documents d'urbanisme, notamment :

- La prise en compte des enjeux paysagers agricoles et naturels propres à ce secteur et la préservation de l'ensemble des éléments structurants d'un paysage en balcon ;
- La non urbanisation du rebord du plateau, en ligne de crête, en limite du secteur de la costière rhodanienne (un secteur bénéficiant d'une forte visibilité depuis la vallée du Rhône).

La carte des structures paysagères du Parc du Pilat (ci-après) permet de voir que Mallevall est notamment concernée par cet objectif de « reconquête paysagère » de la costière rhodanienne. La commune est en outre plus spécifiquement concernée par les enjeux de valorisation des routes en balcons et de sa silhouette de bourg caractéristique. Ce qui signifie qu'elle devra matérialiser très clairement la limite espace urbanisé/espace naturel en limitant l'étalement urbain et le mitage, et protéger les éléments du patrimoine.

La traduction spatiale et qualitative des limites ville/campagne est d'autant plus forte sur l'entrée Ouest du bourg et des hameaux.



➔ L'affirmation des principes d'un urbanisme durable

La Charte du Pilat fonde les principes de ce que doit être la politique d'urbanisation des communes du Parc :

• **Economiser les ressources du territoire**

- **Privilégier le renouvellement urbain**, la réhabilitation des locaux vacants et l'urbanisation des « dents creuses »
- **Préserver les espaces naturels** (notamment les SIP et les SEP), les corridors écologiques et plus largement la fonctionnalité de la trame verte et bleue
- **Préserver l'usage de l'espace agricole et la fonctionnalité des exploitations**
- **Conforter les respirations vertes entre les noyaux urbanisés**
- Optimiser l'utilisation des réseaux et équipements existants
- Limiter l'imperméabilisation des sols et respecter le cheminement de l'eau
- Anticiper les solutions visant à améliorer l'autonomie énergétique du territoire
- Favoriser le recours aux énergies renouvelables, tout en garantissant la qualité thermique des bâtiments

➔ **S'appuyer sur l'identité des lieux pour concevoir les projets d'urbanisme**

- **Mettre en valeur le patrimoine bâti existant et lui donner un nouvel usage** (enjeu de l'ancienne usine sur Mallevall)
- **Tirer parti des spécificités urbaines et paysagères locales (rues, places, cours, haies, adaptation à la pente et aux points de vue...) dans les projets d'urbanisme** en utilisant techniques et savoir-faire locaux dans les modes de construction en valorisant les usages qui participent à l'identité de la commune

➔ **Prendre soin de l'allure des silhouettes de hameaux ou centres-bourgs dans le cadre des projets d'aménagement ou d'urbanisme pour préserver leur lisibilité. Favoriser le bien-être et la qualité du cadre de vie dans les projets d'urbanisme**

- Favoriser la maîtrise des consommations énergétiques, le confort d'été et d'hiver (prendre en compte les données du site comme l'ensoleillement, le sens du vent, l'orientation des façades, l'utilisation des masques végétaux et de matériaux de construction adaptés...)
- **Appréhender la question des déplacements, faire des « villages de courtes distances »**, favoriser les modes de déplacements alternatifs à l'usage individuel de la voiture et notamment les aménagements permettant l'éco-mobilité, ainsi que l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite
- **Participer au maintien, voire à l'enrichissement de la biodiversité en créant des trames végétales et/ou paysagères jusqu'au cœur des zones urbanisées** : il pourra s'agir d'espaces agricoles, naturels, de loisirs, de jardins, d'espaces verts publics, de sentiers...

➔ Favoriser la vitalité et le vivre-ensemble par le biais des projets d'urbanisme

- **Mettre en œuvre une densité désirable ou vivable, c'est-à-dire des formes urbaines garantissant le rapprochement entre habitants mais préservant l'intimité**, avec moins de surface pour chacun mais plus d'espace et de paysage pour tous, et concevoir des espaces publics partagés de qualité, intégrant les notions de qualité d'usage et environnementales
- **Favoriser la mixité des usages**
- **Favoriser un urbanisme générateur de lien social et intergénérationnel**, en assurant une accessibilité au logement pour tous.

A travers la Charte, les communes s'engagent à respecter et traduire dans leur document d'urbanisme, notamment par le biais des orientations d'aménagement, les principes de cet urbanisme durable, à délimiter le noyau central au sein duquel privilégier le développement urbain, à définir les respirations vertes à maintenir entre les espaces urbanisés...

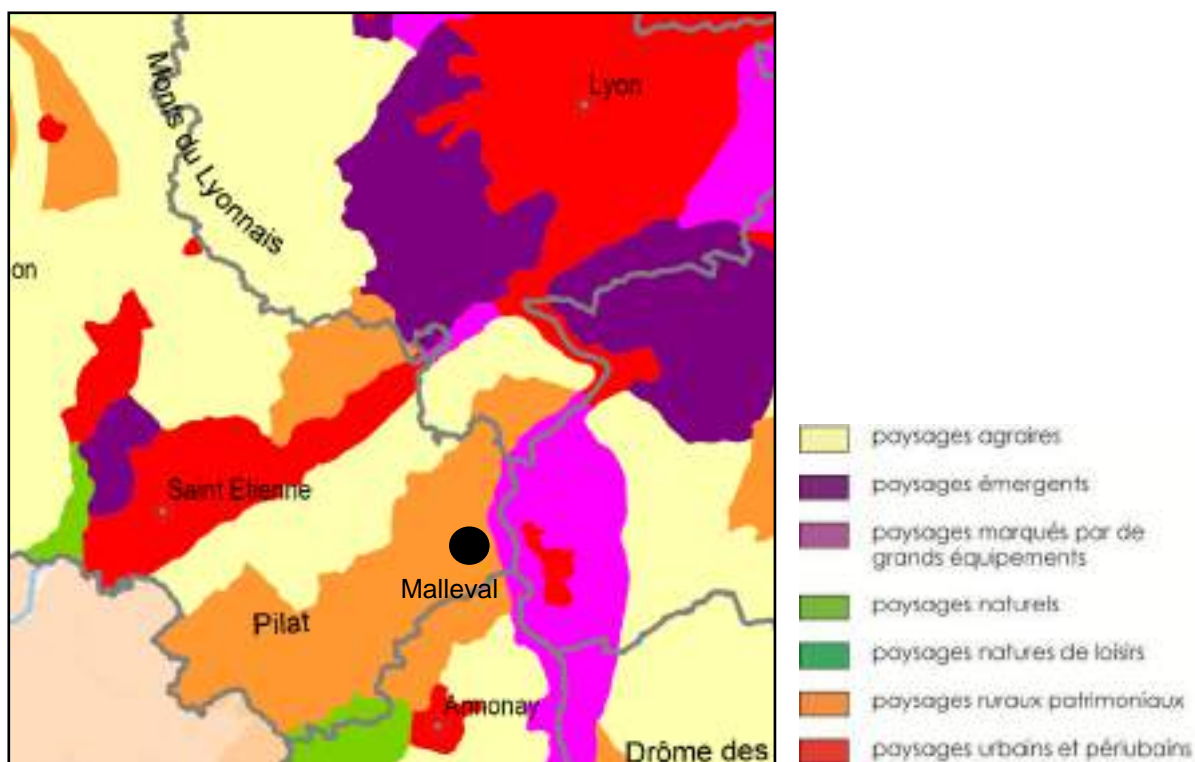
2. Une commune couverte par deux unités paysagères dans l'inventaire de la DREAL

L'analyse paysagère commence toutefois par un état des lieux des données existantes.

La DREAL Rhône-Alpes a ainsi procédé à une étude paysagère à l'échelle de la région Rhône-Alpes, distinguant 301 unités paysagères sur les huit départements.

La commune de Mallevall s'intègre directement dans **l'unité paysagère n°031-L-Ar, dénommée « Bassin de Bourg Argental, plateau de Pélussin »**. La proximité du plateau de Pélussin (ville-centre du « Pilat rhodanien ») avec la vallée du Rhône le place en outre sous l'influence d'une seconde unité paysagère, dont les dynamiques territoriales modifient progressivement les caractéristiques du paysage local : *l'unité paysagère n°204-I-R-L-Ar-D, dénommée « Vallée du Rhône entre Vienne et Tournon »*

Ce positionnement place la commune dans la **famille dite des "paysages ruraux patrimoniaux"**, qui n'échappe toutefois pas à la proximité de 2 entités urbaines majeures que sont les agglomérations viennoise et roussillonnaise. A plus grande échelle, le territoire subit également l'influence des agglomérations lyonnaise et stéphanoise.



DREAL – les grandes familles paysagères

a. L'unité paysagère n° 031-L-Ar, « Bassin de Bourg Argental, plateau de Pélussin »

L'unité paysagère « Bassin de Bourg Argental, plateau de Pélussin » s'étend sur 45 852 ha et 54 communes du Pilat.

Espace contrasté, l'unité paysagère s'étage depuis la rive droite du Rhône jusqu'à 1400 mètres d'altitude, subissant différentes influences culturelles et climatiques, et offrant ainsi, dans un ensemble caractéristique de la moyenne montagne, des paysages bien tranchés et diversifiés.

L'unité paysagère « Bassin de Bourg-Argental, plateau de Pélussin » est composée :

- du Piémont rhodanien, pays des pommiers et des vignobles escarpés sur les coteaux le long du Rhône ;
- des Crêts, où se côtoient hêtraies et landes sommitales, notamment le plateau de St Genest-Malifaux (900 à 1000 mètres d'altitude) et le plateau de Pélussin au nord (incliné d'ouest en est, entre 300 et 500 m, et parsemé de buttes).
- de la vallée de la Déôme, versant méridional du Pilat à la frontière de l'Ardèche dévoile un riche passé industriel.

Le paysage de la commune de Mallevall mêle les caractéristiques de chacun des deux premiers éléments de composition de l'unité paysagère : la partie Est du territoire communal constitue en effet le seuil du plateau de Pélussin, sa porte d'entrée Est depuis la nappe du Rhône, elle-même caractérisée par un paysage marécageux, traversé de lînes. Sur cette portion de la commune, le relief est particulièrement marqué et accidenté, caractérisé par des coteaux escarpés à très fortes pentes, où s'étagent vignobles et vergers.

A l'inverse, la partie ouest du territoire communal dispose d'un relief plus doux, constituant la partie Sud du plateau de Pélussin.

Sur ces secteurs, divers motifs paysagers se succèdent : forêts de résineux, prairies, champs cultivés, haies, landes à genêts, vignes, vergers... L'agriculture s'implante souvent en terrasses, sur les versants les mieux exposés, proposant un paysage plutôt ouvert quoique haché et saccadé, tandis que les versants orientés au Nord proposent une ambiance sombre et « profonde », caractéristique des forêts touffues qui servent parfois la filière bois. Les espaces bâtis, bourgs, hameaux, fermes traditionnelles s'implantent en lignes de crêtes ou au cœur de prairies ouvertes, marquant la transition entre ces ambiances contrastées. L'accès à ces espaces urbains est parfois difficile, se faisant au gré de routes sinueuses souvent étroites. La route départementale n°79, qui permet de relier Mallevall à la RD 1086 (ex RN86) et la vallée du Rhône via la RD 503 constitue un bon exemple d'une accessibilité délicate.



Vue sur les contreforts du Massif du Pilat (coteaux de vignobles) et les gorges du Batalon en arrière-plan depuis le rond point de St Pierre de Bœuf et le carrefour RD 1086/RD503



Séquences routières depuis la RD 503 en provenance de St Pierre de Bœuf : une route de gorges, qui longe la rivière du Batalon



Vues sur la RD 79 dans le sens de la sortie du bourg de Mallevial, en direction de la RD 503

Vue sur la RD 79 en direction du bourg de Mallevial



Toutefois, la proximité des infrastructures et la pression urbaine de la vallée du Rhône et de l'agglomération lyonnaise (et, dans une moindre mesure, des agglomérations stéphanoise et viennoise) rendent le plateau de Pélussin de plus en plus attractif aux yeux des citoyens en quête de moyenne montagne de proximité. De fait, des mutations sensibles se font jour sur le secteur du plateau de Pélussin, entre Pélussin et le Rhône : même si le mitage lié au développement du résidentiel pavillonnaire reste contenu, des signes de transformation font pressentir une évolution de ces coteaux vers un paysage de type émergent.

En outre, la déprise agricole laisse place, sur ces espaces escarpés, à des forêts de pins Douglas venant boucher les vues, tandis que d'importantes carrières rongent les flancs granitiques des coteaux (la commune de Mallevall n'est toutefois pas concernée).



Vue sur les coteaux viticoles du plateau du Chazeau et sur les îlots de cyprès



Vue sur une maison individuelle
de type pavillon périurbain implantée
en limite de coteau,
sur le plateau du hameau de Martel (*Perrin*)

b. L'unité paysagère 204-I-R-L-Ar-D « Vallée du Rhône entre Vienne et Tournon »

L'unité paysagère « Vallée du Rhône entre Vienne et Tournon » s'étend sur 33 262 ha, 70 communes et 5 départements. Elle constitue une bande toute en longueur qui suit le cours du fleuve, longé lui-même par le TGV, la route nationale 7 (rive gauche) et la route nationale 86 (rive droite) et l'autoroute A7. La DREAL qualifie ainsi cette vallée de « vallée de l'A7 », tant l'identification des lieux est liée aux ossatures artificielles qui structurent la vallée qu'au Rhône lui-même.

Le paysage est décrit comme axial, structuré par les coteaux boisés et viticoles de la rive droite, qui, marquant l'entrée dans le massif du Pilat, offrent de la clarté à l'organisation spatiale. La rupture de pente y est nette, alors qu'à l'Est, en rive gauche, le relief est plus progressif. Entre les deux, sur les rives du fleuve, le fond de vallée est urbanisé, suraménagé, envahi par l'industrie, les services et les infrastructures, qui en font un lieu d'échanges et de passage, un lieu de globalisation où coexistent des usages transnationaux comme locaux.

La DREAL relève que ce paysage routier ne manque cependant pas de variété. Le long de l'autoroute et des nationales, le maillage urbain est dense et quasi continu, étroit, à l'échelle de l'unité paysagère. Le bassin d'emplois, à la fois ouvrier et tertiaire, est riche : centrale nucléaire (St Alban - St Maurice), usines chimiques (surtout au nord, où l'influence de Lyon est plus prégnante), services le long de l'autoroute... Il confère aux villages un certain dynamisme. Les commerces sont nombreux, les services présents. Toutefois, le bâti, essentiellement fonctionnel, a peu de caractère, et le peu qu'il possède est souvent dévalorisé par le trafic routier. Il est d'ailleurs étonnant de voir ici cohabiter une utilisation résidentielle dense avec la fonction transport, qui entraîne de nombreuses nuisances.

Dès que l'on s'écarte du réseau routier et de l'espace urbanisé qui le jouxte, la ruralité et la naturalité apparaissent, sans transition : champs, haies de peupliers, zones humides protégées, forêts, villages préservés sur les coteaux, vignobles... L'agriculture est à l'image des autres activités, intensive et tournée vers l'exportation : maraîchage, cultures sous serres, grandes parcelles de maïs, et, au sud, vignobles en terrasse.

Le fleuve, quant à lui, est peu utilisé, en dépit du positionnement stratégique de la vallée dans les échanges nationaux et européens. Quelques gravières en exploitent le lit, mais la surface du Rhône reste étonnamment vide. Des images d'antan, où les ports et les berges concentrent l'activité témoignent d'un profond changement d'usage et de rapport au fleuve en une centaine d'années. Des péniches apparaissent au nord, essentiellement destiné au transport de sable, impossible par la route. Canalisé au Péage de Roussillon, le cours d'eau se fait plus naturel, et bénéficie d'une réserve naturelle à l'île de la Platière, qui regorge de milieux et d'espèces spécifiques (fleuve, îlots, prairies, forêt, bancs de gravier, mares). Les coteaux de la rive droite offrent quelques points de vue remarquables à la fois sur le fleuve et les coteaux adjacents.



Vue sur la RD 386 et les contreforts du Pilat (coteaux viticoles) au niveau d'Ampuis (69)

A partir de ce portrait, la DREAL estime que la vallée du Rhône entre Vienne et Tournon mérite un traitement qui, tout en maintenant sa fonction d'axe routier, revaloriserait le cadre de vie des nombreux habitants de la zone. La DREAL identifie les pistes d'intervention des acteurs locaux : de belles maisons avec une vue sur le fleuve sont « gâchées » par la route et le passage des automobiles, dès lors, les traversées de villages le long du Rhône pourraient être embellies, le partage de la voirie avec les piétons et les vélos amélioré, les façades réhabilitées, les parkings résorbés...

Le fleuve mériterait également plus d'attention, la vie sur l'eau ayant été totalement abandonnée au profit des berges, dédiées au transport. Il faudrait reconsidérer cet élément du paysage comme un atout touristique et patrimonial, voire comme un axe de transport moins consommateur d'énergie. Les politiques de reconquête des berges, destinées à des usages de loisirs et de circulations douces, vont dans ce sens.

En outre, un enjeu concernant la préservation du sol et de la topographie, largement chahutée par les Infrastructures et tènements des grandes zones d'activités, est relevé. De la même façon, l'analyse de l'unité paysagère de la vallée du Rhône estime essentiel de préserver les reliefs des coteaux, notamment dans la gestion des extensions urbaines, qui se font généralement à flanc de coteau : il s'agit de limiter l'impact visuel et la privatisation des vues sur la vallée liés aux constructions de maisons individuelles sur ces secteurs. Ces développements urbains doivent respecter la topographie, les points de vue les plus remarquables depuis les côtières, adapter leur forme à la pente...

De la même façon, la préservation du paysage agricole et viticole propre aux coteaux de la rive droite constitue également un enjeu fort.

Le territoire de Mallevall, porte d'entrée du massif du Pilat largement structuré par un paysage de gorges et plateaux, s'inscrit dans les espaces ruraux de la rive droite, en marge de l'axe du fond de vallée. Sa proximité avec cet espace globalisé implique toutefois que la commune n'est pas déconnectée de toute influence de la vallée du Rhône. La commune semble ainsi concernée, d'une part, par l'impact de la pression urbaine, fortement liée à la rareté du foncier dans les espaces urbanisés enserrés en fond de vallée (en particulier en rive droite, où le relief marqué rend difficile une urbanisation plus en retrait du fleuve), qui vient progressivement déstructurer le paysage des coteaux et plateaux du Pilat avec le développement du pavillonnaire, et, d'autre part, par la préservation des espaces viticoles caractéristiques, éléments de l'identité locale et pourvoyeurs de richesses économiques diverses.

3. Une analyse de terrain qui laisse entrevoir 3 entités paysagères distinctes, largement structurées par le relief

L'analyse de l'inventaire des unités paysagères réalisé par la DREAL a permis de positionner la commune de Mallevall au cœur de deux éléments de composition paysagère majeurs, à savoir

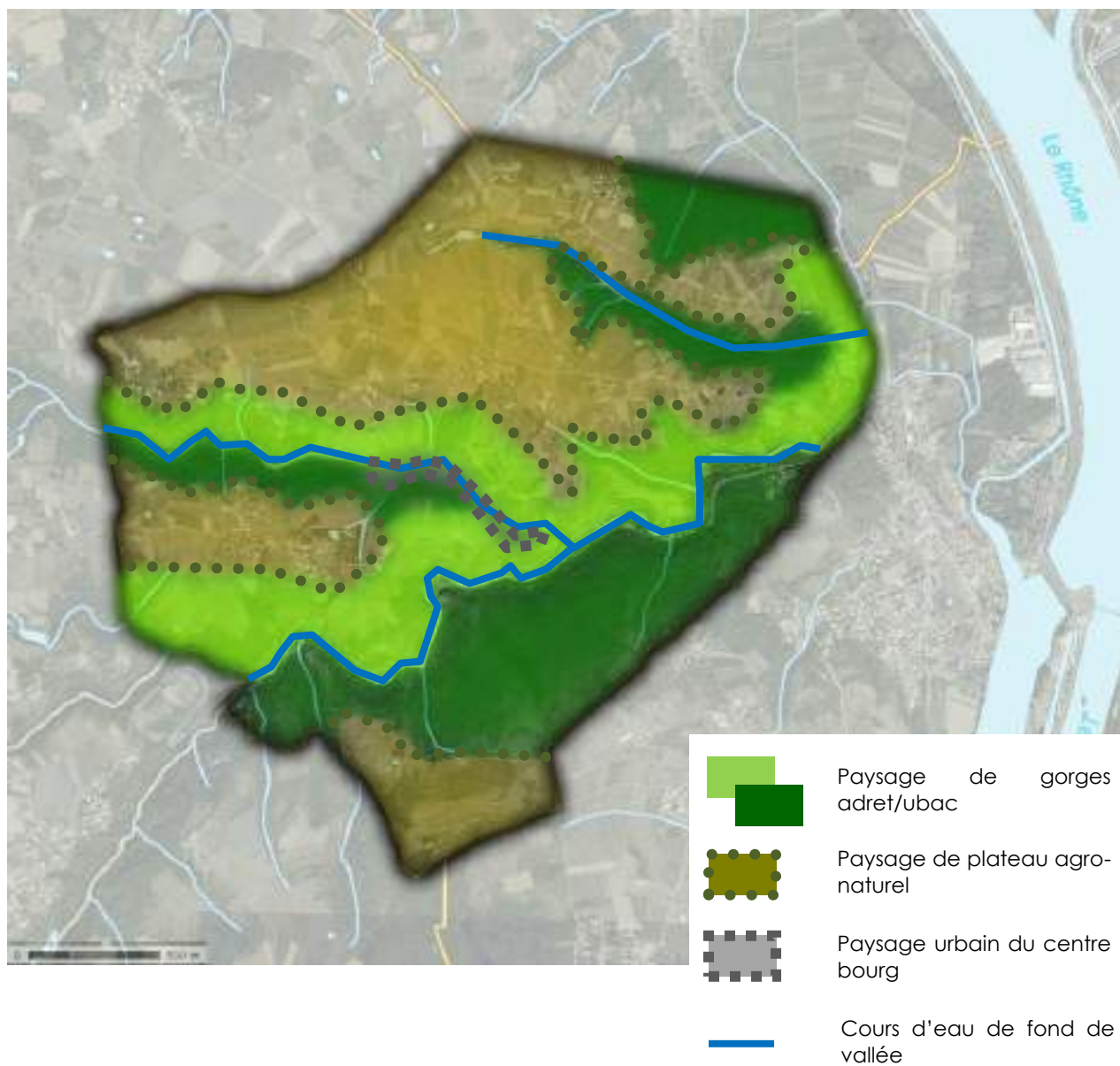
- Sur la partie est du territoire communal, un paysage de contrefort, le « seuil » du plateau de Pélussin, marquant l'entrée dans le massif du Pilat et la rupture avec le paysage de la vallée du Rhône. Ce secteur se caractérise par un relief fortement marqué, avec des coteaux escarpés à très fortes pentes, où s'étagent vignobles et vergers.
- Sur la partie Nord et Ouest du territoire, à mesure que l'on s'éloigne du sillon rhodanien, un paysage de plateaux agricoles, caractérisé par une alternance de vignobles, vergers, et quelques hameaux et prairies.

Située sur la frange Est du Massif du Pilat, et en partie Sud du plateau de Pélussin, la commune de Mallevall constitue ainsi, à large échelle, un espace de rupture, entre vallée du Rhône et contreforts du Massif Central.

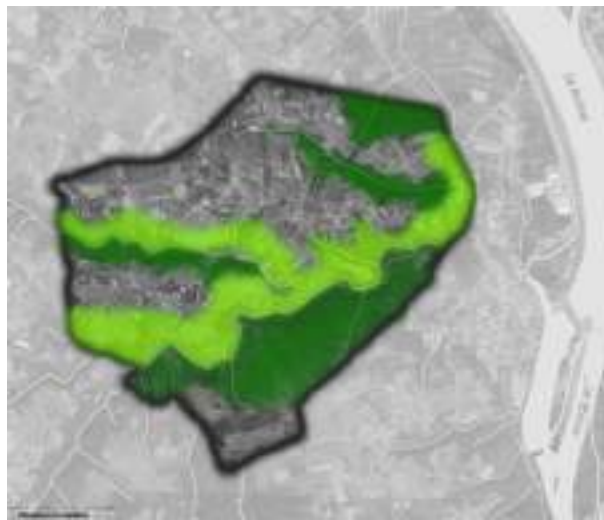
A une échelle plus fine, le paysage de la commune peut être analysé à l'aune de 3 entités paysagères distinctes, fortement influencées par le relief :

- Les paysages de gorges, les cours d'eau de la commune (Batalon, Epervier, Patouse) et le fleuve Rhône, qui se caractérisent par un relief très fortement escarpé, mais que l'on peut diviser en deux sous-entités :
 - Les coteaux situés à l'ubac, majoritairement forestiers
 - Les coteaux en adret, largement dominés par le vignoble, mais qui laissent de larges espaces rocailliers, à la végétation clairsemée et méridionale, dans une ambiance plus minérale
- Le paysage agro-naturel des plateaux, parsemés de hameaux, séparés les uns des autres par les « saignées » que représentent, dans le relief, les vallons encaissés des cours d'eau qu'ils surplombent
- Le paysage urbain du centre-bourg, implanté à flanc de coteau en surplomb de la vallée du ruisseau de l'Epervier, qui présente une importante richesse patrimoniale, préservée dans le cadre d'une ZPPAUP qui sera remplacée par une Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) dans le cadre de la présente révision.

Carte des entités paysagères identifiables à l'échelle de la commune



Le paysage des « gorges »



Cette **entité** n'est pas la plus étendue à l'échelle du territoire communal, plus largement composé de plateaux, mais elle est clairement **structurante**, dans la mesure où elle **façonne l'organisation du territoire, elle le divise en différents plateaux** très indépendants les uns des autres.

Les gorges des cours d'eau de la commune, à savoir le Batalon, l'Epervier et dans une moindre mesure la Patouse, sont très **encaissées**, et **disposent de coteaux très escarpés**, jalonnés de chemins piétonniers qui serpentent entre forêts ou vignobles en terrasses, selon les versants. Avec un tel relief, qui voit l'altimétrie passer de 180 m à 350 m, les gorges constituent de **véritables fractures, des frontières franchies par endroits par des ponts de pierres caractéristiques du patrimoine communal**.

Outre leur caractère structurant à l'échelle du territoire communal, les gorges présentent la particularité d'offrir **deux ambiances paysagères particulièrement contrastées, selon que l'on se situe sur un coteau exposé au Nord ou un coteau exposé au Sud**.



Les éléments identitaires

les éléments naturels - l'occupation du sol

C'est le secteur où le relief est le plus marqué, entaillé par les cours d'eau du Batalon, de l'Epervier et de la Patouse.

Ces éléments naturels structurants génèrent sur leurs proches abords une végétation spécifique des milieux humides (fougères...). Toutefois, à mesure que l'on s'éloigne des cours d'eau et que l'on gagne en altitude et en dénivelé de pente, la végétation s'affranchit de l'influence de la rivière pour dépendre davantage de l'exposition des versants et du niveau d'ensoleillement.

Les versants Nord se composent principalement de forêts de chênes, aulnes, frênes... et quelques conifères (pins sylvestre notamment), conférant à l'espace une ambiance plus sombre.

En contraste, les versants Sud sont davantage rocailleux, la faible capacité du sol granitique à retenir l'eau se fait davantage sentir : la végétation est clairsemée, quelques arbres à tiges viennent s'insérer dans les interstices rocheux capables de retenir l'eau par temps de pluie, tandis que les roches se couvrent de lichens, mousses et cactus « raquette ». Un chemin, baptisé le « chemin des cactus », permet ainsi de relier la vallée du Batalon au centre-bourg par le coteau Sud, en contrebas de l'église.



En complément de cette nature sauvage, **l'adret est aussi largement utilisé pour la culture de vignoble AOC**, qui bénéficie d'un excellent ensoleillement. Les vallées du Batalon, celle de l'Epervier, ainsi que les contreforts des Monts du Pilat dominant la vallée du Rhône sont ainsi aménagés en terrasses successives, desservies par des chemins de terres, soutenues par des murs en pierres de pays, et jonchés ça et là de cabanes de viticulteurs en pierres ou en terre, principalement.



les éléments linéaires

Les éléments linéaires principaux sont **les cours d'eau qui structurent les gorges. Les versants Nord sont en outre parcourus par des chemins de randonnée forestiers, qui permettent de relier les fonds de vallées au plateau, tandis que les versants Sud sont marqués par les murs de soutènement des vignobles, en pierres de pays non jointoyés et enserrés dans la terre, et par les chemins de terre desservant les parcelles.** L'implantation des vignes forme en outre un tableau caractéristique de lignes régulières.

D'une manière générale, les chemins de randonnées sont nombreux mais cachés, permettant de relier plateaux et vallées, bourg et RD, et laissant à voir de multiples points de vue sur le grand paysage.

les éléments isolés

Sillonné par des cours d'eau, le paysage des gorges est ponctué d'éléments isolés qu'il y a lieu de considérer comme éléments identitaires du territoire, tels que les **ponts de pierre**, qui, anciens, demeurent les seuls ouvrages de franchissement de ces cours d'eau, toujours utilisés comme voies de desserte et de liaison exclusives. Outre les ponts, les croix, la statue de la Madone, implantées sur les sommets, marquent les points culminants de la commune, et le rapprochement avec le « ciel ». L'église de Mallevall et le bloc rocheux qui la jouxte, qui accueillait autrefois le château de « Roche chauve », et dont il ne subsiste que les ruines, constituent également des points d'accroche visuels depuis la vallée du Batalon, tandis que le bourg de Mallevall dans son ensemble saisit le regard dans la vallée de l'Epervier.

A noter, la présence d'une cascade au confluent de l'Epervier et du Batalon, le **« saut de Laurette »**, en référence à la légende de la bergère Laurette, qui, pour échapper à un poursuivant, choisit de se jeter depuis le rocher surplombant la chute d'eau et mourut à cet endroit.

Les éléments destructurants

Le paysage des gorges demeure plutôt préservé des constructions ou aménagements susceptibles de venir le dénaturer. Le relief particulièrement contraint permet de réduire la pression de l'urbanisation sur le secteur, en dépit de la bonne accessibilité de la vallée du Batalon.

Les principaux éléments destructurants sont la RD 503, qui longe le Batalon, et les aménagements qui la bordent : aire de stationnement, aire de tri sélectif des déchets, panneaux publicitaires...

La RD 79, qui traverse le bourg de Mallevall et serpente le long de la vallée de l'Epervier pour rejoindre ensuite le plateau de Pélussin, s'insère plutôt bien dans le paysage.

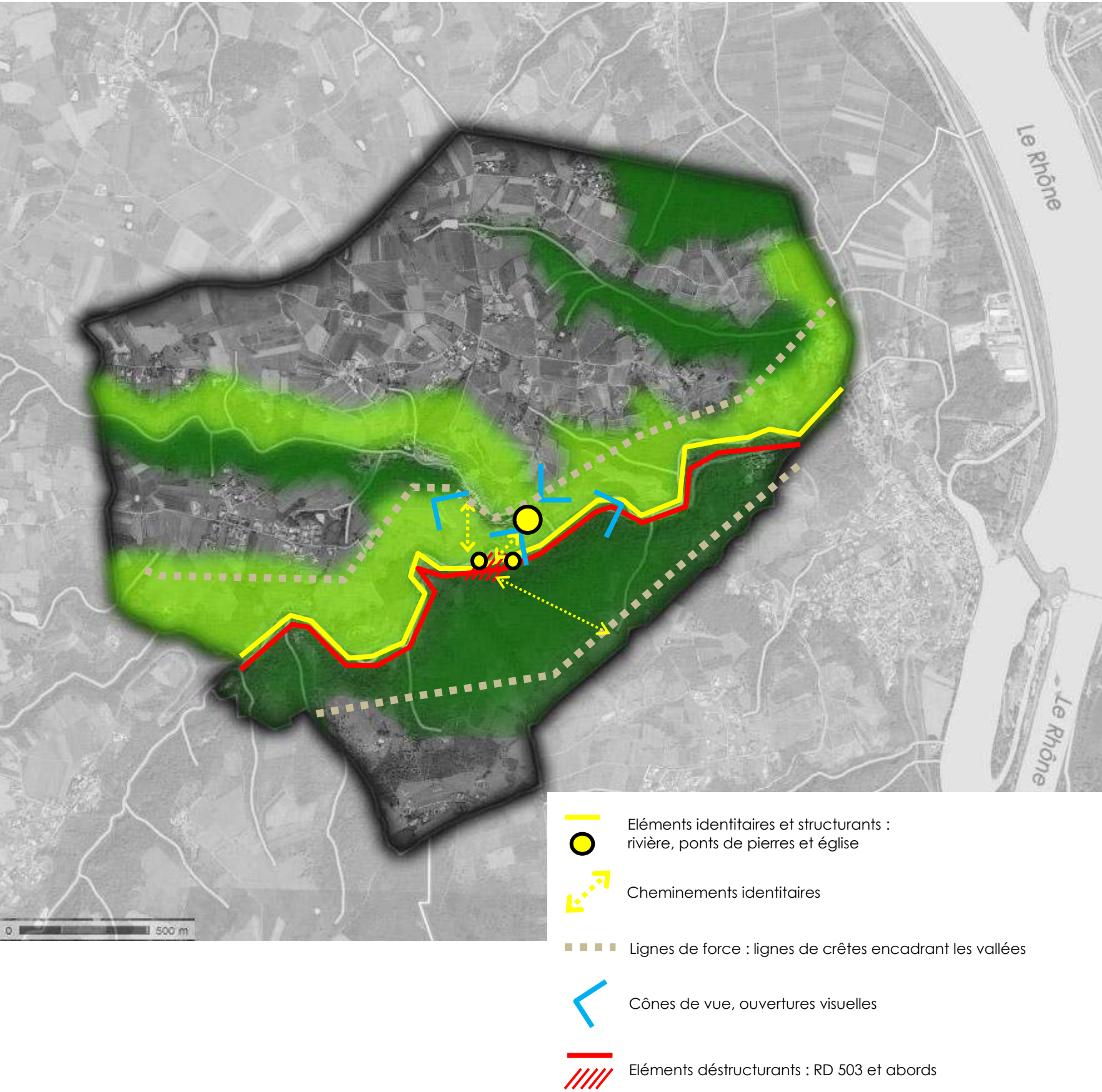
Les perceptions

La perception interne du paysage des gorges est contrastée : les versants exposés au Nord donnent un sentiment d'enfermement, d'oppression, tandis que les versants exposés au Sud incitent le promeneur de la vallée à s'élever, à aller voir ce qui se cache au-delà. La perception interne des gorges est forcément linéaire et fermée, elle donne envie de s'en extraire.

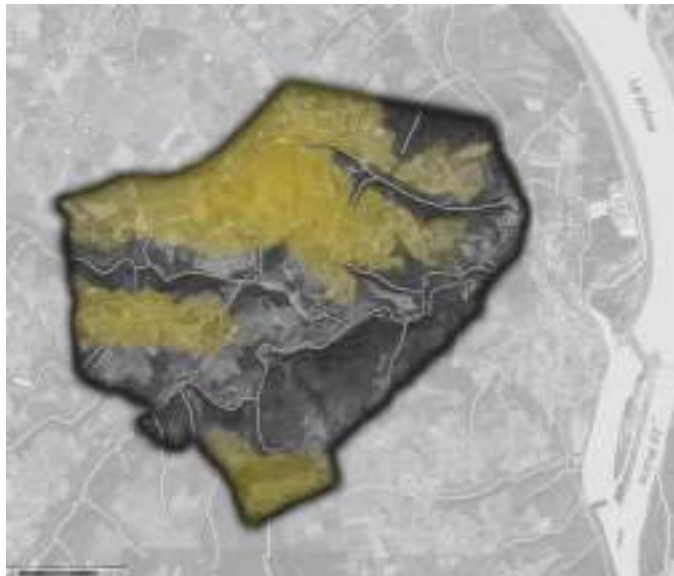
De l'extérieur en revanche, les gorges procurent un sentiment d'immensité, de liberté, d'ouverture, de domination du paysage. Un sentiment contraire à la perception interne, laissant à voir les plateaux qu'elles séparent et les vallées qu'elles renferment.

Les enjeux

- **préserver et valoriser les éléments ponctuels du patrimoine** (ponts, murs de pierre, cabanes...) : maintenir ou renforcer les points de vue sur ces éléments, les continuités piétonnes permettant de sillonner les gorges...
- **poursuivre la maîtrise de l'urbanisation aux abords de la RD 503**, lutter contre la multiplication des panneaux publicitaires, **valoriser le potentiel touristique des lieux sans les dénaturer...**



Le paysage des plateaux



Le paysage des plateaux contraste avec le paysage des gorges non seulement à travers son relief, mais aussi, du même coup, à travers l'ambiance qu'il dégage : une atmosphère plus apaisée, sereine, où la nature semble davantage « apprivoisée », appropriée par l'homme, sans pour autant avoir été dégradée. Les plateaux, à dominante agricole et naturelle, ont conservé leur caractère rural, tout en constituant, davantage que les gorges, le support d'activités plus diverses.

Ainsi, l'activité agricole, répartie entre vignobles et vergers, coexiste avec les habitations, organisées en hameaux comprenant entre 3 à 4 maisons et une trentaine (pour les plus gros tels Martel ou le Chazeau) et les fermes traditionnelles isolées.

Des équipements ou espaces publics anciens (chapelle, Madone, cimetières) ou plus récents (terrain de tennis, aire de tri sélectif) apportent une once de vie d'extrême proximité, et viennent raccrocher ces secteurs isolés par les vallées au fonctionnement du bourg de Mallevall.

Enfin, des espaces naturels préservés (forêts ou prairies) s'insèrent dans l'espace agricole.



Les éléments identitaires

Les éléments remarquables de cette entité sont en premier lieu les éléments linéaires que constituent **les murs de pierres qui bordent la plupart des voies de circulation et séparent quelquefois les parcelles. Tantôt à nu, tantôt recouverts par les lierres ou ronces sauvages, ils structurent les axes de communication et le parcellaire.**

Ils sont **parfois ponctués d'éléments du petit patrimoine viticole (cabanes en pierres ou en terre) ou religieux (croix)**, tandis que **la Madone**, érigée sur le plateau de Martel en surplomb du bourg en 1887 (à l'occasion d'une indulgence de 40 jours accordée par Mgr FOULON, archevêque de Lyon), **la chapelle de St Claude**, et surtout **le château de Volan** constituent des éléments davantage marquants.



Château de Volan



Madone

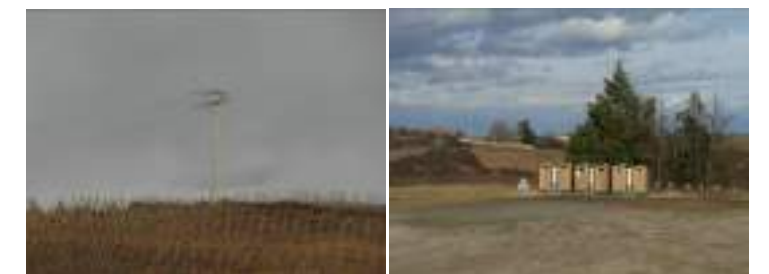


Chapelle St Claude

Les éléments destructurants

En tant qu'espace agricole, **les plateaux comptent certains hangars agricoles plutôt inesthétiques**, avec bardage métallique. **Quelques habitations de type pavillonnaire, à l'apparence standardisée et ne s'inscrivant pas dans l'identité du bâti local, jonchent le paysage**, mais leur nombre demeure relativement modeste, et surtout elles ne se sont pas construites dans le cadre de procédures de lotissements, mais au gré des disponibilités foncières, autour des noyaux d'urbanisation anciens dans les hameaux, ce qui a permis de conserver une certaine diversité des formes bâties et de ne pas voir apparaître une trame viaire ou bâtie trop homogène, en désaccord avec le paysage rural environnant. Un réel effort d'insertion paysagère est en outre relevé, notamment sur le lotissement de Maupas et à Chazeau, avec des murets de délimitation des parcelles revêtus de pierres. Cependant, l'impact visuel de ces logements demeure important compte tenu du paysage ouvert des plateaux et de leur implantation en ligne de crête. Sans compter que quelques haies de végétaux persistants homogènes viennent s'implanter en limite de lots d'habitations et en bordure de la voie communale de desserte, venant fermer le paysage et masquer les habitations.

Du point de vue des aménagements et infrastructures, **on note le poteau électrique de la ligne haute tension**, implanté sur le plateau de Martel, proche de la Vierge, qui est largement visible depuis le plateau de Chazeau ou depuis l'église, dans le bourg, **ainsi que le parking des terrains de tennis, au-dessus du cimetière, toutefois peu perceptibles dans le grand paysage**, mais peu valorisant avant l'entrée dans les hameaux de Maupas et Chazeau.



Classé en zone AU au PLU actuel, le secteur Maupas-Chazeau fait l'objet de constructions en cours et d'offres de terrains à vendre. Il s'agit en outre du secteur où l'habitat est le plus récent, qui accueille l'un des rares lotissements de la commune, où les enjeux d'urbanisation semblent les plus prépondérants. La conservation de tènements libres de toute construction, qui accueillent vergers et vignobles, ainsi que des bâtiments des fermes traditionnelles au cœur de ces tissus urbains récents constitue un enjeu fort de préservation d'éléments identitaires dans un secteur qui accueille aujourd'hui des constructions « standardisées ».



Les perceptions

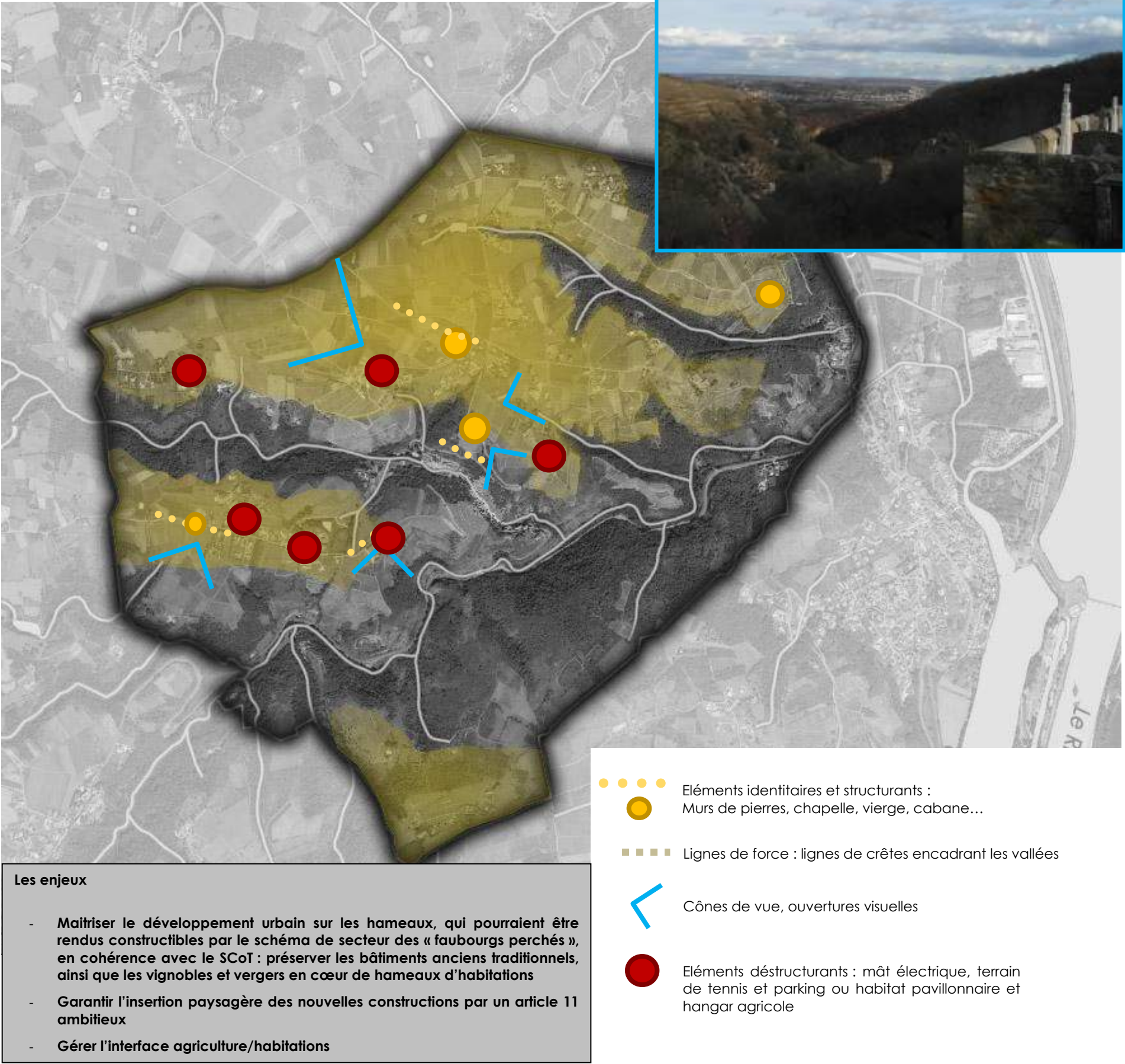
La perception interne

Le sentiment qui prédomine lorsque l'on se situe sur l'un des plateaux composant le territoire communal est le sentiment d'ouverture, d'espace, de liberté, que l'on retrouve quand on observe les gorges de l'extérieur. La vue à 360 ° permet de voir les monts du Pilat, à l'Ouest, et de distinguer la vallée du Rhône, les combes roussillonnaises et les Alpes à l'Est. Tandis que le Nord et le Sud laissent entrevoir les vallons et villages qui se succèdent sur le plateau pélussinois.

Une forte exposition aux éléments (soleil, vent...) caractérise en outre cette entité paysagère.

La perception externe

Depuis les gorges, le centre-bourg ou la vallée du Rhône, les plateaux, en surplomb, sont peu visibles, cachés. Seuls les éléments ponctuels tels que la statue de la Madone, les poteaux électriques, les arbres de haute tige isolés et les hameaux sont perceptibles d'un plateau à l'autre.



L'entité urbaine



Les caractéristiques

Orienté Est-Ouest autour de la RD 79 qui le traverse, le centre-bourg de la commune de Mallevall présente la particularité de s'implanter sur le versant Nord dominant la vallée de l'Epervier, le long du ruisseau. Il dispose ainsi d'une forme longitudinale, fortement resserrée, avec peu d'épaisseur Nord-Sud compte tenu des fortes contraintes liées au relief et au cours d'eau.

Son ensoleillement est très médiocre, donnant au bourg une atmosphère similaire au paysage des gorges de l'Ubaye : une forte présence de l'ombre, la fraîcheur, l'enfermement même, lorsqu'on se situe sur l'axe principal de la RD 79, en bordure de l'Epervier, en creux de vallée.

A contrario, les entrées de bourg mènent, à l'Est, vers les gorges du Batalon, dont la percée visuelle Est-Ouest vient constituer une sorte « d'échappatoire visuel » et, à l'Ouest, vers les paysages plus ouverts des plateaux du Chateau ou de Martel, tandis que le secteur de l'église et de la commanderie, implanté sur un aplomb rocheux, laisse entrevoir une vue sur l'ensemble de la vallée de l'Epervier vers l'Ouest, celle du Batalon vers le Sud Est et la vallée du Rhône, les balmes roussillonnaises et les Alpes à l'Est.

Les éléments identitaires

Le patrimoine urbain du bourg de Mallevall est riche.

Le bourg s'organise dans un axe Est-Ouest autour de la rivière de l'Epervier et de la RD 79 qui la longe. Le bâti, quasiment exclusivement construit en pierres de pays, s'implante à l'alignement, respectant la sinuosité de la voie. Des murs de pierres viennent prolonger l'effet visuel créé par l'alignement bâti dans les interstices non construits, tandis que la roche sur laquelle s'est développé le village au Moyen Age demeure très présente, laissant échapper quelques « saillies » rocheuses parmi les murs des bâtiments.

Les bâtiments disposent d'une hauteur variant entre R+1+c à R+2+c, avec quelques bâtiments remarquables tels que l'église et la commanderie, qui viennent ajouter un caractère aérien et dominant au bourg. **Les façades sont ornées de fenêtres de formes rectangulaires verticales, parfois à meneaux, de type Renaissance, ou de nombreux fenestrons de forme carrée (pour les combles).**

Les portes de forme carrée ou en « fer à cheval », en bois et ferronneries, apportent du cachet aux immeubles, qui tous par ailleurs constituent un bel exemple du principe « d'habiter la pente », avec une très forte présence des terrasses, passerelles, escaliers, terrasses couvertes, jardins, arrières cours... Toutes les constructions sont pensées pour gagner de la place et assurer un espace extérieur privatif suffisamment confortable, dans une logique de maisons de village plus que d'habitat collectif.

Les toitures comptent le plus souvent 2 pans, elles sont en tuiles rouges et les corniches en briques rouges. Toutefois, des constructions à 1 ou 4 pans existent également, ainsi que des tourelles à toiture de forme conique.



Parmi les bâtiments remarquables figurent :

- **L'église**, implantée sur l'aplomb rocheux dominant le village, qui accueillait autrefois un château fort aujourd'hui en ruines. Elle est visible depuis les gorges du Batalon comme depuis celles de l'Epervier, ainsi que depuis l'ensemble des plateaux de la commune, au moins sur leurs franges. Elle constitue un réel point de convergence visuelle, le monument central du village
- **Le bâtiment de la commanderie**, carré, en hauteur, qui domine la vallée du Batalon et dispose d'une vaste terrasse ouvrant sur le paysage de la vallée du Rhône et des Alpes.
- **La statue de la Vierge**, érigée sur le plateau de Martel mais largement visible depuis le bourg, agrémentée d'arbres remarquables, qui semble veiller sur la vie et les habitants du village
- **La mairie et l'école**, visibles depuis l'église en fond de perspective formé par l'Epervier et le bourg
- **Une ancienne usine** située à proximité de la mairie, de l'école, de la Poste et de l'office du tourisme, en limite Ouest du centre-bourg, à la forme caractéristique avec sa toiture « crénelée » et qui est elle aussi construite en pierres. Ce bâtiment est l'un des rares témoins d'un patrimoine postmédiéval et non religieux sur la commune, à valoriser.
- **Le grenier à sel**, une maison du XVIème siècle particulièrement bien conservée.

La commune compte en revanche peu d'espaces publics fédérateurs, favorables aux rencontres, aux activités extérieures. L'espace public central est partagé sur l'axe de desserte principal que constitue la RD 79, qui demeure toutefois circulé (bien que la circulation se résume à la desserte de la commune), et fragmenté sur les nombreuses venelles qui permettent de circuler d'un niveau du bourg à l'autre, de relier les parties hautes du bourg, sur l'éperon rocheux (église et commanderie) et les parties basses, en creux de vallée (abords de l'Epervier).



Seule la place de l'hôtel, qui accueille bibliothèque, grange artisanale et monuments aux morts, où l'Epervier se laisse approcher et observer, constitue une véritable place publique, susceptible d'accueillir des usagers désireux de flâner et se détendre. En contrebas de la RD 79, elle est éloignée du coteau et du front bâti et dispose d'un bon ensoleillement. Son usage principal demeure néanmoins lié au stationnement des résidents. Enfin, le parking du pressoir, face à la mairie et à l'école, en sortie Ouest du bourg, constitue un vaste espace qui accueille en son centre un pressoir, symbole de l'activité viticole de la commune. L'espace est toutefois entièrement dévolu au stationnement et peu valorisé, alors qu'il jouxte des équipements publics qui ont vocation à animer le bourg (l'école notamment) et marque l'entrée Ouest du village ainsi que le départ de sentiers de randonnées.



Les éléments destructurants

Le centre-bourg de Mallevall fait l'objet d'une protection dans le cadre d'une ZPPAUP qui est en cours de transformation en AVAP dans le cadre de la révision du PLU. De fait, l'espace urbain présente peu d'éléments venant perturber les caractéristiques identitaires et les qualités esthétiques du bourg.

Sont toutefois relevés :

- Quelques bâtiments enduits ou en mauvais état, qui dénotent vis-à-vis du cadre bâti, en pierres
- Quelques plantations de végétaux « exotiques », non originaires du milieu, tels que bambous, pins parasols, cyprès... dont l'intégration paysagère peut être discutée
- Quelques coffrets techniques et boîtes à lettres, mal insérés dans le cadre bâti, qui viennent « polluer » l'espace public
- Une entrée Ouest moins qualitative, avec quelques pavillons des années 1960-1970 et un jeu de boules à la clôture et au auvent plutôt inesthétiques.



Les perceptions

La perception interne

A l'intérieur du périmètre du centre-bourg, dominant deux sentiments complémentaires : l'impression de calme, avec la forte présence du bruit de la rivière et de la fraîcheur, à laquelle s'ajoute le sentiment d'un certain confinement, voire d'un enfermement face au manque de perspective et d'ouverture sur le grand paysage lorsqu'on se situe sur la RD 79, sur l'axe central du bourg. Le paysage est fermé. Mêlant ces deux impressions, **on pourrait qualifier le centre-bourg, depuis l'intérieur, comme un « cocon » ou un « carcan »**, selon le regard et l'humeur du promeneur.

En s'élevant vers l'église et la commanderie, le bourg se laisse à voir dans son ensemble, dans un paysage beaucoup plus ouvert. Le sentiment de cocon continue de se ressentir toutefois, il s'éprouve visuellement, l'implantation de l'urbanisation à flanc de coteau, entre forêt et rivière, formant une coulée urbaine encaissée et protégée, encaissée et « enfermée ».

L'effet visuel est intéressant : la coulée bâtie du versant Nord vient répondre en écho au versant Sud de l'autre côté de l'Epervier, rocailleux et peu végétalisé : les couleurs des bâtiments à l'ubac rappellent les couleurs de la roche à l'adret, pour former une seule et même coulée grise, enserrée entre les forêts et vignobles. Le bourg de Mallevall s'insère très harmonieusement dans le paysage.



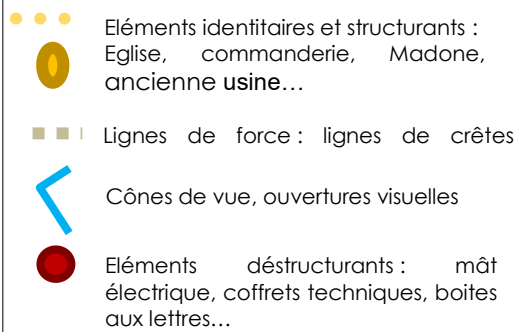
Les perceptions externes

Le bourg est largement visible depuis le plateau de Martel, en rive gauche de l'Epervier. Depuis le plateau et la RD 79, on dispose d'une très bonne vision sur l'ensemble des bâtiments remarquables du bourg, les différents niveaux... On perçoit à quel point le bourg s'insère dans la montagne, à quelle point il l'habite, à quel point il vit en harmonie avec le relief. Un panneau d'informations touristiques vient expliquer l'origine du bourg et présenter les éléments remarquables.

Hormis ce point de vue, le seul élément du bourg perceptible depuis l'extérieur (les gorges du Batalon et le plateau du Chazeau) est l'église, accompagnée des ruines de l'aplomb rocheux qui la jouxte.

Les enjeux

- **Requalifier l'entrée Ouest du bourg :**
 - requalification de l'ancienne usine,
 - réaménagement et réinvestissement du parking du pressoir en faveur d'usages plus récréatifs,
 - modestes réaménagements du jeu de boules,
 - maîtrise des constructions pour éviter que ne se développent de nouveaux pavillonnaires : le secteur pourrait être le support d'opérations de constructions « innovantes » au sens du SCOT
- **Maintenir les qualités paysagères du bourg** à travers un règlement ambitieux, reprenant les orientations de la future AVAP. Interdire les enduits, prévoir une annexe « végétaux »...



- 1 : ensemble formé par l'église, le bâtiment de la commanderie et les ruines de l'ancien château fort
- 2 : Statue de la Vierge surplombant le bourg, et arbres remarquables
- 3 : Ensemble bâti formé par la Mairie et l'école
- 4 : Ancienne usine à réinvestir
- 5 : Ancien grenier à sel, bâtiment du XVIème siècle
- 6 : Ponts de pierres permettant de traverser l'Epervier
- 7 : Pressoir
- 8 : Cabanes viticoles
- 9 : Cimetière de la Madeleine

Synthèse Partie I. ENVIRONNEMENT ET PATRIMOINES

Thématique	Points forts	Points de fragilité	Enjeux
CONTEXTE GEOGRAPHIQUE ET RISQUES			
Situation géographique	Situation géographique de seuil, passage de la vallée du Rhône au massif du Pilat : atouts naturels et proximité avec les grandes infrastructures de la vallée	Relief très fortement marqué, paysage de gorges et plateaux, structure paysagère complexe : peu de ressources foncières constructibles, et une topographie génératrice de risques Exposition et ensoleillement du bourg peu favorables	Préserver la qualité paysagère du site dans son « image de village rural » Identifier les possibilités de développement en intégrant les contraintes liées au relief et à l'exposition, peu favorables, pour répondre à la pression foncière, généralisée sur la partie Est du Massif du Pilat (plateau pélussinois)
Risques		Une commune exposée à de nombreux risques : <ul style="list-style-type: none"> - Mouvements de terrains - Zone sismique de niv 3 - Inondations (absence de PPRNI) - Feux de forêts - Nucléaire - Industriel - Transport de matières dangereuses 	Prendre en compte l'ensemble des risques dans les possibilités d'urbanisation sur la commune
LE PATRIMOINE NATUREL ET SA PRESERVATION			
Le patrimoine naturel	Diversité et qualité des espaces naturels liées à la topographie du territoire, situé entre 150 et 450 m d'altitude Les gorges du Batalon et de l'Epervier, un secteur particulièrement intéressant sur le plan environnemental, classé en ZNIEFF de type 1 et en zone Natura 2000 Pas de corridors écologiques à prendre en compte dans le cadre du PLU, mais une zone intégralement classée en ZNIEFF de type 2 : de réels points d'intérêt sur le plan environnemental	Un centre-bourg qui a vocation à être densifié mais qui est toutefois inclus dans la zone Natura 2000 et la ZNIEFF de type 1 ⇒ CONTRADICTION entre enjeux de densification du SCOT et inconstructibilité des ZNIEFF de type 1 et zones Natura 2000 !	Réfléchir à une stratégie d'urbanisation qui intègre les éléments du SCoT et les enjeux environnementaux : encourager le renouvellement urbain en centre-bourg et explorer les pistes de développement sur les hameaux (compatibilité avec le schéma de secteur de la Côtière rhodanienne)

Thématique	Points forts	Points de fragilité	Enjeux
LE PATRIMOINE PAYSAGER ET SON EVOLUTION			
Les entités paysagères et leurs dynamiques	<p>3 entités spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les gorges - les plateaux - l'espace urbain, à l'implantation extraordinaire, à flanc de coteau <p>Des éléments identitaires fortement présents : vignobles en terrasses avec leurs murets et cabanes caractéristiques, bourg médiéval, petit patrimoine (ponts de pierres, croix, chapelle St Claude, Madone...)</p> <p>Un impact très modéré de l'urbanisation sur le paysage, peu d'éléments destructurants</p> <p>Une ZPPAUP bientôt transformée en AVAP pour préserver le centre-bourg</p>	<p>2 secteurs en développement, dont il convient de surveiller le développement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maupas/Chazeau, qui accueille le seul lotissement de la commune - Les pieds de coteaux, en limite avec la vallée du Rhône, en limite Nord Est du territoire communal <p>Une entrée Ouest du bourg moins qualitative, un effort à porter sur ce secteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - requalification de l'usine et du parking du pressoir, - réaménagements, même sommaires, du jeu de boules, - limitation du développement pavillonnaire... 	<p>Etre vigilant sur le secteur Maupas/Chazeau et la partie Nord est au pied des coteaux en bordure du Rhône (en particulier si ces secteurs sont identifiés comme support de l'urbanisation pour compenser le manque de possibilités sur le centre-bourg – peu de ressources foncières et inconstructibilité lié au statut donné aux zones de protection naturelle par le SCOT)</p> <p>Instaurer des périmètres de protection du patrimoine au titre de l'article L151-19, pour préserver le petit patrimoine, qui renforce l'identité communale</p> <p>Encourager le développement d'opérations innovantes, pourvoyeuses d'image et d'attractivité (enjeu du renouvellement par exemple), en particulier pour ce qui concerne l'ancienne usine et l'espace public potentiellement aménageable sur le parking du pressoir.</p>
Le patrimoine historique	<p>Existence d'un patrimoine riche sur la commune : Ruines du château de Renaud du Forez, commanderie, grenier à sel, « petite Sorbonne », circuit de visite historique en centre bourg, et nombreux éléments de petit patrimoine hors centre-bourg : Madone, chapelle, ponts...</p>		<p>Préserver les éléments du petit patrimoine (L151-19)</p> <p>Revaloriser et développer les espaces publics (OAP), favorables à la détente et à la flânerie touristique...</p>

Thématique	Points forts	Points de fragilité	Enjeux
L'urbanisation	<p>Une urbanisation respectueuse du paysage, en particulier au niveau du centre-bourg, et même sur les plateaux : peu de lotissements standardisés, hameaux densifiés, maintien des vergers et vignobles en cœur de hameaux</p>	<p>Pression sur le secteur de Maupas/Chazeau</p> <p>Secteur Ouest du bourg moins qualitatif</p>	<p>Etre vigilant sur le secteur Maupas/Chazeau, en particulier s'il est identifié comme support de l'urbanisation pour compenser le manque de possibilités sur le centre-bourg –peu de ressources foncières et inconstructibilité liée au statut donné aux zones de protection naturelle par le SCoT)</p> <p>Instaurer des périmètres de protection du patrimoine au titre de l'article L151-19, ou des OAP qui assurent le maintien des vergers et vignobles dans les zones ouvertes à l'urbanisation (Chazeau)</p>

II. Activités humaines

L'analyse de l'activité humaine recouvre l'étude des tendances démographiques à l'œuvre sur la commune, et leur impact sur le développement et l'urbanisation, mais aussi l'étude des dynamiques économiques. Etant entendu que la présence d'activités, services, équipements et emplois constitue un élément prépondérant dans la localisation des populations.

Cette partie du diagnostic, consacrée à l'analyse du territoire dans sa dimension culturelle, où il s'agit de mesurer les activités humaines, leur évolution et leurs enjeux, permettra, après la mise au jour des enjeux liés au cadre et à l'environnement, au « contenant », de cerner les enjeux liés aux habitants, aux « contenus ».

A. Démographie et habitat

L'analyse qui suit repose essentiellement sur des données statistiques issues des recensements de l'INSEE et du Système d'Information et de Traitement Automatisé des Données Élémentaires sur les Logements et les locaux (SITADEL), géré par le ministère du développement durable.

Les données présentées concernent essentiellement le territoire de la commune de Mallevall, bien qu'elles soient parfois éclairées par des données de plus large échelle, qui recouvrent notamment le périmètre de la Communauté de Communes du Pilat Rhodanien (CCPR), le bassin d'emploi de Vienne (auquel l'INSEE rattache la commune), ou le département de la Loire, pour être en mesure de disposer de points de comparaison, pour situer la commune à l'aune des tendances générales.

1. L'évolution démographique

a. Une augmentation constante de la population depuis 1975

Si le département de la Loire a connu une évolution négative de sa population entre 1990 et 1999 (-2,9 %), pour connaître un net regain entre 2000 et 2013 (+3,4 %), **la commune de Mallevall a, elle, connu une croissance démographique de 11,5 % entre 1990 et 1999 et de 19,9% entre 1999 et 2013. La commune, et plus largement la communauté de communes du Pilat rhodanien, qui a connu une évolution similaire (+10,5 % entre 1990 et 1999 et + 23% entre 1999 et 2013) connaissent ainsi une dynamique démographique structurellement plus élevée** que l'ensemble du Département, plombé, il est vrai, par la faible attractivité de l'agglomération stéphanoise.

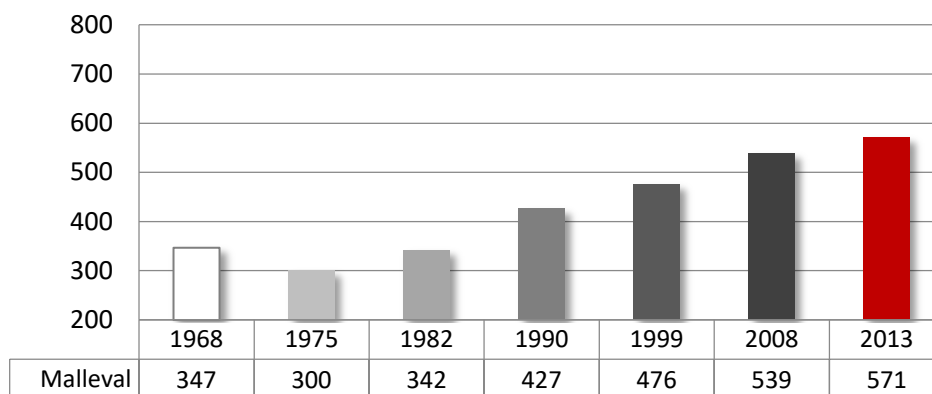
Après **une période délicate entre 1968 et 1975, où la commune de Mallevall, notamment pénalisée par un solde naturel négatif, a perdu des habitants, la population communale est depuis en constante augmentation. La commune de Mallevall compte 571 habitants au 1er janvier 2016** (recensement de 2013), avec un accroissement, en 2013, de 32 habitants par rapport au recensement de 2008, et 95 habitants supplémentaires par rapport à 1999.

A noter que la croissance démographique de la commune a été particulièrement forte durant les années 1980, avant d'opérer un fléchissement qui la maintient toutefois à un rythme plutôt soutenu.

D'une manière générale, **Mallevall est ainsi passée de 347 habitants en 1968 à 571 habitants en 2013, soit une augmentation de 64 % de sa population en 45 ans.**

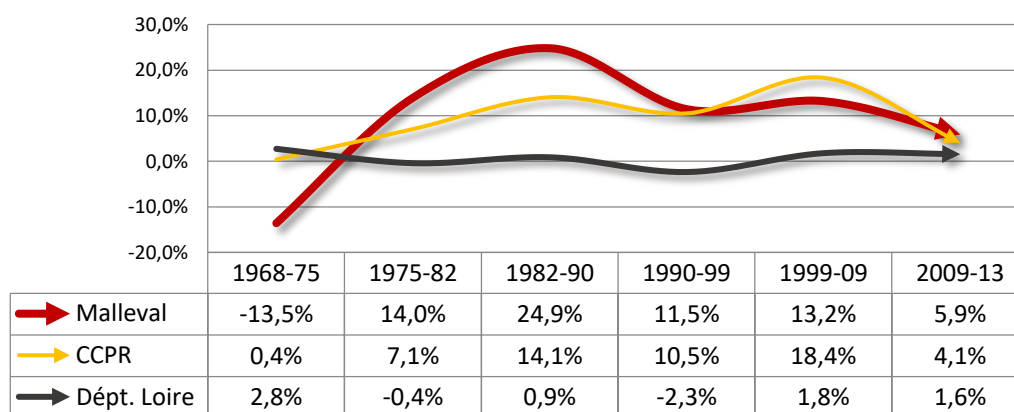
Evolution de la population communale de 1968 à 2013

source. INSEE recensement 2013



Evolution démographique comparée

source. INSEE recensement 2013



⇒ A retenir :

Malleval, une commune attractive à l'échelle du Département, qui, outre un patrimoine et un cadre de vie remarquables, bénéficie du dynamisme de la vallée du Rhône à proximité, sans toutefois être soumise à une très forte pression

b. Des soldes naturels et migratoires élevés

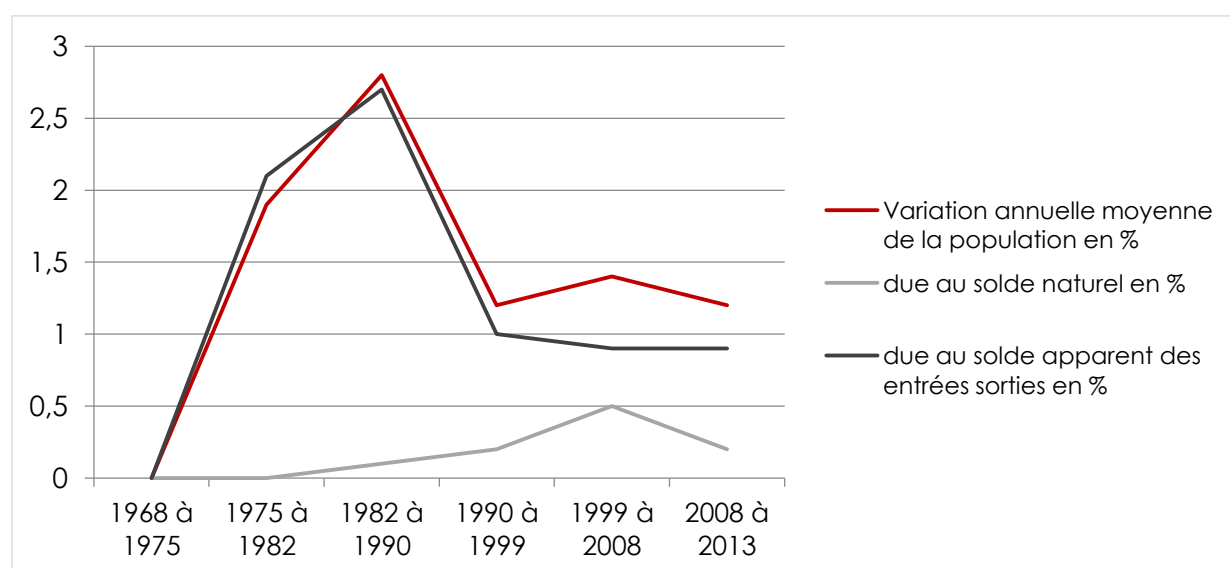
La variation positive de la population communale est liée au rétablissement conjoint du solde migratoire à partir de 1975, et par suite du solde naturel, à partir de 1982, les nouveaux arrivants de la période 1975-1982 étant à l'origine du regain des naissances enregistré sur la période 1982-1990. Si le solde naturel est en constante augmentation depuis 1968, le solde migratoire a lui diminué depuis 1982, passant de 2,7 % à 0,9 %. De fait, l'influence du solde naturel dans la croissance démographique de la commune s'est aujourd'hui accrue au détriment de l'influence du solde migratoire, moins prépondérante. Ainsi, si le dynamisme démographique de la commune de Mallevall demeure plus largement lié à un solde migratoire positif et stable, il s'appuie aussi désormais sur un solde naturel qui, malgré une baisse récente, prend aujourd'hui sa part dans la croissance de la commune.

La poursuite de cette double dynamique vertueuse réside donc dans le maintien et l'attraction de jeunes ménages en âge de procréer, pour venir soutenir le solde migratoire autant que le solde naturel.

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2008	2008 à 2013
Variation annuelle moyenne de la population en %	-2,1	1,9	2,8	1,2	1,4	1,2
<i>due au solde naturel en %</i>	-0,9	-0,2	0,1	0,2	0,5	0,2
<i>due au solde apparent des entrées sorties en %</i>	-1,1	2,1	2,7	1	0,9	0,9

Source : INSEE RGP 2013

Le graphique ci-dessous permet de mesurer l'influence conjointe des flux migratoires et du solde naturel dans le dynamisme démographique de la commune, avec un impact nettement plus significatif du solde migratoire, cependant complété par l'apport du solde naturel à compter des années 1990.



A noter :

Si le solde naturel n'a cessé d'augmenter sur la commune depuis 1968, c'est davantage lié à une baisse constante et spectaculaire du taux de mortalité (divisé par 3, passant de 18,9 en 1968 à 6,9 en 2013) qu'à une hausse significative du taux de natalité (qui est resté autour de 10 pour 1000).

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2008	2008 à 2013
Variation annuelle moyenne de la population en %	-2,1	1,9	2,8	1,2	1,4	1,2
<i>due au solde naturel en %</i>	-0,9	-0,2	0,1	0,2	0,5	0,2
<i>due au solde apparent des entrées sorties en %</i>	-1,1	2,1	2,7	1	0,9	0,9
Taux de natalité (‰)	9,7	7,2	10,3	8,9	11,2	9,4
Taux de mortalité (‰)	18,9	9,4	8,9	6,4	6,2	6,9

=> A retenir :

La croissance démographique de la commune est essentiellement liée au solde migratoire, qui influe directement et indirectement (à travers ses conséquences sur le solde naturel) sur elle.

L'objectif de maîtrise de la croissance démographique (stabilité voire ralentissement de la croissance démographique et du rythme de constructions sont affirmés pour les villages de polarité 4 dans le SCOT des Rives du Rhône) passe donc par l'abaissement du solde migratoire : en d'autres termes, la commune de Malleval doit limiter le nombre de nouveaux arrivants chaque année, en visant davantage un maintien d'un solde naturel positif, de façon à maintenir de manière durable le niveau de jeunes sur la commune, et donc la vie du village et le fonctionnement des équipements tels que l'école, entre autres.

Plus que sur un accroissement de population, c'est sur l'anticipation de son renouvellement que la commune semble devoir miser, de façon à concilier les objectifs de maîtrise de la croissance démographique avec les enjeux de maintien de la vie et de l'animation sur le village.

c. Une population d'actifs qui vieillit, invitant la commune à mener une réflexion sur son renouvellement démographique et la possibilité de parcours résidentiels

La nécessaire conciliation des enjeux de maîtrise de la croissance démographique, fixés par le SCoT, et de maintien de la vie du village et du fonctionnement des équipements tels que l'école, cher à la commune, implique de mener une analyse de la population par âge. Dans quelle mesure la population présente sur le territoire de Mallevall permet-elle d'assurer la vie du village et la pérennité des équipements à l'échelle de la durée du PLU ?

La moyenne d'âge sur la commune est de 39 ans, soit la même moyenne qu'à l'échelle nationale. Le canton de Pélussin (périmètre de la CCPR) présente un âge moyen sensiblement similaire (autour de 39 ans), mais la répartition en classe d'âge diffère quelque peu.

Environ 27 % de la population de la commune avait moins de 20 ans en 2013. Cette proportion est restée quasiment stable entre 1999 et 2013, de même que la tranche des plus de 60 ans, qui n'a augmenté que de 1% sur la même période, passant de 18 à 19 % des habitants (soit 2 à 3 % de moins que la moyenne nationale).

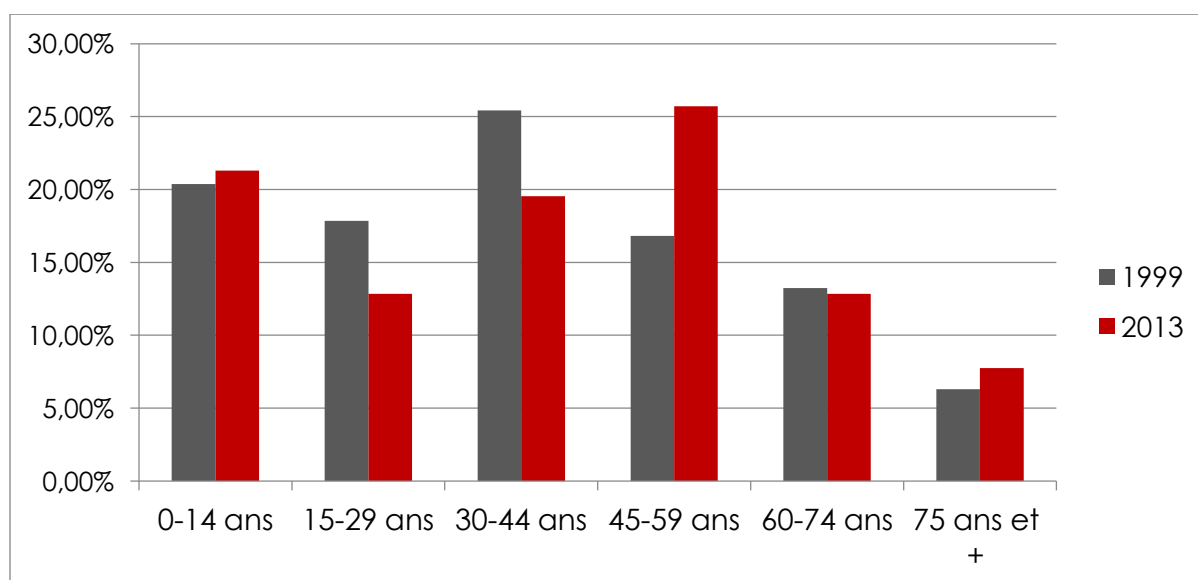
Ainsi, la légère diminution de la tranche des moins de 20 ans dans la population totale, et l'accroissement à peu près symétrique de la tranche des plus de 60 ans a entraîné un léger fléchissement de l'indice de jeunesse de la population (c'est-à-dire le nombre de jeunes de moins de 20 ans rapporté au nombre de personnes âgées de plus de 60 ans), qui est passé de 1,45 jeune de moins de 20 ans pour une personne âgée de plus de 60 ans en 1999 à 1,32 jeune de moins de 20 ans pour une personne âgée de plus de 60 ans en 2013. Dit autrement, la population mallevallaise a enregistré un léger vieillissement entre 1999 et 2013, que le PLU doit prendre en compte en matière de logements et d'équipements.

A Mallevall, la proportion des 45-59 ans a fortement augmenté, cette tranche d'âge passant de 16,8 à 25,7 % de la population totale de la commune. Là encore, cette évolution peut traduire un vieillissement des ménages arrivés sur la commune dans les années 1990. La forte augmentation des 45-59 ans laisse en outre **présager une hausse de la part des personnes âgées dans la population totale de la commune dans les 15 à 20 prochaines années**, une tendance cependant nationale. **Cet accroissement de la part des plus de 60 ans dans la population communale risque d'être d'autant plus perceptible que la tranche d'âge des 15-29 ans a chuté de manière importante**, représentant désormais seulement 50 % de la tranche des 45-59 ans, qu'elle dépassait pourtant d'environ 2 % en 1999. A noter toutefois que cette tranche des jeunes étudiants ou actifs, fortement dépendante des services et équipements urbains, est habituellement moins représentée dans les communes rurales telles que Mallevall.

En somme, **si l'analyse de l'évolution du poids de chaque âge dans la population totale de la commune montre que le vieillissement de la population n'est pas encore un problème sur Mallevall**, au sens où la population âgée de plus de 60 ans est en dessous de la moyenne nationale, et où la tranche qui a le plus augmenté entre 1999 et 2013 reste celle des 45-59 ans, **elle invite néanmoins à l'anticiper, en préparant une réponse adaptée aux besoins de ces futurs habitants**, qui seront sans doute plus nombreux à l'horizon 15-20 ans, soit dans la période qui suivra la mise en œuvre du présent PLU révisé.

Enfin, il faut noter une **légère augmentation de la tranche des 0-14 ans**, en corrélation avec la typologie familiale de la population communale et l'accroissement du taux de natalité et du solde naturel sur la commune depuis 1999. **L'enjeu, pour la commune, consiste à garder ces jeunes sur le territoire, ou à leur permettre de revenir une fois passé le cap des études** qui impose souvent une installation dans les centres urbains. Cela lui permettra de maintenir la tranche des 30-45 ans, en âge d'avoir des enfants, et de fait de soutenir le renouvellement démographique et les effectifs scolaires en maintenant la tranche des 0-14 ans.

	0-14 ans	15-29 ans	30-44 ans	45-59 ans	60-74 ans	75 ans et +
2013	121	73	111	146	73	44
%age 2013	21,30%	12,85%	19,54%	25,70%	12,85%	7,75%
2009	115	81	115	120	80	34
%age 2008	21,14%	14,89%	21,14%	22,06%	14,71%	6,25%
1999	97	85	121	80	63	30
%age 1999	20,38%	17,86%	25,42%	16,81%	13,24%	6,30%



=> A retenir :

Malleval doit permettre à ses habitants d'effectuer leur parcours résidentiel, doit proposer une offre de logements qui puisse répondre aux besoins de chaque âge de la vie. Il s'agit d'anticiper les besoins futurs liés au vieillissement, et les besoins déjà ressentis pour les jeunes ménages. Dans le cadre d'une obligation à modérer le rythme de croissance démographique, c'est en effet en diversifiant son offre de logements, pour répondre à des besoins divers, que Malleval parviendra à maintenir la vie du village et de ses équipements.

L'enjeu pour la commune consiste donc, d'une part, à anticiper les besoins futurs des personnes vieillissantes, pour l'heure peu nombreuses, mais dont la part va s'accroître, en proposant des logements et services adaptés.

Outre une réponse au phénomène du vieillissement, la stratégie de développement de la commune doit aussi permettre le maintien du dynamisme de la tranche des 25-45 ans, à même de maintenir le solde naturel et donc de maintenir la vie locale et les besoins en équipements publics (école, associations...). L'offre de logements doit répondre à ces ménages : les logements doivent être spacieux, évolutifs, tout en intégrant la nécessité de limiter la consommation d'espace et de permettre aux plus modestes de s'installer sur la commune (accès au logement).

d. Des ménages de grandes tailles

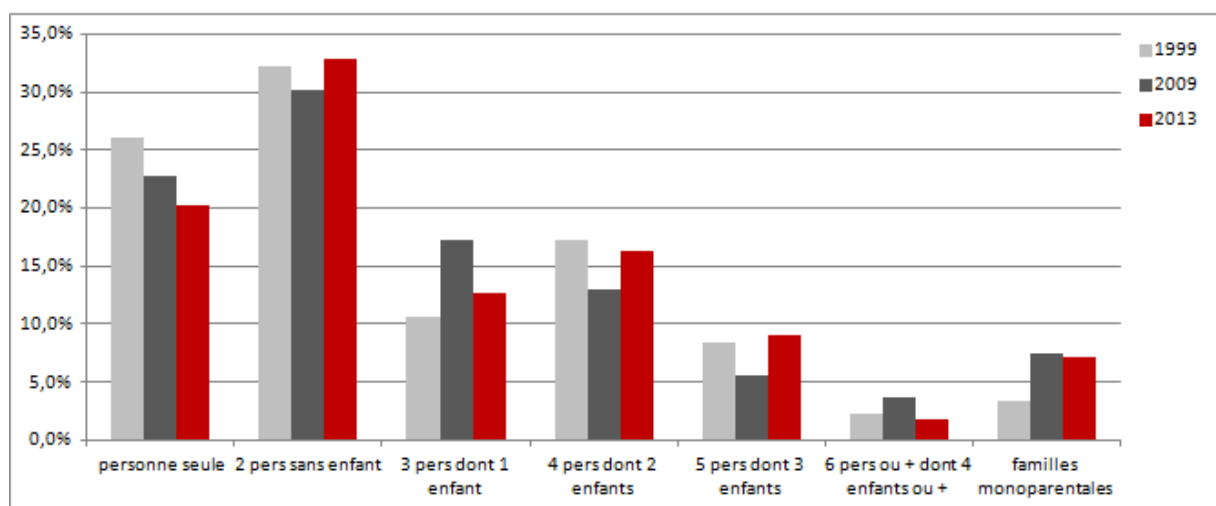
En tant que commune à dominante rurale, **Mallevall dispose d'une typologie de ménages davantage orientée vers les familles avec enfants que les moyennes départementale et nationale** : en 2013, Mallevall compte seulement 20,3 % de ménages composés d'une seule personne (une part en baisse de 6 points par rapport à 1999), contre près de 35 % dans la Loire et environ 36 % en France métropolitaine. La commune se situe même en deçà des moyennes de la CCPR et de la zone d'emploi de Vienne, qui comptent respectivement plus de 27 et 28 % de personnes vivant seules sur leur territoire. En réalité, la situation locale reflète une corrélation générale entre taille moyenne des ménages et degré d'urbanisation des territoires, la taille moyenne des ménages étant globalement plus réduite en milieu urbain.

Entre 1999 et 2013, la part des ménages de petite taille, composés de 2 personnes ou moins, a diminué de 6 %, passant de 58 à 52 %. Toutefois, ces chiffres viennent nuancer le constat opéré à partir de l'analyse de la population par tranches d'âge : en dépit de cette évolution récente, plus de la moitié des ménages de la commune de Mallevall ne comptent pas d'enfants. Cela bat en brèche l'idée d'une commune rurale accueillant habituellement une population majoritairement composée de couples avec enfants.

Il n'empêche, **la tendance à l'accueil de familles est plus marquée sur Mallevall** qu'à l'échelle départementale ou de la France métropolitaine : la commune accueille près de 40 % de ménages avec enfants, contre environ 30 % dans la Loire et à l'échelle nationale.

De la même façon, la part des ménages composés d'au moins 4 personnes représente également, avec 27 %, soit plus d'1 ménage sur 4, un poids important dans le nombre total de ménages de la commune.

	1999		2009		2013	
	Nbre ménage avec	part dans le nombre total de ménages	Nbre ménages avec :	part dans le nombre total de ménages	Nbre ménages avec :	part dans le nombre total de ménages
personne seule	47	26,1%	49	22,8%	45	20,3%
2 pers sans enfant	58	32,2%	65	30,2%	73	32,9%
3 pers dont 1 enfant	19	10,6%	37	17,2%	28	12,6%
4 pers dont 2 enfants	31	17,2%	28	13,0%	36	16,2%
5 pers dont 3 enfants	15	8,3%	12	5,6%	20	9,0%
6 pers ou + dont 4 enfants ou +	4	2,2%	8	3,7%	4	1,8%
familles monoparentales	6	3,3%	16	7,4%	16	7,2%
total	180		215		222	



L'observation de la taille moyenne de l'ensemble des ménages sur la commune de Mallevall permet de confirmer ce qui ressort de l'analyse de la typologie des ménages qui précède, et d'identifier une tendance plus marquée à l'accueil de familles avec enfants : à Mallevall, les ménages sont en effet plus grands que dans l'ensemble des territoire de comparaison (**2,57 personnes par ménage** contre 2,28 à l'échelle nationale et 2,27 dans la Loire, et 2,4 dans le Pilat rhodanien - données INSEE 2013).

Pour autant, à l'instar des autres territoires, **la taille moyenne des ménages de Mallevall s'inscrit dans une tendance à la baisse quasi continue depuis 1975** (avec une stabilisation temporaire dans les années 1980, corrélée au fort accroissement démographique de la commune à cette période, et à l'arrivée de nouveaux ménages), **et continue depuis 1990** : de 3,02 personnes par ménages en 1968, la commune est donc passée à **2,57 personnes par ménage en 2013**.

En 45 ans, l'évolution annuelle moyenne des ménages est donc de -0,01 personne.

		1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013
Mallevall	Pop. Ménage	347	300	342	427	476	544	571
	Nbre. de résidences ppales	115	104	125	156	180	214	222
	Taille moy des ménages	3,02	2,88	2,74	2,74	2,64	2,54	2,57
CCPR	Pop. Ménage	9592	9561	10293	12015	13067	15807	16298
	Nbre. de résidences ppales	3145	3297	3743	4369	5095	6360	6782
	Taille moy des ménages	3,05	2,9	2,75	2,75	2,56	2,49	2,40
Dépt. Loire	Pop. Ménage	722 443	742 396	739 521	746 288	728 870	742 076	753 763
	Nbre. de résidences ppales	242 756	258 186	269 877	284 062	297 681	320 302	331 869
	Taille moy des ménages	2,98	2,88	2,74	2,63	2,45	2,32	2,27

On constate donc qu'en dépit de son caractère rural, plus propice à l'accueil des familles, la commune n'échappe pas au phénomène généralisé de desserrement des ménages, qui implique qu'elle devra à l'avenir compter davantage de logements pour un même nombre d'habitants, et qu'une partie des

objectifs de développement affichés par le PLU révisé servira en réalité de réponse à ce phénomène, sans permettre l'accueil de nouveaux habitants.

Dit autrement, la commune devra a minima construire le nombre de nouveaux logements nécessaires au maintien de sa population si elle ne veut pas perdre des habitants (dans l'hypothèse où la diminution de la taille moyenne des ménages se poursuivrait au même rythme que celui enregistré sur la commune depuis 1968, le nombre de nouveaux logements nécessaires pour a minima atteindre la stabilité démographique est estimé à environ une dizaine en dix ans, soit 1/an, pour un objectif maximal fixé par le SCOT de 3,2 nouveaux logements/an)

=> A retenir :

Quoique commune familiale, Mallevall connaît une diminution de la taille moyenne des ménages habitant la commune. Cette tendance devrait se poursuivre à un rythme équivalent que celui qui a été enregistré sur la commune depuis 1968, soit un rythme relativement régulier et moyen de -0,01 personne/logement/an.

Cette hypothèse laisse présager un besoin d'environ un logement/an pour répondre aux besoins en logements nés de ce phénomène, et ainsi maintenir le même nombre d'habitants sur la commune (571). Cela représenterait environ 1/3 des logements produits dans le cadre de la compatibilité avec le SCOT.

e. Une population aux revenus dans la moyenne

L'analyse du revenu médian par unité de consommation montre que les habitants de Mallevall disposent d'un niveau de revenu supérieur à ceux de l'agglomération viennoise ou du Département de la Loire, et équivalent à ceux du Pilat rhodanien, ou de la ville de Lyon, par exemple.

Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en €)

Mallevall	CCPR	Loire	Vienne	Lyon
21 359	21 213	19 317	18 531	21 363

Cette donnée vient confirmer le constat d'un territoire attractif et plutôt aisé à l'échelle du département de la Loire et de la vallée du Rhône, dont le niveau de revenu se situe toutefois au niveau moyen enregistré à l'échelle de l'aire urbaine de Lyon, métropole régionale.

La commune ne se distingue donc pas par un niveau de revenu nettement supérieur aux moyennes locales et ne semble pas constituer un territoire particulièrement excluant pour les ménages les plus fragiles.

=> A retenir :

Le niveau de vie des habitants de la commune de Mallevall, dans les moyennes locales et nationales, ne constitue pas un élément déterminant dans le marché immobilier de la commune : la sociologie des habitants n'est pas plus particulièrement excluyente.

Pour autant, l'objectif de favoriser les parcours résidentiels sur la commune, pour répondre à des difficultés d'accès au logement généralisées, qui dépassent le contexte communal, doit être poursuivi, de sorte que Mallevall contribue, à son échelle et au niveau local, à la réponse aux besoins en logements.

2. L'habitat : analyse de l'existant

a. Mode d'occupation des logements

La commune de Mallevall compte 285 logements en 2013, contre 247 en 1999, soit une augmentation de 38 logements en 14 ans, pour un rythme annuel moyen de 2,7 nouveaux logements par an.

Parmi ces logements, 222 sont occupés à titre de résidence principale, 47 constituent des résidences secondaires (soit 16,5 % du parc total, une proportion certes en baisse depuis 1975 – les résidences secondaires représentaient 1 logement sur 3 en 1975 - mais qui, se stabilisant depuis 2009, illustre le potentiel touristique de la commune) **et 16 sont des logements vacants** (soit 5,6 % du parc).

En 40 ans, la population communale a donc non seulement augmenté de plus de 50 %, mais elle s'est également fixée, elle a changé de nature. Alors que plus de **33 % des logements étaient des résidences secondaires en 1975**, le lieu de « villégiature » des habitants des agglomérations lyonnaise, viennoise ou stéphanoise à la recherche de calme et de tranquillité les jours de week-end et les vacances, ce taux n'a cessé de diminuer pour se maintenir à un niveau de **15 % aujourd'hui**. De 70 résidences secondaires recensées sur la commune en 1982, on est passé à 47 en 2013, soit 23 résidences secondaires en moins en 27 ans. Dit autrement, depuis 1982, **Mallevall a vu chaque année la transformation de près d'une résidence secondaire en résidence principale**.

Toutefois, le SCoT Rives du Rhône n'inclut pas les transformations de logements existants dans les nouveaux logements à produire. De fait, **la possible augmentation du nombre de résidences principales du fait du réinvestissement des résidences secondaires en résidences principales n'entre pas en compte dans le nombre de logements à produire sur la commune**.

De la même façon, le pourcentage de logements vacants est aujourd'hui plutôt faible. Or, il est d'une manière générale inévitable pour un territoire de compter des logements vacants à un instant t (ici le moment du recensement) : ces logements s'inscrivent dans le cadre de transactions, de successions, de perturbations familiales, etc...

	1 968	1 975	1 982	1 990	1 999	2 008	2 013
Parc	162	181	212	227	247	271	285
Résidences principales	115	104	125	156	181	212	222
Résidences secondaires	33	57	70	53	46	42	47
soit %	20,4%	31,5%	33,0%	23,3%	18,6%	15,5%	16,5%
Logements vacants	14	20	17	18	20	17	16
soit %	8,6%	11,0%	8,0%	7,9%	8,1%	6,3%	5,6%

Avec seulement **5,6 % de logements vacants**, des logements inoccupés ou occupés temporairement (soit, dit autrement, 5,6 % de logements qui n'accueillent aucun habitant comptabilisé dans le recensement communal), **il semble donc que Mallevall ne dispose pas de réelles marges de manœuvre pour la réutilisation de logements vacants** dans le cadre d'une stratégie de croissance démographique et d'accueil de nouveaux habitants.

D'autant que **si le taux de logements vacants sur la commune a diminué**, passant de 11 % en 1975, à 5,6 % en 2013, **leur nombre est resté pratiquement stable** (autour de 17 logements), **ce qui tend à montrer qu'il n'y a pas de réelles possibilités d'en diminuer la quantité.**

=> **A retenir :**

Si le potentiel de réutilisation de 10 résidences secondaires pour l'accueil de nouveaux habitants permanents (soit la transformation de résidences secondaires en résidences principales, phénomène largement observé depuis 1982) **est bien réel sur la commune, le SCoT permet aux documents d'urbanisme de ne pas inclure ce type de nouveaux logements « mis sur le marché » dans les objectifs de production totale de logements.**

De fait, le PLU ne pourra s'appuyer sur le stock mobilisable de résidences secondaires pour remplir ses objectifs démographiques (soit, a minima la stabilité démographique).

En ce qui concerne les logements vacants, qui représentent une part plutôt faible et un nombre stable dans le parc de logements de la commune (comme un « stock minimal atteint »), **le potentiel de réutilisation semble quasiment inexistant** (et n'entre pas lui non plus en ligne de compte).

b. Statut des occupants

Parmi les résidences principales, on note que **90,1 % des logements sont occupés par leur propriétaire, une part en augmentation de près de 6 % par rapport à 1999.** A l'inverse, **la part des locataires a diminué de près de moitié**, tandis que la part des personnes logées gratuitement (hébergement familial), est passée de 4,5 à 3 %.

Représentant seulement 15 résidences principales sur 222, soit 6,3 % de l'ensemble des logements, **le parc locatif (privé et social confondu) est assez faible** (moins d'1 logement sur 10 contre plus d'1 logement sur 4 (26,4 %) à l'échelle de la Communauté de communes). A noter que dans le département, près de 50 % des résidences sont locatives.

Avec seulement 1 logement, le parc locatif social représente moins de 0,5 % du parc immobilier.

Si la commune de Mallevall n'est pas soumise à l'article L302-5 du Code de la construction et de l'habitation, qui impose un minimum de 25 % de logements locatifs sociaux aux communes de plus de 3500 habitants situées dans une agglomération de plus de 50 000 habitants, avec une ville-centre comptant plus de 15 000 habitants, **le développement d'une offre de logements abordables (10 % des nouveaux logements construits), qui recouvre les logements locatifs sociaux et les logements en accession sociale à la propriété, figure parmi les objectifs du PLH de la Communauté de communes du Pilat rhodanien.** Ce développement d'une offre locative sociale, d'une offre locative intermédiaire et d'une offre en accession aidée **favorisera les parcours résidentiels** et permettra à la commune de poursuivre un objectif de diversification de sa population, en maintenant, d'une part, les jeunes actifs et primo-accédants sur son territoire (ce qui peut être favorable au renouvellement démographique, ces ménages étant les principaux contributeurs du maintien du taux de natalité), et, d'autre part, en répondant aux besoins nouveaux des personnes vieillissantes qui, à la retraite ou avec un état de santé qui se dégrade, n'ont plus les mêmes besoins en logements.

	Mallevall				CCPR			
	1999	2008	2013	Taux d'évolution	1999	2009	2013	Taux d'évolution
Propriétaire	84,4%	86,8%	90,1%	7%	68,4%	71,9%	72,7%	6%
Locataire privé	11,1%	10,8%	6,3%	-43%	18,7%	19,9%	25,3%	35%
Locataire social	0,0%	0,5%	0,0%		7,8%	6,5%	6,6%	-15%
Logé gratuit	4,4%	1,4%	3,2%	-29%	5,1%	1,7%	1,9%	-62%

c. Forme des logements : une large prédominance de la maison individuelle

En plus d'être très majoritairement tourné vers l'accession libre, **le marché immobilier est largement dominé par l'offre de logements individuels**, qui représente, en 2013, **94,3 % du parc de logements**, contre 5,7 % de logements collectif.

	Mallevall		
	1 999	2 009	2 013
maison	95,9%	93,7%	94,3%
appartement	4,1%	6,3%	5,7%

CCPR		
1 999	2 008	2012
87,08%	84,34%	83,6%
12,92%	15,66%	16,4%

Source : INSEE - 2013

Cette répartition largement favorable à la maison individuelle est globalement stable, puisque le léger rééquilibrage de la production de logements neufs en faveur des logements groupés ou collectifs (7 logements depuis 2001, soit environ 16 % des logements produits sur la période), n'a pas permis une évolution significative : la maison individuelle demeure la forme de logement prédominante, tant dans le parc existant (plus de 94 % des logements) que dans la production neuve (près de 85 % des logements depuis 2001).

	Individuels purs	Individuels groupés	Logements collectifs	TOTAL	MOYENNE
2001	2	0	3	5	
2002	2	0	0	2	32
2003	3	0	0	3	
2004	3	0	0	3	
2005	5	0	0	5	
2006	4	0	0	4	
2007	3	0	0	3	
2008	5	0	0	5	
2009	1	0	0	1	17
2010	1	0	0	1	
2011	1	2	0	3	
2012	5	0	0	5	
2013	1	0	0	1	
2014	2	1	0	3	
2015	0	0	0	0	
2016	0	3	0	3	
2017	1	0	0	1	
TOTAL	39	6	3	49	logts
REPARTITION 2001-2017	84,4%	8,9%	6,7%		

De ce point de vue, la commune devrait accentuer son effort de rééquilibrage de la production de logements en faveur des logements groupés, intermédiaires ou petits collectifs, de façon à répondre à la diversification des besoins observée du fait de l'évolution démographique **comme aux objectifs du SCoT** des Rives du Rhône, qui, pour les villages comme Mallevall, prévoient que la part des logements individuels dans la production neuve de logements ne devra pas excéder 30 %.

En particulier, la commune devrait intensifier ses efforts pour favoriser la production de logements groupés et intermédiaires, qui devraient représenter, selon le SCoT, environ 60 % de la production de nouveaux logements.

En d'autres termes, sur les 32 nouveaux logements potentiellement réalisables sur Mallevall d'ici 10 ans, environ une vingtaine devront être construits en individuel groupé, et au moins 2 logements en collectif, le reste (une dizaine de logements) pouvant prendre la forme de maisons individuelles telles qu'on les observe en grande majorité dans le parc de logements de la commune.

=> A retenir :

En dépit d'un relatif effort de rééquilibrage de l'offre de logements au profit des logements collectifs enregistré depuis 1999, la tendance demeure à une très large prédominance de la maison individuelle dans l'offre de nouveaux logements construits sur la commune de Mallevall. Avec près de 85 % des logements construits entre 2001 et 2016 qui ont pris la forme de maisons individuelles, la commune est très éloignée des objectifs fixés par le SCoT (30 % de maisons individuelles maximum). Un très net effort doit être matérialisé dans le PLU révisé, à travers la mise en place d'orientations d'aménagement et de programmation qui intègrent ces objectifs de diversification des formes de logements sur les terrains ouverts à l'urbanisation.

60 % des logements prévus dans le cadre du PLU (soit environ une vingtaine de logements) devront être construits en individuel groupé, contre 10 % (2 logements minimum) en collectif et 30 % en individuel « pur » (10 à 11 logements maximum).

d. Ancienneté du parc de logements

L'observation de la date d'achèvement des logements permet de considérer que le parc de logements de Mallevall est assez partagé, comptant près d'un tiers de logements construits avant 1945 (c'est l'essentiel des logements du centre-bourg), et plus d'un tiers de logements construits après 1990.

Dans le détail, on relève en réalité deux principales périodes de constructions : les constructions historiques d'avant 1945, dont la plupart remontent en fait à l'origine du bourg médiéval (XIVème-XVème siècles), et les constructions récentes liées à l'arrivée de nouvelles populations dans les années 1980 et au développement du phénomène de desserrement des centres urbains et de périurbanisation.

Date d'achèvement des logements	Nombre de logements	Part des logements dans l'ensemble du parc
Avant 1919	59	26,2%
De 1919 à 1945	9	4,1%
De 1945 à 1970	17	7,5%
De 1971 à 1990	63	28%
De 1991 à 2005	46	20,4%
De 2006 à 2016	31	13,8%

En cumulant les logements construits avant 1945, dont la plupart sont situés dans le bourg sur le versant Nord surplombant le ruisseau de l'Epervier, avec un ensoleillement très médiocre, et les logements aménagés entre 1945 et 1990, qui offrent en général des performances énergétiques souvent médiocres, on atteint environ 2/3 du parc de logements, ce qui laisse **à craindre une performance énergétique globale du parc de logements de la commune plutôt mauvaise.**

Dans l'objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au chauffage des habitations (un enjeu qui figure dans la loi Grenelle 2 d'"Engagement national pour l'Environnement"), la commune doit prendre le critère de l'exposition et de l'ensoleillement en considération dans ses choix de secteurs à développer. De même, des orientations d'aménagement et de programmation tiendront compte de cet enjeu et favoriseront la production de logements performants sur le plan énergétique.

e. Taille des logements : des logements de plus en plus grands pour des ménages de plus en plus petits !

La prédominance de la maison individuelle a pour corollaire **une taille de logements légèrement plus importante que la moyenne nationale : les logements de Mallevall comptent en moyenne 4,7 pièces en 2013**, contre 4,4 à l'échelle de la CCPR et 4 à l'échelle nationale. Mais la taille moyenne des logements sur Mallevall demeure inférieure à la taille moyenne des logements sur le département de la Loire, qui compte environ 4,8 pièces par logement.

D'une manière générale, la **taille des logements tend à s'accroître**, dans des proportions équivalentes aux tendances générales. Sur la commune, la taille moyenne des logements est passée de 4,4 à 4,7 pièces entre 1999 et 2013, soit une augmentation moyenne de 0,3 pièces (contre +0,1 pièces à l'échelle de la CCPR et +0,2 pièces à l'échelle départementale et nationale). Toutefois, il faut noter une stabilité de la taille moyenne des appartements, à 3,1 pièces en moyenne. L'accroissement du nombre moyen de pièces par logement sur Mallevall est donc essentiellement lié à l'accroissement du nombre de pièces par logement individuel, les logements collectifs, majoritairement situés en centre-bourg ancien, étant particulièrement contraints dans leur évolution.

Comme la taille moyenne des ménages, supérieure à la moyenne sans être particulièrement élevée, la taille moyenne des logements est supérieure à la moyenne de la communauté de communes et de France métropolitaine sans pour autant être particulièrement élevée (puisqu'elle est en dessous de la moyenne départementale). Il y a donc une forme d'**adéquation actuelle entre la typologie des ménages et la typologie des logements sur la commune.**

Néanmoins, l'analyse démographique montre que **la taille moyenne des ménages sur la commune est en constante diminution depuis 1968**, malgré une stabilisation durant la « vague d'urbanisation » de la commune dans les années 1980, **alors même que la taille moyenne des logements a augmenté entre 1999 et 2013. L'augmentation de la taille des logements ne s'explique donc pas par l'augmentation de la taille des ménages. Plus prosaïquement, on se situe sur Mallevall dans le cas d'une augmentation de la surface moyenne de logement par habitant, et du nombre de pièces par habitants.**

S'oriente-t-on ainsi vers un problème de « sous-occupation » des logements, ou du moins de surdimensionnement des logements par rapport aux besoins des ménages ? Avec les questions que cela pose du point de vue de l'accessibilité financière du logement pour les ménages jeunes et/ou modestes ou de son entretien par une population vieillissante...

f. Ancienneté d'emménagement

A Mallevall, la proportion des ménages ayant emménagé dans leur logement depuis plus de 10 ans est de 62,3%, une part supérieure de plus de 10 points par rapport à celle de la CCPR et du département de la Loire (autour de 52 %), et de près de 13 points par rapport à la moyenne nationale (49,6 %).

	Mallevall (2013)	CCPR (2012)	Loire (2012)
Depuis moins de 2 ans	7,7%	11,5%	12,1%
De 2 à 4 ans	11,8%	19,1%	19,3%
De 5 à 9 ans	18,2%	16,7%	16,9%
10 ans ou plus	62,3%	52,6%	51,8%

Ceci sous-entend que le « turn-over » dans le parc de logements existants est nettement moins important sur Mallevall, ce qui peut s'expliquer par la plus forte proportion de ménages propriétaires de leur maison individuelle, des ménages plus installés et moins mobiles, dans des logements qui symbolisent souvent l'aboutissement du parcours résidentiel et d'un projet de vie.

La conséquence de ce plus faible « turn-over » est **une offre de logements disponibles sur le marché moins abondante** qui génère, face à une demande soutenue liée à la forte attractivité du Pilat rhodanien, un **accroissement des prix du foncier et de l'immobilier**, qui peut être excluant pour certains ménages modestes. C'est pourquoi le PLH de la CCPR identifie la nécessité, aux côtés du parc locatif privé (qui est moins représenté sur Mallevall qu'à l'échelle intercommunale), de développer une offre de logements sociaux et abordables, en location ou en accession, pour répondre aux difficultés d'accès au marché sur ce secteur et à des besoins des ménages qui évoluent (davantage de personnes âgées, une population jeune qui peine à se loger...).

En outre, le faible turn-over et le fait que les ménages restent longtemps dans leur logement (en moyenne 18,6 ans à Mallevall) génère un **faible renouvellement démographique** dans le parc de logements existants. Dit autrement, pour accueillir de nouveaux ménages, la commune doit produire de nouveaux logements, les ménages présents sur son territoire choisissant d'y rester et d'y vieillir. Ceci pose notamment **problème pour le renouvellement des effectifs scolaires et le maintien de l'école publique du centre-village, les ménages vieillissants n'étant souvent plus "pourvoyeurs" d'enfants pour pérenniser cet équipement.**

La diversification des logements produits doit donc également permettre de diversifier le profil des ménages présents sur la commune, et de favoriser le turn-over dans les logements, pour assurer le renouvellement, notamment, des jeunes générations (logements de plus petite taille, locatif, intermédiaire, collectif...), et le maintien des équipements publics.

g. Le prix moyen du logement sur la commune : analyse des marchés immobilier et foncier

Une analyse des marchés immobilier et foncier de la commune a été menée à partir de la consultation des offres de vente et locations de biens immobiliers et de terrains à bâtir (source *seloger.com*).

Cette analyse révèle :

- Un prix de vente affiché moyen au m² qui s'élève à environ 1700 € pour les biens immobiliers
- Peu de biens disponibles à la location, mais un loyer moyen s'élevant à environ 7 €/m² en locatif privé sur le secteur (loyer pouvant varier de 4,50 à 9,5 €/m² selon le type de bien et les surfaces)
- Une absence de terrain à bâtir en cours de commercialisation sur la commune, mais un prix de vente moyen d'environ 60 €/m² pour les terrains à bâtir situés dans les communes alentour (St-Pierre-de-Boeuf, Véranne, Roisey...).

Par ailleurs, les données (non officielles) issues des transactions immobilières réalisées sur la commune dans les six derniers mois (sources *Internet : Meilleursagents.com*) permettent de confirmer un ordre de grandeur quant au niveau moyen des prix pratiqués sur la commune, autour de 1700 €/m² (prix moyen de vente variant entre 1016€/m² pour les appartements et 1779 €/m² pour les logements individuels).

D'une manière générale, le croisement des données montre une véritable correspondance des différents prix observés à la vente, à environ 1700 €/m², et un loyer locatif moyen d'environ 7€/m², ce qui fait de la commune un territoire plutôt cher à l'échelle du département de la Loire (qui enregistre une moyenne d'environ 1300 €/m² à l'achat, et 6,90 €/m² en locatif), mais un secteur de report bon marché pour les ménages en provenance des départements voisins du Rhône et du Nord Isère.

=> A retenir

Sans être excluant avec des prix immobiliers et fonciers très élevés, le secteur de la CCPR enregistre un certain dynamisme, et constitue un marché de report important pour les ménages en provenance de secteurs soumis à de plus fortes pressions, à proximité, notamment, de la métropole lyonnaise. De fait, en dépit d'une conjoncture plutôt baissière, la production d'une offre de logement à un niveau suffisant constitue un enjeu pour limiter la hausse des prix, sous l'effet d'une demande élevée et d'une certaine rareté de l'offre.

3. Les perspectives de développement

a. *Les principaux enjeux du PLH et du SCOT*

A partir de l'analyse des données SITADEL qui précèdent, on constate que **les objectifs de constructions de logements fixés par le SCoT des Rives du Rhône et le PLH de la CCPR ont tendance à acter la possibilité pour la commune de poursuivre le rythme moyen de construction qu'elle a enregistré sur la période 2000-2010, soit environ 3,2 logements/an, et, donc, de relancer la construction sur son territoire (le nombre moyen de nouveaux logements commencés est tombé à environ 2,2/an). Cette possibilité intègre la nécessité, pour répondre à la demande et maintenir une certaine vitalité des villages, de ne pas freiner toute possibilité de développement.**

Rappel des objectifs maximaux de constructions de logements fixés par le SCOT des Rives du Rhône pour la commune de Mallevall

Classant Mallevall en polarité 4, le SCoT prévoit pour la commune un objectif maximal de construction de 5,5 logements/an/1000 habitants, soit, à la date d'arrêt du présent PLU, un maximum de 3,2 logements/an ou 32 logements sur les dix années de mise en œuvre théorique du PLU, ou 38 logements sur l'ensemble de la période 2018-2030.

*Avec un **objectif de densité minimale moyenne de 20 logements/ha** et la priorité accordée au réinvestissement des tissus urbains existants, la commune doit ainsi **limiter sa consommation de foncier à hauteur de 1,6 ha nouvellement ouverts à l'urbanisation dans les 10 prochaines années** (hors équipements, infrastructures, bâtiments à usage d'activités...), **ou 1,9 ha sur 12 ans**, de préférence au sein des tissus déjà urbanisés et dans le village ou à proximité immédiate (mais avec des possibilités, dans le cadre du Schéma de secteur de la Côtère rhodanienne, de report dans ou à proximité immédiate des hameaux du plateau, pour tenir compte des fortes contraintes pesant sur le centre-bourg).*

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) de la CC du Pilat Rhodanien

Le Programme Local de l'Habitat de la Communauté de Communes du Pilat Rhodanien a été approuvé le 22 février 2010 et il est exécutoire depuis le 22 avril 2010. Le programme d'actions a toutefois été modifié en Conseil communautaire le 19 novembre 2012, dans le but de se réadapter aux orientations du SCOT.



Carte extraite du plan d'actions du PLH de la CCPR

Les objectifs généraux du PLH pour l'ensemble du territoire de la CCPR sont les suivants :

- Un resserrement significatif de l'urbanisation dans les bourgs centres et le maintien d'une **possibilité de développement raisonné dans les autres communes** ;
- Un type d'habitat qui devra s'orienter vers de l'habitat intermédiaire dont la consommation d'espace se situe entre celle de la maison individuelle et celle de l'habitat collectif, et qui peut prendre la forme de petits collectifs, de maisons individuelles groupées ou de lotissements denses ;
- Des objectifs de densité qui reprennent le SCOT pour chaque type de commune : 30 logements à l'hectare pour la « ville » de Pélussin (polarité SCOT de niveau 2) et les bourgs-centres de Maclas, St Pierre de Boëuf et Chavanay (polarité de niveau 3), **20 logements à l'hectare pour les autres « villages », dont Mallevall** ;
- Des objectifs de production de **logements abordables** à hauteur de 20 % de l'ensemble des nouveaux logements, répartis comme suit : 25 % dans les villes (Pélussin), 21 % dans les bourgs-centres et **15 % dans les villages comme Mallevall** (un objectif qui va au-delà du SCOT) ;
- Une obligation de prise en compte de la **mixité des formes urbaines** (collectif, intermédiaire et individuelle) sur l'ensemble des opérations nouvelles ;
- Une promotion de la **solidarité intergénérationnelle et de la solidarité sociale** : les opérations de type foyer logements ou maison de retraite, à destination des personnes âgées, ne sont pas incluses dans les objectifs de construction de logements, de même que les logements locatifs abordables construits au-delà des objectifs de construction du PLH ;
- La valorisation du **renouvellement urbain** : la remise sur le marché de l'accession ou de la location suite à réhabilitation de logements anciens, ou à démolition/reconstruction de friches n'est pas comptabilisée dans le cadre des objectifs de production de logements du PLH ;
- La **valorisation de concepts urbanistiques innovants** : les projets architecturaux et urbanistiques innovants, porteurs d'image et d'attractivité du territoire, ne sont pas comptabilisés des objectifs de production de logements fixés par le PLH et le SCOT, sous réserve qu'ils respectent leurs dispositions et ne dépassent pas 50 % du nombre de logements déterminés par le PLH et le SCOT.

Compatible avec le SCOT, le PLH prévoyait initialement la construction de 20 logements à Mallevall entre 2010 et 2016, soit 3,3 logements par an. Il va toutefois plus loin que le SCOT en termes d'objectifs de production de logements abordables, tablant sur une part de 15 % de l'offre totale nouvellement produite, soit 3 logements abordables en 6 ans ou 5 logements abordables en 10 ans.

Prorogé pour une durée de 2 ans jusqu'à fin 2018, le PLH de la CCPR laisse la possibilité à la commune de réaliser, sur 2 ans, jusqu'à 6 nouveaux logements supplémentaires.

Néanmoins, entre 2010 et fin 2017, la commune n'a réalisé que 17 logements, soit 9 de moins que le nombre total laissé par le PLH sur cette période.

De fait, le nombre de logements initialement fixé par le SCOT (5,5 logements/an/1000 habitants), qui porte à 32 le nombre maximal de logements envisageables sur la commune pour les 10 prochaines années (ou 38 logements sur la période 2018-2030) **se trouve ré-haussé de ce différentiel, pour porter à 41 le nombre maximal de logements envisageables sur la commune durant les 10 prochaines années** (dont 6 logements abordables) **ou 47 le nombre total de logements réalisables sur les 12 prochaines années de réalisation du PLU** (dont 8 logements abordables).

Cet objectif réhaussé laisse un potentiel maximal de 2,05 ha maximum urbanisables sur les 10 prochaines années, ou 2,35 ha pour les 12 prochaines années de réalisation du PLU (jusqu'en 2030).

⇒ **A retenir :**

Le PLU révisé de Mallevall devra être compatible avec les orientations du PLH suivantes :

- La production maximale de 41 nouveaux logements sur 10 ans ou de 47 logements sur ses 12 années de réalisation (tenant compte des objectifs du SCoT réhaussés du différentiel entre la production programmée et la production réalisée entre 2010 et 2016, sur la période d'application du PLH précédent, prorogé jusqu'en 2018), soit un potentiel de terrains ouverts à l'urbanisation qui ne pourra excéder 2,35 ha jusqu'en 2030.
Cet objectif ne tient pas compte des logements créées dans le cadre d'opérations de renouvellement urbain (réhabilitation de logements vétustes, démolition/reconstruction de friches urbaines), des logements à destination des personnes âgées (foyers-logements, maisons de retraite), des logements locatifs abordables éventuellement créer en sus des objectifs du PLH et des logements s'inscrivant dans un concept architectural et urbanistique innovant (dans la limite de 10 logements sur 6 ans)
- La production d'au moins 8 logements locatifs abordables (15 % de l'offre nouvelle) d'ici 2030
- Limiter le développement des hameaux non identifiés comme pouvant accueillir un développement dans le cadre de l'application du schéma de secteur de la Côtère rhodanienne aux seuls réhabilitations ou renouvellement de bâti existant

b. Analyse des disponibilités foncières actuelles au PLU de la commune

Au vu des logements construits depuis 2006, la commune est en mesure d'identifier les disponibilités foncières qu'il lui reste par rapport aux surfaces initialement ouvertes à la construction dans le cadre de son premier PLU. Cet inventaire des disponibilités foncières de la commune permettra, à la lumière de l'analyse qui a précédé, et notamment des objectifs de constructions de nouveaux logements pour la commune d'ici 10 ans (découlant du SCoT, du PLH et de la prise en compte des spécificités de l'environnement et du parc de logement communal), de savoir comment la commune se situe par rapport à ces objectifs. Dispose-t-elle, avec le PLU actuel, de trop de foncier urbanisable ? Doit-elle au contraire ouvrir davantage de terrains, ou du moins les repositionner pour renforcer encore l'effort entrepris en matière de lutte contre le mitage du paysage et l'étalement urbain ?

Rappelons que, **conformément au SCoT et au PLH prorogé, le PLU révisé peut tabler sur la construction d'un maximum :**

- **de 41 nouveaux logements sur 10 ans (32 logements au titre de l'application du SCOT, et 9 logements supplémentaires au titre de la prise en compte des logements non réalisés entre 2010 et 2018), pour une surface maximale ouverte à l'urbanisation de 2,05 hectares, hors prise en compte des divisions de foncier bâti (soit une densité de 20 logements/ha)**
- **de 47 nouveaux logements sur 12 ans jusqu'en 2030 (fin de vie théorique du SCOT), pour une surface maximale ouverte à l'urbanisation de 2,35 hectares, hors prise en compte des divisions de foncier bâti (soit une densité de 20 logements/ha)**

Le tableau ci-dessous recense l'ensemble des terrains constructibles au précédent PLU approuvé en 2006, des terrains classés en zones U et AU. Il prend aussi en compte les terrains classés en zone AU non constructibles (réserve foncière).

Pour chaque terrain, le tableau précise s'il s'agit :

- ➔ d'une « dent creuse » ou, dit autrement, d'un terrain non bâti situé au cœur du tissu urbanisé, entouré de terrains bâtis,
- ➔ d'un terrain constructible en extension du tissu urbanisé.

A noter : le potentiel de logement estimé en zone UD, où le règlement du PLU en vigueur impose une surface minimale de terrain, intègre la suppression de cette disposition suite à l'entrée en vigueur de la loi ALUR. Les terrains disponibles d'une surface inférieure à la surface minimale exigée par le règlement du PLU sont ainsi pris en compte.

N°	N°PARCELLE	Zone	Surface m2	Type terrain	Potentiel logement densité 20 lgmts/ha ou densité moy actuelle
ZONES U					
LA BASCULE					
1	A 2781	UC	3393	Dent creuse	7
2	A 963	UC	1 637	Frange tissu urbain	3
3	A 966 - 967	UC	830	Dent creuse	1

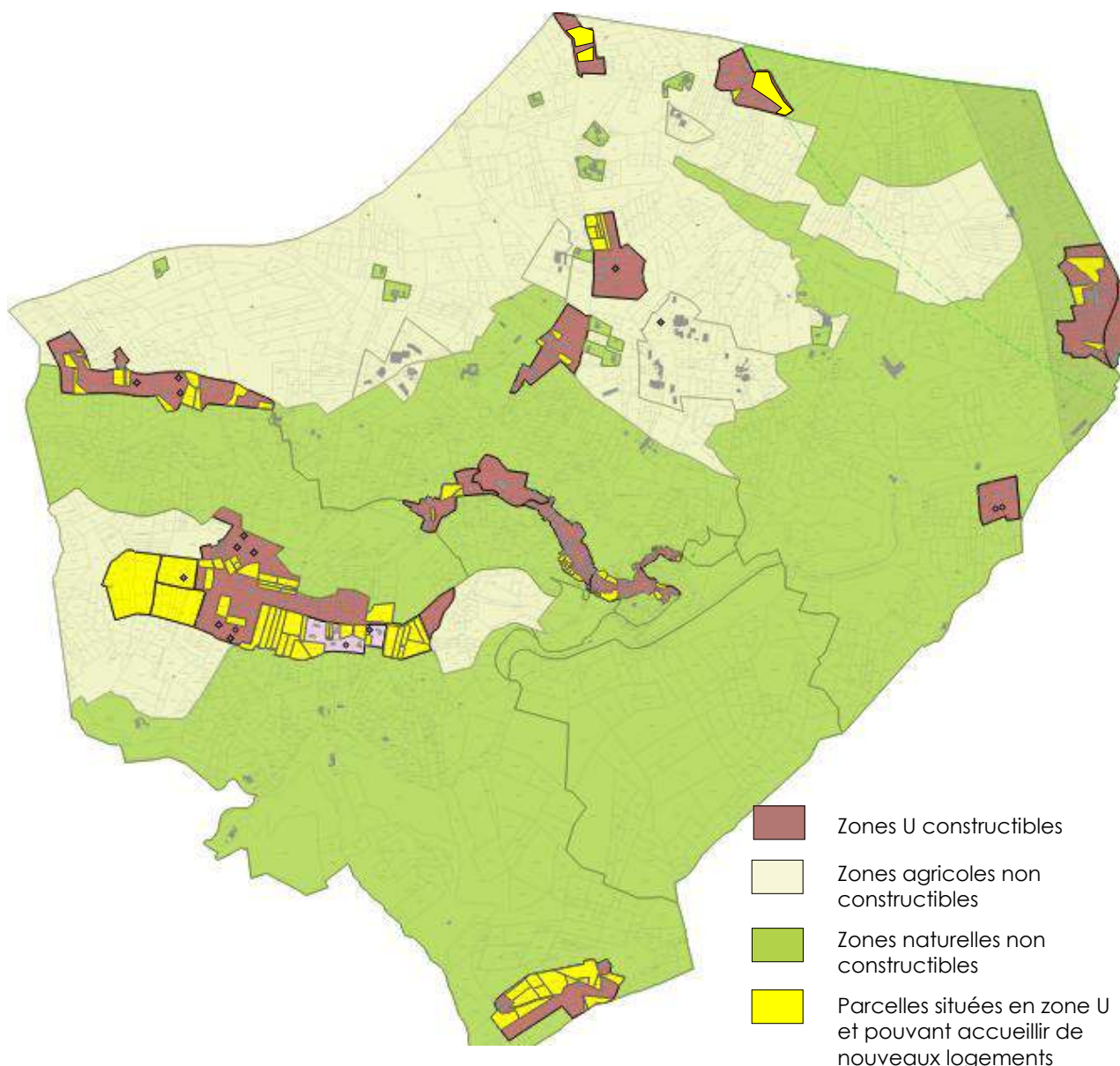
N°	N°PARCELLE	Zone	Surface m2	Type terrain	Potentiel logement densité 20 lgmts/ha ou densité moy actuelle
ZONES U					
MORZELAS					
1	A284p, A2722p	UD	2 630	Dent creuse	2
2	A 287p.	UD	1030	Dent creuse	1
3	A423, A424, A425, A426, A427, A428	UD	4 934	Dent creuse	10
4	A 2978p., 2980p.	UD	1350	Frange tissu urbain	1
5	A 324	UD	417	Dent creuse	1
MARTEL					
1	A 3393	UD	652	Dent creuse	1
2	A 192 p.	UD	1410	Dent creuse	1
3	A 189	UD	289	Frange tissu urbain	1
4	A 183	UD	480	Dent creuse	1
BAZIN					
1	A 2809, 2356 p.	UD	2085	Dent creuse	2
2	A2383, A2384, A2385	UD	3744	Dent creuse	3
3	A 2379	UD	854	Frange tissu urbain, enclavée (pas d'accès direct à la voie communale)	1
4	A 2456	UD	1460	Dent creuse	1
5	A 2460	UD	655	Dent creuse	1
6	A 2965 - 9981	UD	980	Dent creuse	1
7	A 2930 - 2339 - 2963	UD	800	Frange tissu urbain	1
8	A 3061	UD	1040	Dent creuse	1

N°	N°PARCELLE	Zone	Surface m2	Type terrain	Potentiel logement densité 20 lgmts/ha ou densité moy actuelle
ZONES U					
CHAZEAU					
1	A2200, A2202, A2203	UC	3 000	Dent creuse	6
2	A 2190 A 2814 A 3453	UC	1 400	Dent creuse (propriété communale)	3
3	A2733, 1808, 1809, 1810, 3275, 3276	UC	5 900	Dent creuse (dont une partie en vigne)	12
4	A 2254	UC	1700	Dent creuse	2
5	A 3208	UC	1095	Dent creuse	1
9	A 1858	UC	3 195	Frange tissu urbain	6
LE BOURG					
1	A 184	UCz7	467	Dent creuse	1
2	A 2602 -1908	UCz7	1 000	Dent creuse	2
3	A 1844 - 3281	UCz7	438	Dent creuse	1
4	A 3410 - 3411 - 3413 - 1602 - 1604 - 1605 - 1614 - 1615 - 1618	UAz6	1750	Frange tissu urbain, avec relief toutefois très fortement escarpé	-
5	A 2738 - 2739 - 2740	UAz6	1347	Frange tissu urbain, avec relief toutefois très fortement escarpé	-
6	A 1650 - 1652	UAz6	941	Frange tissu urbain, avec relief toutefois très fortement escarpé	-
7	A 1741 - 1742	UAz6	426	Frange tissu urbain, avec relief toutefois très fortement escarpé	-
8	A 1747	UAz6	266	Frange tissu urbain, avec relief toutefois très fortement escarpé	-
9	A 1788 - 1789 - 1791	UAz6	359	Frange tissu urbain, avec relief toutefois très fortement escarpé	-
MATRICON					
1	A1302, A1303, A1304, A1305, A1306, A1380, A3012, A3013, A3014 A3439, A3441	UD	16248	extension	33
2	A1295, A1296, A1297	UD	4 433	extension	9
3	A3379, A3380	UD	1554	extension	3
TOTAL ZONES U		76 189			120

N°	N°PARCELLE	Zone	Surface m2	Type terrain	Potentiel logement densité 20 lgmts/ha ou densité moy actuelle
ZONES AU					
CHAZEAU					
1	A2206, A2207, A2208, A2209, A2210, A2211	AUC	7030	Extension	14
2	A2040, A2041, A2042, A2043, A2044, A2045, A2046, A2047, A2048, A2049	AUC	18518	Extension	37
3	A3071, 3073, 3394, 3395, 3397, 3398	AUC	821	Dent creuse	1
4	A3403, A3406, A3408	AUC	2 357	Dent creuse	4
5	A2033	AUC	456	Frangé tissu urbain	1
6	A2019p., 2020p., A2021, A2025, A2026, A2027, A2028, A2029, A2030	AU1	10 750	Extension	22
7	A2212, A2213, A2214, A2215, A2216, A2217, A2228, A2229, A2230, A2231, A2232, A2233, A2234, A2235, A2305p.	AU3	20 985	Extension	42
8	A2237, A2238p., A2239p., A2240, A2241p., A2242p., A2243p., A2244p., A2245p., A2251p.	AU2	11 972	Extension	24
TOTAL ZONES AU			72 889		145
TOTAL ZONES U+AU			149 078		265
RAPPEL OBJECTIF PLU REVISE (base SCOT et PLH prorogé)			23 500 maximum jusqu'en 2030		47 maximum

Le recensement de l'ensemble des disponibilités foncières en zones U (disponibilités de court terme) et AU (disponibilités de long terme) permet de constater que **la commune de Mallevall possède encore 14,9 hectares potentiellement constructibles**, là où la déclinaison des objectifs de construction issue du SCot et du PLH prorogé identifie **un maximum de 2,35 hectares urbanisables (hors renouvellement urbain) jusqu'en 2030**.

Dit autrement, le PLU en vigueur dispose d'environ 7 fois plus de terrains constructibles que le maximum autorisé par les documents supra-communaux, et n'est donc pas compatible avec eux. La commune doit ainsi procéder à un travail conséquent de réduction des surfaces urbanisables.



=> A retenir :

Le PLU révisé doit donc prévoir de diviser par 7 le total des surfaces de terrains constructibles sur la commune à l'horizon 2030.

Le choix des terrains à maintenir constructibles devra s'effectuer en tenant compte des objectifs supra-communaux, à savoir :

- ➔ la localisation ou la proximité immédiate du centre-bourg (quand c'est possible, compte tenu de ses fortes contraintes en termes de relief, d'exposition et de disponibilités foncières)
- ➔ la localisation au sein des tissus urbanisés majeurs, à savoir les gros hameaux de la commune, déjà suffisamment denses et équipés : les terrains doivent obligatoirement être des dents creuses, les extensions et terrains localisés en franges de tissu urbanisé sont à éliminer compte tenu de l'effort à porter pour réduire la surface urbanisable
- ➔ la configuration des terrains et de leur proche environnement, au regard notamment des perméabilités paysagères et écologiques qu'ils permettent (il est nécessaire de veiller à ce que les terrains urbanisables ne viennent pas créer une barrière à la circulation de la faune ou obstruer une vue remarquable)

B. L'économie

1. L'environnement économique

a. *L'emploi et son évolution*

► Le taux d'activité

Le taux d'activité est élevé (78,5%) et a augmenté de près de 9 % depuis 1999.

Si le chômage représentait, en 2013, 6,1 % de la population, une part largement en dessous des moyennes départementale, régionale et nationale, mais en augmentation de 2,5 points par rapport à 1999, la population active ayant un emploi a, de son côté, augmenté de 6,5 % sur la même période.

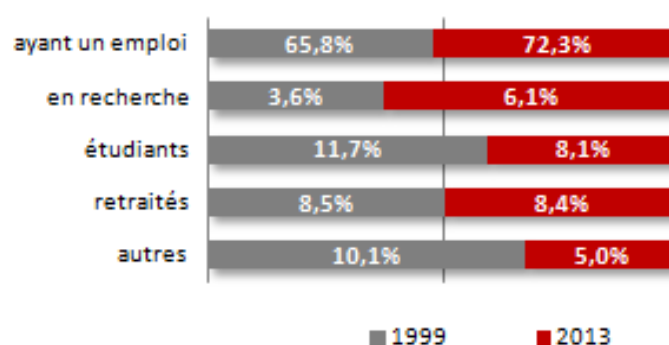
Seule la part des retraités parmi les 15-64 ans est restée stable, tandis que la part des étudiants a diminué.

Ainsi, en dépit d'un contexte récent peu favorable sur le front de l'emploi, la commune de Mallevall a vu sa population active exerçant un emploi augmenter, confirmant son **évolution de commune "lieu de villégiature" à commune de résidence rattachée aux grands pôles d'activités et d'emplois de la région** et peu à peu rattrapée par le phénomène de périurbanisation et de report de la population travaillant dans les centres urbains vers les périphéries résidentielles plus rurales.

L'évolution à la baisse de la part d'étudiants vient en outre corroborer l'évolution de la pyramide des âges, avec un vieillissement des ménages présent sur la commune et une prédominance des 45-59 ans parmi ses habitants.

	Mallevall			CCPR	
	1999	2008	2013	2008	2013
Actifs en %	69,7%	74,6%	78,5%	74,5%	77,1%
ayant un emploi	65,8%	71,4%	72,3%	69,0%	70,3%
en recherche	3,6%	3,2%	6,1%	5,5%	6,8%
Inactifs en %	30,3%	25,4%	21,5%	25,5%	22,9%
étudiants	11,7%	8,8%	8,1%	8,0%	8,3%
retraités	8,5%	9,7%	8,4%	9,7%	8,9%
autres	10,1%	6,8%	5,0%	7,8%	5,6%

Population communale de 15 à 64 ans selon le type d'activité



► Répartition des actifs par catégories socioprofessionnelles

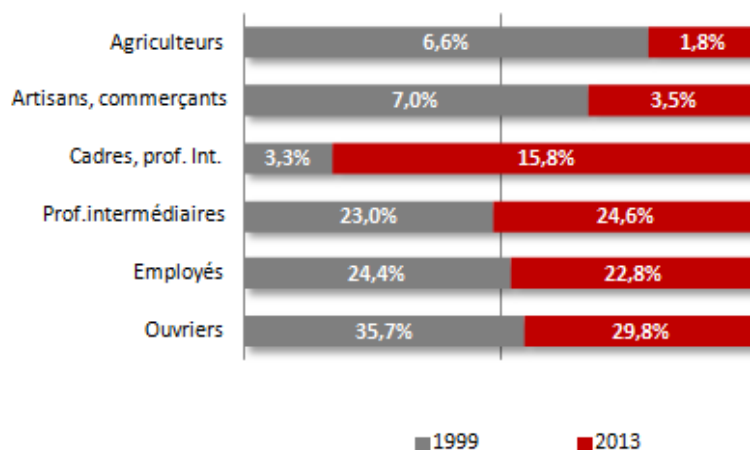
Environ 52,6 % des habitants de Mallevall sont, en 2013, des employés ou ouvriers, une part en nette diminution par rapport à 1999 (-23%).

A l'inverse, la part des cadres et professions intellectuelles supérieures a augmenté de manière exponentielle, passant de 3,3 % en 1999 à 15,8 % en 2013, tandis que la part des personnes travaillant dans l'agriculture, l'artisanat ou le commerce ne représente plus que 5,2 % du nombre total d'habitants.

Cette évolution traduit à la fois la **tertiarisation générale de l'économie**, et l'**évolution du territoire vers un statut de commune résidentielle, attractive** pour une main d'œuvre des grands centres urbains à proximité, de plus en plus qualifiée et en recherche d'une certaine qualité de vie et de facilités d'accès au logement.

	Mallevall		Taux évolution 1999-2013
	1 999	2013	
Agriculteurs	6,6%	1,8%	-73%
Artisans, commerçants	7,0%	3,5%	-50%
Cadres, prof. Int.	3,3%	15,8%	381%
Prof.intermédiaires	23,0%	24,6%	7%
Employés	24,4%	22,8%	-7%
Ouvriers	35,7%	29,8%	-16%
	213	283	

Evolution de la population active de 15 à 64 ans selon la catégorie socio-professionnelle



Il est intéressant de noter que cette évolution, quoique similaire à l'échelle du Pilat rhodanien, s'avère davantage marquée sur Mallevall, comme si les catégories socio-professionnelles supérieures, plus fortement représentées dans la commune, accordaient une certaine primeur aux qualités patrimoniales exceptionnelles de cette commune dans leur choix de lieu de résidence, ou du moins comme si la commune offrait davantage de biens de caractère susceptibles d'être acquis par une demande au pouvoir d'achat supérieur à la moyenne.

	CCPR		Taux évolution 1999-2013
	1999	2013	
Agriculteurs	5,6%	2,5%	-56%
Artisans, commerçants	7,9%	6,4%	-19%
Cadres, prof. Int.	8,1%	11,6%	44%
Prof.intermédiaires	25,4%	28,4%	12%
Employés	22,0%	24,5%	11%
Ouvriers	31,5%	26,4%	-16%
	5 506	7 838	

► Analyse de l'emploi sur la commune

→ 3 actifs pour 1 emploi à l'échelle communale, mais un nombre d'emplois qui s'accroît

La forte dépendance des habitants vis-à-vis de l'extérieur en ce qui concerne l'emploi est à analyser au regard, justement, du nombre d'emplois sur la commune de Mallevall.

De fait, en 2013, pour 283 actifs, dont 263 actifs ayant un emploi, la commune comptait 97 emplois, un chiffre en augmentation de 15 % par rapport à 2008 (contre une augmentation de 7,5% du nombre d'actifs), qui s'explique (en partie) par la forte croissance démographique de la commune durant les années 2000, et qui peut être à l'origine de l'accroissement du taux d'actifs habitant et travaillant sur la commune sur la même période (plus de 23 % en 2012, contre 19,3 % e, 2007).

Rapporté à 100 actifs, pour déterminer ce que l'INSEE nomme l'indicateur de concentration d'emploi, on s'aperçoit toutefois que la commune ne comptait, en 2013, que 36,9 emplois, soit, dit autrement, **0,37 emploi pour un actif, ou près de 3 actifs pour un emploi**. En d'autres termes, la commune ne compte pas suffisamment d'emplois sur son territoire pour répondre aux besoins de ses habitants, ce qui explique sa forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur, et ce d'autant plus que tous les emplois de la commune ne sont pas occupés par des habitants de Mallevall.

	2008	2013
Nombre d'emplois dans la zone	84	97
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	245	263
Indicateur de concentration d'emploi	34	37
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	60	64

A l'échelle intercommunale, la tendance est la même, bien qu'elle soit moins marquée : ainsi, en 2013, la CCPR comptait 4043 emplois sur son territoire pour 7241 actifs, soit **un indicateur de concentration d'emploi de 55,8, ou 0,55 emploi pour 1 actif**. Ceci traduit une **moindre dépendance des communes plus rurales et excentrées**, sur le plateau, vis-à-vis des grands pôles urbains du Nord Isère ou du département du Rhône, qui s'explique par une accessibilité plus complexe pour des trajets domiciles/travail quotidiens et une moindre tendance des actifs occupant un emploi dans ces grands pôles à élire ces communes pour domicile.

Au-delà de la seule commune de Mallevall, l'analyse du rapport entre actifs et emplois montre bien que l'ensemble du secteur du Pilat rhodanien est de plus en plus dépendant des grands bassins d'emplois de la région, dans le cadre du phénomène de périurbanisation qui se poursuit (les actifs s'éloignent des agglomérations à la recherche de foncier moins onéreux et d'un cadre de vie plus valorisé pour s'installer, quitte à faire les trajets au quotidien pour se rendre sur leur lieu de travail).

→ Répartition des emplois par secteur d'activités et par catégories socioprofessionnelles

Sur les 97 emplois que compte la commune en 2013, 61 emplois sont salariés, et 36 non-salariés.

La tertiarisation de l'économie, mesurée à partir de l'évolution de la répartition de la population par catégories socioprofessionnelles, ne se vérifie que partiellement à travers l'analyse de la répartition des emplois de la commune par secteurs d'activités.

Ainsi, le secteur des services représente moins de 30 % des emplois présents sur la commune, auxquels s'ajoutent près de 10 % d'emplois administratifs ou liés aux services publics. Au total, les emplois tertiaires représentent moins d'un emploi sur deux.

Les 60 % d'emplois restants sont notamment présents dans les secteurs de la construction, dont le poids est comparable aux emplois administratifs, et surtout dans le secteur agricole, qui représente plus de la moitié des emplois présents sur la commune, alors même que le nombre d'actifs occupant un emploi agricole représente moins de 3 % des actifs de la commune.

On constate donc un réel écart entre l'offre et la demande d'emploi présentes sur Mallevall, qui a entamé sa résidentialisation, tout en conservant les caractéristiques d'une économie rurale, étroitement liée à l'activité viticole.

	Nbre d'emplois	Part du secteur dans le nbre total d'emplois
	2013	
Agriculture	50	51,6%
Industrie	0	0%
Construction	9	9,25%
Commerce, transports, services divers	29	29,9%
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	9	9,25%
	97	

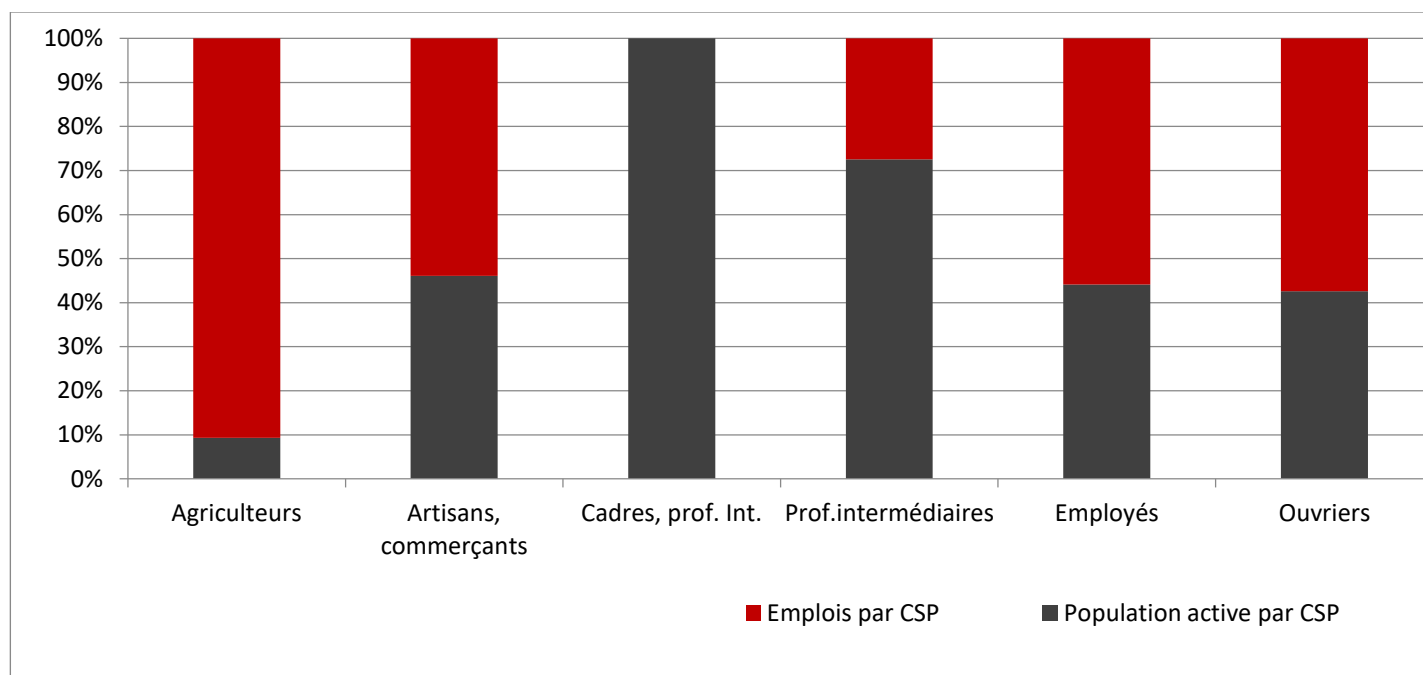
La répartition des emplois présents sur la commune par catégorie socioprofessionnelle illustre la déconnexion observée entre emplois présents sur le territoire communal et actifs habitants de la commune.

	2013		2008		Taux d'évolution
Agriculteurs	17	17,5%	4	4,1%	+325%
Artisans, commerçants	4	4,1%	20	20,8%	-80%
Cadres, prof. Int.	0	0%	8	8,3%	-800%
Prof.intermédiaires	9	9,3%	12	12,6%	-25%
Employés	28	28,9%	20	20,9%	+40%
Ouvriers	39	40,2%	32	33,3%	+22%

Ainsi, si les emplois d'ouvriers ou d'employés sont légèrement surreprésentés par rapport à la part d'actifs ouvriers ou employés habitant la commune (respectivement 40,2% contre 29,8 % et 28,9% contre 22,8%), la part des emplois d'agriculteurs est très nettement supérieure à la part des actifs occupant un emploi dans l'agriculture qui habitent sur la commune (17,5 % pour 1,8 %). A l'inverse, la commune ne compte aucun emploi de cadres, alors même que la part des cadres et professions intellectuelles supérieures parmi les habitants de Mallevall est en forte augmentation sur la période récente.

La surreprésentation des emplois d'agriculteurs d'emplois faiblement qualifiés (ouvriers, employés) par rapport aux actifs travaillant sous ce statut est caractéristique d'une commune qui a conservé une structure d'emplois plutôt rurale, tandis qu'elle a accueilli massivement, sous l'effet de la périurbanisation, de nouveaux habitants des secteurs secondaires et tertiaires travaillant dans les grands pôles urbains.

Répartition des actifs et des emplois sur la commune en 2013 par catégories socioprofessionnelles



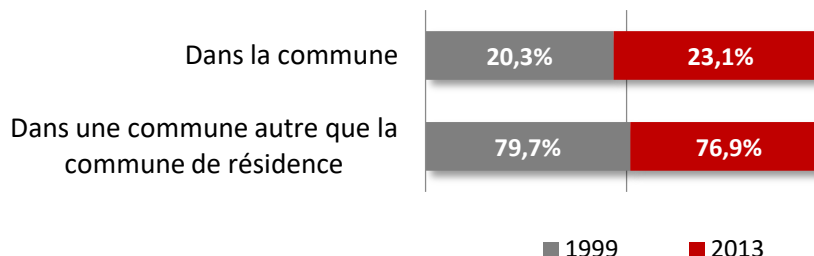
► Des actifs tournés sur l'extérieur

Sur 260 actifs ayant un emploi, près d'un quart (23,1 %) travaillent sur la commune de Mallevall, tandis qu'une écrasante majorité (76,9 %, une part en légère diminution par rapport à 2007) travaille en dehors de la commune, principalement sur les départements limitrophes du Rhône et de l'Isère.

Ces données confirment non seulement la forte dépendance de Mallevall vis-à-vis de l'extérieur, mais aussi son rattachement à des bassins d'emplois plus larges et multiples, et l'impact modéré de l'emploi et des activités offerts à l'échelle de la CCPR sur les actifs de la commune. Cela peut s'expliquer par son positionnement à l'interface de 5 départements et son accessibilité aisée aux grandes infrastructures de transports permettant de parcourir des trajets d'une cinquantaine de kilomètres en environ une demi-heure.

	2013	%	1999	%
Ensemble	260	100	213	100
Travaillent :				
dans la commune de résidence	60	23,1	47	20,3
dans une commune autre que la commune de résidence	200	76,9	196	79,7

Lieu de travail des actifs et résidents de la commune de 15 ans et plus
source. INSEE recensement 2013



► Mode de déplacement entre le domicile et le travail

Avec une telle dépendance à l'extérieur, la mobilité quotidienne liée au travail est très forte.

L'équipement en automobile des habitants de la commune est élevé puisque seulement 2,3 % des ménages n'ont pas de voiture, ce qui, compte tenu de la faiblesse de l'offre en transports collectifs, peut poser problème. La proportion de ménages ayant au moins une automobile est donc, à l'inverse, de 97,7 %. Pour comparaison, la CCPR a un taux de motorisation légèrement inférieur, de 92,9 %.

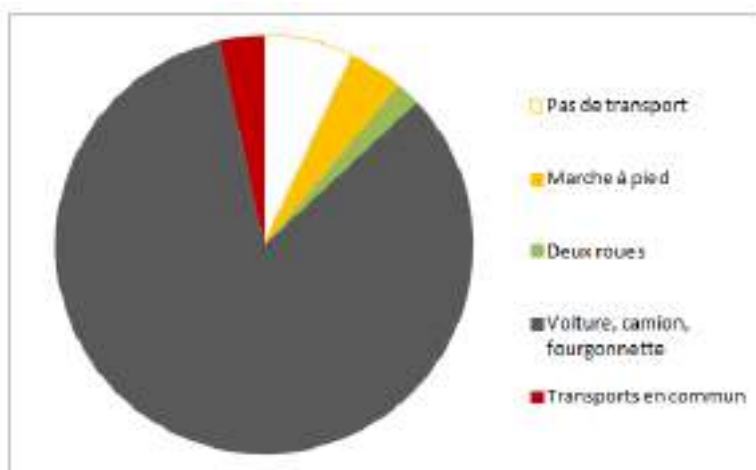
Au-delà de l'équipement en tant que tel, on relève que la multi motorisation est beaucoup plus développée à Mallevall (61,4 % contre 52,3 %), et que ce haut niveau d'équipement automobile tend à s'accroître (en corollaire à l'accroissement de la dépendance de la commune avec les zones d'emplois hors département, à savoir notamment le bassin d'emplois de Vienne-Roussillon, et dans une moindre mesure l'agglomération lyonnaise).

	Mallevall			CCPR	
	1999	2008	2013	2008	2013
Nombre de ménages	223	212	222	6 301	6782
Place de parking réservé	75,3%	76,2%	82,7%	72,1%	74,6%
pas de voiture	9,0%	5,8%	2,3%	8,8%	7,1%
1 voiture	39,0%	40,1%	36,4%	40,5%	40,6%
2 voitures ou +	52,0%	54,1%	61,4%	50,7%	52,3%

Le corollaire de ce fort taux d'équipement automobile des ménages est la **très forte prépondérance de l'usage de la voiture particulière pour les trajets domicile/travail**, puisqu'elle représente 83,5 % des trajets en 2013, contre seulement 3,5 % de trajets effectués en transports en commun.

A noter toutefois **une part non négligeable de l'emploi à domicile ou à proximité immédiate, puisque l'absence de transport, l'usage du deux-roues ou de la marche à pied pour se rendre au travail représentent un total cumulé d'environ 13 %.**

Pas de transport	6,90%
Marche à pied	4,20%
Deux roues	1,90%
Voiture, camion, fourgonnette	83,50%
Transports en commun	3,50%



Le PLU révisé doit essayer de limiter les déplacements motorisés sur la commune, mais la tâche s'annonce particulièrement ardue, compte tenu d'une part du relief accentué, et d'autre part des faibles possibilités de densification sur le centre-bourg, à proximité des équipements et services du quotidien. Sans compter que Mallevall n'est pas une polarité, et ne comporte que très peu de commerces, activités, équipements, services, étant ainsi particulièrement dépendante de Pélussin ou du bassin de Vienne-Roussillon au quotidien.

Pour autant, la part non négligeable des modes de déplacements doux, ou de l'absence de déplacements pour se rendre sur le lieu de travail, génèrent des besoins liés à l'aménagement du territoire : en particulier, l'aménagement de voies modes doux sécurisées ou le déploiement du haut débit constituent des enjeux forts.

=> **A retenir :**

- Malleval, une commune rurale très largement ouverte à l'extérieur : une faible corrélation du nombre et de la typologie des emplois sur la commune avec le nombre et la typologie des actifs
 - plus d'actifs que d'emplois (263 contre 97), des actifs qui travaillent davantage dans les secteurs secondaires et tertiaires (notamment le secteur public) avec des emplois exercés à près de 20 % dans l'agriculture et aucun emploi industriel
- Une ouverture à l'extérieur qui se maintient : une part des actifs travaillant dans la commune qui s'est réduite depuis 1999, et un accroissement des emplois occupés par des actifs habitant dans une autre commune (plus d'emplois rapporté au nombre d'habitants en 2013 qu'en 1999 – l'indice de concentration d'emploi augmente – mais des emplois qui attire des habitants de l'extérieur)
- Des déplacements domicile-travail qui risquent de s'accroître, en même temps que le taux de motorisation des ménages
- Une population qui connaît une évolution sociologique notable : croissance exponentielle des cadres et professions intellectuelles supérieures, au détriment des ouvriers, artisans, commerçants et agriculteurs.
 - un effet conjugué de la tertiarisation de l'économie et de l'accroissement de la dépendance de la commune avec les territoires alentour au niveau économique, avec une forte inadéquation entre offre et demande d'emplois présents sur le territoire.

b. L'activité économique

► L'environnement économique intercommunal : démographie des entreprises

Le développement économique est une compétence obligatoire des communautés de communes.

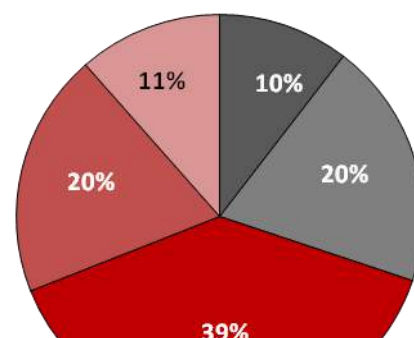
Au 1^{er} janvier 2014, les données INSEE SIRENE, font état de 942 établissements* économiques actifs sur le territoire de la CC du Pilat Rhodanien, sans compter les exploitants agricoles, les associations, syndicats,...

Part des établissements actifs de la CC. PR par secteur d'activité en 2014 source:INSEE SIREN données 2014

A l'échelle intercommunale, les activités économiques dominantes sont tournées vers les domaines des services aux entreprises (elles représentent 39% des établissements). Le commerce et la construction représentent chacun 20% des établissements alors que les services publics et l'industrie représentent respectivement 11% et 10%.



La Communauté de Communes du Pilat Rhodanien accueille plus de 4000 emplois sur son territoire en 2012, notamment grâce à la présence de plusieurs zones d'activités (ZAE des Bretteaux à Saint-Michel-sur-Rhône, ZAE de Guilloron à Maclas, ZA de Verlieu à Chavanay, ZA du Planil à Pelussin,...).



La ZA de la Basculé, à cheval sur Mallevall et St-Pierre-de-Boeuf, de part et d'autre de la RD 1086 en entrée Nord des villages, est en cours de commercialisation. Le présent PLU révisé devra tenir compte du règlement du permis d'aménager.

Par ailleurs, on compte, sur le territoire intercommunal, près de 55 établissements comptant au moins 10 salariés, dont 7 de plus de 50 salariés.

La Communauté de Communes reste toutefois un territoire à faible vocation économique : si son indicateur de concentration d'emploi est plus de 3 fois supérieur à celui de la commune de Mallevall, le territoire compte à peine 1 emploi pour 2 actifs habitant sur le territoire, ce qui en fait un secteur à caractère majoritairement résidentiel.

► **Le tissu économique communal**

D'après les recensements de l'INSEE, on compte au 31 décembre 2014, **un total de 38 établissements marchands (hors agriculture) dans différents secteurs d'activités, et 63 établissements actifs marchands et non marchands, incluant 12 établissements agricoles.**

79,4 % de ces établissements ne comptent pas de salarié, et près de 20 % emploient entre 1 et 9 salariés. **Les très petites entreprises représentent ainsi 99 % de l'ensemble des entreprises, et le poids des entreprises sans salarié s'est considérablement accru depuis 1999**, du fait notamment de la création du statut d'auto-entrepreneur en 2008 et de l'explosion du nombre de créations entreprises sous ce statut (4 créations d'entreprises chaque année depuis 2008, un nombre supérieur à la moyenne départementale).

Une seule entreprise emploie plus de 10 salariés, dans le domaine des services.

Représentant 17,5 % des emplois et près de 24 % des emplois salariés, l'agriculture représente près de 20 % des établissements actifs (soit 12 entreprises) présents sur la commune. Il s'agit donc encore d'un secteur d'activité important, qu'il convient de maintenir sur la commune.

Aux côtés de l'agriculture, le secteur du commerce et des services, représentant plus de 70 % des établissements actifs pour environ 40 % des emplois et près de 60 % des emplois salariés, joue également un rôle essentiel dans l'économie de la commune.

A noter que l'industrie, qui ne génère aucun emploi salarié, dispose toutefois de 5 établissements (auto-entrepreneurs ou EURL), soit 13 % des établissements actifs de la commune.

Répartition des établissements actifs marchands par secteur d'activité sur la commune en 2013
(hors agriculture)

	TOTAL	%
Agriculture	12	19,0%
Industrie	7	11,1%
Construction	7	11,1%
Commerces, transports et services divers	32	50,8%
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	5	7,9%
TOTAL	63	

Répartition des établissements actifs marchands et non marchands par secteur d'activité sur la commune en 2013

Mallevall			CCPR		
Industrie	5	13%	Industrie	109	11%
Construction	6	16%	Construction	208	20%
Services aux entreprises et particuliers	18	47%	Services aux entreprises et particuliers	419	41%
Commerce, transport, hébergement et restauration	9	24%	Commerce	294	29%
	38			1030	

Répartition des postes salariés par secteur d'activité sur la commune en 2013

Agriculture	15	23,8%
Industrie	0	0,0%
Construction	11	17,5%
Commerces, transports et services divers	27	42,9%
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	10	15,9%
TOTAL	63	

=> A retenir :

Le PLU révisé doit tenir compte du projet d'aménagement de la ZA de la Bascule, en cours, en l'intégrant notamment dans le règlement.

Il doit en outre favoriser le maintien de l'agriculture et l'activité touristique, en lien avec les fortes qualités paysagères et patrimoniales de la commune.

Enfin, il peut permettre le développement des emplois tertiaires pour améliorer l'adéquation entre offre et demande d'emplois sur le territoire, en lien avec l'évolution sociologique récente des habitants de la commune. Cela passe notamment par la possibilité de développer l'accès au très haut débit internet, et l'amélioration des connexions "modes doux" vers les points d'arrêts de transports collectifs et les pôles d'activités de la vallée.

2. Une agriculture fortement valorisante et dynamique

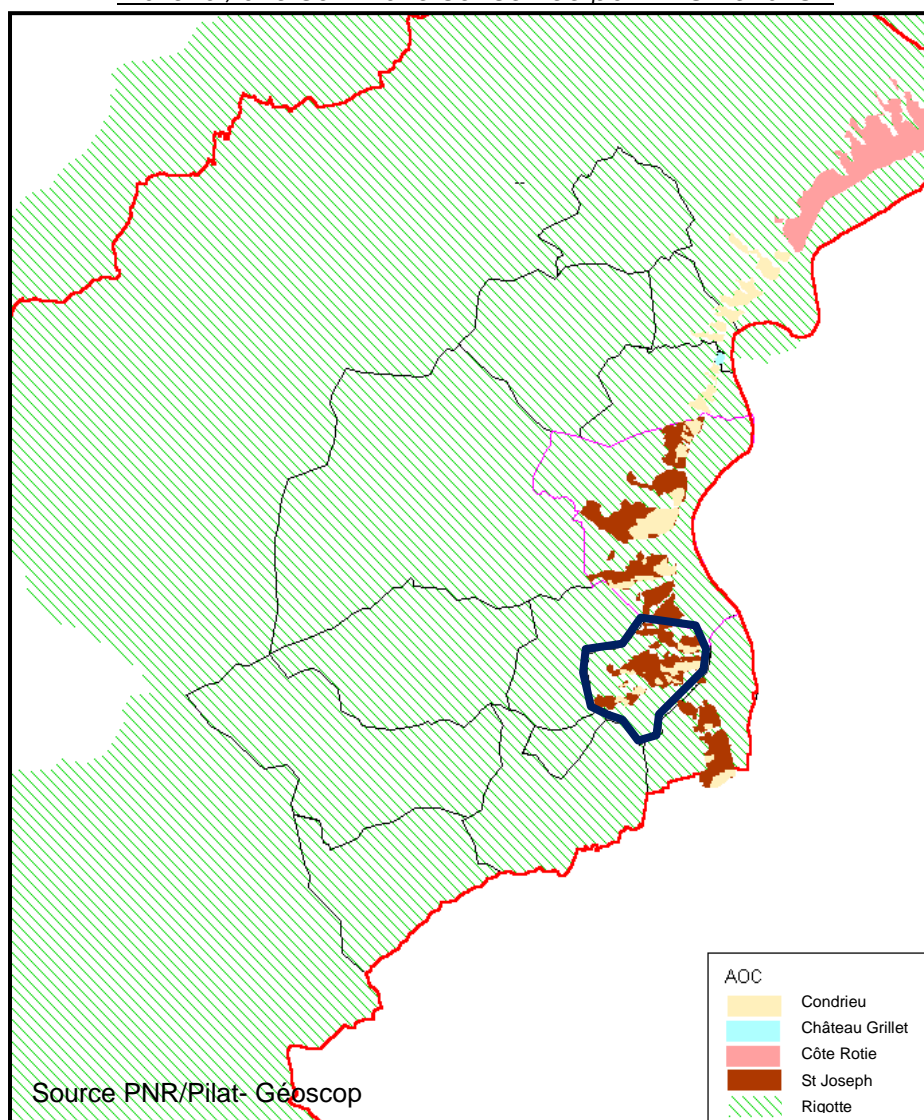
Tout comme pour le territoire de la CCPR, la viticulture représente une part essentielle de l'agriculture à **Malleval**. Ainsi, **sur les 12 exploitations ayant leur siège sur la commune, 10 sont des entreprises viticoles**. Cette orientation viticole, sur des **productions bénéficiant du statut d'appellation d'origine protégée et véhiculant une image fortement valorisante**, connue et reconnue bien au-delà des frontières communales, intercommunales et même régionales voire nationales, renforce de fait le rôle prépondérant de l'agriculture sur la commune, qui **représente tout de même un emploi sur 5 et près d'un établissement actif sur 3** (en comptant les établissements ayant leur siège en dehors de la commune).

a. Une commune concernée par 4 périmètres AOP et 4 périmètres IGP

La commune de Malleval est couverte par 4 périmètres d'Appellation d'Origine Protégée (AOP) et 3 Indications géographiques protégées (IGP) :

- ➔ AOP Vin de Condrieu
- ➔ AOP St Joseph
- ➔ AOP Côtes du Rhône
- ➔ AOP Rigotte de Condrieu
- ➔ IGP Comté rhodanien
- ➔ IGP Volaille du Forez
- ➔ IGP Collines rhodaniennes

Malleval, une commune concernée par 4 AOP et 3 IGP



Rappel réglementaire :

AOC : l'Appellation d'Origine Contrôlée est un signe français qui désigne un produit qui tire son authenticité et sa typicité de son origine géographique. Elle est l'expression d'un lien intime entre le produit et son terroir :

- une zone géographique : caractéristiques géologiques, agronomiques, climatiques et historiques...
- des disciplines humaines, conditions de production spécifiques pour tirer le meilleur parti de la nature.
- Facteurs naturels et humains sont liés. Le produit qui en est issu ne peut être reproduit hors de son terroir.



AOP : l'Appellation d'Origine Protégée est la transposition au niveau européen de l'AOC française pour les produits laitiers et agroalimentaires.

IGP : l'Indication Géographique Protégée est née, à l'instar de l'AOP, de la volonté européenne d'étendre le système d'identification des produits par l'origine. L'IGP distingue un produit dont toutes les phases d'élaboration ne sont pas nécessairement issues de la zone géographique éponyme mais qui bénéficie d'un lien à un territoire et d'une notoriété. Depuis le 1er août 2009, les IGP concernent également les vins. La nouvelle organisation commune du marché de vin distingue en effet 2 catégories de vins : les vins sans indication géographique et les vins avec indication géographique. Cette dernière catégorie est composée des vins AOP (VQPRD) et des vins IGP (anciennement vins de pays). Les vins IGP sont ainsi entrés dans le champ de compétence de l'INAO.



L'INAO

Le terroir est une entité unique et limitée. Les missions de l'INAO, confiées par la loi d'orientation agricole, incluent la préservation d'un patrimoine collectif notamment à travers la sauvegarde des appellations et de la pérennité des exploitations agricoles.

Les atteintes à l'aire de production peuvent être temporaires ou irréversibles : dans ce dernier cas, elles dénaturent de façon définitive une composante du milieu (sous-sol, sol, climat, hydrologie...).

La pression de l'urbanisme est un des éléments majeurs du détournement définitif des terres agricoles. Les infrastructures, l'exploitation du sous-sol constituent autant de risques d'amputation de surface d'appellation.

D'après les textes législatifs et réglementaires l'INAO doit être consulté pour avis à propos de tous projets d'aménagement, d'urbanisation, ou de travaux concernant le sous-sol d'une zone d'appellation ou de mesures d'expropriation concernant cette zone.

La présence de ces périmètres implique la protection des espaces agricoles destinés à assurer les productions concernées. L'enjeu est d'autant plus fort que, à titre d'exemple, les producteurs de Rigotte de Condrieu se sont engagés, à travers leur labellisation en AOC, à ce que 80 % du fourrage servant à la production soit en provenance du périmètre de l'AOC d'ici 2015, une proportion loin d'être atteinte, selon l'INAO, en 2013. La protection des espaces agricoles recouvre donc non seulement les espaces viticoles, mais également les espaces de prairies.

b. Une commune qui voit sa surface agricole progresser, mais qui doit demeurer vigilante pour maintenir la diversité de ses cultures

► **Nombre d'exploitations et surfaces agricoles**

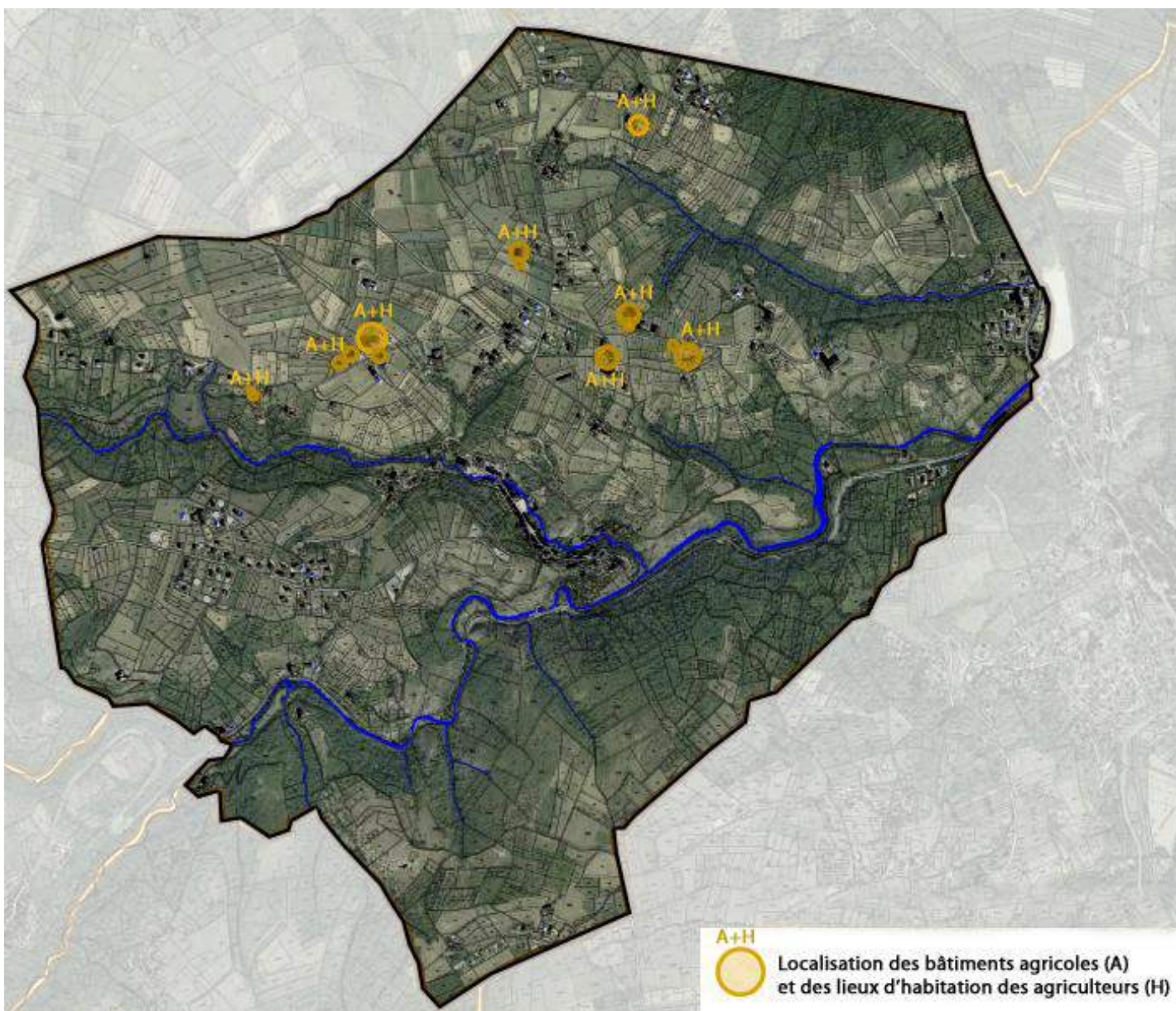
Si le nombre d'exploitations agricoles n'a cessé de diminuer sur la commune depuis 1988 (35 sièges d'exploitations en 1988, 21 en 2000, 20 en 2010 selon les données AGRESTE), la surface agricole utile totale de la commune (SAU) a, elle, légèrement progressé en 22 ans, après avoir diminué dans les années 1990 : de 180 ha en 1988, elle est passée à 147 ha en 2000, pour remonter à 194 ha en 2010. De fait, la SAU a, entre 2000 et 2010, regagné du terrain au détriment de l'espace naturel, représentant 38,3 % de la surface totale de la commune (506 ha). Avec un nombre d'exploitations qui diminue, la SAU moyenne des exploitations a corrélativement augmenté (environ 15 ha aujourd'hui, contre 11 ha en 1988), générant de fait des exploitations plus « solides », plus viables sur le plan économique.

Si la SAU totale de la commune s'est ressaisie dans les années 2000, il convient toutefois de distinguer les surfaces agricoles selon leur mode de culture, toutes n'ayant pas évolué aussi positivement.

En fait, la progression de la SAU totale de la commune entre 2000 et 2010 s'explique essentiellement par la progression des surfaces dédiées aux vignes, aux cultures permanentes, au détriment des terres labourables et des prairies, qui ont respectivement perdu 56 et 34 % de leur surface.

	2010	2000	1988
SAU totale	194	147	180
Dont terres labourables	21	25	48
Dont cultures permanentes	142	96	81
Dont superficies toujours en herbe (prairies)	32	24	49

⇒ **Compte tenu des engagements liés à la présence des périmètres AOP et IGP, la préservation des surfaces labourables et de prairies, sur les plateaux, constitue un enjeu aussi important que la préservation des vignobles, qui semble mieux engagée.**



► Cheptel

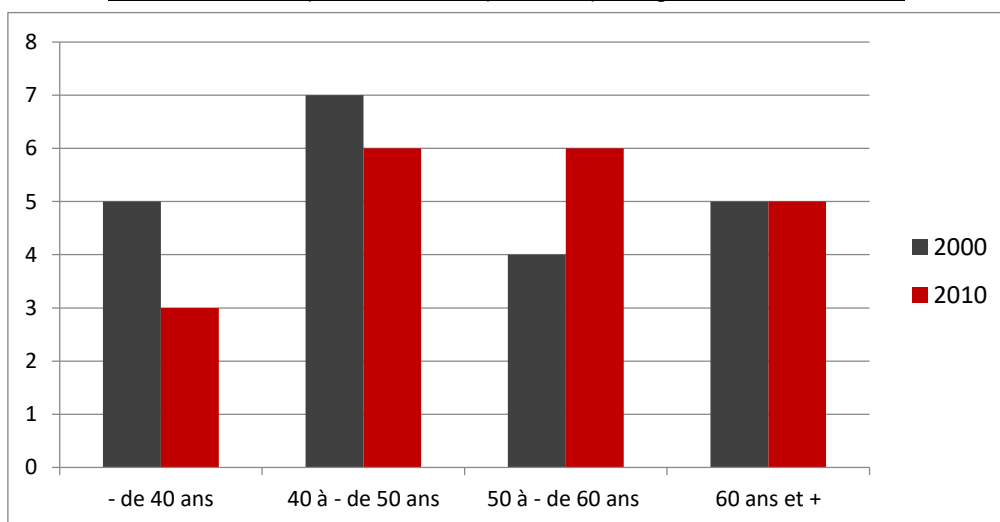
Corrélativement à la diminution marquée des surfaces toujours en herbe (notamment entre 1988 et 2000), la taille du cheptel de la commune a chuté de – 85 % entre 1988 et 2000, pour se stabiliser à une vingtaine de têtes depuis, essentiellement des brebis.

	2010	2000	1988
Cheptel	19	22	156
Dont poulets de chair	-	4	
Dont brebis	41	-	

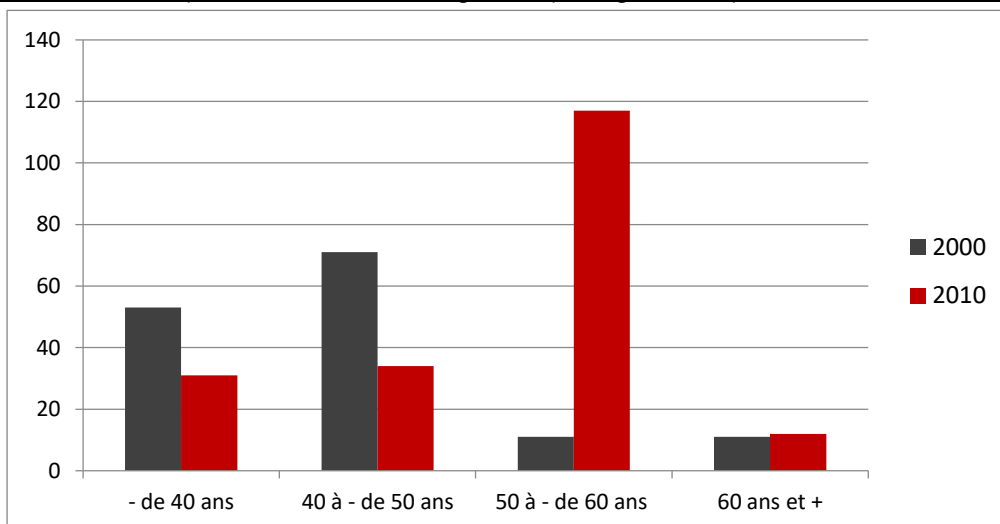
► Age des exploitants

Parmi les 20 exploitants (comprenant les pluriactifs) recensés sur la commune en 2010, 11 ont plus de 50 ans, alors qu'ils n'étaient que 9 en 2000. Inversement, les moins de 50 ans sont passés de 12 à 9 en 10 ans. On constate donc un certain vieillissement de la population des exploitants agricoles sur la commune, avec un impact sur les surfaces exploitées : en 2010, plus de 66 % des surfaces agricoles exploitées sur la commune sont exploitées par des agriculteurs de plus de 50 ans, ce qui pose la question du devenir de ces surfaces agricoles à l'échéance du PLU (10-15 ans). L'avenir de l'agriculture sur la commune ne semble pas totalement assuré.

Evolution de la répartition des exploitants par âge entre 2000 et 2010



Evolution de la répartition des surfaces agricoles par âge de l'exploitant entre 2000 et 2010



► Impact en termes d'emploi

Toutefois, le nombre d'emplois générés par l'agriculture sur la commune laisse envisager une évolution favorable. **Au-delà du nombre d'emplois salariés effectivement occupés (15 postes salariés pour 12 établissements), l'INSEE mesure le nombre d'unités de travail annuel représenté par l'agriculture, à savoir le temps de travail que nécessite l'ensemble de l'activité agricole par an sur la commune.**

Ce temps a doublé entre 1988 et 2010, passant de 33 UTA en 1988 à 67 UTA en 2010 (contre 28 en 1999), ce qui laisse présager que des exploitations agricoles pourront potentiellement être reprises.

Après une décennie des années 1990 difficile pour l'agriculture communale, celle-ci a donc enregistré un net regain dans les années 2000. L'enjeu du PLU révisé consiste à préserver les surfaces agricoles pour préserver ce gisement économique, pourvoyeur d'emplois et d'une image fortement valorisante pour la commune (réputation comme paysage).

=> A retenir :

- Une part de l'agriculture qui représente près de 20 % des établissements actifs de la commune, pour environ 17,5 % des emplois et 24 % des emplois salariés (soit 15 postes), mais qui, si l'on intègre l'ensemble des emplois saisonniers cumulés (67 unités de temps de travail annuel en 2010), représente plus de 50 % du nombre total d'emploi) et est en augmentation (les besoins en main d'œuvre ont doublé entre 1988 et 2010 (de 33 à 67 UTA)).
- Une surface agricole utile des exploitations ayant leur siège sur la commune qui a augmenté de 7,7 % depuis 1988, représentant 38 % de la surface communale en 2010, mais des surfaces de terres labourables et de prairies qui ont diminué depuis 1988
- Des exploitations dont le nombre a augmenté (de 8 en 2010, à 12 selon le recensement INSEE de 2014), et relativement viables (la SAU moyenne par exploitation n'a cessé d'augmenter entre 1988 et 2010).
- 4 périmètres AOP et 3 périmètres IGP valorisants pour le territoire et rappelant la forte nécessité de préserver les espaces agricoles (le PLU devra tenir compte de ces périmètres et protéger strictement les terres qui y sont incluses).

3. Le tourisme et les loisirs

a. Une offre touristique riche à l'échelle de la Communauté de communes et du Parc du Pilat

En tant que Parc Naturel Régional, le Pilat présente des caractéristiques naturelles et paysagères exceptionnelles, caractérisées par des paysages variés, entre vallée du Rhône, Costière rhodanienne, plateaux et monts du Pilat. Ce vaste espace, majoritairement rural, propose de nombreux itinéraires de promenades et randonnées, des activités touristiques en lien avec la nature ou de découverte du patrimoine et des savoirs-faires locaux. Il comporte aussi de nombreuses curiosités touristiques, comme par exemple le centre-historique de Condrieu, la cité médiévale de Mallevall, la Chartreuse de Ste-Croix-en-Jarez (anc. Monastère), le musée du site archéologique de St-Romain-en-Gal, le quartier de Virieu à Pélussin, le télési nautique de Condrieu, l'espace Eaux-Vives de St-Pierre-de-Bœuf....

On notera également la présence sur le territoire intercommunal de la Viarhônga, du Parc Pilat'Aventure à Pélussin, de Zig-Zag à Maclas (trottinette tout-terrain), ou encore du GR65 (sentier de Saint-Jacques de Compostelle).

Au-delà du Parc du Pilat, la commune bénéficie de la proximité de sites touristiques majeurs tels que le site gallo-romain de Vienne, le site mondial de l'UNESCO de Lyon ou encore des attractions telles que le Palais idéal du Facteur Cheval, à Hauterive.

Fort de son positionnement géographique et de ces nombreuses richesses patrimoniales et attractions touristiques, le parc du Pilat, et plus particulièrement la Communauté de Communes du Pilat Rhodanien, se sont dotés des outils de promotion et d'accueil touristique et de loisirs nécessaires au développement de cette activité basée sur la valorisation du territoire, vecteur d'emplois non délocalisables. Le territoire de la CCPR compte ainsi deux offices de tourisme, et une offre plutôt satisfaisante d'hébergement touristique: on compte ainsi jusqu'à 33 meublés touristiques et 9 hôtels pour une capacité de 84 chambres, une offre complétée par un total d'environ 125 chambres d'hôtes et une offre d'hébergement de plein air, dont la fréquentation connaît un certain essor.

D'une manière générale, la demande d'hébergement touristique évolue et se tourne de plus en plus vers des formules plus économiques et plus « authentiques » (accueil chez l'habitant, location de meublés...).

b. Le tourisme à Mallevall

► Le site pittoresque du centre-bourg

Inventorié et repéré en tant que site pittoresque de la Loire, le centre-bourg de Mallevall présente une silhouette remarquable dans le grand paysage (vue depuis le plateau de Martel, sur le coteau Nord de l'Epervier, notamment) et un patrimoine riche, que le visiteur peut découvrir en arpentant les ruelles pavées du village médiéval. Comptant plusieurs commerces dédiés aux loisirs (hôtel restaurant, commerce d'artisanat local) et une antenne de l'office de tourisme, il est une étape d'intérêt dans les visites touristiques de la vallée du Rhône ou du Pilat.

► **La ViaRhôna**

S'inscrivant dans le projet inter-régional de revalorisation des berges du Rhône et de création d'un itinéraire cyclo-touristique du Léman à la mer Méditerranée, le tracé de la Via-Rhône sur le périmètre de la CCPR longe le fleuve sur plus de 10 km de Vérin à Saint-Pierre-de-Boeuf.

Cet aménagement s'avère stratégique pour la commune de Mallevall, située toute proche, qui peut ainsi viser une nouvelle cible de visiteurs : les cyclo-randonneurs qui parcourent la Via Rhône.

► **GR65 – sentier de St-Jacques-de-Compostelle**

On retrouve la trace du GR sur le territoire de Chavanay et en limite Nord Ouest de Mallevall ; la fréquentation est estimée à 2770 pèlerins sur la seule année 2010. Ce sentier passe à proximité de la chapelle St Claude, et offre des points de vue intéressants sur le village.

► **Les chemins de randonnées**

Outre le chemin de St Jacques de Compostelle, qui longe la commune en limite Nord-Ouest, la commune dispose de 3 itinéraires de randonnées labellisés par le Parc du Pilat, et d'un quatrième faisant l'objet d'un projet de labellisation.

En matière de gestion et de promotion des itinéraires de promenades et randonnées, le Conseil départemental de la Loire se porte garant d'un réseau d'itinéraires de qualité, continu, sécurisé et équipé d'une signalétique homogène afin de permettre de parcourir le département et de découvrir ses multiples richesses (patrimoine naturel, architectural, archéologique...).

Le Plan Local d'Urbanisme doit s'assurer que la continuité des itinéraires de randonnées existants et futurs, n'est pas remise en cause par l'évolution de l'occupation de l'espace rural ou par le développement de l'urbanisation, et, dans le cas contraire, prévoir les conditions de sa reconstitution.

► **Capacités d'accueils touristiques**

A l'échelle de la CC du Pilat Rhodanien, on compte jusqu'à 33 meublés touristiques (dont 2 à Mallevall) et 9 hôtels (dont 1 à Mallevall) pour une capacité de 84 chambres. A l'échelle du Pilat on compte jusqu'à 125 chambres d'hôtes.

Toutefois, l'hôtellerie accuse une baisse générale amorcée il y a quelques années. L'hôtel St-Jean à Pélussin a par exemple transformé ses chambres en résidences principales.

Toutefois, le bilan de saison des campings et chalets de loisirs présente une légère augmentation de fréquentation. La demande évolue et elle se tourne davantage vers des formules plus économiques et plus « authentiques » (accueil chez l'habitant, location de meublés...).

Sur Malleva, 2 gîtes et chambres et tables d'hôtes viennent compléter l'offre hôtelière du "Pécher du Pilat", en centre-bourg :

- *Le gîte de St Claude :*
Gîte de 2 à 4 personnes et chambres d'hôte proposant un service de petit déjeuner et location de VTT.
- *Le gîte du château de Volan*
Gîte jusqu'à 4 personnes accessible aux personnes à mobilité réduite. Propose des randonnées en vélo et des ateliers de cuisine et peinture pour enfants.

Thématique	Points forts	Points de fragilité	Enjeux
DEMOGRAPHIE ET HABITAT			
LA DEMOGRAPHIE	<ul style="list-style-type: none"> • Une augmentation moyenne et constante de la population, (malgré une nette accélération dans les années 1970-1980, et un ralentissement autour de 1,2-1,3 %/an depuis 1990) liée à un solde migratoire et à un solde naturel dynamiques mais néanmoins en baisse 	<ul style="list-style-type: none"> • Une population d'actifs, qui vieillit, avec une certaine difficulté à assurer le renouvellement démographique (baisse des 15-29 ans et des 30-44 ans et de futurs besoins liés au vieillissement • Une population de plus de 75 ans encore faible mais susceptible d'évoluer • Une taille moyenne des ménages qui diminue sur le temps long (malgré sa stabilisation récente) et appelle de nouveaux besoins en logements : la nécessité de construire environ une dizaine de logements sur les 10 prochaines années pour maintenir le nombre d'habitants au 1er janvier 2016 (soit environ 1/3 de l'objectif maximal du SCoT, ou 1/4 de l'objectif maximal révisé par le PLH prorogé) 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir le rythme de croissance démographique actuel pour maintenir la vie du village : permettre la relance de la construction, en cohérence avec le SCOT et le PLH prorogé, entre 3 et 4 nouveaux logements/an • Diversifier la population en diversifiant l'offre de logements, pour répondre aux futurs besoins du vieillissement et maintenir les jeunes

Thématique	Points forts	Points de fragilité	Enjeux
HABITAT ET FONCIER	<ul style="list-style-type: none"> • Un nombre de logements vacants dans la moyenne mais un fort taux de résidences secondaires, en dépit d'une très nette baisse depuis 1975 (1/3 des logements à l'époque) • Des objectifs de développement respectés (objectif SCoT environ 3 nouveaux logements/an : 2,8 construits chaque année depuis 1999, malgré des surfaces constructibles très généreuses dans le PLU actuel (14 ha) 	<ul style="list-style-type: none"> • Un centre-bourg qui dispose de peu de disponibilités foncières • La prédominance de la maison individuelle : 94,3 % des logements, et environ 85% de la production nouvelle • 90,1 % des logements en accession à la propriété => peu de turn-over, peu de diversité dans l'offre de logements, rendant plus difficiles les perspectives de renouvellement démographique et la pérennisation des équipements, notamment scolaires • Des logements de plus en plus grands pour des ménages de plus en plus petits : inaccessibilité des logements et future inadéquation de l'offre avec la demande ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer les objectifs du SCoT et du PLH prorogé en matière de constructions de logements : <ul style="list-style-type: none"> - un maximum de 47 nouveaux logements d'ici 2030, 30 % d'individuel, 60% de groupé et 10 % de collectif - Produire 15 % de logements abordables (soit 8 logements d'ici 2030) - Viser un objectif de densité moyenne d'environ 20 lgmts/ha - Etudier les possibilités de renouvellement urbain en centre-bourg et identifier le secteur ayant vocation à accueillir le développement sur Malleva (dans le cadre des dérogations liées au schéma de secteur) • Réduire les surfaces totales constructibles de 14 à 2,35ha pour la période 2018-2030 • Diversifier l'offre de logements pour répondre à des besoins qui évoluent

Thématique	Points forts	Points de fragilité	Enjeux
ACTIVITES ECONOMIQUES			
L'ACTIVITE ECONOMIQUE	<ul style="list-style-type: none"> • Un taux d'activité élevé et en nette augmentation (78,5% en 2013) • Un taux de chômage faible mais en augmentation (6% en 2013) • Une répartition socio-professionnelle proche de la moyenne, malgré un poids des cadres, professions intellectuelles et intermédiaires qui s'accroît → tertiarisation des emplois occupés, attractivité résidentielle de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> • Un faible ratio d'emplois par rapport au nombre d'actifs, malgré une légère progression, et une forte déconnexion des emplois présents sur la commune, faiblement qualifié, et des actifs habitant la commune, de plus en plus qualifiés → une dépendance de la commune qui s'accroît vis-à-vis de l'extérieur • Une population active tournée vers la vallée du Rhône, avec un fort impact en termes de déplacements (80 % des actifs résidant sur la commune travaillent à l'extérieur, une part des ménages multi-motorisés qui s'accroît) 	<ul style="list-style-type: none"> • Une réponse difficile en termes de déplacements domicile/travail. A l'échelle du PLU, l'enjeu se situe surtout dans le développement des cheminements doux, et la favorisation du télétravail, via le déploiement du haut débit ou l'aménagement de "tiers-lieux"
L'AGRICULTURE	<ul style="list-style-type: none"> • Une augmentation de la SAU des exploitations présentes sur la commune, de 180 ha en 1988 à 194 ha en 2010, et du nombre d'exploitations (8 en 2010, 12 en 2013) • Une surface moyenne par exploitation en augmentation, pour une plus grande viabilité économique • Une agriculture protégée et valorisée par l'instauration de 4 périmètres AOP et 3 périmètres IGP • Une agriculture valorisante sur le plan touristique • 19 % des établissements actifs, 17,5 % des emplois et 24 % des emplois salariés, alors que le besoin en main d'œuvre s'accroît (33 UTA en 1988 contre 67 en 2010) : un fort impact sur l'emploi, qui s'accroît par ailleurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Une SAU en augmentation mais des surfaces de terres labourables et prairies qui diminuent, en dépit des engagements liés à l'AOP Rigoite de Condrieu notamment • Des exploitants qui vieillissent : plus des 2/3 des surfaces agricoles sont exploitées par des exploitants de plus de 50 ans • Une ICPE (établissement Gaillard) sur le hameau Favier 	<ul style="list-style-type: none"> • Préserver les espaces agricoles, et être notamment vigilant sur les espaces du plateau (prairies, terres labourables), potentiellement menacés par l'urbanisation • Intégrer les périmètres AOP pour protéger strictement les terres agricoles

Thématique	Points forts	Points de fragilité	Enjeux
Le tourisme	<ul style="list-style-type: none"> • Rayonnement du PNR du Pilat, proximité de la vallée du Rhône • Patrimoine architectural, urbain, paysager et naturel très riche • Large offre de loisirs de plein air à l'échelle intercommunale et proximité de la Via Rhôna • Sentier de pèlerinage passant sur la commune • Présence d'artisans locaux dans le village • Offre d'hébergement dans le village • Antenne de l'office de tourisme dans le bourg • Rôle valorisant des grands crus locaux et des AOP/IGP 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'artisans et d'activités limité à l'échelle communale • Une friche industrielle et un tissu urbain de moindre qualité en entrée Ouest du centre-bourg patrimonial 	<ul style="list-style-type: none"> • Développer l'agrotourisme dans l'idée de renforcer les liens entre agriculteurs et touristes • Valoriser le patrimoine architectural, urbain, naturel et paysager de la commune • Réfléchir à la vocation et au devenir de l'ancienne usine en entrée Ouest du bourg • Susciter la création d'hébergement

III. Dynamiques urbaines : fonctionnement et développement de l'urbanisation

A. Le paysage urbain

1. Le patrimoine historique de la commune

Le nom de la commune vient de Mala (= mauvais) et Valle ou Vallis (=vallée) et **évoque le site**, celui d'une vallée effrayante et sauvage. L'Almanach de Lyon en 1760 mentionne que « la situation de cette ville est affreuse, elle fut bâtie dans ces temps de barbarie où de petits tyrans cherchaient les endroits inaccessibles ».

L'emplacement a certainement été **occupé de bonne heure** : situé en hauteur, à proximité d'un fleuve et d'une grande voie de communication, c'était une position idéale pour surveiller et protéger le passage des marchands et de leurs biens. L'histoire de Mallevall n'est cependant pas connue avant ce début de millénaire.

Au 13^{ème} siècle, Mallevall jouait un **rôle de premier plan** dans la vie de la région : les grandes familles du Forez Viennois y possédaient des biens, d'autres y envoyaient leurs fils apprendre le métier des armes et devenir chevaliers. Renaud, fils cadet de Jean I^{er} de Forez, fut un bon seigneur, jaloux de la puissance et de la prospérité de son fief, qui à sa demande devint le **siège d'une baronnie, puis d'un bailliage**, rendant la justice en Forez Viennois. Il s'occupa de relever l'enceinte du bourg et de reconstruire le vieux château du 12^{ème} siècle, sur l'éperon rocheux auquel s'adosse aujourd'hui l'église, et qui comporte encore les ruines, visibles, de ce château. Renaud de Forez souhaitait faire de Mallevall une ville forte, indépendante, jouissant des mêmes privilèges que Montbrison, la capitale du Forez. Gentilhommes, officiers de justice et d'administration animaient alors cette cité qui comptaient près de 300 maisons de pierres.

Après la mort de Renaud de Forez, Mallevall devint une seigneurie comme les autres. Les premières manifestations du **déclin de MALLEVAL apparurent dès le 15^{ème} siècle** : la seigneurie de Lupé fit sécession en 1436 et le siège du bailliage fut transféré à Bourg Argental en 1482. Le site très incommode n'était plus adapté aux temps modernes. La ville dépérit lentement jusqu'à ce que les guerres de religion lui donnent le coup de grâce : **le 6 avril 1574**, Mallevall fut **attaquée** par une troupe protestante commandée par Jean de Peyraud. Les huguenots enlevèrent la ville « de nuit avec une forte pluie, ils tirèrent quelques soldats au dedans et y mirent garnison, brûlèrent certaines maisons au dehors et s'y fortifièrent non sans grande perte et dommage des habitants ». Ils y restèrent un mois, et se retirèrent à l'approche des armées de Christophe de St-Chamond. Celui-ci, pour les empêcher de revenir occuper la place, acheva de la détruire.

Mallevall ne devait jamais se relever de ces deux mises à sac successives : le château ne fut pas reconstruit et la population décimée fut bientôt victime d'une épidémie de peste (1585-1587). En 1633, la seigneurie fut diminuée quand on détacha plusieurs paroisses pour former celle de Maclas.

Cette histoire politique, riche, confère à Mallevall un patrimoine monumental important en centre-bourg, où s'organisait la vie de la cité, entre église, commanderie, château...qui représentaient des bâtiments publics de premier plan, le siège des administrations locales de l'époque :

- **Le château de « Roche chauve »**, château primitif de Mallevall, aménagé sur l'aplomb rocheux, aujourd'hui en ruines, dont il ne subsiste que les restes d'un donjon carré dominant le bourg et une courtine
- **Le château de Renaud de Forez**, constitué par une enceinte terminée par un donjon. Château édifié du temps de Renaud de Forez, qui voulait affirmer la grandeur de Mallevall au XIV^{ème} siècle, postérieur au château de Roche chauve mais qui a certainement constitué avec lui une seule et même enceinte militaire du temps des guerres de religion.
- **L'église**, implantée sur l'aplomb rocheux dominant le village, qui accueillait autrefois le château fort aujourd'hui en ruines de Renaud de Forez. Subsistent quelques vestiges du château, et une coursive aménagée en contrebas de l'église, en surplomb des gorges, et qui permet de relier l'église et la commanderie par l'extérieur du bourg, en surveillant la vallée.
- **Le bâtiment de la commanderie**, ancien logement du châtelain, le lieu a également servi à rendre la justice du temps où Mallevall accueillait le bailliage, avant que celui-ci ne soit transféré à Bourg Argental, au XIV^{ème} siècle.
- **La statue de la Vierge**, érigée sur le plateau de Martel mais largement visible depuis le bourg, agrémentée d'arbres remarquables, qui semble veiller sur la vie et les habitants du village. La Madone fut érigée en échange d'une indulgence de 40 jours accordée par l'archevêque de Lyon en 1887.
- **Le grenier à sel, ou maison de la dîme du sel**, utilisée lorsque Mallevall était le siège du bailliage pour entreposer les impositions en nature (grains et vin), est bâtie sur un terrain très en pente, avec une imposante cave voûtée. Le bâtiment se caractérise, à l'extérieur, par un encorbellement à l'angle Sud Ouest, qui laissait passer les chars, et par ses fenêtres à meneaux du début XVI^{ème} siècle.
- **La Petite Sorbonne**, maison cossue du centre-bourg qui aurait été habitée par des prêtres oratoriens professeurs à la Sorbonne au XVII^{ème} siècle.
- Hors du centre-bourg, **le château de Volan**, sur le plateau de Martel/Volan : une vaste et confortable demeure remontant à l'époque des comtes du Forez, au XIV^{ème}-XV^{ème} siècles, ancien tènement de maisons, granges, basse-cour, jardins et vignes largement remanié au fil des époques.

Aux côtés de ce patrimoine central, le positionnement géographique de la commune, et son relief, ont contraint les habitants à aménager le territoire. De fait, les ponts de pierre permettant de franchir les cours d'eau circulant en fond de vallées, les murs de pierres servant de soutènement aux vignobles en terrasses ou de délimitation parcellaires, constituent des traces de l'aménagement du territoire passé. Le patrimoine religieux, et notamment la chapelle Saint Claude, toujours utilisée et située à proximité immédiate du chemin de St Jacques de Compostelle, qui marque la limite Nord Ouest de la commune avec Bessey, est également fortement présent en plateaux. Les croix marquent les intersections des voies communales et l'élévation, le rapprochement vers le ciel, aux points culminants de la commune.

2. L'évolution de l'urbanisation et de l'occupation du sol

a. *Le processus d'urbanisation*

Le processus d'urbanisation peut s'analyser, sur Mallevial, à l'aune de trois époques distinctes.

- La première, l'époque historique, recouvre l'ensemble des bâtiments et aménagements réalisés jusqu'à la Révolution industrielle et la première moitié du XXème siècle (seconde guerre mondiale). Elle recouvre l'ensemble des bâtiments qui font l'identité de la commune, renvoyant d'une part à son passé médiéval glorieux, avec le bourg à l'implantation **caractéristique**, aménagé en étages autour du noyau du pouvoir politique et religieux de l'époque, l'église, le château sur l'aplomb rocheux et la commanderie, et structuré autour de la rue centrale, avec venelles et escaliers permettant de relier les différents niveaux, **et renvoyant d'autre part à son identité rurale, avec les corps de ferme traditionnels isolés sur les plateaux**, qui coexistent avec les édifices tels que chapelle, Madeleine, croix, témoignant de la forte présence du religieux dans la société jusqu'à cette époque qui l'a vue se laïciser. Cette première phase d'urbanisation recouvre aussi les quelques traces industrielles de la commune, avec l'ancienne usine, et est aisément identifiable à partir de la carte de l'Etat major du XIXème siècle.



Carte de Cassini – Mallevial début XVIIIème siècle

Une urbanisation qui se résume au bourg médiéval implanté aux pieds de l'église et du château, sur le versant Nord dominant l'Epervier, et à quelques corps de ferme traditionnels sur les plateaux. Absence de réels hameaux, bourg resserré de forme longitudinale, avec une morphologie proche de l'actuelle.

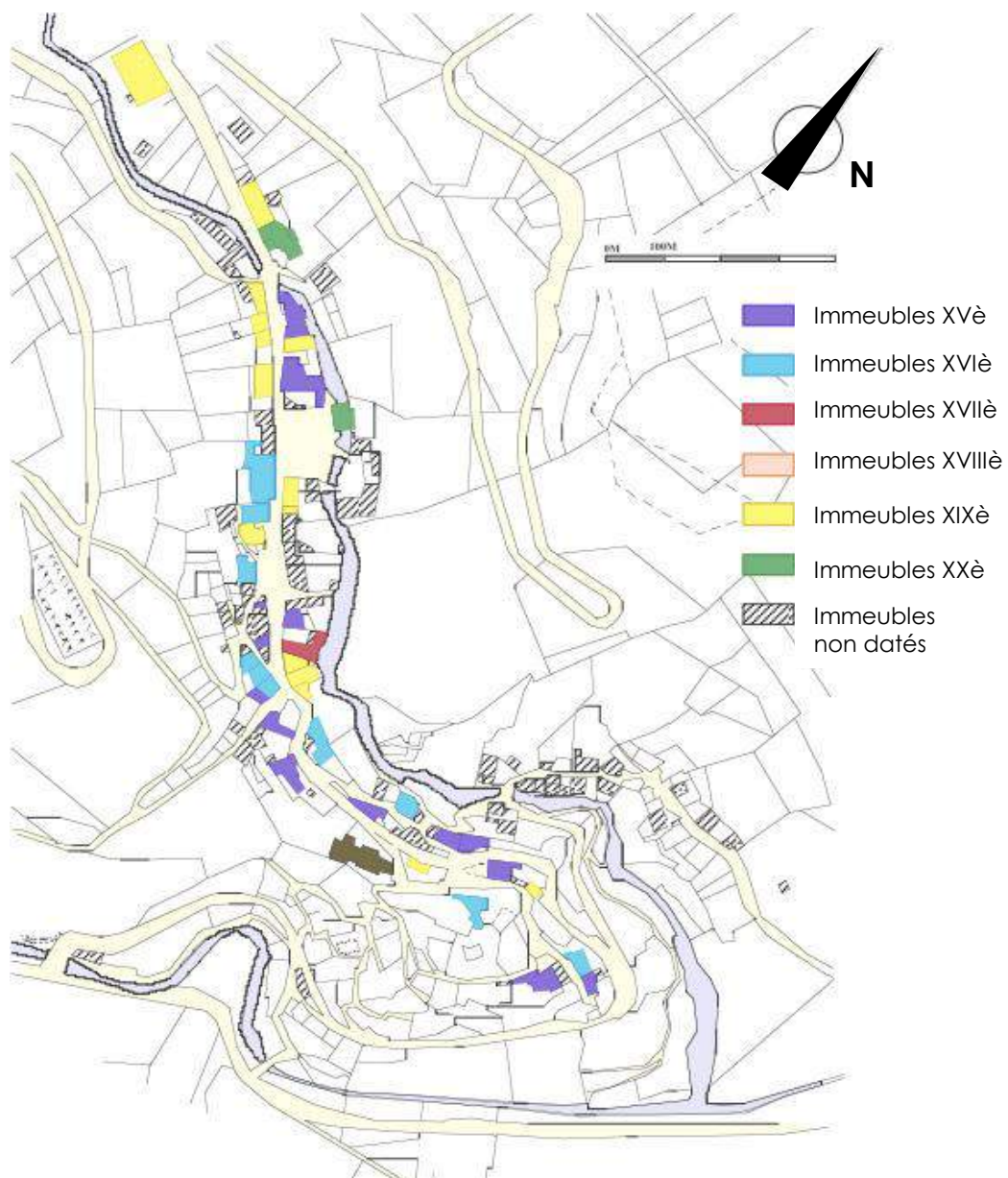


Carte d'Etat Major – Mallevial fin XIXème siècle :

Une urbanisation qui n'a quasiment pas évolué en deux siècles, toujours concentrée autour du bourg médiéval, implanté aux pieds de l'église et du château, sur le versant Nord dominant l'Epervier, et à quelques corps de ferme traditionnels sur les plateaux.

- Une seconde période d'urbanisation renvoie à la période de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, au développement de l'urbanisation post-seconde guerre mondiale (Trente glorieuses), à l'époque de la périurbanisation caractéristique des années 1970-1980. Cette époque se caractérise par la construction de bâtiments qui s'extraient des seules fonctions religieuses et agricoles, qui s'extraient de la seule organisation médiévale tournée autour de la vie du centre-bourg. C'est le développement de l'habitat individuel sur les plateaux, le confortement des hameaux agricoles traditionnels.
- Enfin, la dernière période d'urbanisation renvoie au tournant des années 2000 et aux constructions récentes et neuves. L'analyse des réalisations bâties sur ces 15 dernières années permet ainsi de voir comment l'urbanisation a évolué, et si elle a intégré les objectifs législatifs progressivement mis en avant : mixité des fonctions, réduction de la consommation de l'espace,...

Carte de l'origine des bâtiments du bourg



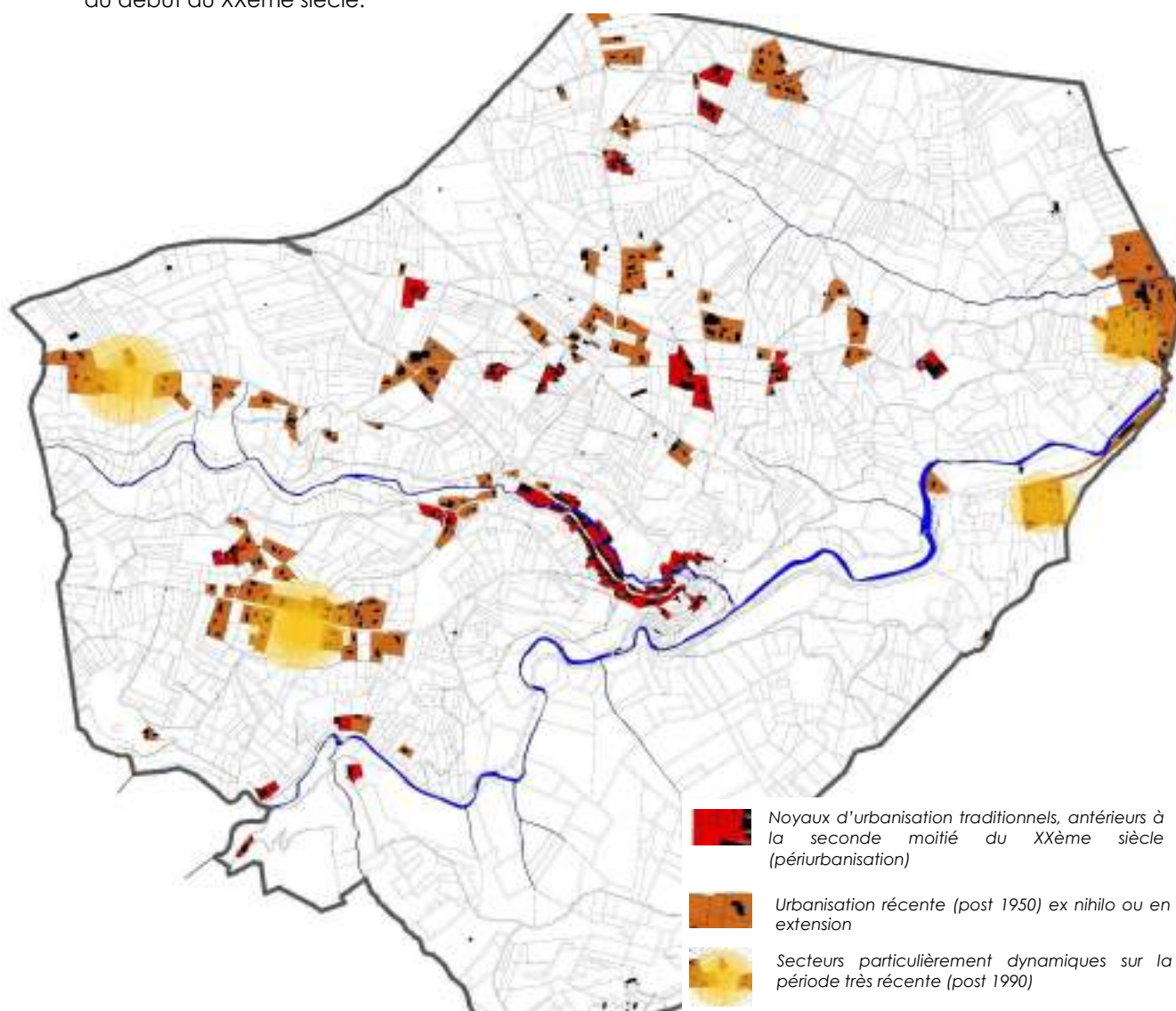
Dans le détail, on observe que l'urbanisation de la seconde moitié du XXème siècle se répartit de manière plutôt homogène sur l'ensemble du territoire, par poches d'urbanisation en greffe ou à proximité du bâti originel existant (Morzelas, Chez Favier, Chazeau) ou à proximité des principaux axes de circulation (La Bascule). La forte contrainte de topographie au niveau du bourg a conduit à une extension très limitée, plutôt en partie Ouest, alors que la vallée de l'Epervier, moins encaissée, s'élargit un peu et libère quelques tènements en bordure de rivière.

Toutefois, cette homogénéité, ce relatif équilibre entre les secteurs, traduit une réelle désorganisation, l'absence de projet cadrant le développement urbain, identifiant les secteurs ayant vocation à être renforcés et densifiés, des autres secteurs.

A noter que sur l'urbanisation plus récente (période 1990-2010) s'est légèrement recentrée, sur quelques secteurs :

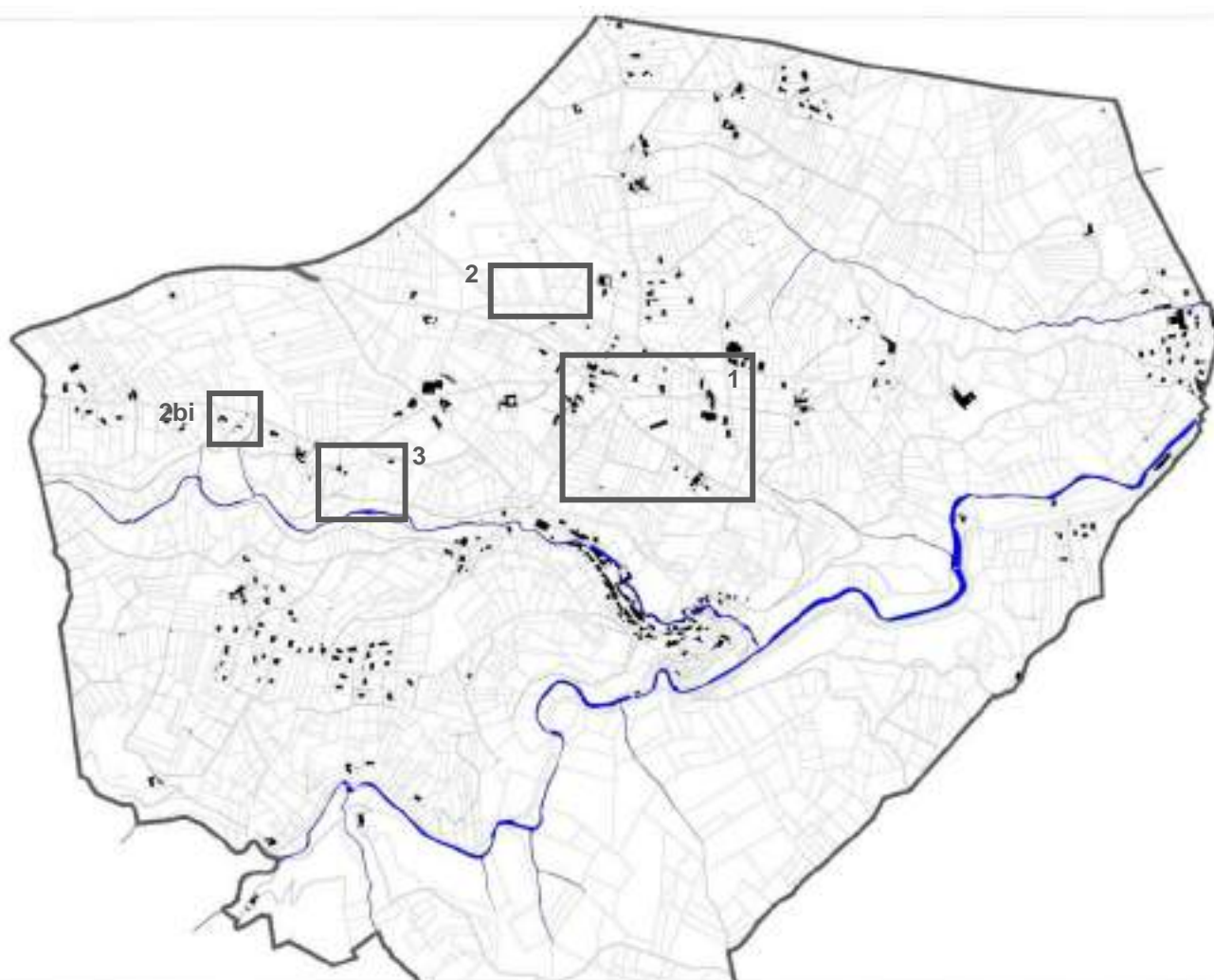
- Bazin
- Chazeau et Maupas
- Gonon
- La Bascule (extensions)

Il est à noter que ces secteurs ne constituent pas nécessairement des noyaux d'urbanisation déjà présents en 1945 (fermes ou hameaux), à l'exception de la Bascule, qui compte quelques constructions du début du XXème siècle.



b. Morphologie urbaine et trame parcellaire

L'analyse de la morphologie urbaine permet de distinguer les tissus correspondant aux strates d'urbanisation précédemment relevées. Les strates correspondant au bourg et aux hameaux, et la strate d'urbanisation récente, en extension des noyaux plus anciens ou ex nihilo et à dominante résidentielle. Cette dernière présente des différences très nettes en termes de réseau viaire, de parcellaire et d'implantation du bâti, la strate d'urbanisation la plus récente n'ayant pas « collé » aux principes de l'urbanisation originelle du territoire, mais étant davantage fondée sur des standards d'urbanisation propre à la seconde moitié du XXème siècle et à la vague de périurbanisation qui a touché avec plus ou moins d'ampleur l'ensemble des communes rurales françaises.

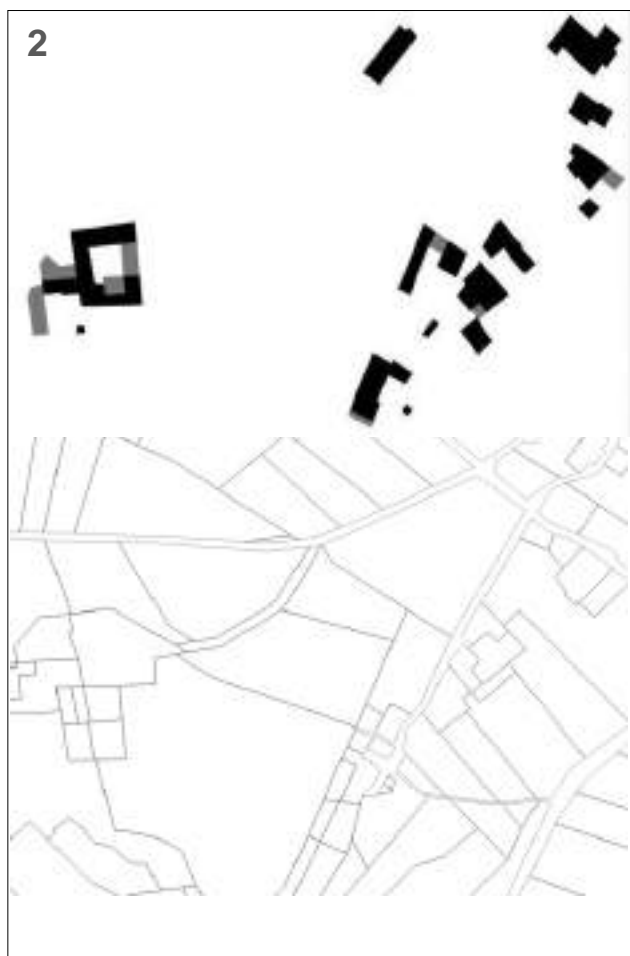


- Morphologie originelle : le bourg

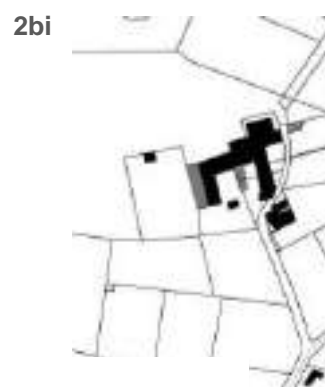


Le parcellaire est plutôt irrégulier dans **le bourg**, **caractérisé par une très forte imbrication des pleins et des vides, des bâtiments et des espaces extérieurs, des espaces privés et des espaces publics**. Dans l'ensemble, les ilots, à flanc de coteau, sont toutefois plutôt de forme oblongue, parallèles à la pente vers les bords de l'Epervier. Lorsque le bâti ne remplit pas la totalité de la surface de la parcelle, celui-ci privilégie l'alignement sur rue. De cette manière, des jardins, cours ou terrasses sont présents en fond de parcelle (des espaces de taille fortement réduite, compte tenu des faibles disponibilités foncières liées à la forte contrainte du relief). Ces « vides », bien qu'à caractère privé, sont autant de respirations qui aèrent le tissu urbain dense, créant une forte imbrication des espaces publics avec les bâtiments, un dialogue permanent et diversifié entre « pleins » et « vides ». Les « vides » à caractère public (les espaces publics) sont, peu nombreux et de taille plutôt réduite. La grande rue centrale (RD 79) et les venelles, pour desservir les différents niveaux du bourg, s'y connectent, constituent la principale trame d'espaces publics, complétée çà et là par des placettes, telles l'aire de pique-nique ou la terrasse de la commanderie ou la place du village. Mais, là encore, on observe une très forte imbrication entre l'espace public, vide, et les bâtiments, pleins. La terrasse de la commanderie constitue en effet un toit terrasse ouvert d'accès, tandis que l'aire de pique-nique située à proximité est aménagée en terrasses au pied de l'ancien château de Roche chauve, « lovée » dans la roche. La place du village, elle, est en contrebas de la RD 79, cernée d'un côté par un imposant mur de soutènement en pierres et de l'autre par l'Epervier en contrebas (qui forme un encaissement) et les bâtiments qui le jouxtent.

- Morphologie originelle : les hameaux

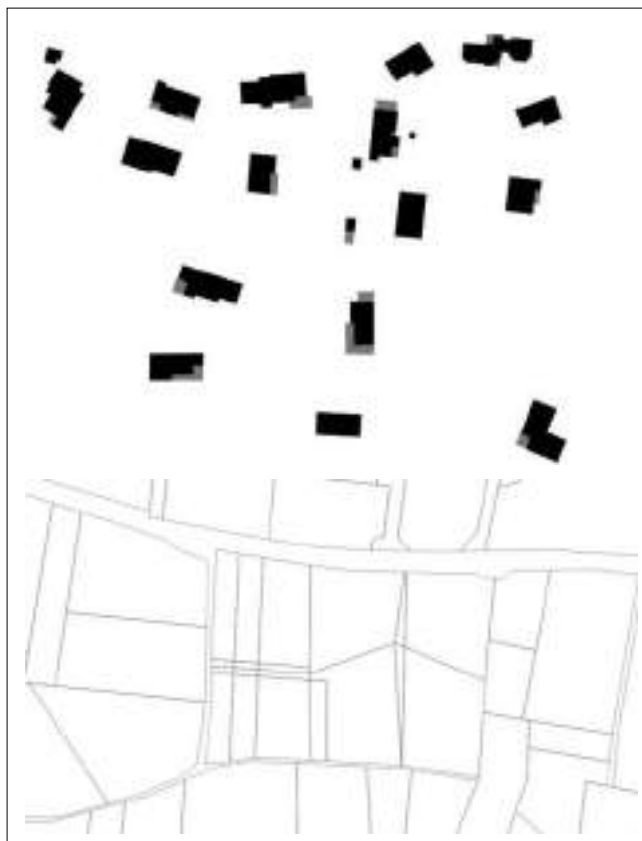


De manière générale, les **hameaux** anciens favorisent une accroche du bâti aux voies de circulation contre lesquelles ils viennent s'appuyer (2). Ces masses bâties se composent de plusieurs entités, organisées selon un parcellaire varié. On peut néanmoins distinguer différentes morphologies : soit en îlot ; ou selon une composition générale formant un vide intérieur de type cour (2bis) ; ou encore de manière linéaire mais en vis-à-vis le long d'une rue.



- L'urbanisation récente

Les extensions récentes (post 1960) se repèrent par un parcellaire relativement homogène et distendu. Les pavillons s'implantent au centre de grandes parcelles, desservies par des voies en impasses lorsque ceux-ci sont issus d'une procédure de lotissement. On observe également ce type de tissu le long des routes, à l'approche des hameaux, mais implanté de manière « spontanée » au coup par coup, sans cohérence d'ensemble.

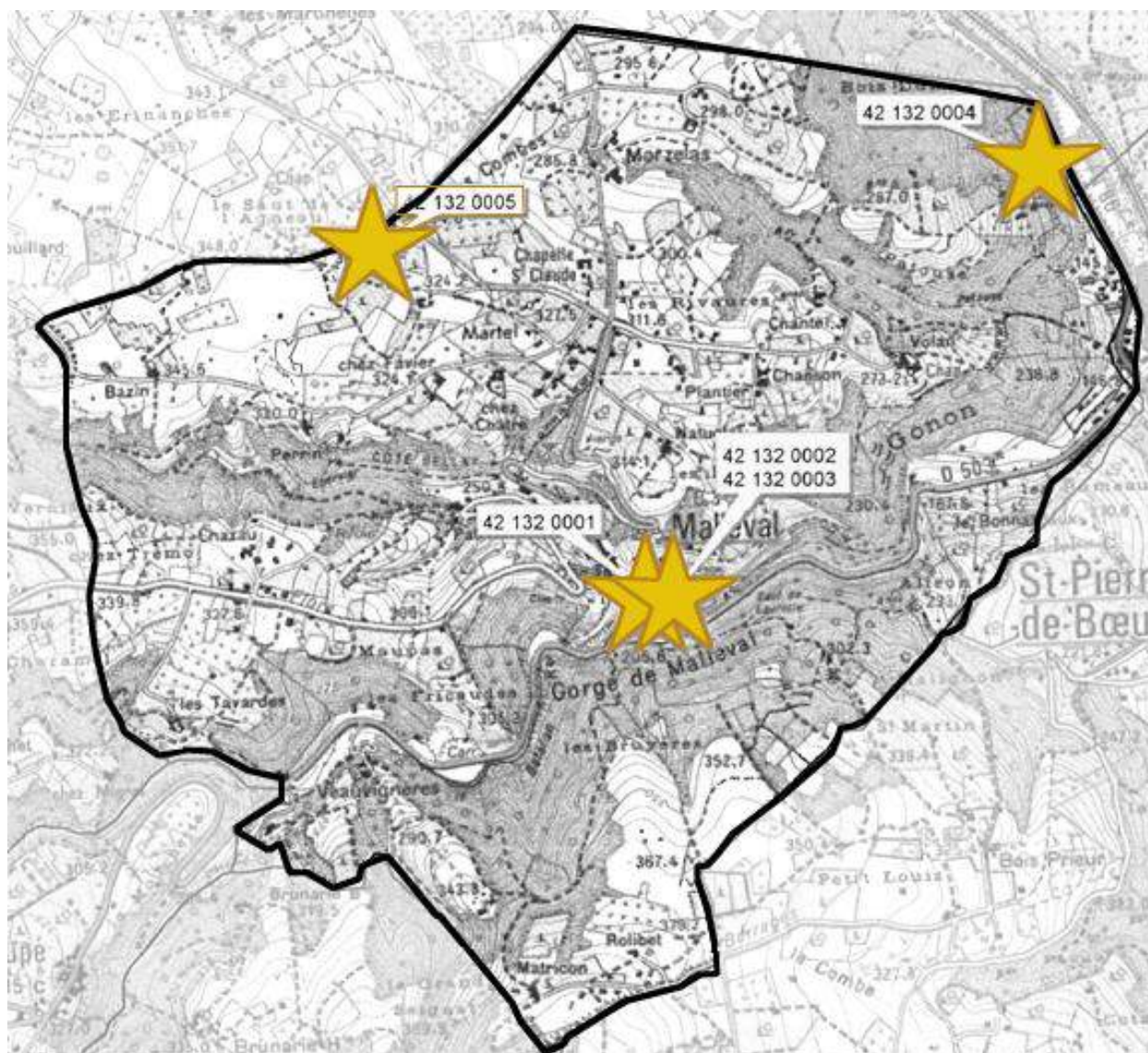


c. Les entités archéologiques

Le long processus d'urbanisation de la commune a également laissé un patrimoine archéologique ainsi identifié (source : DRAC Rhône-Alpes) :

- Au bourg (42 327 0001) : église - Moyen-Age classique
- Au bourg (42 327 0002) : la citadelle, château fort - Moyen-Age classique
- Au bourg (42 327 0003) : enceinte urbaine - bas Moyen-Age
- Rochecourbe (42 327 0004) : tuiles - époque gallo-romaine
- près du Saut de l'Agneau (42 327 0005) : tuiles, céramiques - époque gallo-romaine

Le Porter à Connaissance de l'Etat rappelle que les dispositions relatives à la protection du patrimoine archéologique et à sa prise en compte dans les opérations d'urbanisme peuvent être mises en œuvre par l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'urbanisme (article R111-4 du Code de l'Urbanisme, article 7 du décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive).



B. Le fonctionnement général du bourg – Activités et usages

1. Les équipements et services

Les équipements communaux se situent principalement au cœur du centre bourg ou à sa proche périphérie. Mallevall rassemble ainsi :

- ***Dans le centre-bourg***

- Equipement administratif :
 - ➔ la mairie
 - ➔ point de service postal, en mairie (aux heures d'ouvertures de la mairie)
- Equipements scolaires : une école maternelle et élémentaire publique, en RPI avec la commune de Lupé. L'école de Mallevall compte 2 classes (1 maternelle et 1 élémentaire CP/CE1) et un nombre total stable de 40 à 46 élèves depuis 2006. Les repas sont distribués par un service intercommunal.

Tableau des effectifs scolaires sur la commune de Mallevall depuis 2006

	TPS	PS	MS	GS	CP	CE1	TOTAL Mallevall
2006-2007	6	13	4	9	5	9	46
2007-2008	5	7	12	4	11	7	46
2008-2009	4	8	7	12	4	9	44
2009-2010	4	9	8	8	13	4	46
2010-2011		8	7	8	11	12	46
2011-2012	4	5	7	7	8	10	41
2012-2013		11	6	7	10	8	42
2013-2014	23			19			42
2014-2015	24			18			42
2015-2016	22			17			39
2016-2017	23			19			42

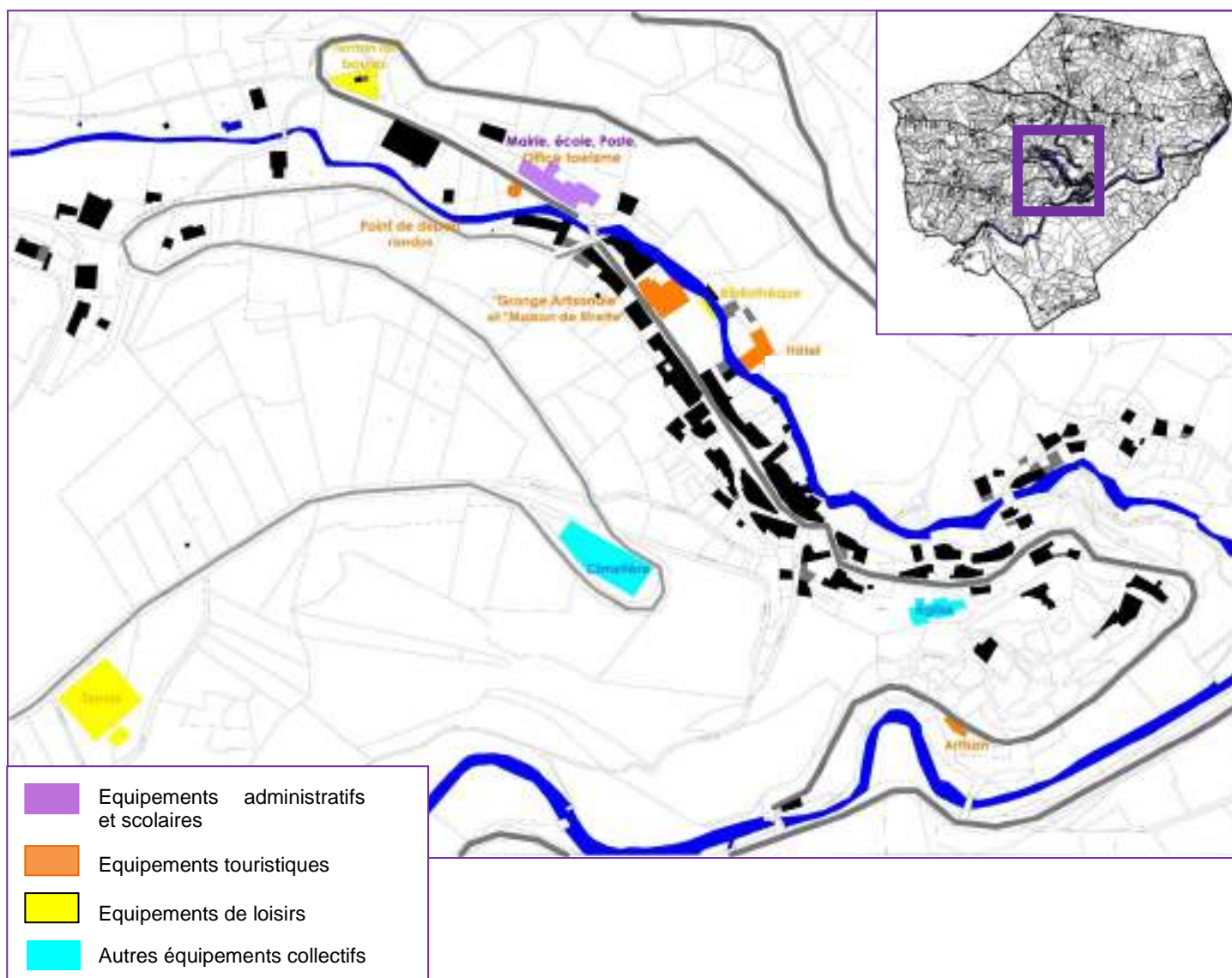
- Equipement culturel et lieu de culte : la bibliothèque municipale, l'église
- Equipements sportifs et de loisirs : une salle des fêtes, un terrain de jeu de boules
- Equipements/activités touristiques :
 - ➔ Bureau de l'office de tourisme du Pilat rhodanien : ouverture les vendredi après-midi, samedi et dimanche de Pâques à la Toussaint),
 - ➔ la « Grange artisanale » : une ancienne grange réaménagée en 2008 (après l'arrêt de l'activité de gestion d'un local artisanal par l'association « Vivre à Mallevall ») par 4 artisans de la commune, qui exposent leurs créations de bijoux, broderies, céramiques et bois tourné, les vendredis et samedis après-midi et le dimanche en journée,
 - ➔ la Maison de « Rirette » : vente de produits culinaires et viticoles locaux, exposition-vente de poteries. Ouverture du vendredi au dimanche de février à juin et de septembre à décembre, et tous les jours en juillet et août.
 - ➔ l'hôtel "Le Mallaviot" et le restaurant « Le Péché du Pilat »
 - ➔ le point de départ des randonnées (parking du pressoir).

- **Hors centre-bourg**

- l'ancien cimetière de la Madeleine et le nouveau
- un court de tennis (Maupas)
- Gîte de St Claude (St Claude), de 2 à 4 personnes tout équipé, propose un service de location de VTT
- Gîte du château de Volan : jusqu'à 4 personnes, possibilité de randonnées VTT et ateliers cuisine, peinture pour les enfants...

Une réelle centralité est donc créée par la présence des équipements dans le centre-bourg. Toutefois, cette centralité repose essentiellement sur la mairie et l'école, en tout cas dans ses dimensions quotidiennes. Une centralité touristique est à noter avec la présence de l'office de tourisme, et d'une offre commerciale destinée à la clientèle de passage, qui vient découvrir le territoire : la grange artisanale, la Maison de Riette, les ateliers artisanaux (tourneurs sur bois, ébéniste...).

Le centre-bourg se distingue toutefois par l'absence d'un commerce de première nécessité : épicerie, presse... conduisant les habitants de Mallevall à se rendre à St Pierre de Bœuf, Maclas, Chavanay, Pélussin, Saint-Maurice l'Exil, Roussillon ou Vienne, notamment. Seul un distributeur de pain a été installé à proximité de l'école et de la mairie.



L'analyse des équipements et services fréquemment utilisés au quotidien montre de fait la forte dépendance de la commune avec l'extérieur, déjà mesurée à travers l'analyse des déplacements domicile-travail. Plus précisément, la commune se situe à l'interface de deux bassins de vie d'échelle différente : le bassin local quotidien, plutôt éclaté (St Pierre de Boeuf, Chavanay, Maclas, Pélussin) et le bassin de vie plus élargi (Agglomérations roussillonnaise et viennoise).

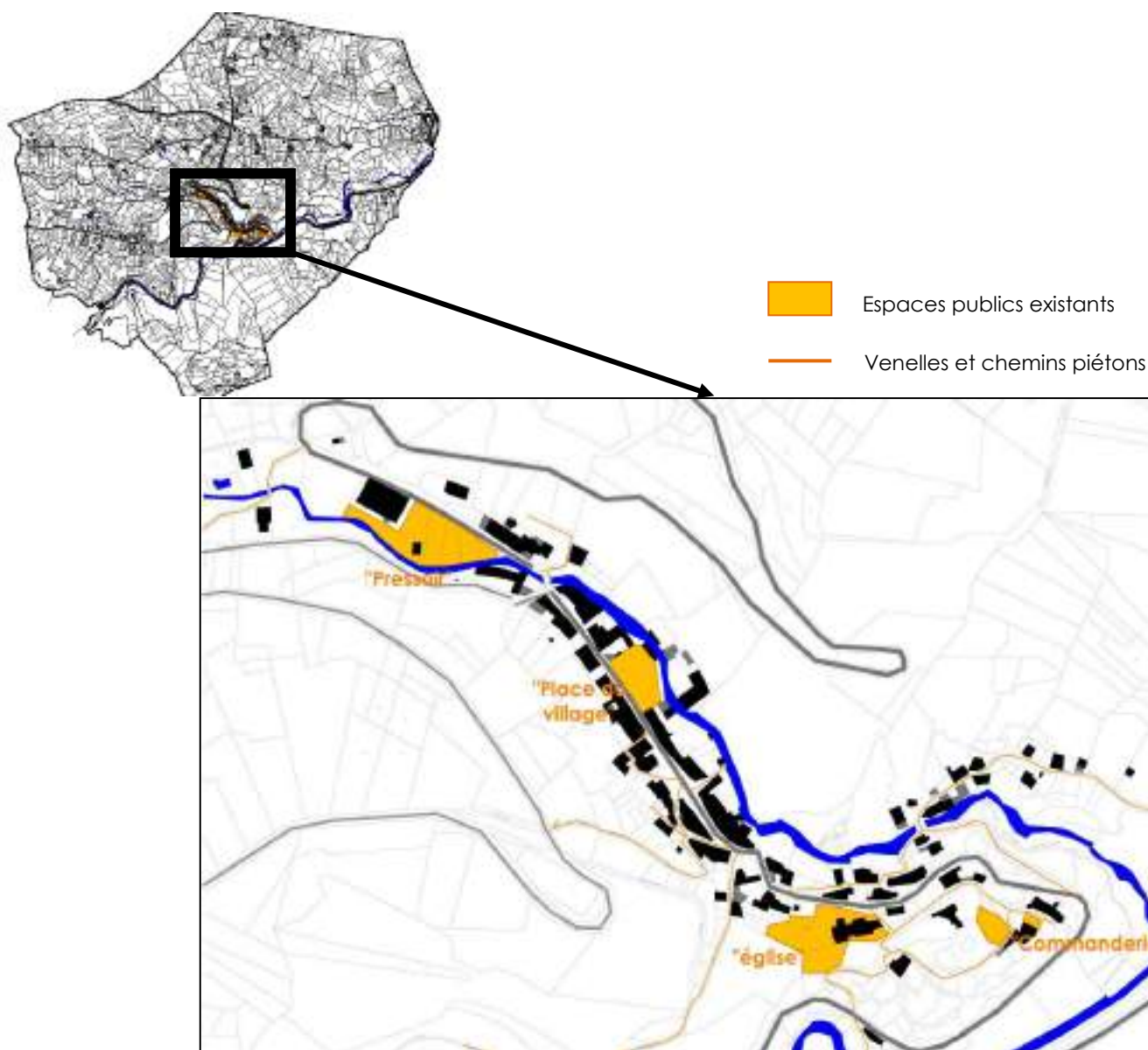
Equipements et services de proximité	Commune la plus proche	Distance (km)
Ecole primaire (CE2-CM2)	Lupé	3,5
Collège	Pélussin, St Maurice l'Exil	8 à 9,5
Lycée	Annonay, Le Péage de Roussillon, Vienne, Rive de Gier	14 à 30
Hôpital	St Pierre de Boeuf, Condrieu, Roussillon, Vienne	3 à 26
Gare SNCF	Le Péage de Roussillon	14
Boulangerie	Chavanay, St Pierre de Boeuf	3 à 6
Boucherie	Chavanay	6
Epicerie	St Pierre-de-Boeuf	3
Centre commercial	Chavanay	6
Bureau de Poste	Chavanay	6
Salon de coiffure	St Pierre de Boeuf	3
Cabinet infirmier	St Pierre de Boeuf	3
Banque, assurance	Chavanay, St Pierre de Boeuf	3 à 6
Centre des impôts	St Chamond	25
CAF, CG	Pélussin, Chavanay	6 à 8
Pôle emploi, sécurité sociale...	Pélussin, Roussillon	8 à 15
Cinéma	Pélussin	8

2. Les espaces publics

a. *Le centre-bourg*

Outre la trame de cheminements piétons, composée de venelles permettant de desservir les habitations et de gagner les différents niveaux altimétriques (l'église, les ruines du château de Roche Chauve, la commanderie, le grenier à sel, la Grange artisanale, la bibliothèque et l'hôtel, la mairie et l'école, l'Epervier...), **l'espace urbain du centre-bourg comporte peu d'espaces publics**. Le relief, fortement contraint, l'exposition au Nord, peu favorable, et l'histoire médiévale du bourg, qui nécessitait un bâti resserré derrière ses remparts et une densité suffisante pour accueillir la population de l'ancien siège du baillage, ont limité les possibilités d'aménager des espaces publics généreux.

Pourtant, la morphologie bâtie du paysage urbain du centre-bourg, l'enchevêtrement fin des habitations, avec cours intérieures, toitures-terrasses, terrasses couvertes... qui constituent tous des espaces extérieurs privés de surface relativement limitée, pourrait permettre le développement d'espaces publics plus généreux et appropriés par les habitants, à la recherche d'espaces extérieurs plus généreux pour d'autres usages (jeux de ballons, vélos...). La fine articulation entre voirie, espaces publics et espaces extérieurs privés pourrait favoriser la vie des espaces publics.



Quelques espaces publics se dégagent toutefois de la trame particulièrement resserrée du centre-bourg :

- **La « place du village »**, clairement délimitée et cadrée par un front bâti sur l'ensemble de ses côtés. Cette place, située à égale distance des extrémités Est (Commanderie, église) et Ouest (Mairie, école, ancienne usine), est bordée, sur sa partie Nord, par deux équipements et services, à savoir l'hôtel-restaurant et la bibliothèque municipale. Entre ces bâtiments coulent l'Epervier, et, derrière lui, en arrière plan depuis la place, les coteaux viticoles qui le surplombent. Dans un interstice, à l'angle Nord Ouest de la place, est érigé le monument aux morts. Sur sa frange Est, en contrehaut, s'implante la « Grange artisanale » et la « Maison de Rirette », tandis que la limite Sud est marquée par le mur de soutènement, en pierres, de la voies qui dessert le bourg, la RD 79 (mur sur lequel s'insère des meurtrières), en arrière-plan duquel se laissent à voir le front bâti de logements Renaissance (fenêtres à meneaux, portes en « fer à cheval »...).

Au-delà de son positionnement dans le bourg, la présence des activités et équipements et la qualité du bâti qui enserme la place lui donnent un rôle central. C'est LA place du village traditionnel, où les habitants pourraient avoir l'occasion de venir se rassembler, autour d'un verre en terrasse de l'hôtel-restaurant, à proximité des commerces, dans un lieu de mémoire (monuments aux morts). Toutefois, la place souffre de son encaissement par rapport à l'axe central du bourg, la RD 79, en contrehaut, avec un mur marquant une réelle fracture entre la voie et la place, mais aussi de l'absence d'équipement public majeur. L'offre d'activités s'adresse en effet à un public cible, plus particulièrement touristique.

En outre, la place n'est pas vraiment facile à s'approprier pour ses usagers, la majeure partie de sa surface étant destinée au stationnement des véhicules des résidents, fortement contraint. Cette restriction enlève d'ailleurs encore davantage le caractère central, le rôle d'espace public fédérateur de la place : elle ne dispose que de très peu de mobilier urbain et d'espace de détente et de repos, et elle est en plus en partie réservée aux résidents. Les visiteurs de l'hôtel eux-mêmes doivent stationner sur le parking du « pressoir », face à l'école et à la mairie.



1



2



3



4



5

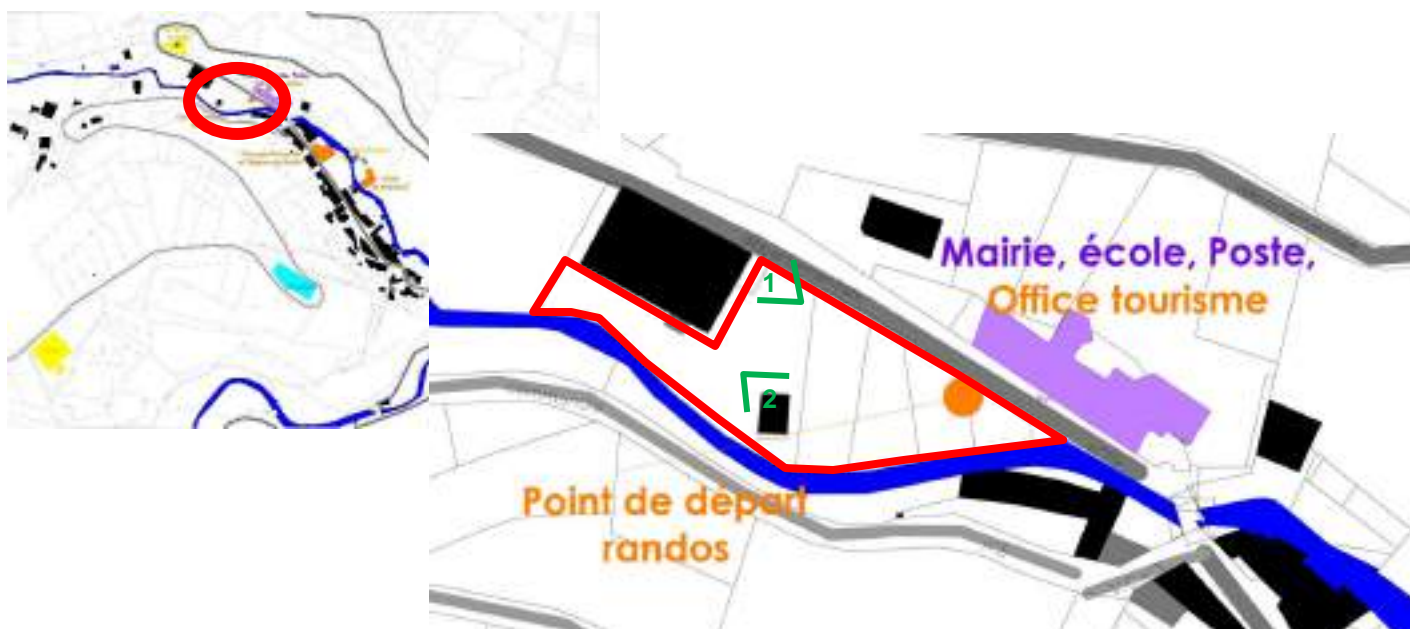


6



- **Le parking du « pressoir ».** Ce parking, peu aménagé, accueille un pressoir en son centre, qui tend à structurer l'espace, ou du moins les circulations des véhicules venant stationner sur cet espace. Car le parking du « pressoir » est avant tout destiné à l'usage du stationnement, il n'est que très sommairement aménagé. Délimité sur sa partie Sud par le ruisseau de l'Epervier, il est séparé de la RD 79 sur sa partie Nord par un talus. Le front bâti formé par la mairie, l'office de tourisme et l'école ne joue que partiellement son rôle structurant. Quoique l'espace vive avec ces bâtiments (il sert notamment au stationnement des usagers de l'école), il en est coupé par la RD 79 et la différence de niveau altimétrique qui les sépare.

L'ancienne usine, pour l'heure sans affectation spécifique, ne vient pas renforcer l'appropriation de cet espace, qui présente toutefois un réel potentiel de mixité des usages : stationnement, mais aussi espace public vivant avec l'ancienne usine, la mairie, l'école... La réhabilitation de l'ancienne usine pourrait être pensée en lien avec la vocation de cet espace, qui pourrait jouer le rôle fédérateur qui manque à la « place du village ».



1



2



- **Les abords de l'église** : écrin de verdure aménagé en point culminant, point de vue sur les gorges du Batalon, les abords de l'église offrent un espace de détente, de méditation à proximité de l'église et en retrait, au-dessus de l'animation urbaine du centre-bourg. De surface plutôt réduite et faiblement aménagé, avec une ambiance tant végétale que minérale, les abords de l'église n'ont pas vocation à jouer un rôle d'espace public fédérateur, de lieu de rassemblement, de place centrale. L'accès à l'église et son positionnement dans le bourg ne vont d'ailleurs pas dans ce sens.



- **La terrasse de la Commanderie** : terrasse extérieure de surface plutôt limitée (environ 50 m²), la terrasse de la commanderie offre un beau point de vue sur la vallée du Rhône et les Alpes en arrière-plan. Mais elle constitue davantage un lieu de transition, un point d'étape pour le promeneur qui arpente les venelles du centre-bourg et l'ancien chemin de ronde, ou pour le visiteur de la commanderie elle-même, qu'un espace public lieu de rencontre et d'échange (absence de mobilier urbain).

A proximité, une aire de pique-nique a été aménagée sur les ruines de l'ancien château de Roche Chauve. Ceci constitue une offre d'espace public à vocation touristique et de loisirs particulièrement intéressante.



Aujourd'hui, la rareté du foncier en centre-bourg permet difficilement d'enrichir cette offre. Toutefois, une réflexion peut être engagée en vue de son embellissement, en particulier sur la partie Ouest du bourg (parking du « pressoir » et abords de l'ancienne usine, terrain de boules...).

b. Les hameaux ou lotissements pavillonnaires

Par définition, l'espace public s'insère dans l'espace urbain. Il est un espace aménagé et approprié par les habitants pour des usages divers mais collectifs, partagés. Au cœur des hameaux, il est plus difficile de parler d'espaces publics, tant la population concernée est peu nombreuse, répartie en un faible groupe de maisons, parfois même membres d'une même famille. En outre, les hameaux sont peu fréquentés par le public, ce sont des lieux d'habitation ou d'exploitation agricole, fréquentés par les habitants ou les exploitants, éventuellement les clients de l'exploitant dans le cadre d'activités de vente à la ferme. Dès lors, les espaces extérieurs des hameaux sont davantage des espaces de convivialité, par ailleurs souvent privés, quoique non clos.

Dans les espaces d'urbanisation récente, qui, à Mallevall, ont pris la forme de lotissements, les caractéristiques de l'espace extérieur privé sont largement différentes des caractéristiques du hameau. L'espace se clôt, l'habitation ne vit plus en lien avec l'environnement extérieur, elle s'implante en milieu de parcelle, et s'entoure de haies et clôtures destinées à cacher la vie intérieure de l'habitation vis-à-vis de l'environnement extérieur. Les espaces publics sont essentiellement composés des voies de desserte permettant l'accès aux parcelles privées, aux habitations, et ils vivent très peu, sont peu appropriés par les habitants qui disposent d'espaces suffisamment généreux sur leur propre parcelle, et s'en sont coupés avec leurs clôtures. Plus que d'espace public, on parle, dans les lotissements, d'espaces collectifs, qui sont d'ailleurs souvent des espaces privés, gérés par les syndicats de copropriétés, les associations de lotis.

Mallevall n'échappe pas à cette typologie d'espace urbanisé sur les extensions récentes de Chazeau et Maupas, notamment.



Toutefois, dans le cadre du développement potentiel de ces secteurs (pour faire face à la rareté du foncier en centre-bourg), des terrains non encore urbanisés, en « dents creuses », pourraient être préservés et aménagés en tant qu'espace public ou semi-public (espaces collectifs), vivant dans le cadre de la production d'une offre d'habitat diversifiée, moins conçue selon le principe de privatisation des espaces extérieurs privés (habitat individuel groupé...)



Potentielles dents creuses à préserver dans le hameau de Chazeau (vignoble et élément du petit patrimoine comme vecteurs de l'identité du hameau, de sa qualité paysagère)



⇒ **A retenir :**

- Une trame d'espaces publics peu riche dans le centre-bourg, surtout répartie sur les venelles piétonnes.
Quelques rares espaces publics qui ne jouent toutefois pas un rôle fédérateur, qui sont difficilement appropriés par les usagers, du fait de leur organisation (« place du village »), de leur manque d'aménagement (« parking du pressoir ») ou de leur localisation et que ce ne soit pas leur vocation (abords de l'église, terrasse de la commanderie)
→ une réflexion à porter pour la création d'un espace public fédérateur qui manque à la commune, sur le « parking du pressoir », à l'Ouest du village (une surface intéressante et bien positionnée, à proximité de l'un des principaux pôles de vie du village (l'école et la mairie), et de l'ancienne usine, qui dispose d'un bon potentiel de revalorisation).
- **Hors centre-bourg, les formes classiques d'espaces extérieurs privatisés, qu'ils soient ouverts (hameaux) ou fermés (lotissements), et une absence d'espaces publics appropriés et fédérateurs** : les espaces extérieurs publics ou collectifs servent à desservir les espaces privés des habitations, rien de plus
→ un potentiel restant toutefois sur le secteur de Chazeau (vignoble au cœur du hameau traditionnel et des extensions plus récentes).

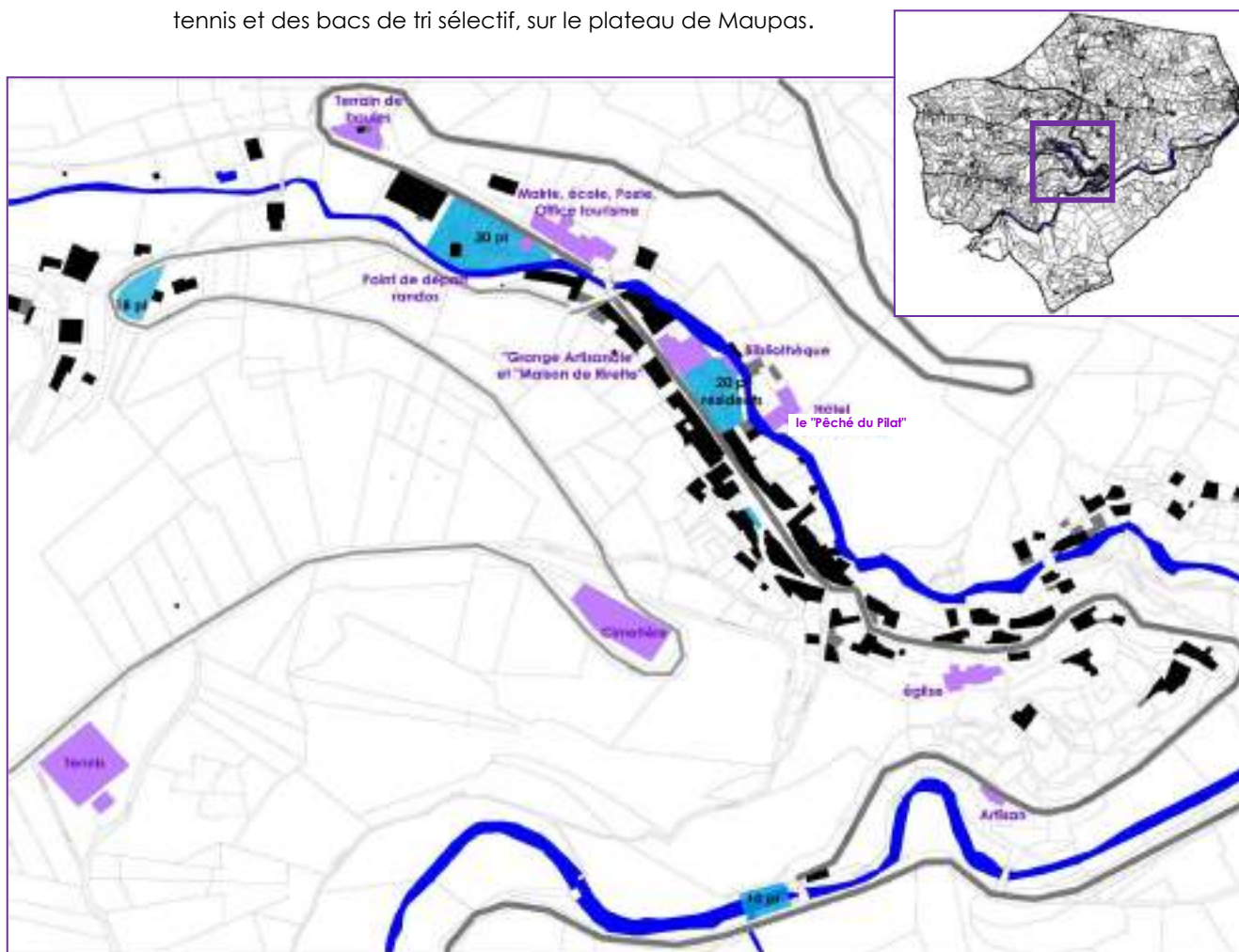
c. Le stationnement

La forte contrainte foncière liée au relief a conduit la commune à organiser le stationnement des résidents.

- **Le stationnement résident** s'effectue sur la « place du village », où une vingtaine de places a été aménagée.
- **Le stationnement public** (visiteurs, touristes...) se répartit lui principalement sur deux parkings, situés en partie Ouest du bourg, là où le relief, un peu moins contraint, laisse davantage d'espace : le parking du « pressoir », face à la mairie et l'école, aux abords de l'ancienne usine (une trentaine de places) et le parking du Paton (18 places).

Un autre parking a été aménagé pour marquer la présence du bourg, au carrefour de la RD 79 avec la RD 503, dans les gorges du Batalon (environ une dizaine de places). Donnant de la visibilité au bourg de Mallevall en tant que point d'étape touristique, il permet aussi le stationnement des habitants pour le dépôt des déchets dans les bacs de tri sélectif implantés là.

Un parking est également aménagé à proximité du cimetière, et un autre à proximité des tennis et des bacs de tri sélectif, sur le plateau de Maupas.



C. Les réseaux

1. Transports et déplacements

a. Réseau viaire

Le territoire dispose d'un réseau viaire relativement diversifié en termes de gabarit et de fonction.

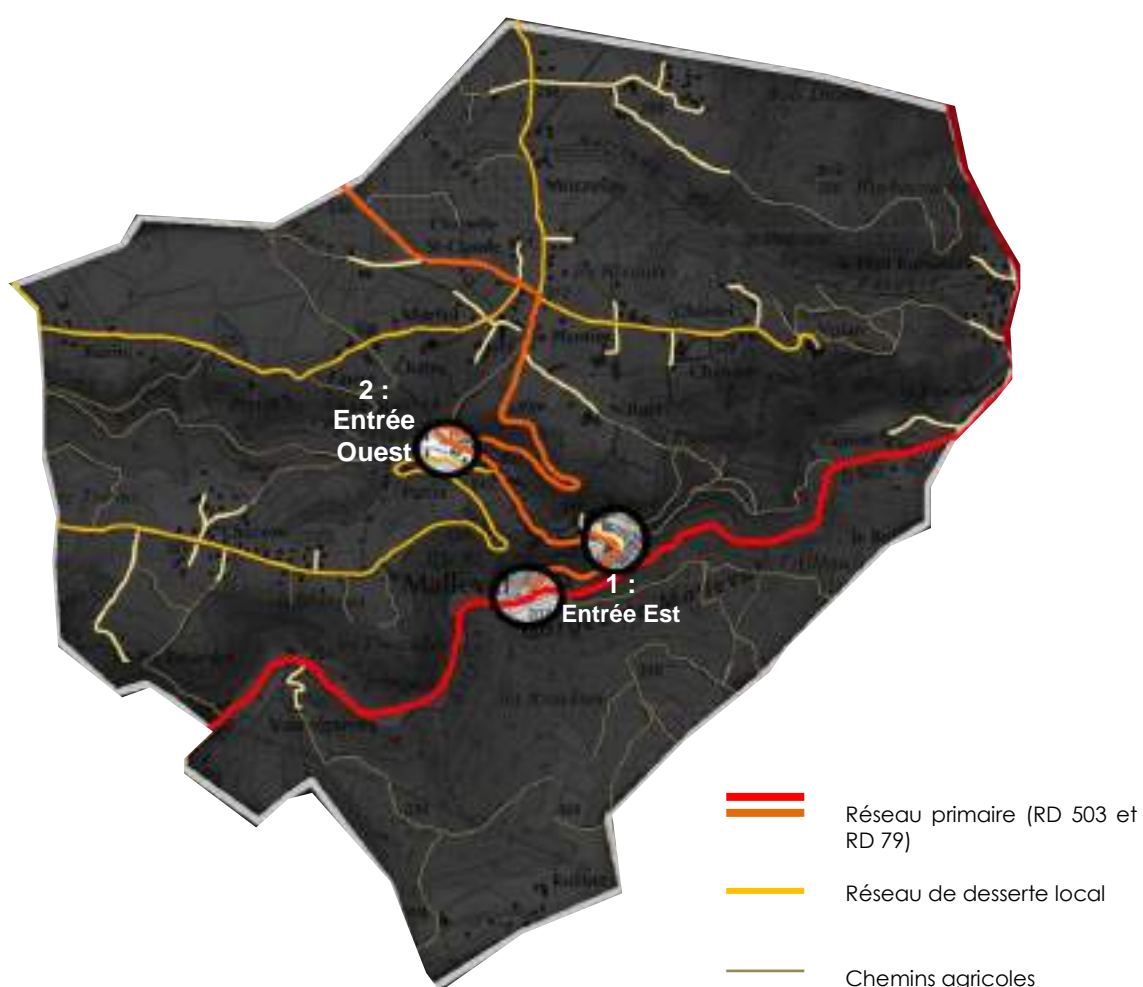
- **Le réseau primaire de Mallevall** est marqué par la présence :
 - **d'un axe de transit majeur, la RD 503**, qui traverse le territoire communal d'Est en Ouest sur sa partie Sud, longeant les gorges du Batalon. La RD 503 permet l'accès à Bourg-Argental par le Parc Naturel du Pilat. Se connectant à la RD1086 (ex RN 86 en direction de Lyon) au rond point de la Bascule, en limite Est de la commune, elle est classée par le Conseil Départemental dans le réseau d'intérêt local : elle constitue en effet une desserte d'importance départementale, irriguant l'ensemble du parc du Pilat et permettant de relier deux secteurs du département (le Pilat et la vallée du Rhône). Cette voie possède une extension vers la base de loisirs de Saint-Pierre de Boeuf, la RD503-1 ou Avenue du Rhône, qui permet de rejoindre le département de l'Isère et la RN 7 par le barrage du Rhône (voie également classée dans le réseau d'intérêt local).
 - **D'un axe de transit local, la RD 79**, qui permet de desservir le bourg de Mallevall au chef lieu de canton, Pélussin.
- **Le réseau secondaire** permet la desserte des principaux hameaux de la commune ou des liaisons locales, entre Mallevall et les bourgs voisins de Chavanay, Gencenas ou Bessey. Il se compose de quatre voies communales principales, aménagées en plateau :
 - La voie communale n°6, au Nord Ouest de la commune, raccordée à la RD 79 et qui dessert les hameaux de Martel, Favier et Bazin, en direction de Gencenas
 - La voie communale n°5, au Nord, dans le secteur de la Patouse, qui dessert la hameau de Morzelas. Connectée à la RD 79, la voie permet de gagner Chavanay par le vallon du ruisseau des Côtes, la Grande Gorge et la Petite Gorge
 - La voie communale n°7, sur le secteur Est de la commune, pour les hameaux de Plantier, Chantel et le château de Volan. Raccordée à la RD 79, cette voie se termine en revanche en impasse au château de Volan, en promontoire des gorges du Batalon et sur la costière rhodanienne.
 - La voie communale n°3, au Sud Ouest du territoire communal, qui dessert les principaux hameaux de la commune : Maupas et Chazeau, ainsi que le cimetière. Raccordée à la RD 79 au niveau du Paton et de l'entrée Ouest du bourg, la VC n°3 permet de gagner le centre-bourg de Bessey.
- **De nombreuses voies de desserte, en impasses ou prolongées par des chemins agricoles**, permettent l'accès aux pavillons récents construits dans le cadre des opérations de lotissement, ou aux groupes de maisons isolés.

L'implantation du centre-bourg, à flanc de coteau en surplomb du vallon de l'Epervier, génère des pentes importantes, et l'absence de voies de desserte secondaire, à l'exception de celle qui, dans le virage marquant l'entrée Est du bourg, permet de gagner la station d'épuration et le groupe de maisons aménagés en contrebas, le long de l'Epervier.

La structure viaire du bourg se résume ainsi à la RD 79 qui le traverse, en tant que voie centrale, et à des venelles piétonnes permettant de gagner les points hauts et bas du bourg, en transversales

► **Entrées de bourg**

Le bourg étant aménagé le long de la RD 79 sans autre voie de desserte, seules deux entrées de bourg sont perceptibles à Mallevall: l'entrée Est depuis la RD 503 et les gorges du Batalon (entrée principale), et l'entrée Ouest depuis Pélussin.



- Entrée Est (1)

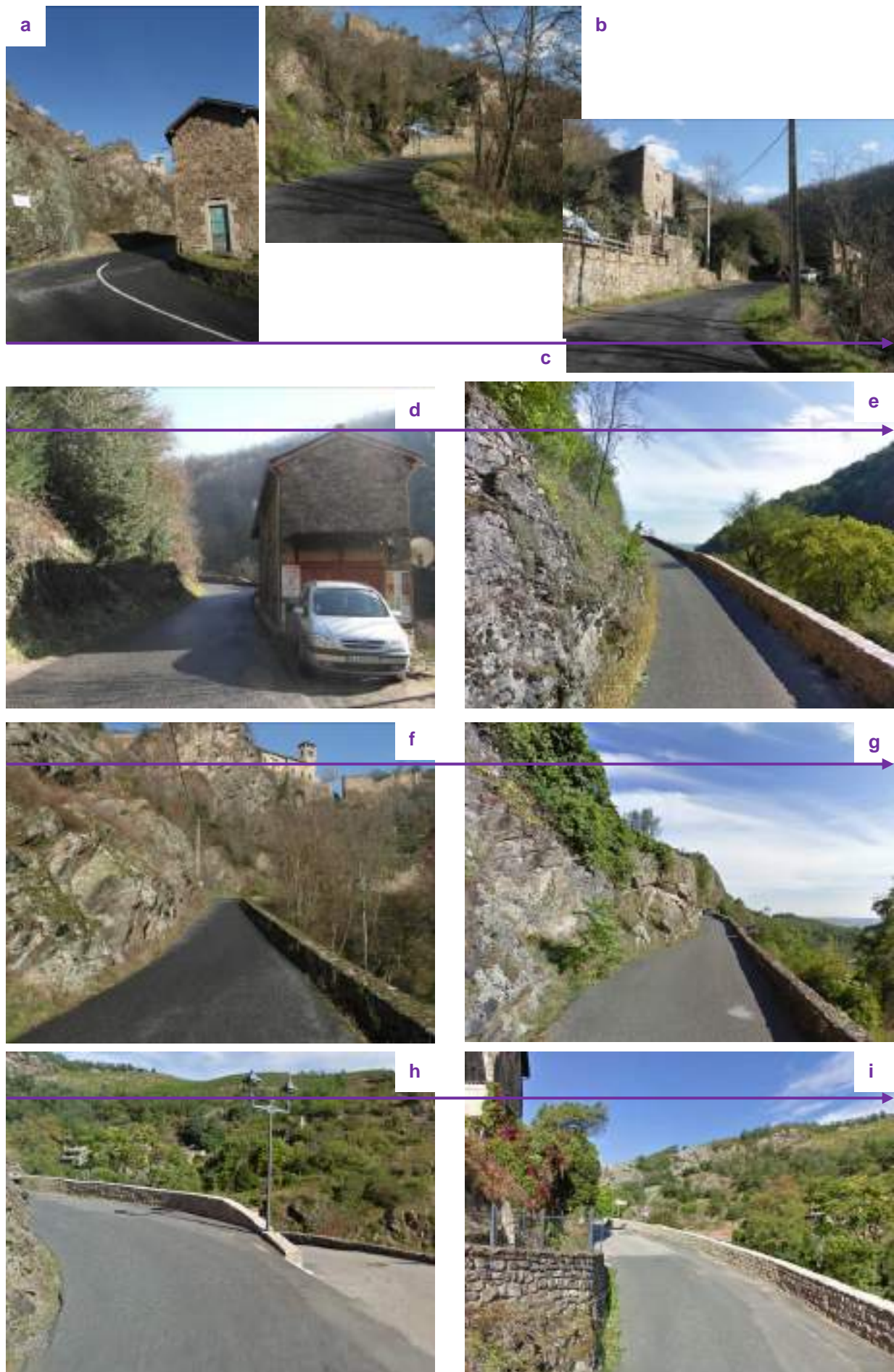
L'entrée Est du bourg se fait en deux étapes.

En premier lieu, au carrefour de la RD 503 et de la RD 79, visibles depuis la RD 503 (route des gorges), une ancienne bâtisse en pierres, aujourd'hui inutilisée, ainsi qu'une aire de tri sélectif et un parking, montrent la présence d'un tissu urbanisé à proximité. Ces éléments viennent rompre avec le caractère sauvage des gorges jusqu'ici, seulement ponctué d'anciennes bâtisses et de l'église, visible depuis la vallée, et annoncé par l'aire d'arrêt des véhicules des transports en commun de la Loire (TIL). Lorsque les automobiles s'engagent sur la RD 79, dans le virage, une jardinière ornée d'une plaque portant le nom du village vient renforcer cette présence du bourg. A mesure que l'on avance sur la RD 79, sur le versant Sud du coteau dominant le Batalon, on se rapproche de l'enveloppe urbaine du bourg. Outre l'ancienne bâtisse en pierres et la jardinière, l'espace urbanisé est annoncé par le mur de pierres qui, pour des raisons évidentes de sécurité, a été érigé en bordure de la voie, puis par une nouvelle bâtisse en pierre qui accueille aujourd'hui un atelier de bois tourné.

Après 200 m, la RD 79 marque un virage à gauche particulièrement serré qui, épousant le relief, ouvre sur le bourg. Les premiers éléments bâtis qui se laissent à voir sont des maisons d'habitation. L'église, le bâtiment de la commanderie, et l'ancien château fort, en contrehaut, sont difficilement visibles.

L'entrée Est se caractérise par une largeur de chaussée réduite, à flanc de coteau, et l'absence de cheminements piétons matérialisés. Le faible trafic relevé sur la voie permet toutefois une cohabitation plutôt sereine des divers usagers, quoique la visibilité dans les virages soit particulièrement mauvaise.



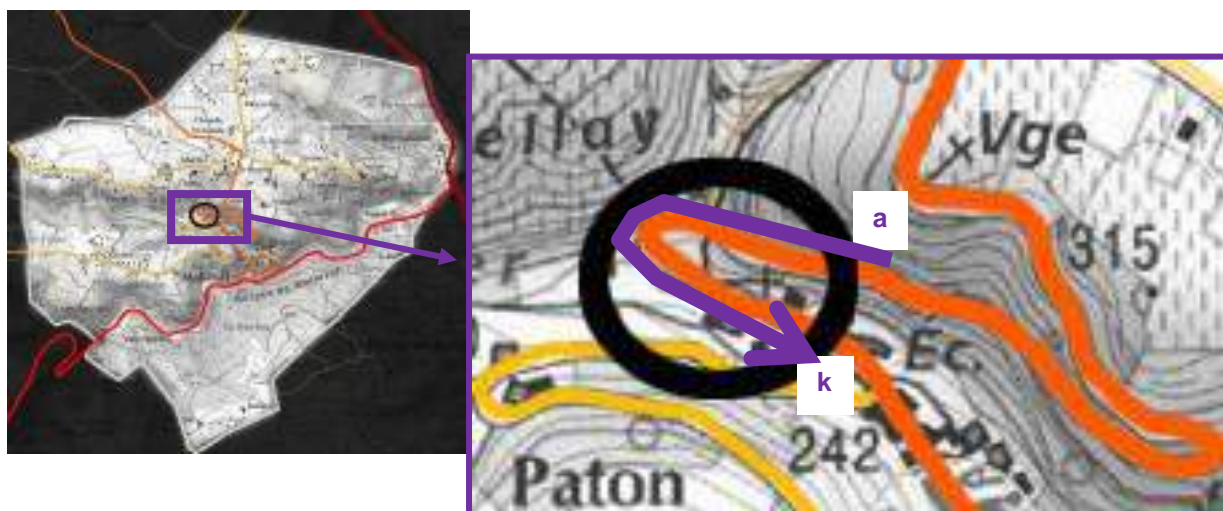




- Entrée Ouest (2)

L'entrée Ouest du bourg se distingue de l'Entrée Est par son caractère beaucoup plus ouvert. Là où à l'Est, l'automobiliste gravit le coteau à mesure qu'il approche du bourg, à l'Ouest, dans le sens contraire, l'approche du tissu urbanisé se fait logiquement dans le sens de la descente. L'entrée dans l'enveloppe urbaine s'effectue même au niveau de l'Epervier, tandis qu'à l'Est, le cours d'eau est beaucoup plus encaissé par rapport à la route. Si la RD 79 offre un magnifique point de vue sur le bourg en contrebas depuis le secteur de la Madone, l'entrée Ouest est en revanche moins monumentale que l'entrée Est. Au niveau de la rivière, la voie n'est plus bordée par le paysage de gorges. Les premiers éléments bâtis, également des habitations, ne sont pas issus de l'époque médiévale, comme à l'Est, mais traduisent les premières extensions du bourg aux prémices de la périurbanisation du secteur du Pilat (pavillons individuels des années 1960-1970). Un terrain de boules est également présent. Une autre différence marquante de l'entrée Ouest par rapport à l'entrée Est : le passage de l'espace rural à l'espace urbain se fait « en douceur », progressivement.

A mesure que l'on s'avance dans le bourg, le tissu bâti se densifie, pour arriver à un linéaire bâti côté Nord de la voie, sur le versant Sud du coteau dominant l'Epervier, en rive gauche. Sur ce linéaire, sont notamment présents l'office de tourisme, la mairie et l'école. Ce linéaire bâti, qui ferme le paysage, contraste avec l'espace ouvert côté Sud, où s'implantent une ancienne usine et un parking (parking de l'école notamment). Plus loin, la RD 79 croise l'Epervier, qui amorce sa descente, tandis que la RD poursuit la desserte du bourg, bordée par un linéaire bâti désormais implanté de part et d'autre mais sur le coteau Nord, donnant une sensation plus urbaine, et marquant plus fortement la centralité du village. Au croisement avec l'Epervier, une voie communale part en direction de l'Ouest vers les hameaux de Paton, Maupas et Chazeau, puis le bourg de Bessey, en passant également par le cimetière.





b. Les cheminements doux

► Les cheminements du centre-bourg

Le centre-bourg est organisé de manière linéaire autour de la RD 79. De part et d'autre de cet axe, il est jalonné par des venelles piétonnes (rampes ou escaliers) permettant de gagner les points hauts et bas du bourg, et de desservir les habitations dans la pente. Certaines venelles s'achèvent en impasses, d'autres débouchent sur des chemins ruraux qui mènent au-delà du bourg, sur les plateaux ou à travers les coteaux.

De fait, ces venelles servent tant à l'irrigation du bourg pour le quotidien des habitants, les voitures ne pouvant s'écarter de l'emprise de la RD 79, que de tronçons à des circuits touristiques.





► **Les chemins de promenades et randonnées à l'échelle de la commune**

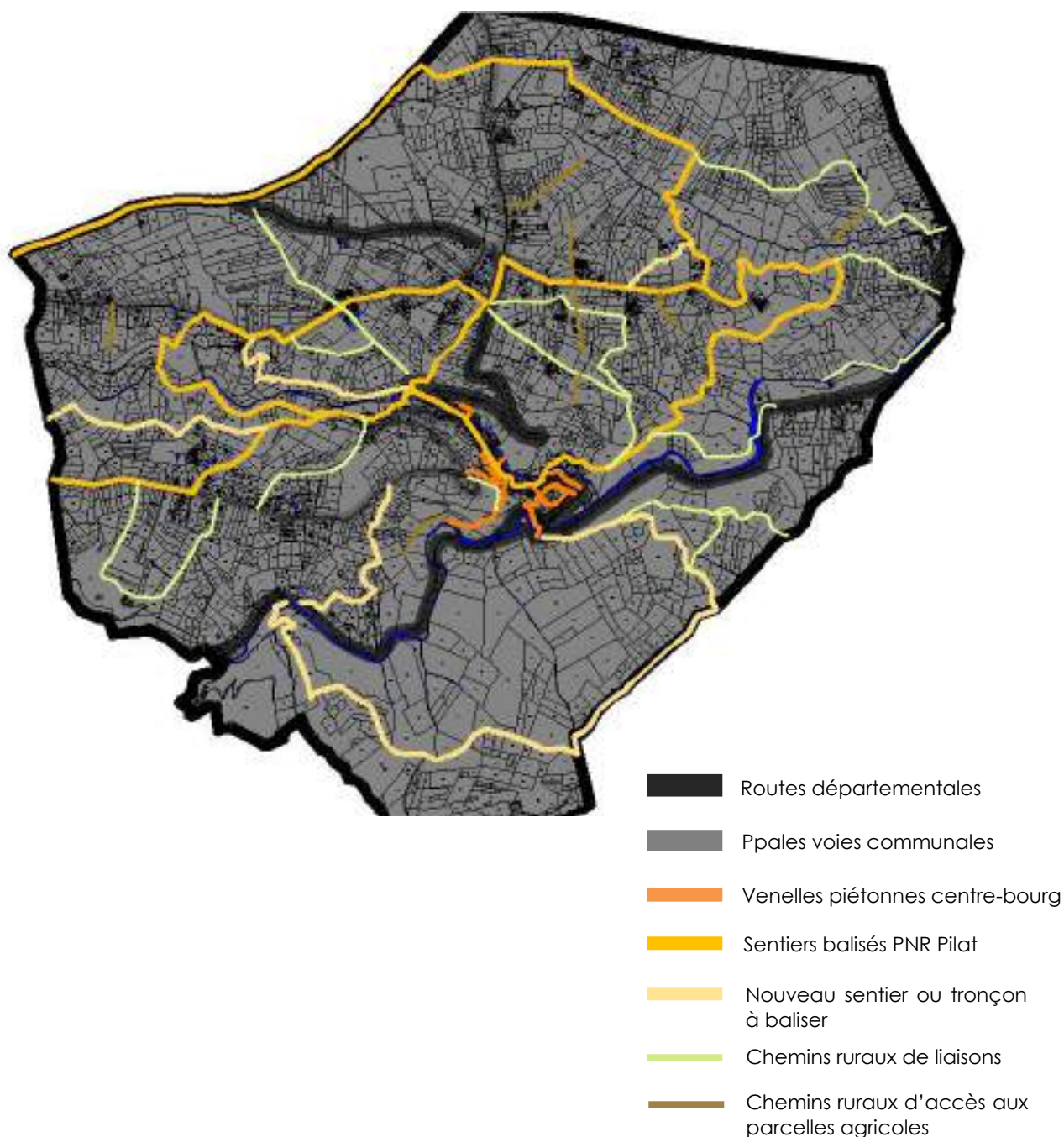
Le territoire de la commune de Mallevall compte trois sentiers de randonnées balisés par le Parc Naturel régional du Pilat, et un quatrième qui devrait l'être prochainement :

- *Sentier balisé du chemin de Morzelas*, dont une majeure partie emprunte le chemin de St Jacques de Compostelle, en limite Nord de la commune
- *Sentier balisé du chemin des Bruyères*
- *Sentier balisé de Laurette*
- *Potentiel sentier balisé des Grandes Bruyères (Vauvignières)* : une autre boucle possible, en complément des 3 autres, permettrait de montrer la commune sous un autre point de vue, depuis le Sud. Il n'y a qu'un problème de traversée d'une parcelle privée (200 mètres environ), sur le secteur de Vauvignières (matérialisé en pointillés sur la carte des chemins de promenades et randonnées) pour le concrétiser. Ce parcours est souvent emprunté par les promeneurs, sans qu'il soit balisé... Les discussions pour le bouclage de cet itinéraire et son balisage sont en cours avec le PNR.

Parmi ces sentiers, la commune a identifié quelques modifications de balisage à prévoir, pour réduire la distance à parcourir sur les voies départementales ou communales, de sorte que les promeneurs gagnent en confort en restant sur les chemins ruraux, dont certains pourraient être intégrés aux itinéraires en étant nettoyés et « remis en service ». C'est notamment le cas sur les circuits des Bruyères et de Morzelas.

Outre les sentiers balisés par le PNR du Pilat, la commune a identifié d'autres chemins, dont certains permettent la liaison entre deux sentiers balisés, ou la découverte d'autres parties de la commune, et d'autres, en impasses, servent surtout d'accès aux parcelles agricoles.

Le patrimoine des chemins vicinaux de la commune est donc particulièrement riche, offrant la commune à voir sous de nombreux points de vue, et permettant des randonnées « à la carte ». Ceci constitue un atout supplémentaire pour le développement du tourisme et l'insertion de Mallevall comme point d'étape de la découverte du massif du Pilat.



► Distances

L'enveloppe urbaine du bourg de Mallevall s'étire d'Est en Ouest sur une longueur d'environ 300 m, pour 50 à 60 m d'épaisseur. De fait, l'enveloppe urbaine du bourg est largement favorable aux déplacements doux (à pied, en vélo...), la distance maximale acceptable pour ces déplacements usuellement retenue étant d'environ 1 km. Pour faire 300 m, un piéton aura en moyenne besoin de 5 minutes.

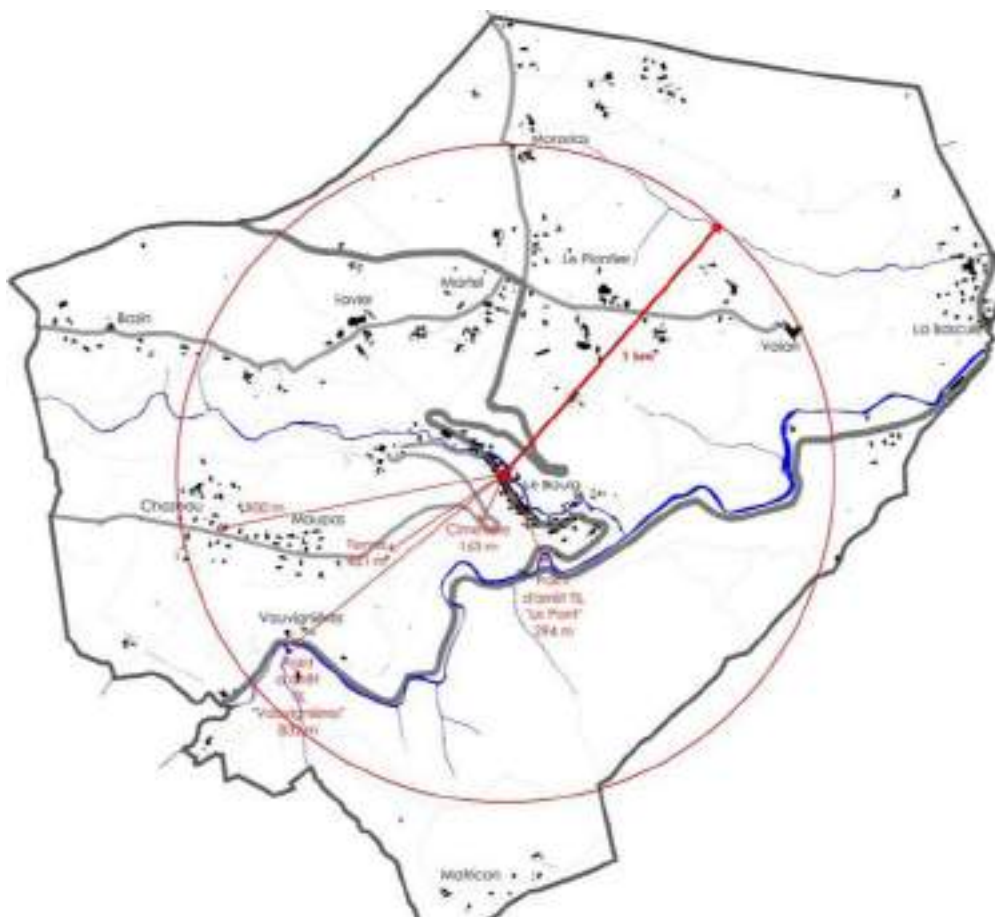
Toutefois, si les déplacements doux, quoique partagés avec les véhicules motorisés, sont relativement aisés sur la RD 79 à l'intérieur de l'enveloppe urbaine, ils tendent à devenir plus délicats pour les personnes à mobilité réduite, les personnes âgées, les enfants... lorsque l'on sort de l'enveloppe urbaine, le dénivelé s'accroissant, à l'Est comme à l'Ouest.

En sens transversal, les venelles piétonnes viennent tantôt « couper » le coteau en travers, tantôt s'insérer à flanc de coteau. Dans tous les cas, les venelles permettent de relier les parties hautes du bourg (cœur historique du bourg – église, commanderie, ancien château fort) aux parties basses (groupes de maisons en bordure de l'Epervier, place du village). De fait, si leur caractère exclusivement piéton confère une certaine sécurité aux usagers, elles sont inaccessibles aux personnes à mobilité réduite.

Afin d'appréhender la notion de déplacement entre le centre bourg (le point central de référence est ici la place de la Mairie) et des espaces urbanisés en périphérie et au-delà de l'enveloppe urbaine du bourg, les cartes ci-après ont été élaborées.

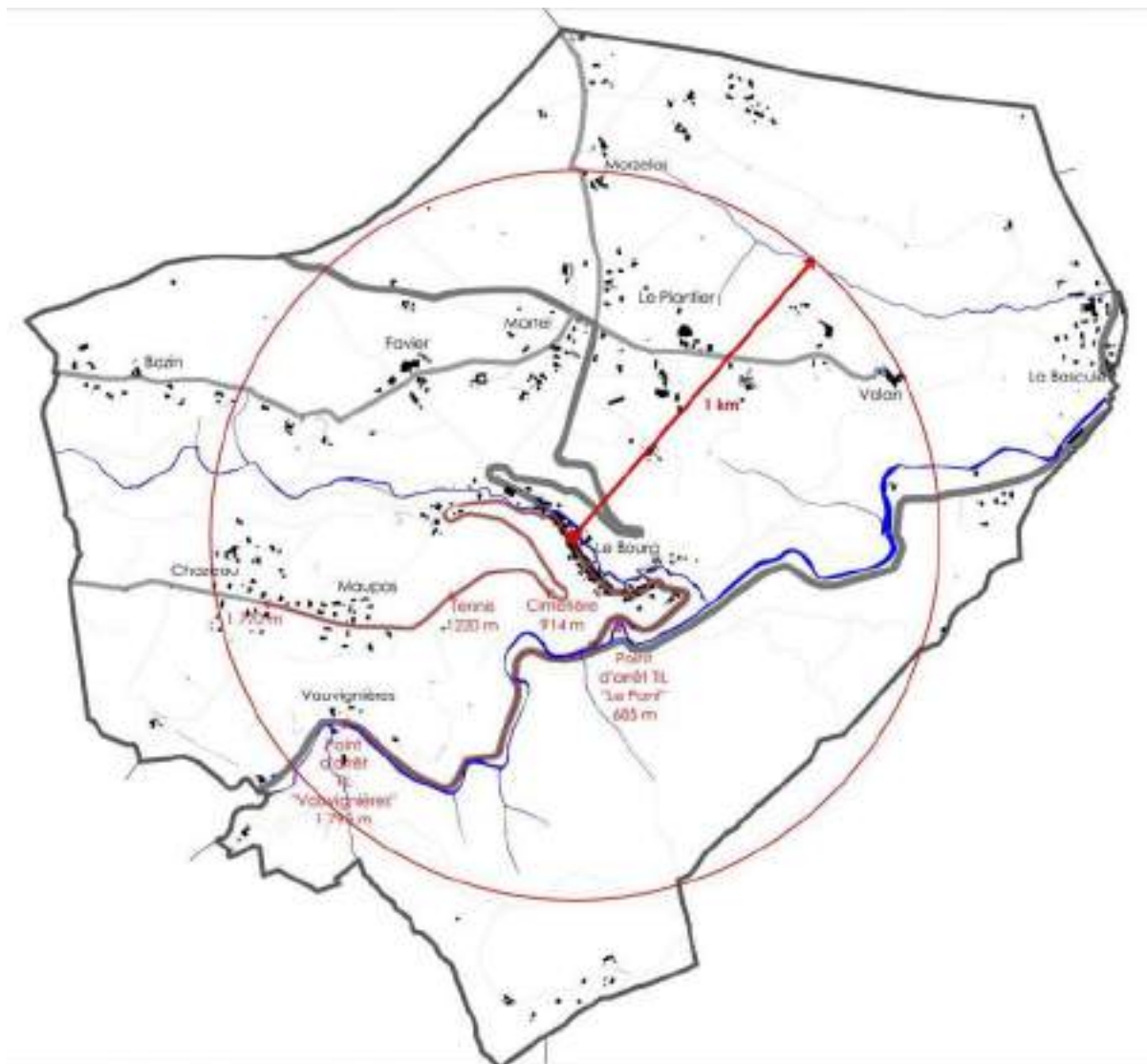
Elles reprennent les distances à vol d'oiseau (sans tenir compte de la topographie) entre le centre bourg et :

- Le cimetière : 163 m
- Le lieu-dit « Le Pont »
(point d'arrêt TIL) :
294 m
- Les courts de tennis :
421 m
- Vauvignières (point
d'arrêt TIL) : 832 m
- Les hameaux de
Chazeau et
Maupas : environ
900 mètres...



Le même exercice a été effectué en mesurant les distances les plus courtes par la route ou les chemins ruraux :

- Le cimetière : 914 m
- Le lieu-dit « Le Pont » (point d'arrêt TIL) : 685 m
- Les courts de tennis : 1,2 km
- Vauvignières (point d'arrêt TIL) : 1,7 km
- Les hameaux de Chazeau et Maupas : 1,7 km...



L'étude des distances des principaux points d'attractivité de la commune par rapport au bourg montre donc que, en dépit de distances « à vol d'oiseau » plutôt réduites, les distances par la route ou les chemins agricoles sont, dans leur majorité, trop importantes pour pouvoir être effectuées en modes doux. Seul le point d'arrêt de transport du TIL, situé au « Pont », semble réellement pouvoir être atteint à pied, d'autant que la fonction du lieu, l'utilisation des transports en commun, implique de laisser sa voiture. Le cimetière, situé à moins de 1 km du bourg, semble lui aussi pouvoir être atteint à pied depuis le centre du village, mais le relief n'est pas incitatif (forte pente entre le hameau de Paton et le cimetière). D'une manière générale, le développement des modes doux, et donc des infrastructures les encourageant, semble illusoire, d'autant plus que le relief n'est pas favorable (fortes pentes).

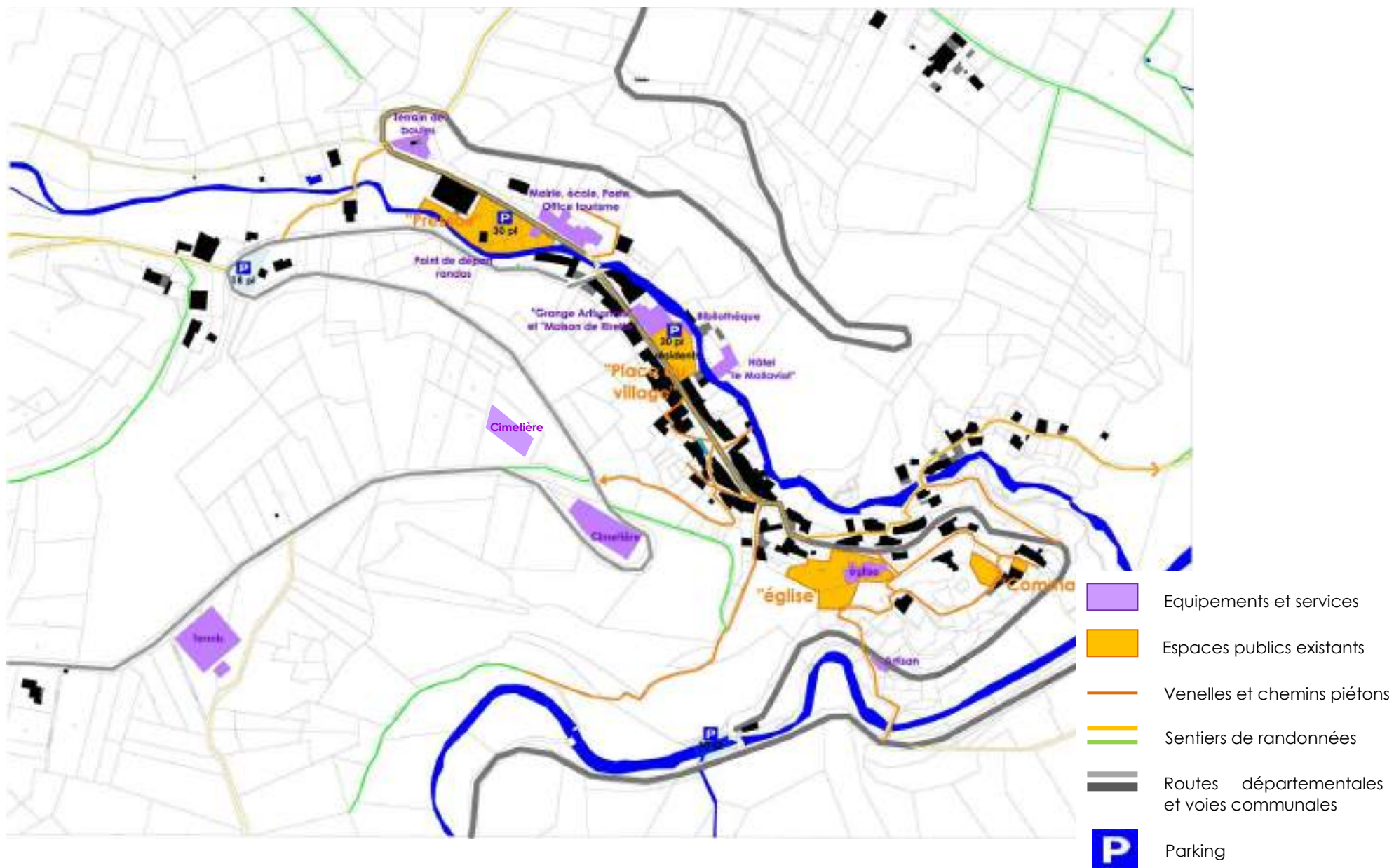
=> A retenir :

Compte tenu de la morphologie du bourg, les cheminements piétons sont déjà largement présents dans le centre du village, à travers les diverses venelles permettant de gagner les différents niveaux. Bien qu'ils ne soient pas conformes aux normes d'accessibilité de la voirie et des espaces publics, le relief rend difficile leur mise en accessibilité.

En outre, du fait du relief et des distances à parcourir du bourg jusqu'à chaque point d'attractivité de la commune (hors bourg), le développement des modes doux sur ces trajets ne semble pas réellement envisageable.

Le PLU communal privilégie de fait les cheminements doux à vocation de loisirs, les itinéraires de randonnées, à préserver et valoriser dans le cadre des objectifs de développement touristique portés par la Charte du Pilat.

Carte de synthèse : la centralité du bourg à travers les équipements et services, les espaces publics et de stationnement et les diverses possibilités de déplacements dans l'espace urbain



c. Les transports en commun

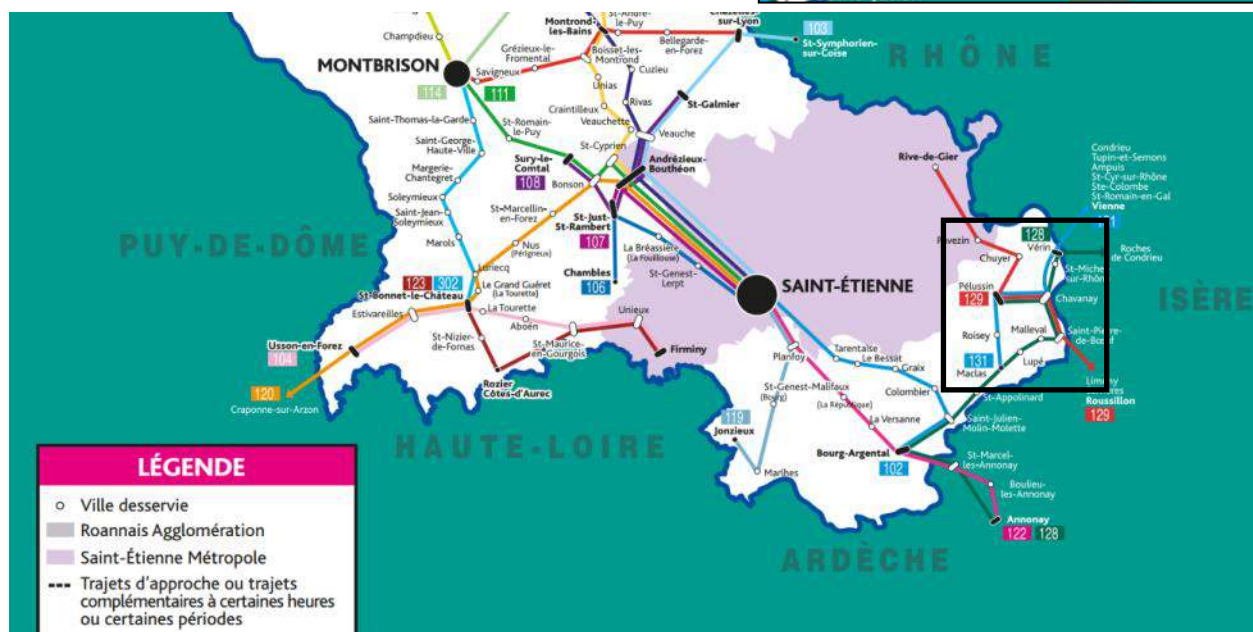
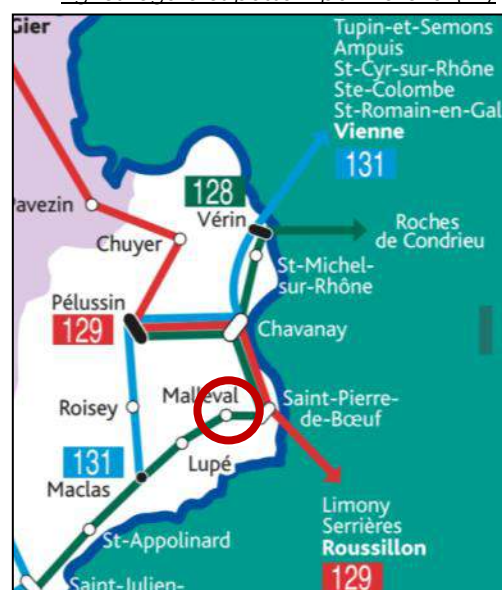
Malleval est desservi par une ligne de transports interurbains, mises en place par le département de la Loire (TIL) :

- La ligne n°128 reliant Vérin à Annonay, qui propose un passage par semaine (le mercredi) en direction d'Annonay, et 2 passages quotidiens en direction de Vérin (à l'exception des congés scolaires : 1 trajet/semaine)

Les lignes TIL desservent la commune en deux points d'arrêt situés à Vauvignière, sur la RD 503 en limite Ouest de la commune, et au « Pont » à proximité du carrefour de la RD 503 et de la RD 79.

Si l'arrêt du Pont est accessible par un cheminement piétons non aménagé permettant, en sous-bois, de descendre directement le coteau depuis le bourg et la RD79, pour éviter le carrefour avec la RD 503, potentiellement dangereux pour les piétons, l'arrêt de Vauvignières semble plus délicat d'accès en mode doux, et semble davantage voué à la dépose des utilisateurs du TIL via une voiture particulière, dans le cadre d'un trajet multimodal.

Lignes régulières passant par Malleval (TIL)



La commune est également desservie par les transports scolaires. Les points d'arrêt sont situés dans le bourg et les principaux lieux-dits de la commune.

2. Le réseau d'assainissement

a. l'assainissement collectif

La commune de Mallevall dispose de la compétence de collecte, transport et dépollution des eaux usées. La commune comptait, en 2011, 279 logements. **La population desservie par le service d'assainissement collectif est estimée à 325 habitants en 2014 (130 abonnés), répartis sur les trois secteurs d'assainissement collectif identifiés dans le cadre du zonage d'assainissement approuvé en octobre 2000** (voir Annexe n°07-1-2-2), pour un taux de desserte de **43%** de la commune en 2014.

La commune gère deux stations d'épuration :

- La station d'épuration du bourg (filière boue activée), d'une capacité nominale de 100 équivalents habitants (EH).
- La station Chazeau 2 (filière filtre planté de roseau), d'une capacité nominale de 180 équivalents habitants (EH).

La commune de Mallevall est composée de trois bassins de collecte :

- Le secteur du Bourg raccordé à la station d'épuration du bourg : 56 abonnés en 2014 ;
- Le secteur de Chazeau raccordé à la station d'épuration de Chazeau : 39 abonnés en 2014 ;
- Le secteur de La Bascule raccordé à la station d'épuration de Saint Pierre de Boëuf : 35 abonnés en 2014.

► Le réseau du centre-bourg

Le réseau du centre-bourg est à 100 % séparatif. La station d'épuration par **système de boues désactivées**, aménagées en 1994, dispose d'une **capacité nominale de 6 DBO5/jour pour 100 équivalents habitants (EH). La station actuelle est donc en surcharge.**

Les services de la Mission d'Assistance et de Gestion de l'Eau (MAGE) du Conseil général relève de fréquentes pannes sur cette installation, et des taux de NH4 (ammonium qui peut devenir toxique pour la faune aquatique sous certaines conditions de pH) plutôt élevés, qui génèrent une **pollution de l'Epervier (milieu récepteur naturel)** et, par suite, du Batalon.

Le Conseil départemental conseille de raccorder le bourg de Mallevall au réseau d'assainissement collectif de la commune voisine de St Pierre de Boëuf.

► Le réseau de St Pierre de Boëuf

Le réseau d'assainissement de Saint Pierre de Boëuf est constitué de 8 316 ml de réseau unitaire (48,2%), 5 468 ml de réseau séparatif (31,7%) et de 3 461 ml de réseau strictement pluvial (20,1%).

En outre, le réseau est équipé de 3 postes de relèvement :

- Poste de Champcalot (130 m3/h)
- Poste du Château (80 m3/h)
- Poste des Graviers (42 m3/h)

Sur les 1553 habitants de la commune de St-Pierre-de-Boeuf, 1000 environ sont raccordés au réseau d'assainissement collectif.

Une nouvelle station d'épuration a été construite en 2008 par le groupement d'entreprise SAUR-CHABANEL au lieu dit Le Lionnard. Cette station d'épuration a une capacité de 1800 E.H pour un débit nominal de 285 m3/j et une capacité de 108kg/j de DBO5.

Le rejet s'effectue dans le Rhône, via une canalisation de collecte raccordée vers le poste de refoulement existant aux abords d'une digue de la CNR. Ce poste recueille aussi les effluents épurés de la société Justin Bridou basée à Maclas. Il a été dimensionné pour l'ensemble des rejets traités de la commune de Saint Pierre de Boeuf. La canalisation de refoulement rejette dans le canal d'amenée à l'usine, écluse de Sablons.

Le dimensionnement de la station a été évalué à l'horizon 2025 sur les bases suivantes :

- **1200 habitants actuels**
- **120 places de camping,**
- **415 habitants futurs (évolution démographique de 2% sur 15 ans)**
- **60 habitants de Mallevall (La Bascule).**

Le dimensionnement de la station permet de traiter les afflux de pollution dus à la fréquentation du stade d'eaux vives où plus de 2000 personnes peuvent être accueillies sur un week-end.

Si l'hypothèse d'un raccordement du réseau d'assainissement collectif du centre-bourg de Mallevall, de 150 EH, n'a pas été intégrée au redimensionnement de l'installation en 2008, en revanche, l'hypothèse de développement de St Pierre de Boeuf pour "calibrer" la station a été surévaluée par rapport au projet de PLU tel que l'a arrêté la commune en 2016. Le PADD de ce dernier table en effet sur une croissance démographique de l'ordre de 0,9 %/an (contre 2 % envisagé dans le cadre des études de dimensionnement de la station d'épuration), soit un gain d'environ 180 à 200 habitants d'ici 2027. **De fait, en cumulant la croissance démographique programmée dans le cadre du projet de PLU de St-Pierre-de-Boeuf avec les 150 habitants du bourg de Mallevall, on arrive à un total d'environ 350 équivalents-habitants supplémentaires, soit environ 65 équivalents-habitants de moins que le dimensionnement initial de la station d'épuration.**

Le raccordement du centre-bourg de Mallevall pour pallier l'insuffisance de l'actuelle station semble donc tout à fait envisageable sans que ne soit redimensionnée la station d'épuration de St Pierre de Boeuf avant la fin de la mise en oeuvre des PLU respectifs de chacune des deux communes, prévus pour être réalisés sur la période 2017-2027.

Un diagnostic est en cours d'élaboration sur la commune de St-Pierre-de-Boeuf afin d'étudier précisément ce scénario de raccordement.

► Le réseau de Chazeau

Le réseau de Chazeau est, comme le bourg, à 100 % en séparatif, mais des raccordements d'eaux pluviales existent, générant un apport pouvant aller jusqu'à 60 % d'eaux claires parasites. Aménagées en 2008, la station d'épuration de Chazeau fonctionne à l'aide d'un **filtre planté de roseaux**. Elle dispose d'une capacité de traitement de 11 kg de DBO5/jour, soit la possibilité de recevoir les effluents de 180 EH. La station dispose donc pour l'heure de la possibilité d'accueillir les eaux usées d'environ 90 EH, soit environ 35 abonnements (35 logements).

En d'autres termes, le réseau d'assainissement collectif de Chazeau dispose des capacités à accueillir un nouveau développement urbain, sur la base d'environ 35 logements. Ce qui correspond au nombre de constructions réalisées sur la commune depuis 10 ans, et envisagé dans les 12 prochaines années. Le développement de l'urbanisation sur le secteur de Chazeau ne nécessiterait donc pas d'investissements spécifiques en matière d'assainissement collectif, ceux-ci ayant déjà été réalisés récemment.

Toutefois, en dépit d'une bonne qualité des eaux mesurée dans le milieu récepteur, les services de la MAGE préconisent la réalisation de travaux visant à renforcer l'étanchéité du réseau et réduire l'apport en eaux claires parasites, de sorte d'assurer le fonctionnement de la station sur le long terme.

=> A retenir :

Les capacités actuelles du réseau du centre-bourg ne permettent pas d'envisager un fort accroissement de population sur ce secteur, au même titre que les fortes contraintes naturelles et paysagères pesant sur lui.

Toutefois, le réseau doit être amélioré via la construction d'une nouvelle station ou son raccordement au réseau de St Pierre de Bœuf (scénario privilégié selon l'étude en cours), afin d'améliorer le fonctionnement actuel.

A noter que le raccordement à St Pierre de Bœuf, qui, de fait, entraînerait un surcroît de 150 habitants raccordés, nécessiterait un redimensionnement de la station d'ici 2025, le calibrage de la station en 2008 n'ayant pas intégré ce potentiel raccordement.

A l'inverse du réseau du centre-bourg, la station d'épuration de Chazeau ne fonctionne qu'à un peu plus de 50 % de ses capacités réelles. Elle est encore en mesure de recevoir environ 35 raccordements supplémentaires.

b. l'assainissement non collectif

Les compétences relatives à l'assainissement non collectif sont détenues par la Communauté de communes du Pilat rhodanien, depuis le 1^{er} février 2014.

L'examen des caractéristiques du milieu physique, recueilli auprès des organismes compétents et les investigations conduites sur le terrain permettent de retenir les points suivants, conditionnant les possibilités d'assainissement sur les secteurs non desservis en collectif de Saint pierre de Bœuf :

- la topographie très irrégulière de la commune avec un relief tabulaire impose des contraintes sur des solutions avec réseau (contre pente). On note également des difficultés notables pour certains foyers équipés de dispositifs autonomes en raison de la topographie (pas d'exutoire efficace), les sols étant défavorables et le plus souvent inaptes pour des solutions autonomes classiques sur la plupart des secteurs.

- Le milieu récepteur est constitué par le sous-sol et par la tranche superficielle des sols, toujours à perméabilité réduite ou bien non filtrantes sur la roche subaffleurante. L'impact du rejet d'effluents domestiques non traités est en partie superficiel, en direction des cours d'eau après ruissellement.
- Les eaux souterraines captées par des puits sont en partie utilisées pour des usages non domestiques (arrosage surtout).
- L'urbanisation récente se développe de manière variable sur ces secteurs, avec des reprises de logements anciens ou quelques constructions.
- L'étude des sols met en évidence des terrains défavorables à inaptes à l'épandage sur socle.

En conclusion, les sols ne peuvent pas toujours constituer un milieu de traitement des eaux usées et il faut recourir à des dispositifs artificiels (individuel ou collectif).

Lors de l'élaboration du Schéma d'assainissement un éventail de choix techniques et économiques a été présenté à la commune. Il a ainsi été décidé :

Pour les secteurs inaptes à un assainissement par épandage (imperméabilité, sols engorgés à très faible profondeur) et selon la topographie, il faut recourir à **un dispositif à sol reconstitué** de type :

- filtre à sable drainé (surélevé/étanche)
- filtre à sable horizontal pour les secteurs à très faibles pentes et à exutoire offrant un faible dénivelé
- tertre filtrant pour les secteurs à contre pente ou à pentes faibles et terrains saturés (avec relevage nécessaire).

A Mallevall, 138 logements sont concernés par une installation d'assainissement individuel, répartis sur l'ensemble des hameaux de la commune, à l'exception de La Bascule, Chazeau-Maupas et le Bourg.

Les secteurs non desservis par l'assainissement collectif sont : Gonon, Matricon, Vauvignères, Chantel, Martel, Morzelas, Chez Favier, Bazin.

Au 31 décembre 2015, 52 installations ont reçu un avis conforme (30 installations sans réserve et 22 installations avec réserve) alors que 78 ont reçu un avis non-conforme. 8 installations n'avaient pas été contrôlées.

c. l'assainissement des eaux pluviales

La gestion des eaux pluviales constitue une problématique spécifique à prendre en compte. Compte tenu des fortes pentes des coteaux, du caractère imperméable des sols et des cultures viticoles intensives, les ruissellements d'une forte pluie peuvent provoquer des inondations sur les zones les plus basses de la commune.

La commune n'est pas dotée d'un zonage d'assainissement pluvial, mais son lancement était à l'étude en 2013 et n'a pour l'heure pas encore abouti.

3. L'eau potable

► Compétence et fonctionnement du réseau

Initialement, la commune avait transféré sa compétence eau potable au Syndicat de Roisey Bessey Pélussin Mallevall Chavanay, qui lui-même adhéra au Syndicat de production d'eau potable du canton de Pélussin.

Depuis le 1^{er} février 2013, les compétences relatives à l'eau potable (la production, le transfert et la distribution de l'eau potable) sont détenues par la Communauté de communes du Pilat rhodanien, qui assure ainsi la gestion d'un service desservant 8185 habitants au 31 décembre 2013.

Le service est exploité en affermage par la SAUR jusqu'en 2017. La commune de Mallevall dispose d'un contrat d'affermage commun avec les communes de Bessey, Roisey, Pélussin et Chavanay.

En 2014, le service comptait 1394 abonnés (contre 1381 en 2013), pour un linéaire total de plus de 76 km de réseaux, hors branchements.

Le service a produit 101 279 m³ eau en 2014, dont 83 583 m³ ont effectivement été distribués et facturés aux abonnés et 9 500 m³ servent à la défense incendie ou à la gestion du service (nettoyage des réservoirs...), soit un taux de rendement d'un bon niveau d'environ 82,8 % pour un volume de pertes d'environ 17 464 m³, ou 17,2 % de l'eau produite.

► La ressource en eau

La ressource en eau gérée et distribuée sur la commune de Mallevall provient à environ 75 % du Rhône par le biais de 4 puits de captage répartis sur les communes de Chavanay et Saint-Pierre-de-Boeuf (lieux-dits "Petite Gorge" et "Roche de l'Ile", sur la commune de Chavanay, et lieux-dits Champcallot et Saint-Pierre à Saint-Pierre de Boeuf).

En complément, la commune bénéficie également de l'alimentation liée aux sources du Pilat. Trois séries de sources implantées dans le massif du Pilat alimentent le haut service :

- les sources de Sagnemorte situées à 830 m d'altitude, côté Est du Pic des Trois Dents
- les sources de Foucharat, situées côté Est de la route de Pélussin au Pic des Trois Dents
- les sources de Pré Jeannot situées sur la commune de Pélussin.

Le service importe 3% du volume mis en distribution de par l'interconnexion avec le syndicat des Monts du Lyonnais.

La ressource ne présente pas de problème au niveau quantitatif (les sources étant diverses).

Le bilan de la qualité de l'eau effectué par la SAUR, délégataire, en 2013, faisait état d'une eau de bonne qualité, sur l'ensemble des puits de captage comme des sources alimentant la commune : l'ensemble des mesures effectuées révélant des taux inférieurs aux seuils maximum légaux (bactériologie, dureté de l'eau, nitrates, fluor, pesticides), à l'exception d'une pollution aux coliformes relevée sur le puits de captage "Petite gorge", qui a fait l'objet d'un traitement par re-chloration depuis.

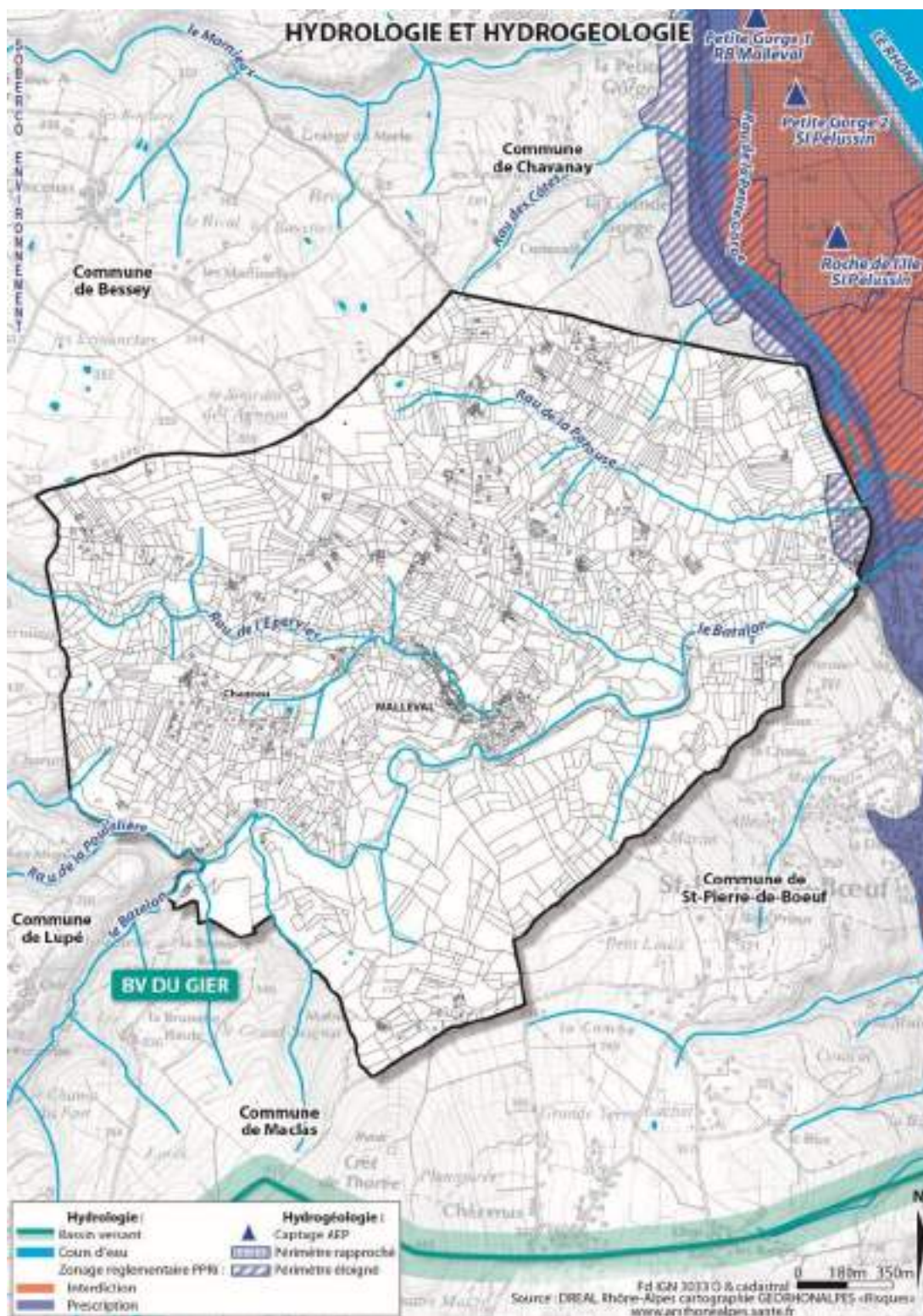
Analyses	Nombre de prélèvement 2013	Prélèvements non conformes 2013	Nombre de prélèvements 2014	Prélèvements non conformes 2014
Microbiologie	34	3	33	2
Physico-Chimie	36	0	35	0

Source : Communauté de communes du Pilat Rhodanien, Rapport annuel de la Production et de la Qualité de Service (RPQS) 2014 - Contrat Roisey-Bessey.

► Le fonctionnement du réseau communal

L'eau prélevée dans la nappe du Rhône est refoulée sur le plateau dans les six réservoirs de Roisey, d'une capacité de 300 m³ au total. Elle est ensuite distribuée sur les 5 communes, dont Mallevall, au moyen de 4 réseaux :

- SI Roisey Bessey Mallevall La Bascule
- SI Roisey Bessey Mallevall Puits
- SI Roisey Bessey Mallevall Puits
- SI Roisey Bessey Mallevall Matricon



4. La sécurité incendie

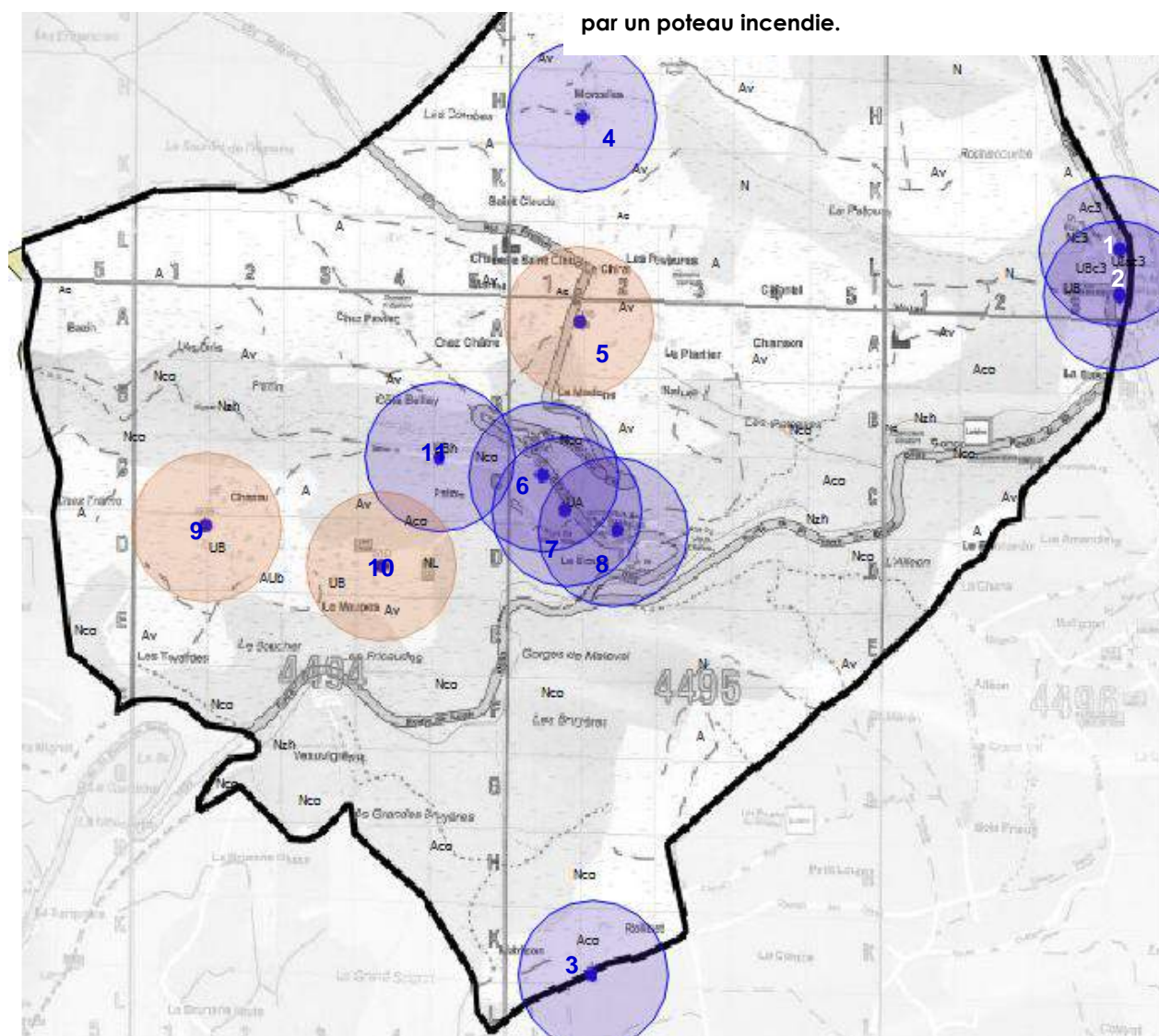
Adresse	N°	Débit max	Domaine
RD1086 Chavanay >St-Pierre Lieu-dit Le Petit Ruisseau	1	86	Public
Lot Le Pied des Vignes - La Bascule	2	Non vérifié	
Matricon	3	240	Public
Morzelas	4	72	Public
Natuel	5	42	Public
Rue des Tilleuls	6	94	Public
Rue des Tilleuls	7	85	Public
RD79 - Sortie de bourg	8	77	Public
Chazeau	9	40	Public
Maupas	10	25	Public
Paton (parking)	11	83	Public

La couverture de la commune en matière de défense incendie est relativement partielle et devrait être améliorée. En particulier, les hameaux de Bazin, Chez Favier, du Plantier, de Volan, en partie Nord, et de Gonon ou Vauvignières au Sud sont situés à plus de 200 m d'un point de défense incendie.

En outre, les hameaux de Chazeau, Maupas, Martel, Chantel, du Chirat ne sont couverts que par un poteau incendie ne respectant pas la norme de débit minimal de 60 m³/h pendant 2 heures.

Conformément aux articles 1-2211-1 et 2-2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient à la commune d'assurer la sécurité incendie des constructions.

Une vigilance toute particulière devrait être apportée sur les hameaux de Chazeau et Maupas pour la mise aux normes des poteaux, et sur les hameaux non couverts par un poteau incendie.



5. Les déchets ménagers

La collecte des déchets ménagers et assimilés et les collectes sélectives des déchets recyclables ou valorisables sont organisés sur le territoire de la Communauté de communes du Pilat Rhodanien qui exerce la compétence collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés en lieu et place des 14 communes membres.

Les ordures ménagères sont collectées une fois par semaine. Depuis le 1^{er} janvier 2013, dans le cadre de la mise en place de la redevance incitative et pour respecter la réglementation en matière de conteneurisation de la collecte des ordures ménagères, la Communauté de communes a doté l'ensemble des usagers du service de bacs normalisés, munis de puces électroniques.

Deux point « propreté », équipés de containers de tri sélectif, sont à la disposition des habitants (Chazeau et RD 503).

Une déchetterie est à la disposition de tous les habitants des communes du canton, sur Pélussin.

Collecte des déchets ordures ménagères :

Les bacs roulants sont fournis par la Communauté de Communes. La collecte est effectuée tous les lundis.

Une collecte en porte à porte des déchets ne provenant pas des ménages, mais provenant des établissements artisanaux et commerciaux, déposés dans des récipients dans les mêmes conditions que les déchets des habitations et bureaux, est également effectuée.

Tri sélectif :

Des conteneurs de tri sélectif sont entreposés aux endroits suivants :

- Auberge de jeunesse
- Carrefour des deux croix
- Terrain de sport
- Jeux de boules (verre uniquement)

Déchetterie

La déchetterie se situe à Pélussin, quartier du Petit Embuant. Les déchets encombrants sont exclusivement pris en charge en apport à la déchetterie.

Indicateurs relatifs aux tonnages collectés et traités

Le tonnage d'ordures ménagères résiduelles a encore diminué en 2014, de 5,08 % par rapport à 2013. La collecte sélective présente la meilleure valeur, par rapport à 2013, au niveau des papiers, journaux, magazines, cartonnets (corps plats) ainsi que du verre. La valeur des tonnages déposés à la déchetterie est meilleure qu'en 2013 également.

A l'inverse, les bouteilles plastiques, emballages métalliques et briques alimentaires (corps creux) ainsi que le refus de tri ont vu leurs tonnages augmentés par rapport à 2013, respectivement environ de 18 et 3 tonnes supplémentaires par rapport à 2013.

Thématique	Points forts	Points de fragilité	Enjeux
La forme urbaine	<ul style="list-style-type: none"> • Un centre-bourg à la silhouette spécifique et remarquable : à flanc de coteau, en surplomb de l'Epervier... → un atout paysager considérable • Un axe central, la RD 79, et des venelles piétonnes • La mise en œuvre du concept « habiter la pente » : étroite imbrication des espaces publics et espaces extérieurs privés, nombreuses toitures-terrasses et cours intérieures privées... • Un patrimoine architectural médiéval et Renaissance : murs en pierre de pays, linteaux en granit, portes sculptées, fenêtres à meneaux... • Dans les hameaux : maintien ou réhabilitation des fermes traditionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> • Développement d'un habitat individuel en rupture avec la typologie – morphologie du bâti ancien en limite Ouest du bourg et sur les plateaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • Préserver le patrimoine architectural de la commune • Stopper le mitage du paysage et l'urbanisation des hameaux, à l'exception du secteur de Chazeau
L'espace public	<ul style="list-style-type: none"> • Des petits espaces publics insérés dans la trame piétonne • Une aire de pique-nique aménagée à proximité de l'église et la commanderie 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de réel grand espace public fédérateur, d'une « place de village » : la place du village est dédiée au parking résidents et ne dispose pas d'équipements majeurs, le parking du pressoir n'est qu'un parking, malgré la présence des équipements structurants de la commune à proximité et de l'ancienne usine 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'offre d'espaces publics, renforcer la centralité du bourg à travers la requalification du parking du lavoir et de l'ancienne usine → enjeu de qualité de vie et touristique, pour renforcer l'intérêt de faire une étape à Mallevall

Thématique	Points forts	Points de fragilité	Enjeux
Les déplacements	<ul style="list-style-type: none"> Un réseau de venelles piétonnes bien développé en centre-bourg Des chemins ruraux de qualité 	<ul style="list-style-type: none"> Une accessibilité délicate au bourg : mauvaise visibilité et étroitesse de la RD 79, venelles piétonnes difficilement accessibles pour les PMR Des croisements dangereux sur la RD 79 Un relief dissuasif pour les cheminements doux Des cheminements modes doux mal aménagées sur la RD 503, peu de liaisons entre points d'arrêts TC et centre-bourg Un problème de stationnement « sauvage » le long de la RD 79 », une organisation du stationnement qui a conduit à limiter l'usage de l'espace public (place du village) Des transports en commun très peu développés 	<ul style="list-style-type: none"> Relier le centre-bourg et les différents hameaux de la commune par des cheminements doux Relier le centre-bourg à la porte d'entrée de la RD 503
Les entrées de village	<ul style="list-style-type: none"> Une entrée Est monumentale, qui se laisse découvrir soudainement, après une montée progressive vers le bourg depuis la RD 503 	<ul style="list-style-type: none"> Une entrée Ouest moins qualitative : ancienne usine et parking du lavoir méritant une requalification, point noir paysager du terrain de boules, pavillons des années 1960-1970... 	<ul style="list-style-type: none"> Retraiter l'entrée Ouest du bourg : <ul style="list-style-type: none"> Ancienne usine Parking du pressoir Urbanisation des quelques dents creuses restantes Un projet sur le terrain de boules ?
L'activité Les équipements publics	<ul style="list-style-type: none"> La présence d'artisans locaux comme support au tourisme 	<ul style="list-style-type: none"> Faiblesse des équipements publics Absence de commerces et services de proximité 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la centralité du bourg, maintenir son animation, sa vie, en préservant le fonctionnement et les effectifs de l'école, en requalifiant l'ancienne usine pour en faire un support supplémentaire d'activités
Les réseaux	<ul style="list-style-type: none"> Un réseau d'assainissement collectif récent et ne fonctionnant qu'à 50 % de ses capacités sur le secteur de Chazeau 	<ul style="list-style-type: none"> Un réseau d'assainissement collectif du centre-bourg vétuste et insuffisant (charge de 150 %) Une mauvaise couverture incendie sur quelques hameaux de la commune : Bazin, Chez Favier, Volan, Chantel, Vauvignières, Gonon, et des poteaux incendie qui ne sont pas aux normes sur Chazeau et Maupas 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la capacité et la présence des points de défense incendie, en particulier au sein des hameaux pressentis pour le développement de la commune, impossible en centre-bourg (Chazeau/Maupas : deuxième poche d'urbanisation de la commune)



CHAPITRE II

Le projet de PLU - *Justification des choix*



I. Rappel du contexte communal

Dans le cadre de la révision de son Plan Local d'Urbanisme, la commune de Mallevall a mené une réflexion globale sur le devenir de son territoire. Cette réflexion a d'abord porté sur l'identification des grandes caractéristiques du territoire, qui ont permis de dégager des enjeux prioritaires d'intervention.

▪ Les principales caractéristiques de la commune

Située à une vingtaine de kilomètres de l'agglomération de Vienne, et à une cinquantaine de l'agglomération lyonnaise, aux portes du Pilat, dans la vallée du Rhône, Mallevall est un territoire d'interface entre vallée du Rhône et Monts du Pilat, entre un territoire urbain ou périurbain et des espaces ruraux encore préservés de la pression de l'urbanisation liée à la proximité des grandes infrastructures de transports, des grands pôles d'équipements et d'activités de la vallée du Rhône (Saint-Maurice-l'Exil/Le Péage de Roussillon, Vienne, Givors, Lyon, Valence, Saint-Etienne...).

Ce territoire d'interface, entre nature et agriculture préservées et commodités de la ville, se caractérise par une topographie profondément marquée par la "Côtière", un coteau aux pentes très abruptes, qui, occupé par un vignoble producteur de grands crus protégés (Côte Rotie, St Joseph), est le vecteur de qualités paysagères remarquables (ouvrant des points de vues sur la vallée du Rhône, les balmes dauphinoises ou les Alpes, à l'Est, et les Monts du Pilat, à l'Ouest), à l'origine d'une identité et d'une attractivité touristique et résidentielle forte du territoire.

Forte de ces atouts, la commune a connu un développement important à partir des années 1980, et plus encore des années 1990, dans le cadre d'une seconde vague de périurbanisation qui a vu les populations des grands centres-villes se reporter dans les proches périphéries, puis en seconde couronne, sur des communes telles que Mallevall, à la recherche d'un cadre de vie plus proche de la nature et échappant aux nuisances traditionnellement assimilées à la ville (promiscuité, encombrement, pollution, nuisances...). La commune est ainsi passée de 342 habitants en 1982, à 571 en 2013.

Ce fort développement a engendré un étalement de l'urbanisation au détriment des espaces agricoles et naturels du plateau, la topographie fortement contrainte autour du centre-bourg n'ayant pas permis son renforcement et ayant entraîné le déploiement d'opérations de lotissements pavillonnaires en extension des hameaux anciens pré-existants (Chazeau, notamment).

En rupture morphologique totale avec le tissu urbain ancien, ces opérations, en plus d'entraîner une consommation d'espaces naturels et agricoles importante, ont également quelquefois pu conduire à une certaine "dénaturation" du patrimoine urbain et bâti, engendrant une perte de lisibilité des coeurs de hameaux dans le grand paysage.

Si elles ont permis d'accueillir de nouveaux ménages et de soutenir la dynamique démographique de la commune, ces opérations n'ont en revanche pas permis de participer à la dynamisation et à l'animation du centre-bourg ancien. Physiquement coupées du village par les coteaux de l'Epervier, qui, avec le Batalon, vient strier la commune en 3 grands ensembles collinaires et génèrent des circulations délicates (avec des routes départementales secondaires étroites et sinueuses), ces

opérations de développement urbain des plateaux ne sont pas favorables aux usages piétons et cyclables et incitent à l'utilisation d'une voiture particulière pour se rendre au coeur du village, par ailleurs peu pourvu en activités et équipements.

Territoire d'interface entre vallée et plateau, et territoire fortement chahuté par la forte présence des affluents de la rive droite du Rhône, qui forment des gorges prononcées au sein du piémont pilatois, la commune a ainsi connu un mode de développement récent accentuant le fort contraste existant entre les parties urbanisées de la vallée du Rhône (lieu-dit la Bascule, au bord de l'axe routier majeur que constitue la RD 1086), le centre-village, historiquement implanté à flanc de coteaux de l'Epervier pour assurer sa défense face aux assaillants des vallées, et les hameaux et lotissements récents des plateaux.

▪ **Les grands enjeux du PLU**

A l'heure de la révision de son PLU, **en 2012, la commune de Mallevall se retrouve ainsi dans la situation suivante : celle d'une commune située dans un secteur relativement attractif, bénéficiant d'une accessibilité assez aisée aux grandes infrastructures de la vallée du Rhône** (elle est en effet proche de l'autoroute A7, de la RN 7, ou de la ligne TER Lyon-Marseille) **et aux pôles d'activités et d'équipements des agglomérations roussillonnaise et viennoise, et de qualités patrimoniales indéniables** (paysage, ensemble urbain, environnement et agriculture), **qu'il convient de préserver tout en tenant compte de contraintes topographiques particulièrement fortes et d'un foncier constructible urbanisable qui se raréfie.**

Les enjeux du présent PLU sont donc doubles :

Il s'agit de **maintenir la vie et l'animation du village en soutenant la construction de logements**, pour répondre notamment au phénomène de diminution de la taille moyenne des ménages et ainsi, a minima, assurer la stabilité démographique.

Mais il s'agit aussi de **composer avec des contraintes très fortes et parfois contradictoires : alors que le relief au sein duquel s'implante le centre-bourg rend son développement ou même sa densification particulièrement complexes et que le foncier s'avère extrêmement rare et complètement déconnecté du centre-village dans la vallée, les objectifs législatifs et réglementaires (SCOT des Rives du Rhône) de préservation des espaces agricoles et naturels encouragent à limiter l'urbanisation des espaces agricoles et naturels du plateau.**

Cependant, tenant compte des fortes contraintes pesant sur les communes de la Côtière rhodanienne telles que Mallevall, le Syndicat mixte des Rives du Rhône a approuvé un **Schéma de secteur** venant assouplir la règle générale du SCOT en permettant aux communes concernées **d'envisager un développement maîtrisé et ciblé de l'urbanisation sur les secteurs de plateaux, moins contraints.**

C'est cette approche que la commune a souhaité privilégier en inscrivant le présent projet de PLU dans la lignée de son développement récent : sans pouvoir s'appuyer sur le renforcement ni même l'extension de son centre-bourg, fortement contraint, elle a souhaité reporter son développement sur le secteur du plateau situé entre les hameaux de Chazeau et Maupas.

En choisissant un secteur partiellement urbanisé et disposant de son propre réseau d'assainissement collectif, la commune a souhaité limiter les externalités économiques, environnementales et paysagères négatives susceptibles d'être générées par un tel développement sur le plateau. Pour le maîtriser, la commune a en outre fait le choix de **mettre en place des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)**. Ces OAP doivent notamment permettre à la commune d'aménager les tènements concernés en limitant l'impact sur les espaces agricoles, naturels et le paysage, et en intégrant des objectifs de diversification de l'offre de logements produits, pour répondre à une typologie des ménages qui évolue.

II. LE PROJET DE PLU (PADD) ET SA DECLINAISON REGLEMENTAIRE (OAP, ZONAGE, REGLEMENT)

Basé tant sur l'affirmation d'un projet de développement permettant de soutenir une certaine dynamique du village (ou a minima d'atteindre la stabilité démographique), que sur la valorisation des richesses patrimoniales qui fondent l'identité de la commune, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du présent PLU pose les principes d'une urbanisation maîtrisée et renouvelée, et s'articule en deux grandes orientations thématiques, déclinés en actions, qui amènent la mobilisation de différents outils réglementaires (les Orientations d'aménagement et de Programmation - pièce n°3 ; le Document graphique ou plan de zonage - pièce n°4 ; le Règlement - pièce n°5 ; les emplacements réservés - pièce n°6) :

I. Une orientation liée à la maîtrise de l'urbanisation :

« Tenir compte de l'impossibilité de faire évoluer le bourg de Mallevall et de la nécessité de ne pas disperser l'urbanisation en mettant en œuvre un développement modéré et recentré sur le secteur de Chazeau, au développement récent »

II. Une orientation liée à la préservation des patrimoines :

« Préserver et valoriser les patrimoines pour maintenir le cadre de vie et soutenir l'activité communale »

I. Une orientation liée à la maîtrise de l'urbanisation :

« Tenir compte de l'impossibilité de faire évoluer le bourg de Mallevall et de la nécessité de ne pas disperser l'urbanisation en mettant en œuvre un développement modéré et recentré sur le secteur de Chazeau, au développement récent »

Cette orientation permet à la commune d'afficher des objectifs quantitatifs de programmation de logements (projet de développement), autant que des objectifs spatialisés et qualitatifs visant à réduire l'impact du développement sur les espaces naturels et agricoles et les paysages et à soutenir l'appropriation, l'animation et la vie du village.

► Du point de vue quantitatif :

Objectif 1 :

Déterminer un potentiel foncier constructible permettant de maintenir le rythme de croissance démographique de la commune pour pérenniser les équipements et services vecteurs d'animation et de vie dans le village

L'objectif de construction de nouveaux logements souhaité par la commune de Mallevall jusqu'en 2030 se situe dans la fourchette haute des objectifs que lui octroient le SCOT des Rives du Rhône et le PLH de la Communauté de communes du Pilat rhodanien : environ 42 à 44 nouveaux logements dans les 12 prochaines années.

Elle a en effet fait du maintien du rythme de construction enregistré durant les années 2000 (environ 3 à 3,52 logements/an) un objectif, tout en permettant le rattrapage du retard pris entre 2011 et 2018 vis-à-vis de ce rythme moyen de construction (le nombre de logements construits chaque année s'est en effet abaissé à environ 2,2 logements/an). Il s'agit pour elle d'assurer la stabilité des effectifs scolaires, notamment, et ainsi la vitalité du principal équipement public du village, dont elle souhaite

maintenir la centralité, en dépit d'un contexte foncier particulièrement contraint, et de difficultés à engager sa densification, son renouvellement urbain ou son extension.

Ce choix de viser la construction de 42 à 44 logements sur les 12 prochaines années, quoique supérieur à l'objectif initial fixé par le SCOT des Rives du Rhône (5,5 logements/an pour 1000 habitants, soit 3,2 logements/an (pour 571 habitants au 1er janvier 2013), ou 32 logements maximum sur les dix années suivant l'approbation du PLU), **s'avère compatible avec le Programme Local de l'Habitat de la Communauté de communes du Pilat rhodanien (CCPR) 2010-2016** tel que prorogé jusqu'en 2018.

En effet, **ce dernier autorise les communes à reporter, sur la période 2017-2018, le différentiel entre le nombre de logements initialement programmé sur les six années du PLH et le nombre de logements effectivement réalisés**, en particulier lorsque le nombre de logements effectivement réalisé est inférieur au nombre de logements programmé.

Ainsi, **sur la période 2010-2018, le bilan de la mise en oeuvre du PLH, réalisé par la CCPR, fait état d'un total de 17 logements commencés, soit 9 logements de moins que le nombre maximal de logements prévus** (20 logements sur la période 2010-2016, + 6 logements sur la période 2017-2018).

De fait, **la commune peut, sur la base du PLH prorogé, intégrer ces 9 logements non réalisés durant la période 2010-2018 dans son projet de PLU, basé sur la période 2018-2030, pour porter à un maximum de 47 logements sur 12 ans** (38 logements dans le cadre du SCOT + 9 logements non réalisés sur la période 2010-2018) le nombre de logements à produire dans le cadre de son PLU.

Avec un objectif maximal de 42 à 44 logements réalisables d'ici 2030, la commune acte sa volonté de maintenir, voire relancer, sa dynamique démographique et le fonctionnement des activités et équipements du centre-village, tout en restant compatible avec l'esprit du SCOT et du PLH.

Les outils du PLU :

Le document graphique (pièce n°4) : dimensionnement des zones urbaines et à urbaniser (secteurs de développement) de façon à disposer des surfaces nécessaires pour accueillir les 40 à 42 logements programmés (sur la base d'une densité moyenne de 20 logements/ha et en intégrant les terrains nus situés en zone urbaine ("dents creuses") et les secteurs de développement.

► Du point de vue spatial :

Objectif 2-1 :

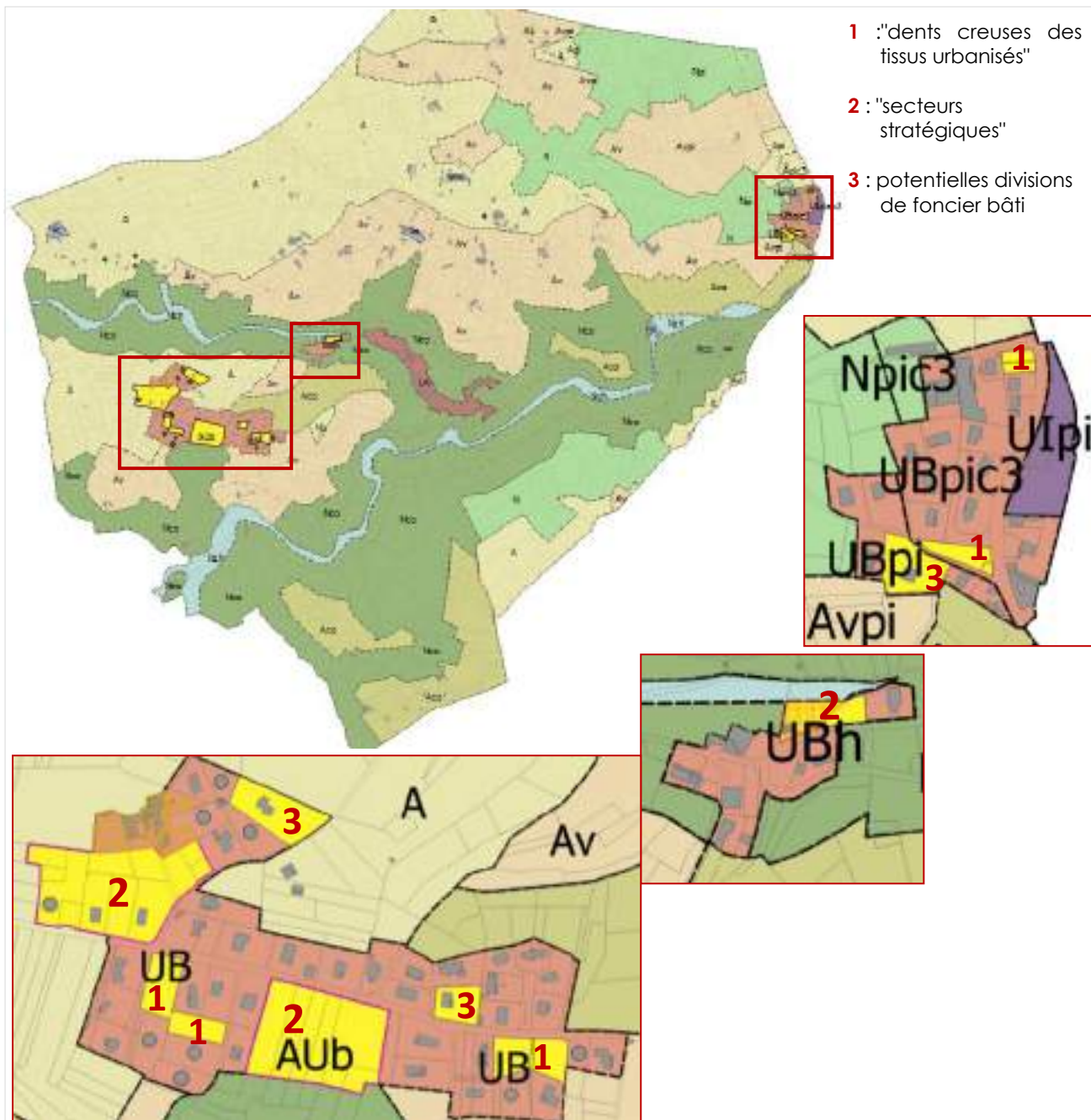
Cibler le développement de l'urbanisation sur les pôles existants

Une fois déterminé son objectif de développement sur la base des documents d'urbanisme et de programmation en vigueur, la commune **détaille sa stratégie en localisant précisément les secteurs pressentis pour l'accueil de ces logements.**

Il s'agit pour elle, dans l'esprit du SCOT, de prioriser autant que possible le développement en centre-village (en dépit de contraintes naturelles très fortes), puis d'organiser le développement ciblé du principal hameau existant sur le plateau, le secteur Chazeau-Maupas. Cette stratégie de développement prioritaire en centre-bourg, pour soutenir la centralité et l'animation du village, et de développement ciblé sur Chazeau-Maupas, s'appuie sur différents types de terrains disponibles, et constructibles :

- **(1) les dents creuses des tissus déjà urbanisés et d'une surface inférieure à 0,1 ha, notamment présents sur les secteurs de la Bascule, dans la vallée du Rhône (1 à 2 logements potentiels), et de Chazeau-Maupas (3 à 4 logements potentiels), qui permettront la construction d'environ 4 à 6 logements, sur la base des densités observées sur ce type de terrains.**
- **(2) les secteurs identifiés comme stratégiques permettront la construction d'environ 38 logements, répartis sur 1,92 ha (soit une densité de 19,8 logements/ha, compatible avec l'objectif moyen de 20 logements/ha fixé par le SCOT et le PLH, tout en tenant compte de l'environnement urbain, majoritairement pavillonnaire, des secteurs de développement de Chazeau-Maupas, sur le plateau :**
 - le hameau du Paton, à proximité immédiate du centre-village, sur un terrain nu d'environ 0,12 ha pouvant accueillir environ 2 à 3 logements, soit une densité d'environ 17 à 25 logements/ha;
 - le hameau de Chazeau (OAP n°1 - 16 logements environ, répartis sur un total de 0,7 ha non construits, soit une densité moyenne d'environ 23 logements/ha)
 - le hameau de Maupas (OAP n°2 - 19 logements environ, répartis sur un total de 1,1 ha, soit une densité moyenne d'environ 17,5 logements/ha).
- **(3) Enfin, un travail d'analyse des possibilités de divisions du foncier déjà bâti (lots de maisons individuelles) a été réalisé. Compte tenu du caractère majoritairement rural de la plupart des hameaux et d'un fort mitage de l'espace agricole qui ne permettra pas de rattacher la majeure partie des constructions à usage d'habitations existantes à une zone urbaine constructible autorisant les divisions parcellaires, ce potentiel s'avère marginal à l'échelle de la commune.** Seuls les secteurs de Chazeau-Maupas et de la Bascule, zones urbaines pavillonnaires, pourraient faire l'objet de telles divisions, avec toutefois des possibilités limitées à environ 5 logements supplémentaires estimés, compte tenu de la configuration et de l'occupation actuelle des terrains concernés.

Toutefois, compte tenu du caractère hautement hypothétique de ces divisions potentielles de foncier bâti, et du fait qu'elles ne génèrent aucune consommation de foncier, la commune a fait le choix, pour ne pas pénaliser le projet de développement qu'elle porte sur le hameau de Chazeau-Maupas (dont lui seul pourra lui permettre d'atteindre ses objectifs de diversité de formes urbaines et bâties), de ne pas les déduire du nombre total de logements programmés dans le cadre de la mise en oeuvre du présent projet de PLU. Un tel décompte engendrerait en effet un dépassement d'environ 5 unités le nombre maximal de logements programmés à l'échelle du PLU, et l'obligation de reporter une partie du projet porté sur le secteur de Chazeau-Maupas, alors même que les 5 logements identifiés disposent d'un caractère très incertain et ne permettent pas de répondre à l'ensemble des objectifs de développement et de mixité.



Les outils du PLU : le document graphique (pièce n°4) :

> **Maintien des hameaux importants du plateau (Chazeau et Maupas) ou situés à proximité immédiate du centre-village en zone urbaine, pour acter:**

- le caractère majoritairement urbanisé de ces secteurs (on ne se situe plus en situation de simple mitage de l'espace agricole)
- la possibilité des dents creuses existantes d'accueillir de nouvelles constructions et ainsi mettre en oeuvre l'objectif du PADD de prioriser le développement de ces secteurs

> **Mise en place d'une zone AU sur le secteur de Chazeau-Maupas pour assurer le développement futur de la commune sur ce secteur jugé prioritaire dans le PADD.**

► **Du point de vue qualitatif :**

Objectifs 2-2 et 2-3 :

Réaffirmer la centralité et l'attractivité touristique du centre-bourg en valorisant son patrimoine architectural et urbain, et promouvoir des formes urbaines et bâties diversifiées

Outre la programmation d'un nombre de logements jugé nécessaire pour maintenir la vitalité du village, et leur localisation sur les dents creuses des principales poches d'urbanisation de la commune, et un certain nombre de secteurs jugés stratégiques, **la commune a également fait le choix de se fixer des objectifs de qualité et d'animation des espaces urbains, via :**

- la requalification de l'entrée Ouest du village, autour de l'ancienne usine et du parking.

Quoique stratégique, ce secteur ne fait pas l'objet d'un outil réglementaire particulier, puisqu'il s'agit essentiellement de travailler à la requalification de l'espace public et à la mutation de l'ancienne usine sans revoir l'organisation et l'aménagement urbain du secteur, et sans avoir encore une idée et un projet précis pour la mutation du bâti. La commune a seulement souhaité acter une protection (permis de démolir, notamment), et une vocation touristique et culturelle au secteur.

- le développement de la trame d'espaces publics et cheminements piétons, en particulier pour améliorer l'accessibilité du centre-village et l'animation, l'appropriation par ses habitants, du hameau de Chazeau.

Sont notamment identifiés l'amélioration de la liaison piétonne reliant le principal secteur de développement à venir sur le plateau (Chazeau-Maupas) au centre-village ou l'aménagement d'un petit espace de stationnement public en coeur de bourg.

- le maintien de l'offre de commerces et d'équipements, via la protection des quelques locaux commerciaux et artisanaux existants en centre-bourg, vecteurs intéressants de l'attractivité touristique du centre-bourg. Cet objectif se traduit par la mise en place d'un linéaire de protection au titre de l'article L151-16 du Code de l'Urbanisme dans le plan de zonage ;

- le développement d'une offre de logements abordables pour promouvoir la mixité sociale, en compatibilité avec les objectifs du PLH, qui prévoit qu'environ 15 % des logements soient des logements abordables (soit environ 6 logements).

La commune a fait le choix de privilégier le secteur du Paton pour développer cette offre, de façon à localiser les logements abordables à proximité immédiate des équipements et services qu'offre le centre-village (en particulier l'école, le bureau de poste ou la bibliothèque). Quoique modeste, cette offre de services peut le cas échéant éviter aux familles modestes, peut-être moins véhiculées que d'autres, d'avoir à utiliser une voiture, par exemple, pour aller chercher les enfants à l'école.

Au-delà du Paton, qui ne permet pas, compte tenu de la surface de la parcelle disponible et du nombre de logements programmés, de répondre à l'ensemble des objectifs en

matière de mixité sociale (seulement 3 logements réalisables, sur un total de 6 logements abordables à programmer (15% de l'offre nouvelle de logements produits)), la commune a souhaité instaurer une servitude de mixité sociale sur l'ensemble de ses zones urbaines et à urbaniser. Ainsi, toute opération comptant 4 logements ou plus devra, dans ces zones, compter au moins 20 % de surface de plancher dédiée à du logement abordable, soit au moins 1 logement par opération de ce type. A partir des logements programmés dans le cadre des OAP de Chazeau-Maupas, on estime le potentiel de logements abordables à environ 2 ou 3 unités, qui viendront compléter les logements programmés sur Paton et devraient permettre d'approcher l'objectif fixé par le PLH.

Enfin, les trois secteurs de développement stratégique, sur le Paton, Chazeau et Maupas, font l'objet de trois périmètres d'Orientations d'aménagement et de Programmation, permettant notamment de :

- **traduire formellement les objectifs de densité, en proposant une diversité des logements produits** : des logements individuels, groupés, intermédiaires ou petits collectifs sont programmés en fonction des trois secteurs, pour permettre une insertion optimale des nouvelles constructions dans leur environnement et apporter une réponse diversifiée à des besoins en logements différenciés.

En particulier, l'OAP n°2, sur le secteur de Maupas, prévoit la coexistence de logements intermédiaire ou petits collectifs le long de la route de Bessey, et d'individuel ou de logements jumelés en fond de parcelle, pour marquer une transition de densité bâties avec le plateau agricole, plus au Sud.

- **optimiser la desserte des secteurs et limiter les emprises des voiries et les accès et débouchés sur les voiries primaires ou secondaires** (route de Bessey notamment).

En particulier, l'OAP n°1, sur Chazeau, vise à s'appuyer sur les débouchés existants, sur la route de Bessey ou sur la voie communale traversant le hameau, pour le "piquage" de la nouvelle voie programmée sur la zone, tandis que l'OAP n°2, sur le secteur de Maupas, s'organise autour d'une voie centrale aménagée en "U" (et probablement organisée en sens unique), pour desservir le tènement dans son épaisseur et limiter les débouchés sur la route de Bessey.

- **organiser l'aménagement de chaque secteur en tenant compte du paysage et de l'ensoleillement.**

En particulier, l'OAP n°2, sur le secteur de Maupas, vise une implantation des constructions au plus près de la limite Nord de chaque parcelle de logement(s) créée, de façon à ce que les constructions s'orientent prioritairement vers le Sud, en s'ouvrant sur les gorges du Batalon. La configuration en "U" favorise l'accès par le Nord aux logements édifiés en "deuxième rideau", en fond de parcelle.

Les outils du PLU :

→ les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), pièce n°3 :

- > OAP n°1 - Chazeau
- > OAP n°2 - Maupas

→ le document graphique (pièce n°4)

- > Repérage et protection des locaux commerciaux au titre de l'article L151-16 du Code de l'Urbanisme
- > Mise en place d'un emplacement réservé au titre de l'article L151-41 du Code de l'Urbanisme pour l'aménagement de places de stationnement en centre-bourg
- > Mise en place d'un emplacement réservé au titre de l'article L151-41 4° du Code de l'Urbanisme pour imposer la réalisation de logements sur le secteur du Paton, dont au moins 30 % de la surface de plancher sera dédiée à du logement abordable

II. Une orientation liée à la sauvegarde et la mise en valeur des patrimoines :

« Préserver et valoriser les patrimoines pour maintenir le cadre de vie et soutenir l'animation du village »

Cette orientation se décline en trois objectifs distincts :

► Protéger le patrimoine naturel en tant que réservoir de biodiversité

A travers cet objectif, la commune confirme son projet de développement ciblé sur certains secteurs stratégiques, de façon à éviter tout étalement de l'urbanisation qui impacterait l'espace naturel et le fonctionnement écologique du territoire.

Il s'agit tout d'abord de reprendre l'objectif supra-communal de préservation des trames vertes et bleues, à savoir les zones protégées au titre du réseau Natura 2000, les Sites d'Intérêt Patrimonial (SIP) du Parc du Pilat, mais aussi les liaisons écologiques fonctionnelles qui existent entre ces zones protégées, des liaisons qui recouvrent des espaces naturels plus ordinaires mais qu'il est nécessaire de protéger pour favoriser la circulation de la faune et le plein épanouissement des espèces, au bénéfice de la biodiversité du territoire de la commune.

Le fait de cibler le développement sur le secteur du Paton (centre-bourg) et le secteur de Chazeau-Maupas, et de proscrire toute nouvelle construction non agricole dans l'espace agricole et naturel s'inscrit dans cette optique. Sur ce point, d'ailleurs, le présent projet de PLU s'avère plus ambitieux que le PLU approuvé en 2006, qui permettait de nouvelles constructions sur de nombreux hameaux de la commune (Bazin, Morzelas, Gonon, Matricon...), permettant la poursuite du mitage.

Les outils du PLU

- **l'OAP n°2, sur Maupas**, prévoit une large surface d'espace végétalisés en coeur d'ilot, et réduit le périmètre de la zone urbanisable (Aub) par rapport au PLU en vigueur, pour limiter l'extension sur les rebords du plateau surplombant les gorges du Batalon.
- **le plan de zonage du PLU** réduit les surfaces des zones urbaines et à urbaniser vis-à-vis du PLU en vigueur, et matérialise les espaces "noyaux" du réseau écologique de la commune. Ces espaces, indicés "co", représentent les principaux corridors à protéger, au sein desquels toute nouvelle construction (hors agricole) est interdite, et où les nouvelles constructions agricoles doivent s'implanter en continuité des bâtiments existants. En d'autres termes, de façon à protéger très strictement la fonctionnalité écologique des espaces concernés, les nouvelles exploitations agricoles ne pourront s'implanter qu'au sein de la zone agricole ordinaire, et seule l'évolution des exploitations existantes sera autorisée en secteur Aco.
Aux côtés du secteur Aco, le zonage intègre en outre un secteur Av correspondant aux périmètres d'AOP viticoles et obéissant aux mêmes dispositions que le secteur Aco.
Le projet de PLU s'assure donc de la mise en place des outils nécessaires à la protection des espaces naturels et agricoles.
- **le règlement du PLU (article 13)** prévoit, dans chaque zone urbaine, une proposition minimale de la surface non bâtie dédiée à des espaces verts, pour veiller à ce que les espaces extérieurs ne soient pas totalement dédiés aux voies d'accès et aux espaces de stationnement, et préservent des espaces d'infiltration non imperméabilisés.

► Protéger le patrimoine paysager et bâti de la commune pour pérenniser son identité

Comme la viticulture, qui dispose d'un certain rayonnement sur le secteur, le paysage et le patrimoine architectural et urbain de Mallevall (centre-bourg médiéval, Madone, Château de Volan, chapelle St Claude, panorama des gorges...) constituent des atouts importants dans le cadre de son développement, à la fois résidentiel (attractivité du cadre de vie) et économique (développement touristique).

La commune a donc fait de la préservation de son identité et de son patrimoine un élément fort de son projet, pour veiller à ce que le développement urbain qu'elle souhaite relancer pour maintenir une certaine dynamique sur le village n'aboutisse pas à une dénaturation de ses qualités paysagères.

Ainsi, elle a engagé la révision de son ancienne Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), afin de réadapter certaines dispositions réglementaires de protection du centre-village, en particulier du point de vue des prescriptions en matière de performances énergétiques des bâtiments. La révision de la ZPPAUP en AVAP lui aussi permis d'étendre le périmètre jusqu'au château de Volan et la chapelle St-Claude, au Nord, en intégrant la Madone et la partie Sud du plateau de Martel, afin d'intégrer les constructions mitant ce plateau qui sont visibles depuis le centre-bourg, à l'inverse, les secteurs de plateaux et coteaux visibles lorsque l'on observe le bourg dans le grand paysage.

Le nouveau projet d'AVAP doit ainsi non seulement assurer une protection du centre-bourg, et notamment une certaine maîtrise des rénovations et aménagements susceptibles de l'impacter, mais aussi limiter les atteintes au grand paysage entourant le centre-bourg, et constituant, in fine, son "écrin".

Au-delà du nouveau périmètre d'AVAP, dont le projet doit être définitivement approuvé durant le premier semestre 2017, la commune a souhaité repérer, ponctuellement, quelques bâtiments anciens qui viennent ponctuer son paysage et dont elle souhaite encadrer les éventuelles rénovations pour éviter leur dénaturation, et les possibilités, lorsqu'il s'agit d'anciennes fermes ne servant plus à l'activité agricole, de les faire évoluer en habitation (changement de destination) pour permettre leur préservation et leur pérennité dans le paysage.

Parmi les éléments repérés, figurent notamment :

- l'ancienne ferme de Chazeau, désormais occupée en tant qu'habitation, autour de laquelle s'organise le projet de développement du hameau dans le cadre de l'OAP n°1. La commune souhaite s'assurer que le développement de Chazeau n'entraîne pas la dénaturation du hameau historique, et qu'il conserve son identité. C'est pourquoi l'ancienne ferme fait l'objet d'une protection spécifique, tandis que le vignoble situé en frange du hameau a été rattaché à la zone agricole, pour éviter sa construction et sa destruction.
- un ancien bâti agricole ne servant plus à l'activité, sur le secteur de Chantel, à proximité du Château de Volan, a été identifié pour être autorisé au changement de destination. Ce bâtiment souffre néanmoins d'une absence de desserte incendie que la commune s'est engagée à compléter et améliorer dans l'échéance de son PLU.

Les outils du PLU : le plan de zonage

→ Les OAP

- **L'OAP n°1, sur Chazeau, vise à valoriser l'ancienne ferme de Chazeau** en maintenant un retrait de la construction envisagée sur la parcelle communale, en amont de la ferme lorsqu'on rentre dans le hameau depuis la route de Bessey. Cela permet de ne pas boucher le point de vue sur ce bâtiment identitaire du hameau lorsqu'on y entre, et de le laisser "respirer".
- **L'OAP n°2, sur Maupas, vise à maintenir une large frange végétalisée** et réduit l'emprise de la zone AU figurant dans le PLU en vigueur, pour s'assurer que les constructions ne viendront pas s'implanter trop à proximité du rebord du plateau, fortement visible depuis la vallée du Batalon. Il s'agit de ce point de vue d'être compatible avec les orientations de la Charte du Parc du Pilat, qui encourage à éviter l'urbanisation en rebord de plateau ou en ligne de crête, fortement impactante dans le grand paysage.

→ Le plan de zonage

- **intégration des secteurs protégés au titre du projet d'AVAP lorsque celui-ci aura été approuvé, début 2017.**
Le zonage de l'AVAP pourra être directement intégré au PLU avant son approbation si l'AVAP est approuvée avant le PLU. Dans le cas contraire, la commune prendra un arrêté visant à intégrer l'AVAP à son PLU.
- **repérage de la ferme de Chazeau au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme**, et soumise au Permis de Démolir, qui permet à la commune d'avoir un droit de regard sur l'évolution de ce bâtiment fort dans l'identité du hameau. L'ancienne ferme est également soumise à des dispositions d'aspect extérieur spécifiques, tenant compte des qualités et des caractéristiques propres aux bâtiments anciens du parc du Pilat (article 11 réglementant l'aspect extérieur des constructions).
- **repérage de l'ancien bâtiment agricole de Chantel au titre de l'article L151-11** pour être autorisé à changer de destination, à condition toutefois d'être voué à un usage d'habitation, et de rester dans l'enveloppe du bâti existant.

► Préserver les ressources agricoles et les possibilités d'évolution des exploitations

Au même titre qu'il rappelle le souhait de la commune de protéger l'environnement au service de la richesse de sa biodiversité et d'un cadre de vie de qualité pour ses habitants, le projet de la commune vise à garantir une réduction de la consommation d'espaces agricoles et à assurer le maintien de la vocation agricole des espaces exploités ou anciennement exploités.

Si l'activité agricole ne peut se décréter, au moins le document d'urbanisme de la commune peut-il la soutenir et l'encourager en restreignant les possibilités d'occupation de la zone agricole aux seules activités agricoles, pour ainsi éviter que ces zones ne soient peu à peu mitées par l'urbanisation.

S'il ne souhaite en aucun cas permettre quelque nouveau développement de l'urbanisation que ce soit au sein de l'espace agricole, le PLU souhaite toutefois adopter une approche pragmatique vis-à-vis des constructions existantes en zone agricole et qui n'ont pas ou plus de lien avec l'exploitation agricole. Ainsi, la commune a souhaité, en cohérence avec l'évolution de la législation (Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Agro-alimentaire et la Forêt - LAAAF, loi pour la croissance et l'égalité des chances économiques - "loi Macron"), permettre aux constructions à usage d'habitation existantes d'évoluer, tout en limitant ces possibilités afin d'éviter qu'elles n'aboutissent à une complète transformation des constructions présentes, qui pourraient être incompatibles avec la vocation de la zone.

En particulier, le PLU encadre les extensions des constructions à usage d'habitation, ou les possibilités de changements de destination sur des anciennes constructions agricoles n'ayant aujourd'hui plus aucun lien avec l'agriculture.

Enfin, dans l'objectif de protéger l'espace agricole en tant que vecteur d'une certaine qualité du paysage et jouant un rôle dans le fonctionnement écologique du territoire, le PLU intègre des secteurs plus strictement protégés, dans lesquels seule l'évolution mesurée de l'existant est acceptée, sans qu'aucun nouveau développement bâti, y compris agricole, ne puisse être accepté.

Les outils du PLU : le plan de zonage et le règlement

Il prévoit une diminution des surfaces constructibles par rapport au PLU, en restreignant l'extension de l'urbanisation au centre-bourg (Paton) et au secteur de Chazeau-Maupas, seul secteur du plateau ciblé pour relancer le dynamisme démographique de la commune. En particulier, l'ensemble des hameaux classés en UD dans le PLU en vigueur (Bazin, Morzelas, Matricon, Gonon, ...) est désormais rattaché à la zone Agricole, qui permet l'évolution des constructions à usage d'habitation existante (les extensions, dans la limite d'une extension par tènement de 40 m² d'emprise au sol maximum, et de 200 m² de surface de plancher totale après travaux; ainsi que les annexes, dans la limite de 40 m² d'emprise au sol et d'une annexe par tènement, et les piscines) ou les nouvelles constructions à usage agricole, sans toutefois autoriser, comme le permettait l'ancien zone UD, de nouvelles habitations.

A noter que les annexes et piscines éventuellement autorisées doivent s'implanter intégralement dans un périmètre maximal de 20 m autour des constructions d'habitations existantes, pour éviter, là encore, que ces évolutions apportées à la construction d'habitation principale ne viennent contribuer au mitage de l'espace agricole (articles A8 et N8 du Règlement)

Il intègre en outre des secteurs plus particulièrement protégés, où les nouvelles constructions agricoles devront s'implanter en continuité des bâtiments existants, et où l'implantation de nouvelles exploitations au cœur des espaces cultivés est proscrite, pour éviter un mitage défavorable au maintien des fonctionnalités écologiques du territoire (secteur Aco) ou des cultures protégées en tant qu'AOP (secteur Av).

III. L'EVOLUTION DU REGLEMENT PAR RAPPORT AU PRECEDENT DOCUMENT D'URBANISME

1. Les zones urbaines. UA, UB et Ui

Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Art. R151-18 du code de l'urbanisme

La **notion d'équipement** recouvre aussi bien les infrastructures que les superstructures indispensables à la vie des habitants et le fait qu'ils soient en cours signifie que la collectivité publique est en mesure de s'engager sur leur réalisation dans un délai connu.

Les zones U peuvent être affectées à de l'habitat, à des activités, à des services ou à des loisirs. Elles se distinguent par un indice précisant leur vocation.

La zone UA

Zone urbaine centrale correspondant au cœur du village ancien de la commune de Mallevall. Immédiatement constructible, cette zone de forte densité est composée d'un bâti implanté sur un parcellaire serré et dans laquelle les constructions sont à édifier à l'alignement des voies publiques et en ordre continu ou semi - continu par rapport aux limites séparatives de propriété.

Cette zone multifonctionnelle est destinée à accueillir l'habitat, les commerces, les services et les activités artisanales afin de maintenir une mixité des fonctions urbaines, tout en tenant compte toutefois du caractère dense et ancien du tissu : les implantations de commerces ou d'artisanat sont ainsi limitées à une surface maximale, ce que ne prévoyait pas le précédent PLU, afin de limiter les nuisances sonores, paysagères ou liées aux difficultés d'accès, de stationnement ou de livraisons. Dans le même esprit, le règlement interdit les industries ou les nouvelles constructions agricoles.

En revanche, à la différence du précédent PLU, le présent projet de PLU révisé ne limite pas l'extension des constructions à usage d'habitation existantes, considérant que, en tant que zone urbaine centrale du village, la zone UA n'a pas vocation à limiter les possibilités de constructions de logements, et que les limites seront posées d'elles-mêmes au regard de la complexité et des fortes contraintes pesant sur le site.

En termes de densité et de formes urbaines, la principale évolution par rapport au document d'urbanisme antérieur, consiste à laisser davantage de possibilités d'évolution au tissu du centre ancien. Là où l'ancien règlement de la zone UA exigeait, en termes d'implantations et de hauteurs, que les nouvelles constructions soient réalisées dans la seule limite des enveloppes des bâtiments disparus ou ruinés, le règlement du présent projet de PLU exige l'implantation à l'alignement sur rue et une hauteur maximale de 12 m (ou R+2+combles) qui, tout en reprenant la morphologie originelle du village, laisse davantage de possibilités à d'éventuelles constructions nouvelles issues d'une démolition/reconstruction.

en outre, l'article UA7 du présent projet de PLU ouvre la possibilité d'une implantation des bâtiments sur rue en ordre semi-continu, et non strictement continu, en autorisant l'implantation sur une seule limite de parcelle aboutissant à la voie, et non d'une limite à l'autre. En revanche, le projet de PLU s'avère plus strict concernant l'implantation par rapport au fond de parcelle, où seules les constructions n'excédant pas 4 m de hauteur pourront s'implanter en limite. Il s'agit ainsi de limiter les nuisances réciproques de voisinage.

Enfin, comme l'ancien PLU approuvé en 2006, la zone UA intègre des dispositions relatives à la protection du patrimoine ancien par le biais du projet d'AVAP, qui lui sera intégré.

La zone UB

La zone UB du PLU est instaurée en remplacement de l'ancienne zone UC du PLU approuvé en 2006, au moins sur les secteurs maintenus ouverts à l'urbanisation et au développement de nouveaux logements, tels que Chazeau, Maupas et La Bascule. Il s'agit en effet de tenir compte du caractère déjà urbanisé de ces différents hameaux, et, dans l'esprit de la réglementation, de leur permettre de se densifier en accueillant de nouvelles constructions, pour éviter d'engendrer un développement urbain trop extensif.

Zone urbaine immédiatement constructible, de densité moyenne où les constructions sont édifiées en règle générale en retrait des voies publiques et en ordre discontinu par rapport aux limites séparatives de propriété, cette zone a principalement vocation à accueillir de l'habitat, mais les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, et certaines activités d'accompagnement, (bureaux, services etc.) sont également admises. C'est dans cet esprit que le nouvel article UB2 pose des limites plus strictes à l'implantation de bureaux, commerces et artisanat, qui doivent être liés à une construction à usage d'habitation, ou limités à des surfaces moins importantes qu'en zone urbaine centrale.

L'implantation des constructions occupant cette zone s'étant faite majoritairement en retrait des voies et emprises publiques, le présent projet de PLU laisse la possibilité aux constructions nouvelles de s'implanter avec un retrait minimal de 3 mètres par rapport à l'alignement, conformément à la règle en vigueur dans le cadre du PLU approuvé en 2006.

Toutefois, dans l'esprit de la réglementation et de son PADD de privilégier le secteur de Chazeau-Maupas pour accueillir son développement en limitant le mitage de l'espace agricole et naturel, la commune a fait le choix de laisser davantage de souplesse dans l'implantation des constructions. Ainsi, elle a ouvert la possibilité de s'implanter à l'alignement de la voie publique (article UB6), tout en maintenant des possibilités d'implantation en limite de parcelle voisine (article UB7) dans le cadre des constructions n'excédant pas 4 m de hauteur (bâtiments de plain-pied). Ceci devrait permettre aux pétitionnaires de dégager plus de surfaces de plancher et, le cas échéant (dans le cadre d'opérations de logements groupés, intermédiaires ou petits collectifs, programmés dans les OAP n°1 et 2), de réaliser davantage de logements sur une même parcelle. Cette évolution par rapport à l'ancien PLU est donc une traduction concrète de la volonté de maintenir une dynamique démographique sur la commune, tout en préservant l'environnement, l'agriculture et les paysages en limitant la consommation foncière et en concentrant les possibilités sur les secteurs prioritairement ciblés.

Toutefois, pour contrebalancer des règles d'implantations plus souples et conserver une maîtrise de la densification des secteurs urbanisés, tout en limitant l'imperméabilisation des surfaces et en favorisant le maintien d'espaces libres et de respiration, la commune a mis en place un coefficient d'emprise au sol (toutefois relativement élevé, à hauteur de 30 %), ainsi qu'un pourcentage d'espaces extérieurs

végétalisés sur l'ensemble des surfaces non bâties (la surface non bâtie devra faire l'objet de plantations dans la proportion d'au moins 50 %).

Le coefficient d'emprise au sol ne s'applique toutefois pas au secteur UBh (hameau du Paton) qui, à proximité immédiate du centre-bourg, dispose d'une morphologie urbaine intermédiaire, entre le tissu dense du village (dont certains bâtiments occupent l'intégralité de leur parcelle) et le tissu plus lâche des zones pavillonnaires du plateau ou de la vallée.

Le secteur UBh laisse ainsi davantage de possibilités de construire avec une emprise au sol élevée, de façon à réduire les freins à la construction sur une parcelle de taille modeste et grevée d'une partie inconstructible (partie Nord intégrée dans la zone Natura 2000 de l'Epervier, classé en zone Nco dans le présent projet de PLU) malgré son positionnement très favorable à proximité immédiate du centre-bourg. L'absence d'emprise au sol et la possibilité de réaliser davantage de surfaces de plancher (et, in fine, peut-être davantage de logements) vient en outre apporter une sorte de "bonification" face à l'obligation, instaurée par la commune pour remplir les objectifs du PLH, de produire au moins 30 % de la surface de plancher à destination d'un logement abordable, avec un prix de vente ou un loyer inférieur au prix du marché.

La zone Ui

La zone Ui concerne le secteur de La Bascule, dans la vallée du Rhône, sur lequel un permis d'aménager pour la réalisation d'une zone d'activités, à cheval sur Mallevall et St-Pierre-de-Boeuf, a été déposé.

Le règlement de la zone Ui, commun avec le PLU de St-Pierre-de-Boeuf, reprend les dispositions du permis d'aménager, afin de ne pas bloquer un projet déjà engagé et autorisé, et d'harmoniser les règles. La commune accompagne ainsi ce projet dans le sens où il est générateur d'emploi local, et où il s'inscrit dans le cadre de la politique de la communauté de communes.

En particulier, pour correspondre au projet tel qu'il se dessine, la commune autorise l'implantation de commerces et d'habitations, sous conditions strictes d'être liées aux activités présentes sur la zone (logement pour assurer le gardiennage des locaux d'activités, ou surfaces commerciales liées à une production autorisée dans la zone (espace d'exposition-vente ou "showroom")).

La zone Ui est toutefois impactée par le périmètre d'intervention nucléaire (indiqué "pi" dans le plan de zonage) et par le périmètre de protection éloignée de la source de captage en eau potable du Charreton, sur la commune de St-Pierre-de-Boeuf.

2. La zone à urbaniser AUb

Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme.

Art R 151-21 du Code de l'urbanisme

Zone à urbaniser destinée à assurer, à terme, le développement de la commune sous la forme de quartiers nouveaux, en confortement d'un hameau majeur de la commune, le secteur de Chazeau-Maupas.

Cette zone bénéficie à sa périphérie immédiate d'équipements et d'infrastructures de capacité suffisante. Elle est urbanisable à court et moyen termes.

Afin de maîtriser la forme du nouveau quartier aménagé, la commune a fait le choix d'imposer une opération d'aménagement d'ensemble et la compatibilité avec les préconisations définies dans « les Orientations d'Aménagement et de Programmation » (pièce n°03).

Dans l'idée de laisser des possibilités de développement (qui, compte tenu des contraintes pesant sur le bourg, ne peut être limité à ce seul périmètre du centre-village) visant à maintenir la vie du village, les élus ont fait le choix de cibler Chazeau-Maupas en tant que seconde poche d'urbanisation principale de la commune, et secteur équipé de son propre réseau d'assainissement collectif.

Sur ce secteur, une zone AUb d'environ 1 ha permet à la commune de mettre en oeuvre un véritable projet urbain, en "greffe" de hameau", assis sur une diversité des formes de logements construits (petit collectif ou intermédiaire le long de la route de Bessey, individuel groupé ou individuel en second rideau, pour ménager une transition entre une densité plus élevée au coeur du hameau, le long de la route, et une densité plus faible à mesure que l'on s'approche des rebords du plateau. Outre la diversité des formes de logements produits, qui, programmée dans l'OAP, doit permettre à la commune de répondre à l'enjeu d'une diversification des besoins en logements, avec une typologie des ménages qui évolue, une telle zone de développement urbain permet d'organiser une desserte optimale, limitant les emprises de voiries et les débouchés sur la route principale de Bessey, et de prévoir des surfaces d'espaces verts suffisamment généreuses, pour maintenir un cadre de vie agréable, une certaine attractivité, et des qualités écologiques à l'opération (surfaces permettant l'épanouissement d'une micro-biodiversité ou l'infiltration des eaux pluviales, aire de jeux d'enfants...).

Afin de permettre cette diversité de formes bâties et une certaine densification par rapport aux tissus quasi exclusivement pavillonnaires qui l'entourent, le règlement de la zone AUb, en cohérence avec l'OAP n°2 "Maupas", reprend l'esprit de la zone UB, en laissant notamment une certaine souplesse d'implantation : possibilité, à l'article AUb6, de s'implanter dans une bande de 0 à 6 m par rapport à l'alignement (dans la bande de constructibilité principale, d'une profondeur de 25 m par rapport à la route de Bessey), et de s'implanter, à l'article AUb7, sur une limite parcellaire (au plus) ou avec un retrait minimal de 3 m.

Comme dans la zone UB, la hauteur demeure limitée à 9 m (soit R+1+combles), afin de permettre, le cas échéant, les petits collectifs ou intermédiaires avec duplex, tout en limitant l'impact visuel de ces constructions sur le plateau. De la même façon, pour faciliter la gestion des eaux pluviales, la surface non bâtie doit faire l'objet de plantations dans la proportion d'au moins 50 %.

En revanche, le règlement de la zone AUb ne fixe pas de coefficient d'emprise au sol, pour permettre une densification un peu plus importante qu'en zone pavillonnaire UB, et surtout pour tenir compte de situations très différentes selon les futures parcelles du projet, entre petit collectif ou intermédiaire, potentiellement plus gourmands en emprise au sol, et individuel libre.

3. La zone agricole

Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Peuvent être autorisées, en zone A :

- 1° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime ;
- 2° Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changements de destination et aménagements prévus par les articles L. 151-11, L. 151-12 et L. 151-13, dans les conditions fixées par ceux-ci.

Art. R151-22 et R151-23 du Code de l'urbanisme

La zone accueille les exploitations agricoles existantes ou susceptibles de s'implanter sur le territoire, et les terres agricoles à préserver.

La zone comprend les secteurs suivants:

- **un secteur Av**, secteur agricole protégé et inconstructible au titre des appellations d'origine protégée
- **un secteur Aco**, lié aux milieux fonctionnels et aux corridors écologiques
- **un secteur Ae**, lié aux activités économiques (hors agriculture) présentes en zone agricole

Cette zone agricole s'avère différente de l'ancienne zone A du PLU approuvé en 2006. Celui-ci prévoyait en effet des secteurs spécifiques Ac dans lesquels étaient autorisés les constructions à usage agricole, et les habitations des agriculteurs, alors que la zone A interdisait strictement toute construction.

Le présent projet de PLU prévoit au contraire une zone A constructible pour les bâtiments à usage d'activité agricole et les habitations lorsqu'elles sont nécessaires à l'exploitation agricole existante, tandis qu'il repère, a contrario, des secteurs plus protégés (Av et Aco) correspondant aux périmètres d'AOP viticoles et réservoirs de biodiversité et corridors écologiques (zones Natura 2000, SIP du Parc du Pilat...), au sein desquels les constructions à usage agricole sont seulement autorisées si elles s'implantent en continuité des bâtiments agricoles existants. En d'autres termes, dans ces secteurs, l'implantation de nouvelles exploitations au sein de l'espace agricole est interdite, afin de protéger les terres à forte valeur agronomique ou les fonctionnalités écologiques en évitant le mitage.

Une autre évolution majeure vis-à-vis du précédent PLU, dans l'ensemble de la zone A et des secteurs Av et Aco du présent PLU, consiste en la **possibilité laissée aux constructions d'habitations existantes d'évoluer**, ce que ne permettait pas le précédent PLU, approuvé en 2006 dans le cadre d'un régime législatif et réglementaire alors différent. Le présent projet de PLU autorise désormais les extensions mesurées (dans la limite d'une extension de 40 m² d'emprise au sol par tènement et de 200 m² de surface de plancher totale après travaux), les annexes (dans la limite d'une annexe par tènement) et les piscines, tout en demandant à ce qu'annexes et piscines s'implantent à proximité de la construction à usage d'habitation existante (périmètre maximal de 20 m autour de la construction).

Enfin, **traduisant la volonté communale de recentrer son développement sur le secteur prioritaire de Chazeau-Maupas pour remplir ses obligations réglementaires de réduire sa consommation d'espaces naturels et agricoles, l'ensemble des petits hameaux ruraux de la commune** (Bazin, Morzelas, Martel, Matricon, Gonon...) **sont désormais rattachés à la zone A**, qui permet aux constructions existantes d'évoluer, sans toutefois autoriser de nouveaux développements (hors logements des agriculteurs et bâtiments agricoles), comme l'autorisait le précédent zonage du PLU en vigueur depuis 2006, qui classait l'ensemble de ces hameaux en zones UD et UF (zones urbaines faible densité).

Seules les activités économiques préexistantes (artisanat) en zone agricole font l'objet d'un zonage spécifique (secteur Ae) offrant des possibilités d'évolution mesurée aux bâtiments d'activités existants.

Il s'agit en effet de tenir compte de l'activité existante et de ne pas bloquer l'emploi potentiel sur la commune, tout en limitant les possibilités d'extensions pour conserver la vocation rurale de la zone A. Au-delà d'une certaine surface de plancher correspondant à des besoins d'extension liés à une activité dynamique, la philosophie d'aménagement générale consiste en effet à orienter les entreprises non agricoles dans des zones d'activités intercommunales spécialement dédiées (telles que celle de la Bascule, par exemple).

4. Les zones naturelles et forestières. N, Nco, Nzh

Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

- 1° Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
- 2° Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
- 3° Soit de leur caractère d'espaces naturels ;
- 4° Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;
- 5° Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

Peuvent être autorisées en zone N :

- 1° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière, ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de [l'article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime](#) ;
- 2° Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changements de destination et aménagements prévus par les articles [L. 151-11](#), [L. 151-12](#) et [L. 151-13](#), dans les conditions fixées par ceux-ci.

Article R151-24 et R151-25 du code de l'urbanisme

Zone naturelle et forestière à protéger en raison :

- soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
- soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
- soit de leur caractère d'espaces naturels.

La zone se subdivise en plusieurs secteurs correspondant à un règlement particulier :

- **le secteur Nco** lié aux milieux fonctionnels et aux corridors écologiques
- **le secteur Nzh**, correspond aux cours d'eau du Batalon et de l'Epervier, et aux zones humides présentes sur leurs abords.

Le secteur Nco correspond globalement aux vallons du Batalon et de l'Epervier, protégés au titre du réseau Natura 2000, qu'identifiait moins précisément le précédent PLU approuvé en 2006 (où les vallons et les plateaux étaient indifféremment classés en zone N).

En secteur Nco comme en zone N, les règles sont les mêmes qu'en zone A, à la différence que les constructions à usage agricole et les constructions d'habitations liées à une exploitation agricole y sont interdites. Pour autant, la zone N laisse les mêmes possibilités d'évolution mesurée des constructions à usage d'habitation existantes : extensions limitées, annexes et piscines, autorisées dans les mêmes conditions que dans la zone A.

Enfin, le secteur Nzh tient compte de la forte valeur écologique des zones humides et des cours d'eau, interdisant toute construction et tout mouvement de sol sur les secteurs concernés. Ainsi, aucune extension, annexe ou piscine n'est autorisée, ni même un affouillement ou exhaussement de sol. De ce point de vue, le présent projet de PLU s'avère garant d'une stricte protection des zones humides identifiées sur le territoire communal.

IV. INDICATEURS A ELABORER POUR MESURER LA REALISATION DU PLU

Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article [L. 101-2](#) et, le cas échéant, aux articles [L. 1214-1](#) et [L. 1214-2](#) du code des transports.

L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan.

Art. L153-27 du Code de l'urbanisme

Les indicateurs permettant de faciliter la réalisation de ce débat en Conseil Municipal sont explicités ci-après :

Pour rappel, les objectifs et orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sont les suivantes :

- Déterminer un potentiel foncier constructible permettant la construction d'environ 40 à 42 logements d'ici 2027 (intégrant les dents creuses disponibles, hors potentielles divisions de foncier bâti)
- Cibler le développement de l'urbanisation sur les pôles existants :
 - *Proscrire toute nouvelle construction de logements dans les hameaux et en milieux naturels et agricoles ;*
 - *Sur le centre-bourg, optimiser l'urbanisation de la seule disponibilité foncière du village, sur le secteur de Paton (0,14 ha), en visant des formes urbaines densifiées de type « faubourg »*
 - *Contenir l'enveloppe urbaine du hameau de Chazeau en réduisant les possibilités de construction en franges et sur limites de plateau ;*
 - *Préserver l'identité et les qualités paysagères du hameau de Chazeau existant*
- Réaffirmer la centralité et l'attractivité touristique du centre-bourg en valorisant son patrimoine architectural et urbain
 - *S'appuyer sur l'ancienne usine comme élément identitaire à préserver et revaloriser pour en faire le support d'une nouvelle activité à vocation touristique et culturelle*
 - *Maintenir l'offre de commerces et équipements en centre-bourg*
 - *Renforcer la trame d'espaces publics*
 - Requalifier l'actuel parking du « pressoir » pour mettre en valeur le futur équipement implanté dans l'ancienne usine sans aggraver le problème du stationnement, aigu en centre-bourg ;
 - Préserver, voire développer les liaisons modes doux sécurisées entre le bourg et les principaux secteurs d'urbanisation
- Promouvoir des formes urbaines et bâties diversifiées
 - *Produire environ 15 % de logements abordables d'ici 10 ans*
 - *Développer des formes de logements alternatives à la maison individuelle*

- Protéger les zones d'intérêt environnemental majeur et assurer leurs liaisons et continuités en interdisant tout nouveau développement de l'urbanisation dans l'ensemble des zones naturelles et agricoles
- Renforcer les supports de biodiversité au sein des espaces à urbaniser
- Encadrer les possibilités d'évolution des bâtiments d'intérêt patrimonial
 - *Déterminer, les bâtiments patrimoniaux autorisés au changement de destination, et identifier les conditions de leur évolution.*
 - *Identifier les anciens bâtiments aménagés en logements dans le cadre de changements de destination, dont l'intérêt patrimonial a pu être préservé, et qui doit être pérennisé en cas d'aménagements ou d'évolutions ultérieures.*
- Protéger et mettre en valeur les points de vue remarquables sur les vallées et les piémonts du Pilat
- Préserver les ressources agricoles et les possibilités d'évolution des exploitations

Objectifs du PLU	Indicateurs de suivi	Commentaires/ Outils/sources
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT URBAIN : MAITRISE DE LA CROISSANCE ET DES FORMES URBAINES		
Déterminer un potentiel foncier constructible permettant la construction d'environ 40 à 42 logements d'ici 2027 (intégrant les dents creuses disponibles, hors potentielles divisions de foncier bâti)	Nombre de permis de construire et de déclarations d'ouverture de chantier délivrés	<ul style="list-style-type: none"> - doivent être pris en compte les permis pour la réalisation de constructions neuves, ainsi que les permis ou déclarations de travaux portant sur la réhabilitation d'un bâtiment existant en vue de l'affecter à de l'habitation - Un nombre moins important que l'objectif doit pousser la collectivité à rechercher les raisons du rythme de construction faible (rétention foncière, perte d'attractivité, offre ne correspondant pas à la demande...) - un nombre moyen plus important doit conduire les élus à réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour mieux échelonner et réguler l'urbanisation dans le temps (échéancier)
Cibler le développement de l'urbanisation sur les pôles existants : <ul style="list-style-type: none"> o <i>Proscrire toute nouvelle construction de logements dans les hameaux et en milieux naturels et agricoles ;</i> o <i>Sur le centre-bourg, optimiser l'urbanisation de la seule disponibilité foncière du village, sur le secteur de Paton (0,14 ha), en visant des formes urbaines densifiées de type « faubourg »</i> o <i>Renforcer et contenir l'enveloppe urbaine du hameau de Chazeau en réduisant les possibilités de construction en franges et sur limites de plateau ;</i> o <i>Préserver l'identité et les qualités paysagères du hameau de Chazeau existant</i> 	<p>Localisation des nouvelles constructions</p> <p>Nombre de permis de construire pour création de logements dans le bâti existant ou sur terrains déjà construits (démolitions/reconstructions)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - un bilan peut être dressé sur la localisation des nouveaux logements par rapport aux prévisions du PLU (part centre village et part hameaux) - il s'agit de dresser un bilan sur la part des logements individuels, la part des groupés ou logements intermédiaires, la part du petit collectif - données du service instructeur du droit des sols

Objectifs du PLU	Indicateurs de suivi	Commentaires/ Outils/sources
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT URBAIN : MAITRISE DE LA CROISSANCE ET DES FORMES URBAINES		
Réaffirmer la centralité et l'attractivité touristique du centre-bourg en valorisant son patrimoine architectural et urbain <ul style="list-style-type: none"> o <i>S'appuyer sur l'ancienne usine comme élément identitaire à préserver et revaloriser pour en faire le support d'une nouvelle activité à vocation touristique et culturelle</i> o <i>Maintenir l'offre de commerces et équipements en centre-bourg</i> o <i>Renforcer la trame d'espaces publics</i> 	<p>Nombre de permis de construire ou déclarations préalables déposés ou délivrés pour le changement de destination ou l'aménagement des surfaces existantes</p>	
Promouvoir des formes urbaines et bâties diversifiées <ul style="list-style-type: none"> o <i>Produire environ 15 % de logements abordables d'ici 10 ans</i> o <i>Développer des formes de logements alternatives à la maison individuelle</i> 	<p>Nombre de permis de construire délivrés pour la création de logements abordables</p> <p>Typologies des constructions mises en place et surface moyenne de terrain consommée par logement</p> <p>Comparaison entre les objectifs de programmation établis dans les orientations d'aménagement et de programmation, le nombre et le type de logements réalisés</p>	<p>- données du service instructeur du droit des sols</p>

Objectifs du PLU	Indicateurs de suivi	Commentaires/ Outils/sources
VALORISATION DES PATRIMOINES		
Protéger les zones d'intérêt environnemental majeur et assurer leurs liaisons et continuités en interdisant tout nouveau développement de l'urbanisation dans l'ensemble des zones naturelles et agricoles Renforcer les supports de biodiversité au sein des espaces à urbaniser	Localisation des nouvelles constructions Surface moyenne de terrain consommée par construction autorisée (piscine, annexes, extensions, constructions agricoles...)	Données du service instructeur du droit des sols
Encadrer les possibilités d'évolution des bâtiments d'intérêt patrimonial <ul style="list-style-type: none"> o Déterminer, les bâtiments patrimoniaux autorisés au changement de destination, et identifier les conditions de leur évolution. o Identifier les anciens bâtiments aménagés en logements dans le cadre de changements de destination, dont l'intérêt patrimonial a pu être préservé, et qui doit être pérennisé en cas d'aménagements ou d'évolutions ultérieures. 	Typologies des constructions mises en place et surface moyenne de terrain consommée par logement Evolution des bâtiments et hameaux anciens Localisation des nouvelles constructions	Suivi des demandes de permis de démolir, permis de construire, déclarations préalables (Données du service instructeur du droit des sols)
Préserver les ressources agricoles et les possibilités d'évolution des exploitations	Evolution du nombre de sièges d'exploitation Evolution des surfaces dédiées à l'activité agricole Evolution des types de cultures	Données communales, chambre d'agriculture
Préserver et mettre en valeur le paysage	Typologies des constructions mises en place et surface moyenne de terrain consommée par logement Evolution des bâtiments et hameaux anciens Localisation des nouvelles constructions	



CHAPITRE III

Evaluation environnementale du PLU



A. Profil environnemental du territoire

1. Synthèse et hiérarchisation des enjeux

L'analyse de l'état initial de l'environnement a permis de mettre en évidence les grandes caractéristiques environnementales du territoire et de faire ressortir les enjeux dont le PLU doit tenir compte.

Thématiques	Les richesses	Les faiblesses et menaces	Enjeux	Hiérarchisation
Patrimoine naturel	<ul style="list-style-type: none"> Une dominance d'espaces boisés et d'espaces cultivés (vignes, vergers), auxquels s'ajoutent des habitats d'influence méditerranéenne de type chaud et sec. Un intérêt écologique mis en évidence par : <ul style="list-style-type: none"> le site Natura 2000 « Vallons et combes du Pilat Rhodanien », la ZNIEFF de type I « Gorges de Mallevall », la ZNIEFF de type II « Ensemble des vallons du Pilat Rhodanien » son intégration dans le PNR du Pilat. Dans ce cadre, la commune est concernée par le SIP² « Gorges de Mallevall et du Batalon », ainsi que par le SEP³ « Ravins affluents rive droite du Rhône ». <p>Les grandes fonctionnalités écologiques sont préservées et ne font pas l'objet de pression urbaine importante.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Un bourg-centre entièrement couvert par la ZNIEFF de type I « Les Gorges de Mallevall ». La présence de zones bâties juste en limite du site Natura 2000 « Vallons et combes du Pilat Rhodanien ». Le ruisseau l'Epervier, inclus au sein du site Natura 2000 précédemment cité, qui s'écoule en plein cœur du centre-bourg. Des espaces, dont l'intérêt écologique est reconnu par un zonage de gestion et d'inventaires, fragmentés par l'urbanisation de la vallée du Rhône ou par les infrastructures routières (notamment RD1086 et RD503). 	<ul style="list-style-type: none"> Préservation des espaces, inclus au sein des zonages de gestion et d'inventaires, localisés à proximité des zones bâties. Prise en compte et application des mesures de préservation en lien avec les objectifs de la Charte du PNR du Pilat vis-à-vis des SIP et des SEP Préservation des corridors écologiques et des sites participant à la structuration du réseau écologique. 	Forte

² SIP : Site d'Intérêt Patrimonial

³ SEP : Site Ecologique Prioritaire

Thématiques	Les richesses	Les faiblesses et menaces	Enjeux	Hiérarchisation
Ressource en eau	<p>Eau potable : Aucun problème quantitatif, ni qualitatif n'est recensé sur la ressource en eau potable.</p> <p>Station de Chazeau : de capacité suffisante. Elle traite les effluents du secteur de Maupas également. Possibilité d'accueillir les eaux usées pour environ 90EH soit globalement 35 logements.</p>	<p><u>Eau potable :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Des conduites d'eau potable au diamètre limité dans le secteur de Maupas à prendre en compte dans le cadre du développement du hameau. Présence d'un périmètre de protection éloigné du puits de captage en eau potable de Charreton (sur la commune de Saint-Pierre-de-Boëuf) en partie urbanisé. <p><u>Eaux usées :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> La station du bourg est saturée. De plus, de fréquentes pannes sont relevées sur cette installation et des taux de NH4 plutôt élevés, ce qui génère une pollution de l'Epervier (milieu récepteur naturel) et, par la suite du Batalon. Il est conseillé de raccorder le bourg de Malleva au réseau d'assainissement collectif de la commune voisine de St-Pierre-de-Boëuf. En l'état actuel, il n'est pas envisageable de raccorder une nouvelle population à la station du bourg. <p>Des problématiques d'étanchéité et d'apport d'eaux claires parasites sur la station de Chazeau.</p>	Adéquation entre les capacités de traitement des eaux usées et les besoins générés par l'accueil d'une nouvelle population.	Fort

Thématiques	Les richesses	Les faiblesses et menaces	Enjeux	Hierarchisation
Risques naturels	<p>Quelques risques naturels faibles à nuls ou dont les effets peuvent être atténués par des mesures spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sismique : aléa modéré sur l'ensemble du territoire. Des règles de construction parasismiques s'imposent à toutes nouvelles constructions. • Retrait/gonflement des argiles : à priori nul (non argileux). • Inondations : limitées sur la commune, absence de PPRNi. • Tempête : phénomènes rarement recensés. 	<p>Certains risques présentent des aléas un peu plus forts sur la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Feux de forêt : aléa moyen au vu de la localisation du bourg au sein d'une trame boisée. • Ruissellement : des potentielles problématiques de ruissellement dans le centre bourg en raison de sa configuration topographique, réceptacle des eaux de ruissellement des zones imperméabilisées des plateaux. • Glissement de terrain et tassements : 7 phénomènes de coulées de boue sont répertoriés sur la commune au lieu-dit Roche Courbe (secteur de la Bascule). 	<ul style="list-style-type: none"> • Maintien d'un espace tampon entre les espaces boisés et les zones urbanisées. • Limitation de l'urbanisation dans les secteurs potentiellement impactés par le ruissellement (le bourg, le secteur de La Bascule et de Roche Courbe) • Réduction de l'imperméabilisation des zones de plateaux 	Moyenne

Thématiques	Les richesses	Les faiblesses et menaces	Enjeux	Hierarchisation
Risques technologiques et nuisances	<ul style="list-style-type: none"> • Industriel : aucun établissement de type ICPE relevant du statut Seveso seuil haut et du régime de l'autorisation, n'est présent sur la commune. • Nuisances sonores : L'exposition est très limitée. Les habitations étant localisées à distance de la RD503 Le secteur de la Bascule est exposé, quant à lui, aux nuisances de la RD1086 et de la voie ferrée. • Déchets : un service assuré par la Communauté de Communes du Pilat Rhodanien. Les tonnages d'ordures ménagères évoluent à la baisse entre 2013 et 2014. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nucléaire : concernée par le PPI en cas d'accident au CNPE de Saint-Alban. • Radon : potentiel moyen ou élevé. Application pour certains établissements de mesures de gestion imposées par la réglementation (arrêté ministériel du 22 juillet 2004). • Transport de marchandises dangereuses : commune concernée par ce risque via la voie ferroviaire d'après le DDRM 2014. Cette dernière est située à l'écart du bourg, au niveau de la RD1086. 	<ul style="list-style-type: none"> • Limitation de l'exposition de la population aux risques et nuisances sonores en bordure de la RD1086. • Réduction de la production d'ordures ménagères et incitation à la poursuite du tri sélectif. 	Faible
Paysage	<ul style="list-style-type: none"> • Une identité paysagère marquée par les gorges, les plateaux ainsi que par une implantation particulière de l'urbanisation à flanc de coteaux, au sein du Parc naturel du Pilat. • Des éléments identitaires structurants tels que les vignes, le patrimoine médiéval du bourg et le petit patrimoine. • Un passé industriel marqué par l'ancienne usine. • Présence d'une AVAP protégeant le bourg et ses environs jusqu'au château de Volan et la chapelle St Claude. 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilité paysagère du hameau de Maupas du fait de son implantation sur le plateau, exposé aux vues. • Une entrée Ouest du bourg peu qualitative. • Un développement urbain peu qualitatif le long de la RD1086. 	<ul style="list-style-type: none"> • Préservation des éléments de patrimoine architectural/historique (ruines du Château de Renaud du Forez, commanderie, grenier à sel, « Petite Sorbonne », centre-bourg), industriel (ancienne usine), de petit patrimoine (Madeleine, chapelle, pont), présents dans le centre-bourg particulièrement. • Intégration paysagère des extensions urbaines sur les secteurs sensibles : plateaux, vallée du Rhône. • Respect des règles d'évolution du cadre bâti et urbain imposées par l'AVAP. 	Moyenne

Thématiques	Les richesses	Les faiblesses et menaces	Enjeux	Hierarchisation
Air, sol, énergie	<ul style="list-style-type: none"> • Une qualité de l'air globalement bonne avec une seule source de dégradation liée à la RD 503 voire à la RD1086 (quartier de la Bascule), mais une faible exposition des habitants. • Un potentiel intéressant de production d'énergies renouvelables : bois, solaire, géothermie • Aucune carrière identifiée sur la commune. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une forte dépendance à l'usage de la voiture puisque la commune reste dépendante des agglomérations alentour en terme de commerces et activités. Ceci contribue aux émissions de polluants et de GES. • Un mode de développement (habitat individuel) consommateur d'énergie et un parc de logements ancien dans le centre bourg. • Un réseau de lignes de transport relativement réduit (2 lignes de transport interurbain hors transport scolaire). Un territoire par conséquent particulièrement dépendant du véhicule individuel pour les déplacements. 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de l'efficacité énergétique de l'habitat le plus ancien. • Réduction de certains trajets automobiles au profit des modes doux. 	Moyenne

2. Tendances – évolutions probables si le PLU n'est pas mis en œuvre

Consommation foncière

En l'absence de mise en œuvre du projet de PLU, la consommation d'espaces agricoles et naturels va se poursuivre, avec un impact potentiel sur l'activité agricole, qui constitue l'activité principale du territoire. En effet, le PLU en vigueur autorise une ouverture à l'urbanisation de plus de 14 ha soit 7,2% de la SAU totale (SAU totale : 194 ha en 2010).

Ces surfaces constructibles empiètent majoritairement sur des espaces agricoles et naturels, notamment sur le plateau autour du hameau de Chazeau, mais également à divers endroits du territoire : Bazin, La Bascule, au sud de la RD 503 lieu-dit Matricon.

Patrimoine naturel

Le PLU actuel classe en zone N la ZNIEFF de type I « Les gorges de Mallevall », le site Natura 2000 « Vallées et combes du Pilat rhodanien » et par conséquent le SIP « Gorge de Mallevall et du Batalon ». Ce classement particulièrement restrictif en termes de possibilités de constructions va permettre le maintien et la préservation de l'intérêt biologique et écologique du site.

Les principales fonctionnalités écologiques du milieu étant liées à ces zones d'inventaires et de gestion, la présence de zonage garantit ainsi la préservation des continuités écologiques à l'échelle du territoire.

On note cependant que le PLU actuel classe une portion de secteur agricole et boisé, classé en ZNIEFF de type I, comme immédiatement constructible ce qui pourrait avoir des incidences sur les habitats naturels.

Ressource en eau

Le PLU en vigueur présente encore 14 ha de zones potentiellement constructibles (zones U ou AU). Sur la base d'une densité moyenne minimale d'environ 20 logements/ha, cette surface correspond à un potentiel de 280 logements (population supplémentaire estimée d'environ 700 habitants). La Communauté de Communes du Pilat rhodanien ne signale aucun problème quantitatif ou qualitatif de la ressource en eau du territoire. Cette dernière est, en effet dépendante, de plusieurs sources du Pilat et de prélèvements en nappes du Rhône. Cependant, une telle augmentation de population pour une commune de la taille de Mallevall peut poser question quant à la pérennité de la ressource en eau, notamment si un développement équivalent était envisagé pour les communes de Bessey, Roisey, Pélussin et Chavanay (dépendantes du même syndicat).

En termes d'assainissement, la station du bourg est saturée et ne peut pas accueillir de population supplémentaire. Le raccordement du bourg à la station de Saint-Pierre-de-Bœuf est donc envisagé afin de pallier les problèmes d'assainissement actuels. Le secteur de la Bascule est déjà raccordé à la nouvelle station d'épuration de Saint-Pierre-de-Bœuf, construite en 2008. Cette station est dimensionnée pour accueillir 1800 EH. Le raccordement du centre-bourg de Mallevall n'a pas été envisagé dans le dimensionnement de la station en 2008, ainsi même si ce raccordement peut être envisagé à court terme, les capacités de la station risquent, à moyen terme, d'être dépassées, avec la croissance démographique envisagée sur la commune de St Pierre de Boeuf sur les 10 prochaines années.

Pour finir, la station de Chazeau ne peut accueillir, quant à elle, qu'une trentaine de logements supplémentaires.

L'accueil d'une population équivalant à 700 habitants nécessiterait obligatoirement des travaux de redimensionnement de la station de Chazeau (secteur qui dans le PLU en vigueur dispose du plus grand potentiel constructible) et de la station de Saint-Pierre-de-Bœuf.

Risques naturels

Les zones immédiatement constructibles ou d'urbanisation future ne sont pas localisées dans des zones identifiées comme à risques de feux de forêt ou de ruissellement potentiel (en centre-bourg). Le PLU prévoit de développer l'urbanisation dans le secteur de La Bascule, en dehors du secteur soumis aux risques de mouvement de terrain (secteur de la Rochecourbe).

Hormis le risque sismique, pour lequel des mesures de construction sont mises en place réglementairement pour limiter l'aléa, le PLU en vigueur n'expose pas de population supplémentaire aux risques naturels.

Risques technologiques et nuisances

Une seule ICPE est recensée sur le territoire communal, au hameau Favier. Le PLU n'ouvre pas de zones à l'urbanisation dans ce secteur. Le PLU expose cependant l'ensemble de la nouvelle population au risque nucléaire et de radon. Ces risques concernant l'ensemble du territoire communal.

Seul le secteur de La Bascule est soumis aux nuisances liées à la RD1086 et aux risques de transport de matières dangereuses (voie ferrée). Comme vu précédemment, le PLU en vigueur définit des zones immédiatement constructibles au niveau de ce secteur, et expose donc une population supplémentaire à ce risque.

Paysage

Le PLU actuel classe les paysages à dominante naturelle en zone N. Les possibilités de construction restrictives de la zone N permettent de préserver les qualités paysagères du territoire notamment des gorges de Mallevall (vallées de la Palouse, de l'Epervier et du Batalon). On attend une incidence sur la qualité paysagère des plateaux, notamment celui où se localise le hameau de Chazeau-Maupas qui est sujet à un fort développement des zones d'extension. Concernant les zones UD situées sur le plateau agricole, présentant une sensibilité paysagère, celles-ci ne présente peu ou pas d'extension de l'urbanisation, ce qui permet de préserver leur qualité. On note une incidence paysagère plus marquée dans le secteur de Bazin pour lequel les zones UD ont été étendues.

Le hameau de Chazeau reste le plus touché par les modifications paysagères (modification de la perception aux abords du hameau de par l'édification de nouvelles constructions).

En revanche, le bourg avec son implantation particulière à flanc de coteaux ne sera pas modifié. Aucune nouvelle zone constructible n'étant prévue dans le centre-bourg. D'ailleurs le caractère médiéval de ce dernier est préservé par la délimitation de zone UA et UC au plus proche du bâti.

La commune fait également l'objet d'une mise en place d'une ZPPAUP requalifiée en AVAP. Les caractéristiques du bâti du bourg seront maintenues et protégées, de même que les grandes caractéristiques des plateaux et des gorges, inclus dans le périmètre de l'AVAP.

Enfin, certains éléments identitaires marquant du territoire (tels que la petite Chapelle de Saint-Claude, la propriété de Volan et l'ancienne usine de tissage, font l'objet d'un repérage au plan de zonage en tant qu'éléments remarquables.

Air, énergie

Globalement, la commune de Mallevall se situe en dehors des zones polluées. La nouvelle population ne sera pas exposée outre mesure à la pollution.

Cependant, la forte augmentation de la population en lien avec la superficie totale des zones immédiatement constructibles ou d'urbanisation future prévues dans le PLU en vigueur, vont engendrer une augmentation significative des déplacements. En effet, à raison de 2 véhicules par logements et 1 aller-retour domicile-travail par véhicule par logement, une augmentation d'environ 1000 véhicules/jour est attendue. Cette augmentation des déplacements est à mettre relative avec une augmentation des gaz à effet de serre et une consommation plus importante des ressources énergétiques.

B. Analyse environnementale du PADD

Le projet de PLU n'a pas fait l'objet de différents scénarios, les possibilités d'aménagement du territoire étant relativement restreintes.

Cette analyse de compatibilité des orientations permet de vérifier que les orientations et les objectifs en matière de développement économique et d'équité sociale ne sont pas absents des objectifs environnementaux, et que les propositions de développement économique et social sont compatibles avec les objectifs environnementaux du PLU.

Le territoire présente un ensemble d'atouts paysagers, naturels et patrimoniaux participant grandement au cadre de vie ainsi qu'aux potentialités de développement économique (agriculture, tourisme) de la commune. Cependant ces richesses, mêlées à un relief relativement accidenté, influencent très fortement le développement de la commune et constituent des contraintes non négligeables à l'aménagement du territoire.

En outre, le PLU de Mallevall est sujet à un contexte réglementaire imposant une compatibilité avec les orientations des documents suivants : la Charte du Parc Naturel Régional du Pilat, le Schéma de Cohérence Territoriale des Rives du Rhône et le Programme Local de l'Habitat de la Communauté de Communes du Pilat Rhodanien.

Pour répondre à ces enjeux et contraintes, le PADD de Mallevall se décline en deux grandes orientations, elles-mêmes déclinées en plusieurs objectifs.

Orientation thématique n°1 : La maîtrise de l'urbanisation

Objectif I :

Déterminer un potentiel foncier constructible en vue de maintenir le rythme de croissance démographique de la commune pour pérenniser les équipements et services vecteurs d'animation et de vie dans le village.

Objectif II :

Porter un développement urbain facilement consommateur d'espaces par l'affirmation de la polarité urbaine de Chazeau et le soutien à l'animation du village.

Orientation thématique n°2 : La préservation des patrimoines

Objectif I : Protéger le patrimoine naturel en tant que réservoir de biodiversité

Objectif II : Protéger le patrimoine paysager et bâti de la commune pour pérenniser son identité

Objectif III : Préserver les ressources agricoles et les possibilités d'évolution des exploitations

1. Analyse thématique des orientations du PADD

Thématiques	Enjeux à prendre en compte (issus de l'EIE)	Prise en compte dans le PADD
Consommation foncière	<ul style="list-style-type: none"> Limitation de la consommation foncière et de l'extension urbaine Adéquation avec les objectifs exprimés dans le SCoT. 	<p>Le projet de PLU diminue la consommation foncière totale (zones AU) par rapport à celle initialement prévue dans le PLU vigueur, à savoir 8,47 ha. En effet, il est prévu une ouverture à l'urbanisation de 2 ha maximum (conformément aux objectifs du SCoT – fourchette haute) - Orientation thématique n°1 – Objectif I.</p> <p>De plus, conformément au schéma de secteur du SCoT, à défaut de pouvoir poursuivre l'urbanisation du bourg, contraint par la topographie et par des raisons environnementales, le développement de l'urbanisation se concentrera principalement sur le hameau de Chazeau-Maupas - Orientation thématique n°1 – Objectif II.</p> <p>Enfin le projet de PLU, dans une optique de limitation de la consommation d'espace, encourage des formes urbaines et bâties plus denses et diversifiées, moins consommatrices d'espaces (logements intermédiaires ou petits collectifs).</p>
Patrimoine naturel et de politique préservation	<ul style="list-style-type: none"> Préservation des espaces, inclus au sein des zonages de protection, localisés à proximité des zones bâties, à la sortie du Bourg et en lien avec le secteur de Paton. Prise en compte et application des mesures de préservation en lien avec les objectifs de la Charte du PNR du Pilat vis-à-vis des SIP et des SEP ainsi que vis-à-vis de la trame verte et bleue. Préservation des corridors et des sites participant à la structuration du réseau écologique, notamment au niveau local. 	<p>Afin de préserver l'intégrité des secteurs de forte valeur écologique, le projet de PLU rend inconstructibles (Orientation thématique n°2 – Objectif I) :</p> <ul style="list-style-type: none"> les espaces inclus dans le périmètre du Site Ecologique Prioritaire (SEP) repéré par le Parc du Pilat. l'ensemble des espaces naturels et agricoles, hormis Chazeau-Maupas et les secteurs de constructions à usage agricole. <p>Le projet de PLU prévoit de renforcer la biodiversité en milieu urbain également par la préservation ou la reconstitution de milieux. Il est ainsi envisagé que les espaces verts ou cultivés au cœur de l'enveloppe urbaine ou les espaces publics créés dans le cadre d'un développement urbain, seront maintenus ou aménagés afin qu'ils soient profitables à la petite faune.</p>
Ressource en eau	<p>Eaux usées :</p> <ul style="list-style-type: none"> Assurer l'adéquation entre les capacités de traitement et les besoins générés par l'accueil d'une nouvelle population. Des conduites d'eau potable au diamètre limité dans le secteur de Maupas à prendre en compte dans le cadre du développement du hameau. 	<p>Dans le cadre de la gestion des eaux usées, l'état actuel de la station du bourg ne permettant pas d'accueillir une population supplémentaire car saturée, le projet de PLU privilégie un développement de l'urbanisation sur le hameau de Chazeau-Maupas, qui dispose d'un système d'assainissement collectif de capacité suffisante à l'accueil d'une nouvelle population (bien que ce dernier présente quelques problèmes liés à la présence d'eaux claires) - Orientation thématique n°2 – Objectif II.</p> <p>En termes de gestion des eaux pluviales, le projet de PLU envisage la végétalisation des espaces publics nouvellement créés, qui permettra une meilleure infiltration des eaux - Orientation thématique n°2 – Objectif I.</p>

Thématiques	Enjeux à prendre en compte (issus de l'EIE)	Prise en compte dans le PADD
Risques naturels	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à maintenir un espace tampon entre les espaces boisés et les zones urbanisées. • Limiter l'urbanisation dans les secteurs propices au ruissellement soit les secteurs localisés au niveau des gorges (le bourg et le secteur de La Bascule). Il en est de même dans le secteur de la Roche Courbe ayant déjà subi des phénomènes de coulées de boue. 	Le développement de l'urbanisation est prévu principalement dans le secteur de Chazeau-Maupas, de Paton et à La Bascule. Ces secteurs ne sont pas identifiés comme soumis à un quelconque risque contraignant pour l'urbanisation ou présentant un danger pour les biens et les personnes.
Risques technologiques et nuisances	<ul style="list-style-type: none"> • Limiter l'exposition de la population aux risques et nuisances sonores en bordure de la RD1086. • Réduire la production d'ordures ménagères et incitation à la poursuite du tri sélectif 	<p>Le développement de l'urbanisation uniquement au niveau du hameau de Chazeau, non concerné par les nuisances sonores ou risques liés à la RD1036 et la voie ferrée - Orientation thématique n°1 – Objectif II.</p> <p>Le secteur UB (et UBc3), est constructible et localisé à proximité de de la RD1086. Ce secteur est donc soumis aux nuisances sonores liées à la RD1086, tout comme le secteur UIac3, localisé du côté Est de la RD.</p>
Air, énergie	Amélioration de l'efficacité énergétique de l'habitat le plus ancien.	Il est prévu de préserver voire développer les cheminements piétons sécurisés entre le bourg et le hameau de Chazeau-Maupas et depuis la RD 503. Ceci pourrait permettre de limiter certains déplacements motorisés et ainsi de réduire les émissions de gaz à effet de serre - Orientation thématique n°1 – Objectif II.

Thématiques	Enjeux à prendre en compte (issus de l'EIE)	Prise en compte dans le PADD
Paysage	<ul style="list-style-type: none"> Préservation des éléments de patrimoine architectural/historique (ruines du Château de Renaud du Forez, commanderie, grenier à sel, « Petite Sorbonne », centre-bourg), industriel (ancienne usine), de petit patrimoine (Madeleine, chapelle, pont), présents dans le centre-bourg particulièrement. Veiller au bon développement des secteurs de Chazeau/Maupas et au pied des coteaux en bordure du Rhône (préservation des paysages de plateaux et des perspectives de vue). Respect des règles d'évolution du cadre bâti et urbain imposées par l'AVAP. 	<ul style="list-style-type: none"> La prise en compte du paysage dans le cadre du PLU, passe notamment, par une diminution de l'impact visuel des zones nouvellement constructibles. Ainsi, il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> réduire des possibilités de construction en frange et sur les limites du plateau pour le hameau de Chazeau afin de limiter l'impact visuel et préserver les paysages. préserver l'identité et les qualités paysagères de Chazeau-Maupas. conserver et réhabiliter l'ancienne usine pour un usage culturel, touristique (Orientation thématique n°1 – Objectif II). La limitation de l'impact visuel des futures opérations de développement urbain, notamment si inscrites au sein de l'enveloppe urbaine de Chazeau, se fera en intégrant des principes de composition paysagère, permettant une insertion optimale dans le tissu urbain. Ceci permettra de protéger des points de vue remarquables sur les vallées et les piémonts du Pilat. <p>Dans le cadre de l'AVAP, il est question de préserver le patrimoine bâti au sein du périmètre.</p> <p>Hors AVAP, il s'agit de déterminer l'état de conservation des bâtiments et leur intérêt patrimonial afin d'identifier et d'évaluer les conditions de leur évolution et leur changement potentiel de destination ou de leur préservation - Orientation thématique n°2 – Objectif II.</p> <p>La préservation des circuits de promenades et de randonnées sur la commune permettra de développer les activités touristiques par le biais de la découverte du patrimoine.</p>

Les différents enjeux environnementaux mis en évidence dans le cadre de l'état initial de l'environnement sont pris en compte dans le projet de territoire à l'exception de la problématique de gestion des déchets qui ne constituent pas une problématique environnementale à réel enjeu pour le territoire.

2. Analyse transversale des orientations du PADD

Les orientations du projet d'aménagement et de développement durables de la commune intègrent bien les enjeux environnementaux identifiés à l'échelle communale. Ainsi, deux axes forts se dégagent du PADD :

- La mise en œuvre d'un développement modéré et recentré sur les 2 polarités, représentées par le secteur de Paton et le hameau de Chazeau-Maupas (par application du schéma de secteur permettant au regard des faibles possibilités de développement du bourg, de reporter les objectifs de construction sur les plateaux moins contraints.
- La préservation et la valorisation du patrimoine culturel, architectural, paysager, naturel voire industriel afin de maintenir le cadre de vie et soutenir les activités sur le territoire.

Afin d'être compatible avec les objectifs du SCOT des Rives du Rhône, la croissance démographique envisagée dans le cadre du PLU visera à maîtriser l'urbanisation afin de préserver les espaces naturels et agricoles, la commune étant considérée comme « un village » de polarité 4 dans le SCoT, soit une commune qui ne dispose que des services de proximité et demeure largement dépendante des bourgs centres à proximité. Ce territoire n'est pas considéré comme prioritaire à l'échelle du SCOT pour le développement de l'urbanisation et l'accueil de nouvelles populations.

Il est envisagé de construire un maximum d'environ 3,2 logements/an sur 10 ans, avec une densité minimale de 20 logements/ha. De plus, 10 % de logements abordables doivent être construits à Mallevall, soit 5 logements d'ici 2030. 3 OAP ont été établies dans le cadre du PLU, dont une relative à un secteur AUb sur le hameau de Chazeau.

L'accueil d'habitants supplémentaires va impliquer une augmentation des déplacements vers les bourgs centres à proximité, qui offrent davantage de services de proximité et d'équipements (Chavanay, Maclas et Saint Pierre de Boeuf dans le proche environnement de Mallevall), les villes (polarités de niveau 2, qui concentrent les principaux services et équipements de niveau intercommunal et cantonal, telles que Pélussin ou Condrieu) et l'agglomération (polarités de niveau 1, qui proposent les grands équipements et services à l'échelle du SCOT – Vienne et agglomération roussillonnaise). Le territoire ne bénéficie pas actuellement d'un transport collectif structurant permettant d'offrir une alternative concurrentielle à la voiture individuelle. La participation du territoire aux objectifs nationaux et régionaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre est donc limitée. Le territoire n'est pas concerné, pour l'heure, par des projets permettant de développer une offre de transport intéressante et constituant une alternative à la voiture individuelle.

Il est envisagé dans le PADD, le développement de cheminements piétons sécurisés entre le bourg et le hameau de Chazeau-Maupas, ainsi qu'entre le bourg et la RD 503.

C. Analyse des incidences de la mise en œuvre du PLU et présentation des mesures

1. Les différentes composantes du projet

Développement de l'habitat

En matière d'habitat, le PLU prévoit la construction de 42 logements à l'horizon 2027. Les secteurs d'extension de l'urbanisation font l'objet d'Orientation d'Aménagement et de Programmation. Le hameau de Chazeau, et plus particulièrement la zone AU, concentre l'essentiel des nouveaux logements, à savoir environ 35 logements, dont 19 logements en zone AU. Il est prévu 21 logements intermédiaires et 16 logements individuels ou groupés. Dans le hameau de Chazeau, il est également prévu, l'accueil de 4 nouveaux logements au niveau des dents creuses.

Enfin, à l'Ouest du centre-bourg, la construction de 2 à 3 logements sociaux est prévue sur le secteur de Paton.

Développement économique

En terme de développement économique, le PLU envisage :

- de poursuivre l'accueil de commerces, services et activités artisanales dans le centre-bourg, compatibles avec l'habitat, afin de maintenir une mixité des fonctions urbaines,
- le développement de la zone d'activités artisanales dans le secteur de la Bascule, initialement prévue dans le PLU actuel.
- la pérennisation de l'activité agricole et notamment viticole sur le territoire, avec plus de la moitié du territoire classée en A, avec un zonage spécifique pour les secteurs viticoles, Av (le règlement de la zone Av étant plus restrictif et restreignant les constructions agricoles neuves à des constructions en continuité du bâti agricole existant et les travaux sur constructions existantes à usage agricoles, d'habitations, d'annexes et les piscines).

Développement des infrastructures

Aucune modification majeure du réseau de voirie n'est envisagée, le PLU intègre quelques projets d'aménagement d'infrastructures :

- la réalisation d'un cheminement piéton, dans l'OAP dans le secteur du Paton, permettant de relier l'ancienne usine et la mairie,
- une voie de bouclage permettant de desservir la zone AU, sur le hameau de Chazeau, et la réalisation de stationnements latéraux,
- des voies de desserte dans le cas de l'aménagement des OAP sur le hameau de Chazeau-Maupas.

Développement des équipements

L'offre en équipements est relativement pauvre sur le territoire communal. Mise à part la revalorisation de l'ancienne usine afin d'en faire un élément identitaire à vocation touristique et culturelle, il n'est pas prévu de développement de nouveaux équipements sur le territoire. L'objectif du PLU est d'assurer la pérennité des équipements notamment scolaires.

La possibilité de raccorder le bourg à la station d'épuration de Saint-Pierre-de-Bœuf est actuellement à l'étude. La station du bourg étant pour l'heure saturée.

2. Les incidences du projet sur les thématiques environnementales

Consommation foncière

► Les objectifs supra-communaux

La révision du PLU de la commune de Mallevall s'inscrit en partie dans le cadre du PLH prorogé de la CCPR, et également, dans le cadre du SCOT Rives du Rhône.

- Le SCoT prévoit pour la commune de Mallevall une production de 3,2 nouveaux logements/an (sur une base de 5,5 logements/an pour 1000 habitants et pour une population de 571 habitants en 2013 pour Mallevall).
- Le PLH prévoit quant à lui : 3,3 nouveaux logements par an.

Cependant, la commune n'a pas réalisé l'ensemble des logements que lui octroyait le PLH sur la période 2010-2016. Prorogé pour 2 ans, jusqu'en 2018, le PLH acte la possibilité pour la commune d'intégrer le différentiel de logements non produits dans ses objectifs de production à 10 ans.

L'intégration de ce différentiel représente une possibilité de construire 9 logements supplémentaires sur les 10 prochaines années, soit un total de 41 logements en 10 ans (3,2 logements/an x 10 ans + 9 logements non réalisés sur la période 2016-2018).

► Les dynamiques foncières actuelles : consommation passée et disponibilités du PLU en vigueur

Le recensement de l'ensemble des disponibilités foncières en zones U (disponibilités de court terme) et AU (disponibilités de long terme) a permis de voir que **la commune de Mallevall possède pour l'heure 14 hectares potentiellement constructibles** (voir carte ci-dessous), **alors que la déclinaison des objectifs de construction issus du SCOT et du PLH identifie un maximum de 2,05 hectares urbanisables (hors renouvellement urbain).**

Par ailleurs, **la consommation foncière communale des 10 dernières années (2006-2016) a été de 6,33 ha, soit, là encore, un rythme nettement supérieur aux objectifs supra-communaux**, dont :

- 5,07 ha ont été dédiés à la construction de 27 logements (soit une densité de 5,32 logements/ha),
- 1,26 ha ont été dédiés à la construction de bâtiments d'activités (dont 0,62 ha de bâtiments d'activités hors agricultures (artisans)).

Intégrant l'objectif de production de logement réhaussé par le PLH prorogé, le présent projet de PLU laisse environ 2,25 ha constructibles, soit une densité moyenne globale d'environ 18,2 logements/ha, qui, dans un rapport de compatibilité qui n'est pas une stricte conformité, ne permet pas d'atteindre l'objectif de densité minimale de 20 logements/ha fixé par le SCOT, mais s'en rapproche toutefois, en tenant compte:

- **de l'environnement bâti du principal secteur de développement de la commune**, Chazeau/Maupas, quasiment exclusivement occupé par du pavillonnaire peu dense, et sur le plateau, où il semble délicat de développer des formes urbaines et bâties trop denses au risque d'être en rupture complète avec l'environnement existant
- **de la présence de dents creuses** de petites surfaces au sein de ces tissus pavillonnaires, au sein desquelles seuls quelques constructions individuelles ont vocation à être réalisées.

***Remarque :** Il est précisé dans le projet de PLU, qu'en cohérence avec l'objectif de favoriser la densification et le renouvellement urbain, le PLU propose de ne pas inclure dans cette surface les potentielles divisions de foncier bâti, mais seulement les « dents creuses », les terrains non bâtis situés en tissu urbanisé, en particulier les hameaux pour ce qui concerne Mallevall.*

Dans le projet de PLU, les 2,25 ha programmés pour l'accueil d'environ 40 à 42 logements se répartissent de la manière suivante :

- 1,1 ha en extension du hameau de Chazeau-Maupas Le développement de l'urbanisation se fait au sein de l'enveloppe bâtie existante. La zone Aub est, en effet, insérée au sein de la trame bâtie et vient épaissir l'enveloppe urbaine et non l'étirer en longueur.
- 0.7 ha en densification du hameau de Chazeau-Maupas,
- 0,4 ha d'urbanisation de dents creuses sur le secteur de Maupas,
- 0,05 ha sur le secteur de Paton,

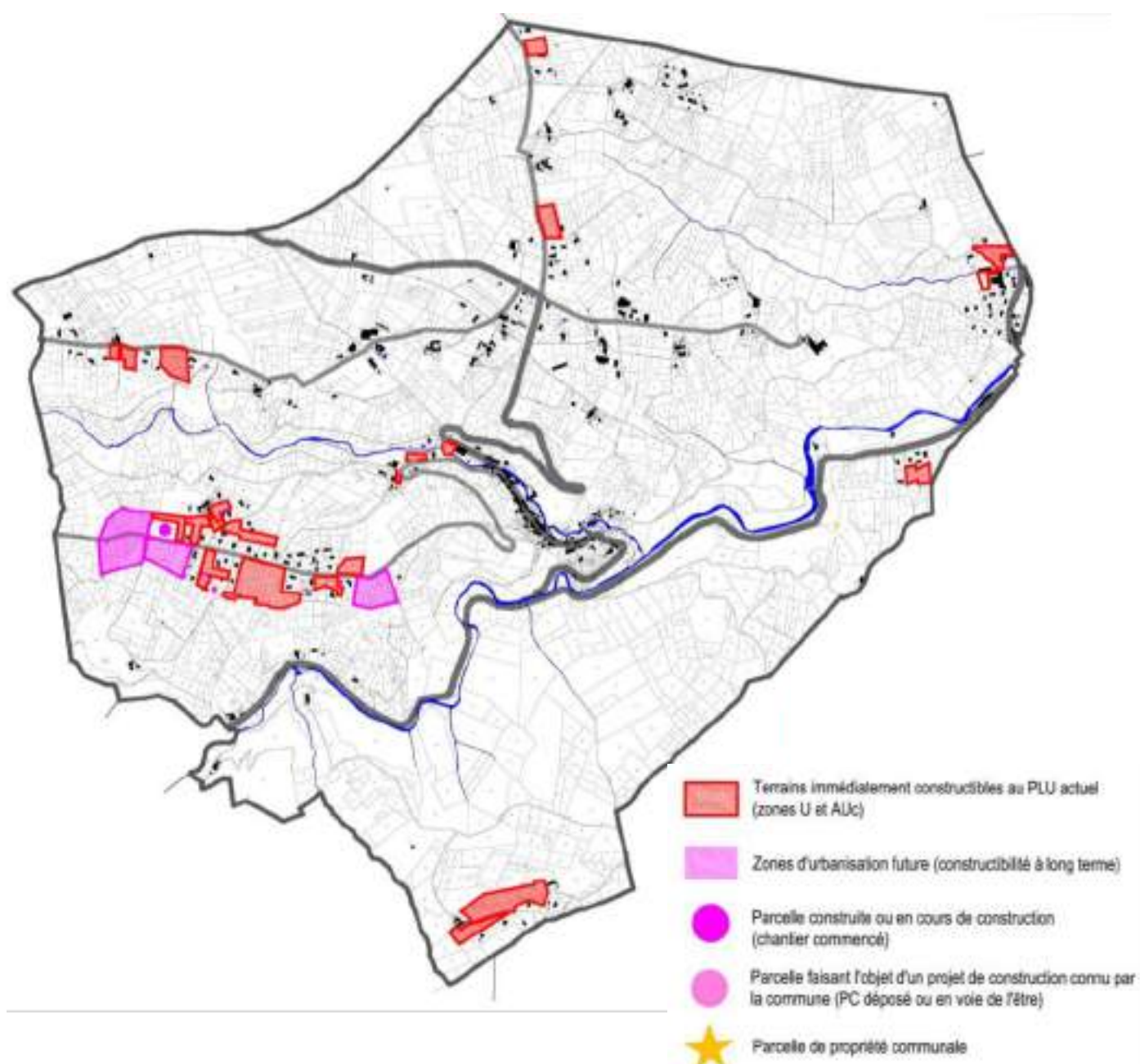
A ces 2,25 ha s'ajoutent : 0,42 ha de zones à vocation artisanale sur le secteur de la Bascule, soit un potentiel constructible final de 2,67 ha.

La surface totale de zone U et AU représente 16,63 ha soit 3,23% du territoire.

Quoique dépassant légèrement l'objectif de maîtrise de la consommation foncière découlant des objectifs de densification et de limitation du nombre de logements potentiellement constructibles, le projet de PLU, avec seulement 2,25 ha maintenus constructibles pour la production de 42 logements, prévoit de diviser par environ 6 les disponibilités foncières (surfaces constructibles non construites) par rapport au PLU actuel, marquant un net effort de la part de la commune pour maîtriser son développement.

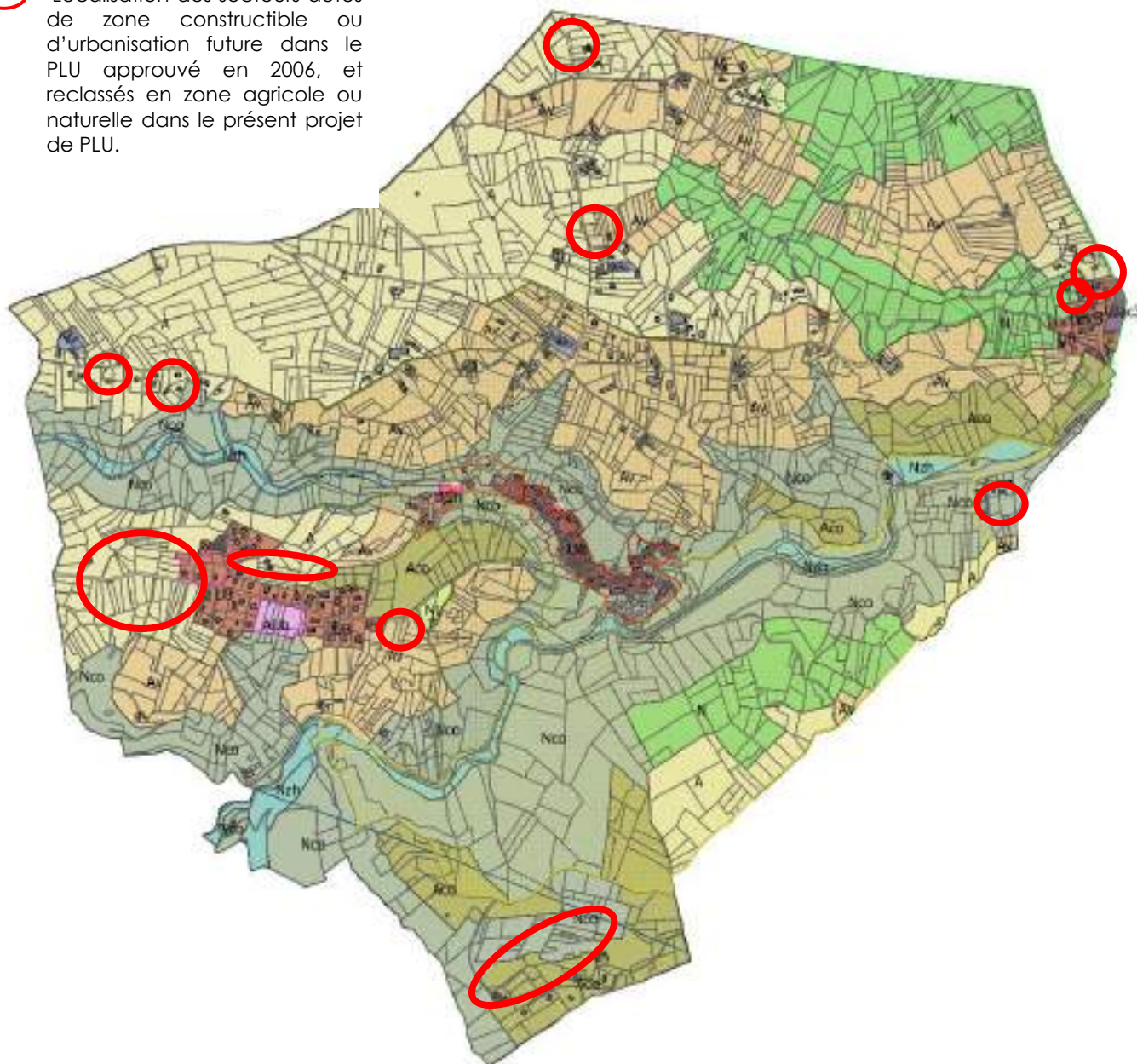
Cette diminution des disponibilités foncières ouvertes à l'urbanisation permet en outre de réduire d'environ 64 % la consommation foncière par rapport aux 10 dernières années (un maximum de 2,25 ha consommés, contre 6,33 sur les dix années précédant la mise en révision) :

- la surface dédiée aux logements est réduite de moitié dans le projet de PLU ;
- la surface dédiée à la construction de bâtiments d'activités est quant à elle réduite de 0,8 ha.



Enfin, au global, si l'on effectue une comparaison entre le PLU approuvé en 2006 et le présent projet de PLU, on aboutit à une division par 2,6 du total des zones urbaines et à urbaniser (zones construites et disponibilités foncières non construites constructibles ou ayant vocation à le devenir), un taux de réduction inférieur au seul taux de réduction des disponibilités foncières qui tient notamment compte des surfaces urbanisées depuis 2006 (classées en U).

○ Localisation des secteurs dotés de zone constructible ou d'urbanisation future dans le PLU approuvé en 2006, et reclassés en zone agricole ou naturelle dans le présent projet de PLU.



Evolution des surfaces entre le plan de zonage du PLU approuvé en 2006
et le présent projet de PLU

PLU 2006			Projet de PLU - 2016			Evolution 2006-2016
Zones U			Zones U			
UA	3,02	0,59%	UA	3,6	0,70%	
			UB	10,76	2,07%	
UC	13,87	2,69%	UBh	0,85	0,17%	
UD	16,03	3,11%				
UE	1,85	0,36%				
UF	0,95	0,18%				
			Ula	0,42		
Total Zones U	35,72	6,94%	Total Zones U	15,63	3,03%	-56,2%
Zones AU			Zones AU			
AUc	4,1	0,80%	AUb	1	0,2%	
AU	4,37	0,85%				
Total zones AU	8,47	1,64%	Total zones AU	1	0,2%	-88,2%
Total zones U+AU	44,19	8,58%	Total zones U+AU	16,63	3,23%	-62,36 %
zones A			zones A			
Ac	13,05	2,53%	A	125,2	24,31%	
A	140,32	27,25%	AcO	38,29	7,43%	
			Av	120,98	23,48%	
			Ae	0,76	0,16%	
Total zones A	153,37	29,78%	Total zones A	285,23	55,38%	+ 85,9 %
zones N			zones N			
N	318,25	61,80%	N	51,81	10,06%	
			Nco	145,76	28,30%	
			Nzh	14,75	2,86%	
			NL	0,61	0,12%	
			Ne	0,2	0,04%	
Total zones N	318,25	61,80%	Total zones N	213,13	41,38%	-33%
Total zones A+N	471,62	91,58%	Total zones A+N	498,36	96,77%	+5,6%
Total	515	100%	Total	515	100%	

Patrimoine naturel et politique de préservation

La commune présente une richesse faunistique et floristique mise en évidence par la juxtaposition d'un ensemble de zonage de gestion et d'inventaires. En effet :

- Le site Natura 2000 « Vallons et combes du Pilat Rhodanien », recouvre un peu moins de 19% du territoire communal. Il comprend notamment le ruisseau de l'Epervier qui s'écoule dans le centre-bourg.
- La ZNIEFF de type I « Gorges de Mallevall », occupe 32% du territoire, dont l'ensemble du bourg centre,
- La ZNIEFF de type II « Ensemble des vallons du Pilat Rhodanien », recouvre l'ensemble du territoire communal.

En termes de fonctionnalités écologiques, on rappelle que les vallons du Batalon et de l'Epervier constituent des réservoirs de biodiversité, notamment associés aux milieux forestiers, rocheux et humides. Ces espaces de gorges où s'écoulent des ruisseaux peuvent également être considérés comme des corridors écologiques.

Incidences du PLU

La mise en œuvre du PLU va induire la disparition d'espaces agricoles en friche, de boisements, de landes et broussailles et de secteurs de jardins, sur une surface de l'ordre de 2,25 ha. Cette surface ne comprend pas les 0,42 ha de zone à vocation artisanale dans le secteur de la Bascule, qui sont déjà remblayés et par conséquent non concernés par la disparition de milieux naturels.

Les 2,25 ha sont répartis de la manière suivante :

- L'extension de la zone du hameau de Chazeau, concernant 1,1 ha, impliquera à terme la perte d'espaces en friche, de boisements (environ 0,2 ha de mélange de feuillus), ainsi que de landes et broussailles. Cette zone peut constituer un espace de transition entre les espaces boisés présents au Sud et les espaces bâtis du hameau. Il peut en effet abriter la petite faune et constituer une zone de nourrissage de par la présence de boisements et d'espaces semi-ouverts.
Cependant, son intérêt reste réduit par rapport aux autres milieux boisés présents au sud, formant un tissu plus continu et alternant avec différents milieux. De plus, la zone Aub est constituée d'habitats naturels que l'on peut retrouver à proximité même du site en question. Ainsi les espèces fréquentant potentiellement ce secteur pourront s'y reporter.
L'ouverture de cette zone à l'urbanisation ne présente pas d'incidence significative vis-à-vis des milieux impactés.
- L'aménagement de la zone UA est très limité au vu des espaces encore disponibles et de la topographie des lieux. De plus, l'ensemble de la zone UA est incluse au sein de la ZNIEFF de type I « Gorges de Mallevall ». Les éventuelles constructions se feront à l'intérieur de la trame bâtie actuelle. Aucun potentiel urbanisable n'est recensé dans le bourg.

- L'aménagement de la zone UB (UBc3, UBh) entraînera la destruction de secteurs de jardins, de vergers, voire de vignes.

La zone UB est déjà urbanisée. Il n'y a quasiment pas de secteurs permettant d'accueillir de nouvelles constructions dans cette zone si ce n'est au niveau d'une parcelle boisée de mélange de feuillus de 0,07ha. Cette parcelle peut accueillir la petite faune et permet de faire la transition entre les boisements longeant le ruisseau de la Patouse et les boisements du côté Est de la RD1086. Globalement, le potentiel urbanisable de la zone UB se situe au niveau du Paton (UBh).

La zone UBh fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de programmation visant à maintenir l'intégrité du ruisseau de l'Epervier grâce au maintien d'une frange verte en limite du ruisseau afin de tenir les constructions à distance. Le secteur de Paton lui-même est installé sur des parcelles ne présentant pas d'intérêt particulier du point de vue milieux naturels. Il se situe cependant, comme vu précédemment, à proximité d'un espace boisé au sein duquel s'écoule l'Epervier.

Au sein de la zone UB (concerné dans le secteur de la Bascule par le périmètre de protection de captage éloigné), sont interdits : les constructions à usage agricole, d'entrepôt, industriel et de commerce, le camping et le stationnement des caravanes hors des terrains aménagés, l'aménagement de terrains pour l'accueil des campeurs, des caravanes, et des habitations légères de loisirs, les autres occupations et utilisations du sol (parcs d'attraction ouverts au public, les dépôts de véhicules, les garages collectifs de caravanes. Enfin l'ouverture de carrières est également interdite.

- La zone Ula est d'ores-et-déjà remblayée. Aucune incidence sur les milieux n'est attendue.
- Plus de 55% du territoire du territoire est classé en zone A, Av. Ce zonage englobe les parcelles de cultures, de vignes et de prairies de la commune. En zone A sont autorisées les constructions neuves et les travaux sur les constructions existantes. En zone Av, les constructions à usages agricoles et travaux en rapport avec ces constructions sont autorisés sous réserve de s'inscrire en continuité du bâtiment existant à la date d'approbation du PLU. Le secteur Ae peut accueillir des activités autres qu'agricoles. Dans le secteur Ae sont possibles la réfection, l'adaptation des constructions existantes sans changement de destination ainsi que l'extension des constructions existantes.

Un secteur Ac3 est présent sur le plan de zonage, au niveau de la Rochecourbe. Ce secteur est installé sur le périmètre de captage éloigné. Aucune règle particulière n'est mise en place dans le règlement concernant le secteur Ac3.

Mesures d'évitement et de réduction

Pour éviter les incidences sur la ZNIEFF de type I, englobant tout le bourg, aucune zone d'extension de l'urbanisation n'est définie sur le bourg.

Les secteurs constructibles ne concernent pas de milieux de fort intérêt écologique.

Quasiment 97% du territoire est classé en zone agricole (55 %) ou naturelle (41%). Les milieux agricoles et naturels sont ainsi bien préservés.

- En terme d'emprise, le centre-bourg de Mallevall se situe au sein même de la ZNIEFF de type I « Les Gorges de Mallevall » et de la SIP. Le vallon de l'Epervier est, quant à lui, également inclus au sein du site Natura 2000 « Vallons et combes du Pilat rhodanien ». Le centre-bourg n'est pas voué à accueillir de zones d'extension. Le SCoT Rives du Rhône interdit d'ailleurs toute urbanisation au sein des ZNIEFF de type I et des SIP. La richesse comprise au sein de ces zonages d'inventaires ou de gestion est en lien avec les habitats occupant les gorges tels que les pelouses sèches, les secteurs rocailloux, les bois de Chênes pubescent ou pédonculé, les vallons humides au sein desquels s'écoulent l'Epervier et le Batalon... A ces habitats, est associé un cortège faunistique et floristique parfois patrimonial (ex : la Myosotis de Babis, la Pulsatille rouge, le Hibou Grand-duc, le Circaète Jean-le-Blanc...).

- En dehors des espaces compris au sein du centre-bourg, les secteurs naturels inclus au sein de zones de gestion ou d'inventaires ont fait l'objet d'un classement en N parfois indicé en fonction de leur rôle.

En effet, le site Natura 2000 et la ZNIEFF de type I sont intégralement classés en Nco. Ces espaces sont protégés pour leur intérêt écologique et leur rôle dans le fonctionnement écologique. Toutes constructions neuves y sont interdites. Des extensions de constructions à usage d'habitation et des adaptations de constructions existantes y sont autorisées avec le risque de constituer un obstacle potentiel à la continuité dans ces espaces.

De même les espaces à dominante agricole, inclus au sein des zonages d'inventaires et de gestion et jouant un rôle dans les continuités écologiques, font l'objet d'un classement en Aco, où toutes constructions neuves sont interdites. Cependant, dans les secteurs Aco, Les constructions à usage agricole sont autorisées sous réserve de s'inscrire en continuité du bâtiment existant à la date d'approbation du PLU. Moins de 10 constructions agricoles sont localisées dans le secteur Aco. Pour la zone Aco située à l'Est du territoire (au sud du secteur de la Bascule), le bâtiment est localisé, de manière longitudinale, en bordure de la RD503. Les éventuelles incidences en termes de rupture de fonctionnalité en sont donc très réduites puisque la RD 503 constitue l'élément fragmentant principal. Les secteurs Aco au sud du territoire, présentant une ou plusieurs constructions plus ou moins groupées forment un tissu assez lâche pour ne pas représenter une contrainte à la fonctionnalité écologique du territoire, même en cas d'extension.

- Les cours d'eau (ruisseau de l'Epervier et le Batalon) et les zones humides associées sont classés en Nzh. Ces espaces sont préservés de toute urbanisation et de tout affouillement et exhaussement.
- Les autres grands boisements du territoire sont classés en zone N, où les constructions nouvelles sont interdites. Seules sont autorisées les évolutions mesurées des constructions, à usage d'habitation, existantes à la date d'approbation du PLU.

- Très peu de haies sont présentes sur le territoire communal. Les quelques éléments boisés du territoire sont ainsi inclus au sein des zones A et Av, où toutes les constructions neuves sont interdites, à l'exception des constructions à usage agricole. Leur maintien n'est donc pas garanti.

Par ailleurs, les espaces forestiers ne font pas l'objet d'un zonage spécifique et sont principalement concernés par un zonage Nco interdisant les constructions neuves, l'ouverture de carrières et certaines occupations du sol. Le maintien des éléments boisés jouant un rôle dans la biodiversité n'est pas spécifiquement assuré par ce zonage. Ces secteurs ne sont donc pas à l'abri de certains arrachages pouvant fragmenter des espaces actuellement continus.

Le PLU ne présentera que des effets négatifs non significatifs sur la biodiversité. En effet, l'extension du hameau de Chazeau induira notamment la perte d'une faible portion d'espaces boisés. Cependant le PLU permet la protection de l'ensemble des massifs boisés du territoire, associés aux gorges.

De même, aucune incidence majeure, relative aux fonctionnalités écologiques du territoire, n'est attendue. En effet, les zonages N/Nco (ne présentant pas de différences au niveau du règlement) assurent le maintien des grandes fonctionnalités du territoire, principalement liées aux réservoirs de biodiversité/corridors écologiques que sont les gorges de Mallevall. Il y est interdit les nouvelles constructions et les extensions et travaux y sont limités.

Enfin, le PLU ne présente pas d'incidence sur les cours d'eau et les zones humides associées, qu'il protège via un zonage spécifique Nzh.

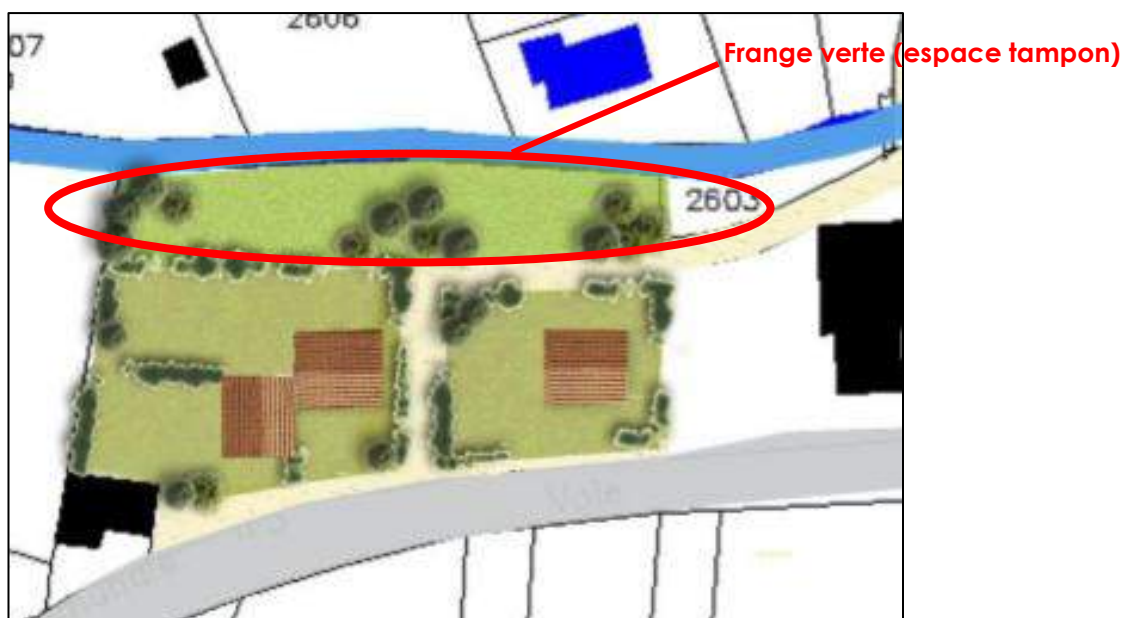
Ressource en eau

Incidences du PLU

Sur les milieux aquatiques et humides

Dans le cadre du PLU, aucun aménagement pouvant avoir un impact direct sur les cours d'eau n'est envisagé. Comme vu précédemment, les cours d'eau et les zones humides associées font l'objet d'un classement en Nzh ou en N, assurant leur pérennité et les préservant de toute urbanisation pouvant dégrader leur qualité.

En outre, dans le cadre de l'OAP du secteur du Paton, une frange verte (espace tampon) est préservée sur la partie Nord du site afin de maintenir une distance entre les secteurs à urbaniser et le ruisseau de l'Epervier (intégré dans le site Natura 2000 « Vallons et combes du Pilat Rhodanien »).



Extrait de l'OAP sur le secteur du Paton

Mesures d'évitement

Dans le cas des zones A et N, le règlement précise que l'évacuation des eaux usées non traitées dans les rivières, fossés ou réseaux d'eaux pluviales est interdite.

Le PLU ne présente pas d'incidence sur les milieux aquatiques et les zones humides associées.

Sur la protection de la ressource en eau potable

La commune est concernée par le périmètre de protection éloigné du captage de Charreton, sur la commune de Saint-Pierre-le-Bœuf (arrêté préfectoral de DUP n°2000-509 du 18.12.2000).

Ces périmètres sont localisés à l'extrémité Est du territoire communal. Les secteurs concernés par ces périmètres de protection de captage font l'objet d'un zonage spécifique en zone urbaine « UBc3, Ulac3 », agricole « Ac3 » ou naturelle « Nc3 ».

Aucune disposition particulière n'est prise dans le règlement vis-à-vis de la présence du périmètre de protection éloigné. Il est cependant rappelé l'arrêté en question (arrêté préfectoral de DUP n°2000-509 du 18.12.2000) définissant les conditions d'utilisation du sol dans les secteurs concernés par les périmètres de protection.

De plus, le règlement de la zone N est par principe, très restrictif en terme de constructibilité (interdit les constructions neuves).

La zone A permet, hormis dans certains secteurs (Aco, Av, Ae), les constructions neuves à usage agricole, d'habitations lorsqu'elles sont nécessaires à l'activité agricole.

La zone Ula, interdit quant à elle, certaines constructions à usage spécifique (de commerce, d'hôtellerie, d'habitation, agricole, de piscine) mais également les constructions de type camping et stationnement des caravanes, les autres occupations et utilisations du sol suivantes (les parcs d'attraction ouverts au public, les garages collectifs de caravanes, les dépôts de véhicules), les carrières.

Pour rappel, l'arrêté préfectoral n°2000-509 relatif au périmètre de protection de captage éloigné du puits de Charreton réglemente l'utilisation du sol dans le secteur en question notamment par rapport : les constructions, les conditions d'assainissement autonome, les pratiques et usages de produits phytosanitaires, l'irrigation, les carrières, la gestion des eaux pluviales et de ruissellement, les voiries et zones de stockage.

La commune n'est concernée que pour une faible superficie par les périmètres de protection de captage éloigné. Dans le cadre du projet de PLU, un zonage spécifique indique bien les zones concernées par ce périmètre éloigné de protection de captage, cependant aucune mesure particulière n'est énoncée concernant l'occupation du sol vis-à-vis de la présence de périmètre de protection. Il est donc difficile d'évaluer l'impact du PLU sur cette ressource en eau, puisqu'on ne peut pas prévoir le type de constructions agricoles ou d'activités artisanales qui seront accueillies sur cette zone.

Cependant ; la mise en application de l'arrêté relatif aux périmètres de protection de captage du puit de captage en eau potable de Charreton sur la commune de Saint-Pierre-de-Boëuf, devrait permettre de limiter les éventuelles incidences sur cette ressource en eau.

Sur l'imperméabilisation des sols

La mise en œuvre du PLU induira obligatoirement une imperméabilisation des surfaces. Le PLU vise un potentiel de 42 logements correspondant à 2,25ha de surfaces à urbaniser. La consommation foncière globale reviendra à 2,67 ha en y ajoutant la zone à vocation artisanale à l'Est.

En effet, le PLU n'envisage pas la création de grandes zones d'activités. Cependant au lieu-dit « La Bascule », il prévoit la mise en place d'une zone urbaine équipée à vocation artisanale de 0,42 ha.

Globalement, la surface imperméabilisée supplémentaire suite à la mise en place du PLU correspondra à 1,3 ha. Le hameau de Chazeau-Maupas accueille la plus grande surface constructible. Les ruissellements de ce secteur de plateau seront dirigés pour partie vers l'Epervier et plus globalement vers le Batalon.

Mesures de réduction

Le PLU prévoit des mesures supplémentaires visant à limiter l'impact de l'imperméabilisation des sols :

- Dans le cas des zones U et AU, le règlement préconise de limiter la surface imperméable au strict besoin de l'opération et des habitants dans le cadre de la réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs et de plantation (article 13). La surface non bâtie doit faire l'objet de plantations (espaces verts et arbres), de préférence indigène dans la proportion d'au moins 15 à 50 % (pour les zones AU).
- Pour la réalisation d'aires de stationnement (article 12), il est précisé pour les zones U et AU, que le stationnement aérien ne devra pas être imperméabilisé en dehors des voies carrossables.
- Pour l'ensemble des zones U, A et N, les rejets d'eaux pluviales et de ruissellement créés par l'aménagement ou la construction doivent être absorbés en totalité sur le tènement ou faire l'objet d'un système de rétention (terrasses végétalisées, bassin de rétention, chaussée drainante, cuve...) avant d'être dirigées vers un déversoir apte à les accueillir.
- Dans les OAP, il est prévu de maintenir des espaces végétalisés afin d'améliorer la qualité des transitions entre deux espaces bâtis ou entre les espaces bâtis et les espaces naturels/agricoles. Le maintien de ces structures en herbe limite les surfaces imperméabilisées de ces secteurs constructibles.

Sur les besoins en eau potable

Le PLU prévoit l'arrivée d'environ 100 habitants sur la commune à l'horizon 2030. D'après la Communauté de Communes du Pilat Rhodanien, la quantité de la ressource en eau est jugée satisfaisante qualitativement et quantitativement pour répondre à ces besoins estimés à 6000 m³/an (pour une moyenne de 60m³ par habitant, données RPQS 2014).

Cependant, la SAUR tient à souligner que la conduite d'eau potable étant de petit diamètre sur la partie Maupas, il faudra veiller à ce que le développement de l'urbanisation dans ce secteur n'engendre pas des problèmes de pression.

Afin d'évaluer le nombre d'habitations acceptable, le développement de l'urbanisation sur le hameau de Chazeau-Maupas pourra être conditionné à une étude de réseau.

Sur besoins en assainissement

Pour rappel :

Le **réseau du centre-bourg** est à 100 % séparatif. La station dispose d'une capacité nominale de 6 DBO5/jour pour 100 équivalents habitants (EH). La station actuelle est en surcharge. Les services de la Mission d'Assistance et de Gestion de l'Eau (MAGE) du Conseil départemental relève de fréquentes pannes sur cette installation, et des taux de NH4 (ammonium qui peut devenir toxique pour la faune aquatique sous certaines conditions de pH) plutôt élevés, qui génèrent une pollution de l'Epervier (milieu récepteur naturel) et, par suite, du Batalon.

Par conséquent, en l'état actuel, les capacités de traitement des eaux usées sur le centre-bourg ne permettent pas d'envisager un accroissement de la population du bourg (dans le cadre, essentiellement, du renouvellement urbain).

Le raccordement de la station du bourg à la station de Saint-Pierre-de-Bœuf est actuellement à l'étude.

Le réseau de Chazeau est également à 100 % en séparatif. Cependant on note que quelques raccordements d'eaux pluviales existent sur le réseau, pouvant générer un apport pouvant aller jusqu'à 60 % d'eaux claires parasites. La station dispose d'une capacité de traitement de 11 kg de DBO5/jour, soit la possibilité de recevoir les effluents de 180 EH. La station dispose donc pour l'heure de la possibilité d'accueillir les eaux usées d'environ 90 EH, soit environ 35 abonnements (35 logements).

En d'autres termes, le réseau d'assainissement collectif de Chazeau dispose des capacités suffisantes pour accueillir un nouveau développement urbain, sur la base d'une trentaine de logements environ. Néanmoins malgré la bonne qualité des eaux mesurée dans le milieu récepteur, l'Epervier, les services de la MAGE préconisent la réalisation de travaux visant à renforcer l'étanchéité du réseau et réduire l'apport en eaux claires parasites, afin d'assurer le fonctionnement de la station sur le long terme.

Mesures de réduction

Le règlement impose pour les zones U et AU le raccordement au réseau d'assainissement collectif. En zone A et N, le raccordement au réseau public est, lorsqu'il existe, imposé par le règlement. Sinon il s'agira de mettre en place un dispositif d'assainissement autonome.

En ce qui concerne la gestion des eaux pluviales, l'article 4 du règlement prévoit que les rejets supplémentaires d'eaux pluviales et de ruissellement créés par l'aménagement ou la construction doivent être absorbés en totalité sur le tènement ou faire l'objet d'un système de rétention (terrasses végétalisées, bassin de rétention, chaussées drainante, cuve...) avant d'être dirigées vers un déversoir apte à les accueillir.

Le PLU aura une incidence sur les besoins en eau potable ainsi que sur les besoins de traitement des effluents supplémentaires. En effet, ces besoins sont revus à la hausse avec l'accueil d'une nouvelle population, estimée à environ 70 nouveaux habitants d'ici 2030 (soit environ 12 % de croissance démographique sur 13 ans).

Cependant les capacités d'approvisionnement en eau potable ne sont pas remises en cause par l'accueil de cette nouvelle population. De même, le territoire bénéficie de capacités d'assainissement suffisantes à l'accueil de nouveaux habitants, spécifiquement dans le hameau de Chazeau ; capacités qui seront améliorées suite à la réalisation de travaux d'étanchéité sur le réseau, comme préconisé par la MAGE. L'accroissement de la population dans le bourg n'est quant à lui envisageable qu'après raccordement à la station de Saint-Pierre-de-Bœuf.

Risques naturels

Incidences de la mise en œuvre du PLU

Les principaux risques naturels de la commune concernent le bourg (zone UA) et sont relatifs aux feux de forêts, aux ruissellements liés aux fortes pentes ainsi qu'aux phénomènes de coulées de boues, principalement répertoriés dans le secteur de la Bascule, au lieu-dit « Roche courbe ».

L'augmentation des surfaces imperméabilisées aura pour conséquence une augmentation des volumes d'eaux de ruissellement.

Au niveau de l'extension de Chazeau AUb, les eaux de ruissellement se dirigeront préférentiellement vers la RD 503 puis vers le Batalon. En ce qui concerne, le secteur au Nord-ouest du hameau de Chazeau, faisant l'objet d'une OAP, les eaux de ruissellement convergeront en direction de l'Epervier et par conséquent du bourg. Enfin dans le secteur de la Bascule, les eaux ruisselleront en direction de la RD1086 et vers le ruisseau de la Patouse, ce qui devrait permettre de ne pas aggraver les phénomènes de coulées de boue à la Rochecourbe.

En ce qui concerne le risque sismique de catégorie 3 (modérée), les règles de construction s'appliquent pour les bâtiments neufs conformément au décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010.

Mesure d'évitement

Le PLU ne définit pas de nouvelles zones constructibles au niveau du bourg.

Dans les dispositions générales du règlement, il est prévu que les nouvelles constructions et les extensions de bâtiments existants devront également tenir compte des eaux de ruissellement de la chaussée.

De plus pour les zones UB, Uia, AUb, A et N, l'article 4 du règlement, impose que les rejets supplémentaires d'eaux pluviales et de ruissellement créés par l'aménagement ou la construction doivent être recueillis et dirigés vers les ouvrages publics de collecte. Cette disposition peut s'avérer utile pour ne pas aggraver les phénomènes de coulées de boues dans le secteur de la Bascule (lieu-dit « la Roche Courbe »).

Mesure de réduction

Le maintien de surfaces végétalisées dans le cadre des OAP du secteur Chazeau-Maupas devrait permettre de limiter, dans une certaine mesure, l'écoulement des eaux pluviales.

Le PLU impliquera une augmentation du volume des eaux de ruissellement liée à l'imperméabilisation des nouvelles zones constructibles. Cependant ces dernières ne se situent pas dans les secteurs identifiés comme présentant un risque de ruissellement. La zone AUb est localisée sur un secteur de plateau (et alors ? c'est la conséquence de l'urbanisation du plateau qui génère des problèmes de ruissellement). De plus, le maintien de surfaces végétalisées tend à réduire un éventuel risque de ruissellement.

Enfin, les mesures prises dans le cadre du PLU pour les nouveaux aménagements ou constructions en zone U (hors zone UA) prennent en compte la gestion des rejets supplémentaires d'eaux pluviales et de ruissellement, afin de limiter l'impact de ces derniers.

Risques technologiques et nuisances

Incidences de la mise en œuvre du PLU

Risque industriel

Pour l'heure aucune ICPE n'est présente sur le territoire. Par conséquent, la mise en œuvre du PLU n'expose pas la population à ce risque. Cependant, l'installation de ce type de structure est possible suite à la mise en œuvre du PLU, ce dernier n'empêchant pas la mise en place d'ICPE. Cependant, en cas de projet, des études spécifiques seront réalisées afin d'évaluer le risque éventuel notamment pour la population.

Les secteurs nouvellement constructibles sont localisés en majorité sur le hameau de Chazeau-Maupas. Ce dernier n'est pas concerné par les nuisances de la RD 503 ou encore de la RD1086 car situé à distance de ces 2 RD. Ainsi la nouvelle population n'est pas exposée à ce type de nuisances. Par ailleurs, suite à l'accueil de la nouvelle population, une augmentation du trafic au niveau de la RD 503 voire de la RD 1086 est attendue. Pour rappel, le PLU prévoit la production de 42 logements. En se basant sur une estimation de 2 véhicules par logement et 1 aller-retour par véhicule par jour, on peut ainsi supposer une augmentation du trafic d'environ 170 véhicules/jour (aller-retour domicile-travail).

Nuisances sonores :

Les zones UB et Ula, localisées à proximité de la RD1086 sont concernées par les nuisances liées à la RD1086. Ces zones pouvant accueillir une population supplémentaire accroissent l'exposition de la population aux nuisances sonores (bien que les possibilités d'accueil soient restreintes en zone UB et que la zone Ula, à vocation artisanale et n'ait pas pour but d'accueillir des habitants sauf si nécessaire à la surveillance du site).

Risque de transport de marchandises dangereuses :

Seule la zone Ula est soumise à ce risque car localisée juste à proximité de la voie ferrée. Le risque reste donc limité, la zone étant à vocation artisanale et ne devant accueillir qu'à titre exceptionnel des habitants.

Risque nucléaire et radon

Concernant le risque radon, l'ensemble de la commune étant concernée par un potentiel moyen ou élevé, la population exposée à ce risque augmentera suite à l'accueil de nouveaux habitants. De même, la population exposée au risque nucléaire va augmenter, en cas d'incident au CNPE de Saint-Alban.

Mesures d'évitement et de réduction

Les risques nucléaires, radon, industriel et de marchandises dangereuses ne présentent pas de mesures concrètes relatives à leur prise en compte dans le règlement. Ces derniers ne présentent que de faibles enjeux.

Nuisances sonores : Le règlement impose un recul aux constructions localisées à proximité des RD 503 et RD 1086, classées en tant que routes à grande circulation. Le long des RD 1086 et 503, les constructions s'implanteront avec un retrait minimum de 75 mètres. (Le long de la RD79, les constructions s'implanteront avec un retrait minimum de 15 mètres par rapport à l'axe de la voie).

Le PLU n'augmente pas, de manière significative, le nombre d'habitants exposés aux risques technologiques et aux nuisances. Les risques ne concernant pas des zones nouvellement urbanisables. De plus, l'ensemble des mesures prises dans le cadre du PLU visent à limiter les éventuels risques et nuisances.
L'augmentation du nombre d'habitants ne présentera pas d'incidences significatives sur la fréquentation des routes et par conséquent sur les nuisances sonores y étant liées.

Déchets

D'après le Centre National d'Information Indépendante sur les Déchets (CNIID), un habitant produit 354 kg d'ordures ménagère par an (calculs sont réalisés par l'Ademe à partir des tonnages des poubelles des ménages (hors déchets verts). L'accueil de nouveaux habitants engendrera ainsi une augmentation de 35.4 tonnes d'ordures ménagères/an (à terme).

On peut espérer que l'évolution à la baisse des tonnages d'ordures ménagères enregistrée entre 2013 et 2014 se poursuivra, de même que l'effort de tri. Le PLU n'encourage pas particulièrement au tri sélectif.

Sur les sols

Aucun site pollué ou potentiellement pollué n'est identifié dans la commune.

Dans les zones U et AU destinées majoritairement à l'habitat, les carrières sont explicitement interdites dans l'article 1.

Le PLU n'a pas d'incidences directes sur les ressources du sol et du sous-sol.

Paysage

Ainsi les 3 unités paysagères structurantes ne subiront pas de modifications majeures :

- les paysages de gorges, resteront inchangés,
- les paysages agro-naturels des plateaux seront préservés par un classement majoritaire en zone A, ce qui permettra le maintien de l'ouverture de ces milieux,
- le paysage urbain, en lien avec l'implantation à flanc de côté du bourg, ne sera pas modifié. Les implantations de nouvelles constructions étant plus que limitées et contraintes (topographie, AVAP). L'OAP encadrant le secteur du Paton visant à limiter l'impact visuel de la zone.

L'impact sur les grandes unités paysagères sera limité pour les constructions localisées au sein des dents creuses, car ces dernières sont déjà insérées dans le tissu urbain.

L'extension du hameau de Chazeau ne sera visible que depuis le hameau. En effet, la topographie communale et le patrimoine arboré permettent de masquer à la vue l'extension AUb du hameau via la RD503 en contrebas.

A partir du hameau, les perspectives visuelles vers le Sud du territoire sont relativement limitées au niveau de la zone AUb. La présence de secteurs boisés au sud de la parcelle constitue une limite visuelle à partir du hameau. Ainsi l'aménagement de la zone en tant que telle ne limitera pas outre mesure les perspectives de vue à partir du hameau.

L'aménagement de la zone U1a (c3) dans le secteur de la Bascule ne modifiera pas les perspectives visuelles à partir de la RD 1086. Ces dernières étant déjà restreintes de par la présence boisement linéaire de l'autre côté de la voie ferrée. Cependant l'aménagement de cette zone d'activités présentera un impact visuel depuis la RD 1086 et également depuis les habitations localisées en face de la zone.

La commune de Mallevall est concernée par une Aire de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP). Le plan de zonage du PLU fait bien apparaître les différents secteurs concernés et les dispositions auxquelles ils sont soumis. Le règlement du PLU précise de se référer au règlement de l'AVAP pour tout ce qui concerne l'article 11 « Aspect extérieur des constructions, aménagement de leurs abords et prescriptions de protection » afin de préserver les richesses patrimoniales du centre-bourg.

Mesures d'évitement et de réduction

Le PLU limite la hauteur des constructions en zone AUb afin qu'elles s'intègrent plus harmonieusement dans le cadre naturel (article 10).

Dans le cas de la zone U1a, le règlement prévoit un ensemble de mesure visant à réduire l'impact visuel de la zone d'activités sur les milieux environnants.

A ce titre, les abords des constructions doivent être traités avec un soin particulier afin de participer à l'insertion dans le site, à l'amélioration du cadre de vie et à la gestion de l'eau.

La mise en œuvre du PLU ne présente pas d'incidences significatives sur les grandes entités paysagères du territoire communal.

La topographie ainsi que la végétation permettent de masquer les éventuelles soumissions à la vue de la zone nouvellement constructible ou des zones à urbaniser au sein des dents creuses, qui restent cependant réduites.

Cependant, l'impact visuel de la zone d'activités artisanales (U1a) sera plus important, car cette zone viendra fermer le paysage du côté Est de la RD1086. Le paysage dans ce secteur étant déjà particulièrement fermé par la présence de l'écran boisé de l'autre côté de la voie ferrée. Afin de diminuer l'impact visuel, des mesures d'insertion paysagère sont énoncées dans le règlement du PLU.

Incidences du PLU

Sur les consommations énergétiques

Le respect de la réglementation thermique associé au développement de formes urbaines plus denses que celles observées actuellement permettra de réduire à la marge les déperditions énergétiques liées au chauffage des constructions (Le PLU définit une densité moyenne de 20 lgts/ha).

Pour l'ensemble des secteurs concernés par l'AVAP (S1, S2, S3 et S4), les éoliennes destinées à la revente de l'énergie produite ne peuvent pas être implantées sur les secteurs de l'AVAP, au vu de leur trop fort impact paysager. Il en est de même pour les champs photovoltaïques. Cependant, le règlement de l'AVAP autorise, pour les immeubles existants et nouveaux, tous les éléments positionnés en toiture liés à la production d'énergie renouvelable, tant que ces derniers sont « pensés » et intégrés comme des éléments de l'architecture et participent à son expression. Les pompes à chaleur et les éoliennes domestiques seront intégrées, dissimulées ou disposées sur des parties des immeubles non visibles de l'espace public, sauf impossibilité technique, à justifier.

La centralité du bourg de Mallevall n'est pas clairement identifiée, en termes de services et équipements, d'espaces publics. Il s'agit de compléter la mixité de fonction que peuvent proposer le bourg. Ce manque de clarté relatif à la centralité du bourg est lié à l'implantation atypique du bourg ainsi qu'à son caractère particulier en lien avec l'imbrication du bâti et de la roche (cheminements complexes). Ainsi il est prévu de réaffirmer la centralité du bourg en renforçant la trame d'espaces publics notamment par la préservation ou le développement des modes de liaisons douces entre le bourg et les principaux secteurs d'urbanisation (Chazeau) ou la porte d'entrée de la commune soit la RD503. Il s'agit également de maintenir et développer l'offre de commerces et d'équipements du bourg, quasi inexistante à l'heure actuelle (Thématique 1 - Objectif 2 du PADD).

L'ensemble de ces modalités visent à limiter les déplacements motorisés entre le bourg et le secteur d'extension d'urbanisation (Chazeau), situé à moins de 2 km, et par conséquent les émissions de gaz à effet de serre. Cependant on note que la topographie communale, le dénivelé et la distance séparant les 2 entités ne sont pas particulièrement favorables à l'utilisation des modes de déplacements doux. Les déplacements motorisés resteront donc privilégiés.

Le maintien d'un minimum de commerces en centre-bourg permettra, quant à lui, dans une certaine mesure, de réduire les déplacements hors territoire.

Chapitre à compléter et réorganiser : dire qu'au regard du faible niveau de services, d'équipements et de commerces, les nouveaux habitants effectueront des trajets en direction des pôles voisins et que ces trajets seront réalisés très majoritairement en voiture puisqu'il n'y a pas de TC performant. C'est le poste « déplacement » qui sera le plus consommateur d'énergie.

Sur la qualité de l'air et les émissions de gaz à effet de serre

L'accueil de nouveaux habitants induira une augmentation des déplacements motorisés et par conséquent une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Les déplacements domicile-travail sont tournés vers l'extérieur du territoire. 80% des actifs résidant sur la commune travaillent en dehors du territoire.

Le trafic se répartira essentiellement sur la RD503 qui rejoint la RD1086 et la RD79. Comme vu précédemment, la production de 42 logements induira une augmentation d'environ 84 véhicules/jour (aller/retour domicile-travail).

La présence de la zone Ula à vocation artisanale engendrera également une augmentation du trafic. Cette hausse de trafic se traduira par une augmentation des émissions de polluants et des gaz à effet de serre. Cet ensemble induira une très légère dégradation de la qualité de l'air locale, dont l'incidence ne sera pas significative.

On rappelle que la commune est desservie par 2 lignes de transports interurbains (passant toutefois à 1km du centre-bourg) permettant de rejoindre pour l'une : Vérin à Annonay et pour l'autre Pélussin à Roussillon. La commune est également desservie par les transports scolaires.

Cependant l'offre en transport étant relativement réduite, cette dernière ne permettra pas de réduire de manière conséquente le recours aux véhicules individuels. Le PNR du Pilat encourage le co-voiturage dans sa Charte par la mise en œuvre de plusieurs moyens notamment via l'association Pilattitude permettant de faire remonter les besoins et attentes des habitants du Parc, coordonner un système de covoiturage, animer un réseau de relais locaux afin de pouvoir développer des compétences spécifiques dans ce domaine (aménagement d'infrastructures ; parking relais, bornes de co-voiturage).

Globalement, le développement de l'urbanisation se fait en dehors des zones polluées. Il n'y aura pas d'augmentation de l'exposition de la population aux pollutions.

Le PLU présente une incidence négative sur les consommations énergétiques liées aux déplacements et par conséquent sur les émissions de gaz à effet de serre. Cependant cette hausse des consommations et des émissions ne devrait pas être excessive par rapport aux valeurs actuelles.
--

3. Analyse des OAP

3.1 OAP n°1 - Chazeau (OAP)

Descriptif du projet

Le hameau de Chazeau-Maupas se situe au Sud-Ouest du bourg. Au vu des contraintes topographiques qui s'imposent au bourg de Mallevall, celui-ci fait l'objet d'une dérogation dans le schéma de secteur du SCoT, permettant à la commune de développer des secteurs d'urbanisation en dehors de l'enveloppe urbaine actuelle.

L'OAP n°1 (côté ouest), prévoit l'aménagement d'environ une quinzaine de logements (9 logements intermédiaires et 6 logements individuels ou groupés) au niveau de dents creuses, sur une surface de 0,7 ha, dans la partie nord-ouest du hameau.

Sensibilités environnementales

Le site est actuellement occupé par des prairies et des vignes. Ce site est localisé dans la continuité du bâti.

Ces logements seront raccordés à la station du Chazeau, qui dispose des capacités suffisantes pour accueillir cette nouvelle population. Cependant des problématiques d'étanchéité et d'apport d'eaux claires parasites ont été rapportés sur la station.

Incidences prévisibles de l'aménagement

L'aménagement de ce secteur va générer l'artificialisation du milieu et la perte prairies et de vignes notamment. Ces secteurs peuvent constituer des zones d'accueil pour la petite faune étant donné qu'ils sont en continuité directe avec les milieux agricoles à proximité.

Il est attendu une modification légère de la perception à l'entrée du hameau due à la construction de nouveaux volumes.

Enfin une augmentation du trafic aux abords du site, est à prévoir, liée à la construction 16 logements.

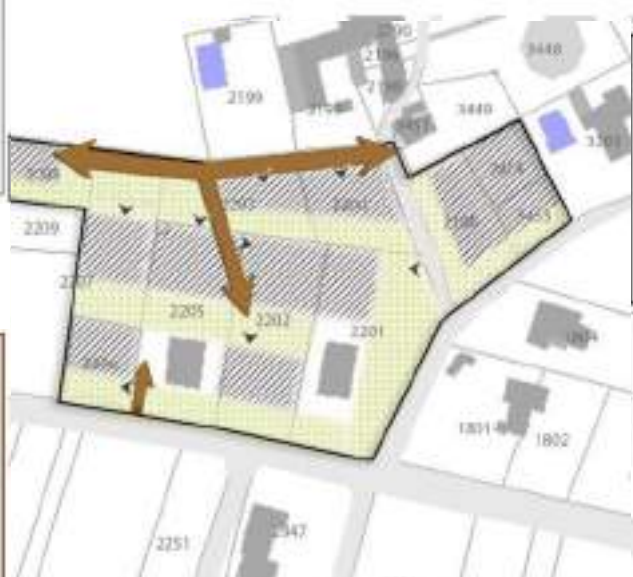
L'accueil de cette nouvelle population va induire une pression sur les réseaux d'eau potable. La SAUR spécifie que les conduites en eau étant de petit diamètre sur le secteur de Maupas, il pourrait y avoir une incidence potentielle sur la pression de l'eau dans les secteurs en question, si l'augmentation de la population est trop importante.

Mesures de réduction

- Les surfaces imperméables sont à limiter d'après le règlement.
- L'insertion du bâti au sein de dents creuses limitera l'impact visuel à l'entrée du village. De plus, l'implantation du hameau traditionnel sera respectée (implantation à l'alignement), conformément à la morphologie de la ferme à proximité.
- La SAUR recommande la réalisation d'une étude sur les réseaux afin de déterminer le nombre acceptable de logements dans le hameau de Chazeau-Maupas.

Le principe structurant d'un espace public en cœur de hameau, tenu par des bâtiments de logements intermédiaires ou petits collectifs

Une voie de desserte centrale, connectée à la route de Bessey et à la voie du hameau, bordée de logements et espaces publics



Des bâtiments en R+1, implantés à l'alignement, selon l'implantation du hameau traditionnel (morphologie de la ferme à proximité)
⇒ **Un cœur de hameau densifié**

Des dents creuses insérées au milieu du pavillonnaire qui ont vocation à accueillir de l'individuel

3.3 OAP n°2 - Maupas

Descriptif du projet

Le hameau de Chazeau-Maupas se situe au Sud-Ouest du bourg. Au vu des contraintes topographiques qui s'imposent au bourg de Mallevall, celui-ci fait l'objet d'une dérogation dans le schéma de secteur du SCoT, permettant à la commune de développer des secteurs d'urbanisation en dehors de l'enveloppe urbaine actuelle.

Le site en question prévoit l'aménagement d'environ 20 logements (une douzaine de logements intermédiaires ou groupés et 7 à 8 logements individuels) sur une surface de 1 ha.

Sensibilités environnementales

Le site est actuellement occupé par une friche agricole, des boisements de feuillus, et quelques espaces en prairies et landes et broussailles. Il est localisé, en bordure d'une route peu circulée, mais au niveau d'une crête sur le plateau. Il peut par conséquent être particulièrement soumis à la vue.

Ces logements seront raccordés à la station d'épuration du Chazeau, qui dispose des capacités suffisantes pour accueillir cette nouvelle population. Cependant des problématiques d'étanchéité et d'apport d'eaux claires parasites ont été rapportés sur la station.

Incidences prévisibles de l'aménagement

L'aménagement de ce secteur va générer l'artificialisation d'une surface d'environ 0,5 ha et ainsi une perte de milieux de type ordinaire, correspondant à des boisements, des espaces agricoles en friche, ainsi qu'à des broussailles. Ces secteurs sont utilisés en tant que zones de refuges et de nourrissage par des espèces tels que les oiseaux, les petits mammifères ou les insectes.

L'intérêt de ces milieux est considéré comme faible à moyen, par comparaison aux habitats accueillant une faune et une flore spécifiques et parfois patrimoniales, inclus au sein des zonages d'inventaires et/ou de gestion du territoire.

Cependant les milieux en question constituent des espaces de transition non négligeables entre les espaces bâtis du hameau et les espaces agricoles et boisés au sud du hameau.

La topographie et la végétation du territoire induisent une visibilité limitée du hameau à partir d'un point de vue autre qu'au niveau du plateau en question. Ainsi, l'aménagement de cette zone va induire une modification de la perception visuelle mais uniquement à partir des secteurs plats à proximité même du hameau et particulièrement à partir de la route peu circulée traversant le hameau (fermeture visuelle).

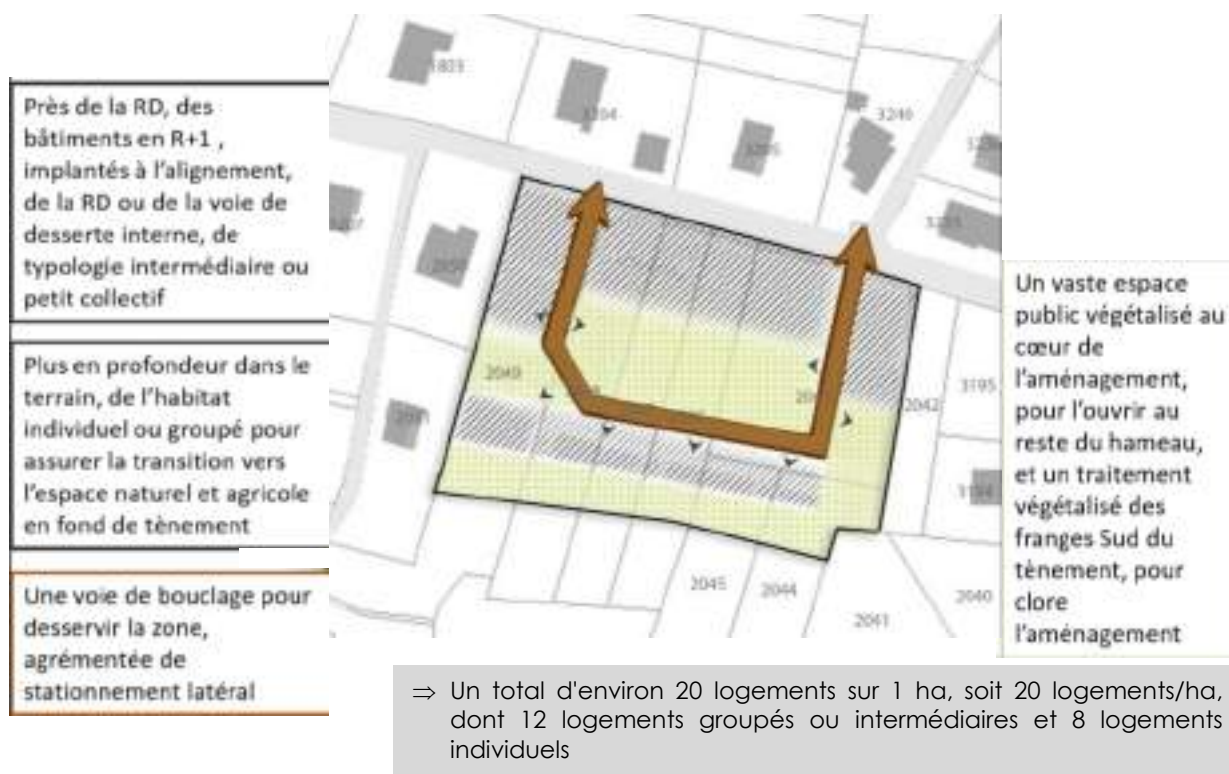
Une augmentation du trafic aux abords du site, est à prévoir, suite à la construction de logements.

L'accueil de cette nouvelle population va induire une pression sur les réseaux d'eau potable. La SAUR spécifie que les conduites en eau étant de petit diamètre sur le secteur de Maupas, il pourrait y avoir une incidence potentielle sur la pression de l'eau dans les secteurs en question, si l'augmentation de la population est trop importante.

Mesures de réduction

Dans le cadre du projet de PLU, les mesures visant à limiter les incidences citées précédemment sont les suivantes :

- Afin de limiter l'artificialisation, les surfaces imperméables sont à limiter d'après le règlement.
- Des espaces végétalisés sont préservés à l'arrière du site afin de travailler les transitions avec le reste bâti du hameau et les espaces naturels environnants.
- Le site est bordé au sud par un espace boisé, ce qui limite d'autant plus les perspectives visuelles possibles à partir de la route de Chazeau (qui traverse le village) vers la vallée du Batalon.
- Il est prévu d'aménager les voiries pour faciliter l'accès et le stationnement sur la zone.
- La SAUR recommande la réalisation d'une étude sur les réseaux afin de déterminer le nombre acceptable de logements dans le hameau de Chazeau-Maupas.



D. Analyse des incidences Natura 2000

La commune est directement concernée par le site Natura 2000 « Vallons et combes du Pilat Rhodanien ». Elle se situe également à proximité des sites suivants :

- « Affluents rive droite du Rhône », situé à moins de 4 km,
- « Milieux alluviaux et aquatiques de l'île de la Platière », située environ à 3km.

1. « Vallons et combes du Pilat Rhodanien », SIC FR 8202008.

1.1 Description du site

Ce site présente une superficie de 1210 ha. Les habitats d'intérêt communautaire et prioritaires identifiés sur le site N2000 L22 couvrent une surface d'environ 53,2 hectares, soit 10,3% de la surface communale. Le DOCOB a été validé en 2011.

La plupart des vallons encaissés sont restés en partie vierges d'activité humaine, surtout les secteurs les plus difficiles d'accès. Les quelques secteurs de pente, autrefois mis en valeur par l'homme, ont été abandonnés et sont recolonisés par les landes et les pelouses. Les flancs des vallons sont essentiellement forestiers avec chênaie-charmaie, chênaie-hêtraie et hêtraies sur les flancs des vallons et les versants exposés au sud. Les forêts de ravins occupent les versants les plus encaissés et les forêts humides suivent les ruisseaux.

L'alternance entre milieux humides et secs, milieux ouverts ou milieux forestiers, forme une mosaïque de milieux favorable à de nombreuses espèces. Les versants exposés au sud accueillent plusieurs espèces méridionales en limite Nord de leur aire de répartition : reptiles, insectes. Le caractère forestier associé aux faibles interventions sylvicoles, notamment sur les secteurs les plus pentus, sont bénéfiques pour la reproduction de nombreux rapaces, de certains mammifères tels que les chauves-souris et de nombreux insectes saproxylophages. En fond de vallon, les ruisseaux abritent de rares stations d'Ecrevisses à pieds blancs en tête de bassin, et pourraient être recolonisés par la Loutre.

Les milieux semi-naturels trouvés sur les plateaux qui entourent chaque combe complètent la capacité d'accueil du site. Les nombreuses prairies naturelles, de même que les traditionnels vignobles en terrasses, assurent une liaison entre les ravins indispensable pour le déplacement des espèces. Ce sont aussi des territoires de chasse pour certains rapaces ou chauves-souris qui nichent dans les combes.

La présence du Petit Murin et du Murin de Bechstein reste à confirmer.

L'intérêt du site en termes d'habitats, de flore et de faune est exposé dans le rapport de présentation. Les objectifs de conservation du site sont liés :

- au risque de fermeture du milieu : les pelouses doivent être maintenues, de même que les landes.
- au maintien des habitats forestiers : gestion sylvicole raisonnée pour favoriser les essences originelles par rapport au robinier et maintenir du bois mort.
- à l'amélioration de la qualité de l'eau des ruisseaux et des milieux naturels associés.

Pour rappel, les enjeux relatifs à la commune de Mallevall sont les suivants :

- **Un enjeu de conservation de la biodiversité.**

La présence d'habitats d'intérêt communautaire confirme l'enjeu « biodiversité » du site à l'échelle européenne. Cet intérêt est justifié par la présence d'habitats d'intérêt communautaire forestiers tels que les forêts humides (code Natura 2000 : 91E0 et 9160) et les forêts mésophiles de ravins (code Natura 2000 : 9180), habitats reconnus prioritaires, ainsi que des milieux ouverts comme les landes sèches (code Natura 2000 : 4030), les pelouses sèches (code Natura 2000 : 6210) et les prairies de fauche (code Natura 2000 : 6510).

Cet enjeu se décline aussi à l'échelle locale avec des habitats et des espèces rares et originaux car situés en limite nord de répartition. Sur la commune de Mallevall, la présence de landes à genêt poilu, de Lézard catalan ou encore de l'Orchis bouc traduit bien cette influence originale méridionale.

La commune de Mallevall présente ainsi un intérêt particulier pour le **Hiboux Grand-duc**, nicheur en milieux rocheux sur la commune, et le **lézard catalan**, observé à plusieurs localités.

- **Un enjeu de maintien ou de restauration de la fonctionnalité écologique**

Le maintien des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire identifiés sur le site L22, et plus globalement de la biodiversité, suppose que des échanges s'organisent pour connecter les différents milieux et permettre les déplacements de la faune et la flore. D'ores et déjà plusieurs connexions au niveau des ravins ont été identifiées à travers différentes études menées par la Région Rhône-Alpes, le Parc du Pilat, le SCOT Rives du Rhône...

Si les pressions urbaines sont relativement faibles sur le site N2000, qui concernent essentiellement les zones de ravin escarpées, la préservation des fonctionnalités écologiques au sein du périmètre N2000 mais également entre les combes du Pilat rhodanien demeure un enjeu fort.

- **Un enjeu de préservation de l'équilibre entre milieux naturels et milieux anthropisés**

L'équilibre entre les zones bâties et naturelles/agricoles doit être maintenu. Pour cela le caractère rural du site doit persister. Cela passe par la sauvegarde des activités économiques, sociales et culturelles existantes sur le site et dans ses alentours. Une attention particulière devra être prise afin de limiter l'étalement urbain qui entraînerait la perte du caractère rural du site. Dans ce domaine, les documents de planification constituent des outils d'importance majeure, qu'il sera important d'harmoniser.

1.2 Incidences sur les habitats et la flore

La majeure partie du territoire est classée soit en zone agricole soit en zone naturelle. Globalement les zones naturelles et les zones agricoles représentent 96,76% du territoire. Ces zonages peuvent être indicés « co » pour souligner l'intérêt fonctionnel des milieux en question dans les continuités écologiques. Ils constituent alors des ensembles à protéger au vu de leur intérêt environnemental.

Les zones N représentent environ 40% du territoire dont 28% de zones Nco. Les zones agricoles représentent, quant à elles, 55% du territoire dont un peu moins de 8% classées en Aco.

L'ensemble des secteurs inclus au sein du site Natura 2000 sont majoritairement classés en Nco sur le territoire communal. Ce classement vise à protéger la fonctionnalité écologique des milieux et interdit

ainsi toutes constructions neuves (notamment à usage agricole ou d'habitation) ainsi que les installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

Les zones U représentent 15,5 ha soit 3% du territoire. Les futures zones constructibles concernent globalement des dents creuses au sein de l'urbanisation existante. Les milieux concernés ne sont pas des habitats d'intérêt communautaire concernés par le site Natura 2000 « Vallons et combes du Pilat Rhodanien ».

Le secteur d'extension de l'urbanisation situé sur le hameau de Chazeau, d'une superficie de 1,1 ha, ne concerne pas non plus d'habitats d'intérêt communautaire.

Au niveau du secteur du Paton, la zone nouvellement constructible se localise juste en limite du site Natura 2000. La frange verte identifiée sur la partie Nord du site (cf.OAP) est incluse au sein du site Natura 2000 et vise ainsi à maintenir les constructions à distance du site Natura 2000 et par conséquent de l'Epervier. Ainsi, les zones constructibles n'empiètent pas sur les habitats du site Natura 2000.

La zone Ula à vocation artisanale située au lieu-dit La bascule est située en dehors de tous sites d'intérêt environnemental (Natura 2000, ZNIEFF de type I).

On note la présence d'une zone Ne au sein du site Natura 2000, correspondant à un secteur d'activités économiques en zone naturelle. Ce site déjà construit pour partie, a pour vocation d'accueillir des constructions neuves à usage de bureau, ainsi qu'artisanal. Par ailleurs, des extensions dans une limite maximale de 30% de l'emprise au sol accueillie, ainsi que des adaptations du site existant sont possibles. La zone Ne présente un effet d'emprise de 0,1% sur le site N2000 par rapport à la surface totale du site à l'échelle de la commune. La zone Ne n'est constructible que dans sa partie Est, avec un effet d'emprise potentiel de 0,1 ha sur des habitats du site N2000. Les espaces en herbe concernés par l'emprise n'ont pas été recensés comme des habitats communautaires sur le site N2000.

A l'Ouest de la zone Ne, on retrouve des habitats d'intérêt communautaire de types « Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies sub-atlantiques et médio-européenne du Carpinion-betuli », recensés également comme zone humide. Ces secteurs sont en dehors de la zone Ne et ne sont donc pas concernés par des effets d'emprise. Ils sont classés en zone Nzh.

Ainsi compte-tenu du caractère classique des habitats concernés par la zone Ne, cette dernière ne présente pas d'effet significatif sur les habitats du site N2000 et ne remet pas en cause leur pérennité.

Le projet de PLU ne présente pas d'incidences notables sur les habitats du site Natura 2000 en question.

1.3 Incidences sur la ressource en eau

Le site Natura 2000 « Vallons et combes du Pilat rhodanien » présente des habitats en lien avec la ressource en eau (bas-marais, mégaphorbiaie, forêts humides). L'impact du PLU sur la ressource en eau est donc à prendre en compte pour évaluer l'impact sur la qualité des milieux du site Natura 2000.

Le PLU veille à préserver et à protéger, les cours d'eau du territoire, notamment l'Epervier (traversant le bourg) et le Batalon ainsi que les zones humides y étant associées, par un classement spécifique

(Nzh), inconstructibles. Ce classement permet non seulement de maintenir la continuité écologique, mais également de protéger les cours d'eau et leur qualité. Le ruisseau de la Patouse est, quant à lui, inclus au sein d'un massif boisé, ce qui lui garantit une certaine qualité d'épuration.

En terme de gestion des eaux usées, le PLU prévoit le raccordement au réseau d'assainissement collectif pour l'ensemble des zones ouvertes à l'urbanisation. Pour la gestion des eaux pluviales, le règlement prévoit que les rejets supplémentaires d'eaux pluviales et de ruissellement créés par l'aménagement ou la construction doivent être recueillis et dirigés vers les ouvrages publics de collecte. Un pré traitement pourra être demandé avant rejet dans le réseau public.

L'ensemble de ces mesures devraient permettre d'éviter toutes incidences sur la ressource en eau et par conséquent sur les habitats du site Natura 2000 en question.

Le secteur d'extension du hameau de Chazeau sera raccordé à la station du Chazeau qui dispose des capacités suffisantes pour accueillir une nouvelle population. Cette station présente une bonne qualité des eaux mesurée dans le milieu récepteur malgré un apport en eaux claires parasites.

La station du bourg, quant à elle, est saturée. Le raccordement du secteur de Paton à la station induira une pression supplémentaire sur les capacités d'assainissement de la station, déjà atteinte. Par conséquent on peut s'attendre à court terme à une pollution du milieu récepteur, qu'est l'Epervier et par la suite du Batalon ainsi que des habitats alluviaux situés en aval. La dégradation de ces milieux aura en premier lieu un impact sur la population aquatique. Le raccordement futur de cette station à celle de Saint-Pierre-de-Bœuf permettra de limiter cet impact.

Le secteur de la Bascule (comprenant la zone Uia) est raccordé à la station de Saint-Pierre-de-Bœuf, suffisamment dimensionnée pour recevoir les eaux de ce secteur de Mallevall.

Dans l'attente d'un raccordement de la station du bourg à la station de Saint-Pierre-de-Bœuf, le PLU peut présenter à moyen terme un impact négatif sur la ressource en eau (Epervier et Batalon) et sur les habitats humides y étant associés.

1.4 Incidences sur la faune

La mise en œuvre du PLU ne présentera pas d'incidences sur les espèces associées au site Natura 2000. En effet, comme vu précédemment les milieux ouverts à l'urbanisation sont déjà insérés au sein de la trame bâtie. Leur intérêt est par conséquent réduit. La zone d'extension AUB, au niveau de Chazeau concerne des milieux de type friches agricoles, boisements, portions de prairies, landes et broussailles. Ces milieux peuvent constituer des secteurs de nourrissage intéressants pour la faune ou de refuge pour la petite faune. Cependant ils ne constituent pas des secteurs à enjeux dans le cadre de la Natura 2000. En effet, comme vu précédemment, le territoire dispose d'un intérêt pour le Hibou Grand-duc, nicheur des milieux rocheux ou encore le Lézard catalan, espèce des milieux secs ouverts. Ces types de milieux ne sont pas concernés par les zones urbaines ou les zones nouvellement constructibles dans le cadre du PLU. En outre, on note que la présence de zones bâties peut être favorable à certaines espèces telles que les chiroptères (Murin de Bechstein, Murin à oreilles échancrées potentiellement en colonie).

Les espèces de nature ordinaire potentiellement touchées par l'urbanisation du secteur AUB, pourront se reporter aux milieux environnants, proches de la zone, qui disposent globalement des mêmes caractéristiques.

Dans le cas du secteur de Paton, la proximité de ce site Natura avec les constructions futures, induit un phénomène potentiel de dérangement lié aux nuisances domestiques. Ce dernier sera réduit par le maintien de la frange verte. Globalement un espace tampon, composé de milieux agricoles et boisés, est maintenu entre le site Natura 2000 « Vallée et combes du Pilat rhodanien » et les secteurs nouvellement constructibles. Cet espace, de par la distance séparant les zones urbanisées, des secteurs de nature, permet de réduire les nuisances aux usages domestiques.

La zone Ula (c3) est localisée à l'écart de la zone Natura 2000. Elle est située entre la RD1086 et la voie ferrée. Déjà remblayée, ces potentialités d'accueil de la faune sont réduites, de plus son caractère isolé en lien avec les ruptures créées par les deux infrastructures de transport, limite d'autant plus son intérêt pour la faune.

Enfin, la préservation de ces secteurs d'intérêt écologique par le classement en Nco notamment, permet le maintien des capacités de déplacements des espèces sur le territoire. Les corridors écologiques inclus dans le Site Ecologique Prioritaire (SEP) repérés par le Parc du Pilat étant inclus au sein de ces zonages et par conséquent préservés.

Aucune incidence significative n'est à signaler sur les espèces ayant permis la désignation du site en tant que Natura 2000.

1.5 Incidence sur la fonctionnalité écologique

Les enjeux en termes de fonctionnalité écologique du site Natura 2000 sont notamment liés au maintien des connexions entre les ravins. La préservation des habitats et espèces d'espèces d'intérêt communautaire du site Natura 2000 dépend du maintien de cette fonctionnalité écologique.

Les ravins du Batalon, de l'Epervier et de la Patouse, qui constituent des entités essentielles à la fonctionnalité du site Natura 2000 (et repérés dans la trame verte et bleue du Pilat) sont classés dans le PLU dans un zonage Nco autorisant uniquement les évolutions mesurées (travaux, extensions, annexes, piscines) des constructions existantes à usage d'habitation.

En outre, les ruisseaux du Batalon et de l'Epervier ainsi que les zones humides associées (ripisylve comprise) sont classés en Nzh, zonage restrictif interdisant les affouillements, exhaussement ainsi que les constructions. Ce classement permet de maintenir la fonctionnalité écologique des bords de cours d'eau. Néanmoins des ouvrages techniques en lien avec des ouvrages hydrauliques relatifs à l'activité agricole et les travaux sur ouvrages hydrauliques existants sont autorisés dans la zone Nzh. Un risque de déséquilibre hydraulique avec un impact potentiel sur les habitats, la faune et la flore reste donc envisageable.

Les continuités d'Ouest en Est sur le territoire devraient être maintenues via ces corridors aquatiques, humides et forestiers.

Les continuités transversales (Nord-Sud) permettant de relier les entités du site N2000 de la commune à savoir les vallons, sont identifiées comme d'enjeu moyen à fort et d'importance locale à régionale dans le cadre de la Trame verte et bleue du Pilat. Ces continuités Nord/Sud, sont localisées au sein d'une matrice constituée de landes, de prairies, de vignes ou de vergers, et sont classées en zone A ou Av/Aco dans le cadre du PLU au regard de l'importance de l'activité agricole dans le maintien des caractéristiques intrinsèques à ces milieux. Les entités du site Natura 2000 sont majoritairement bordées par des secteurs viticoles, mis en évidence par un zonage Av, ou par des secteurs agricoles

disposant d'un rôle fonctionnel, classés en Aco. La biodiversité au sein des vignobles reste fortement dépendante des pratiques agricoles (faible ou absence d'usage des produits phytosanitaires, enherbement, implantation de bandes fleuries...). Il est donc difficile d'estimer l'impact positif ou négatif, sur le maintien de la biodiversité et de la fonctionnalité du site N2000, du classement Av des parcelles viticoles, en limite des sites d'intérêt écologique.

Le classement en zone Av/Aco autorise les nouvelles constructions agricoles sous réserve qu'elles s'inscrivent dans la continuité du bâti existant et les évolutions sur les constructions existantes à usage d'habitation. Au-delà de ces secteurs, Av/Aco, la matrice paysagère agricole est classée en zone A où sont autorisées les nouvelles constructions agricoles, d'habitation et les évolutions sur les constructions existantes à usage d'habitation,

Le classement en zone A, Av/Aco de la matrice paysagère agricole peut favoriser le morcellement de ces espaces par l'implantation de constructions en lien avec l'activité agricole. Ce morcellement peut ainsi fragiliser la fonctionnalité des espaces nécessaires aux échanges entre les entités Natura 2000, par la création d'obstacles bâtis réduisant potentiellement les couloirs de déplacements. Pour exemple, la matrice agricole est assez fragmentée à l'heure actuelle au lieu-dit « Les Rivaures », classé en Av, entre les vallons de l'Epervier et de la Patouse. Cependant, les constructions agricoles n'étant autorisées, dans les zones Av/Aco, qu'en continuité du bâti agricole existant, les effets de fragmentation de la matrice paysagère agricole restent limités. On note d'ailleurs une bonne perméabilité globale des espaces agricoles sur le territoire.

L'urbanisation prévue au « Chazeau » vient réduire un peu plus la perméabilité des espaces des espaces agro-naturels, faisant le lien entre les vallons du Batalon et de l'Epervier. En effet, l'aménagement de ce nouveau secteur de développement vient épaissir l'enveloppe bâtie et réduire potentiellement les possibilités de franchissement du tissu urbain. Néanmoins, l'enveloppe bâtie du secteur du Chazeau ne constituera pas un obstacle infranchissable compte-tenu de l'extension limitée et de la perméabilité existante du tissu bâti, favorable aux déplacements des espèces.

La fonctionnalité écologique du site Natura 2000 ne sera pas remise en cause par la mise en œuvre du PLUi. Il est d'ailleurs important de préciser que pour les espèces terrestres, les déplacements Nord/Sud peuvent être d'ores-et-déjà contraints sur le territoire par la présence de secteurs assez pentus traversant les plateaux agricoles. L'aménagement de la zone Aub au « Chazeau » et l'implantation potentielle de nouveaux bâtis agricoles, en continuité du bâti existant, au niveau de la matrice agricole entre les vallons de l'Epervier, Batalon et de la Patouse pourrait éventuellement contraindre un peu plus, certains déplacements dans les secteurs où le bâti agricole est en plus grand nombre.

Conclusion : En cas de non raccordement de la station du bourg à celle de Saint-Pierre-de-Boeuf, une incidence à moyen terme peut être attendue sur la ressource en eau liée à l'Epervier et au Batalon et par conséquent sur les milieux humides localisés en aval, puis sur la faune aquatique associée.

La fonctionnalité écologique entre les entités N2000 du vallon de l'Epervier et de la Patouse n'est pas remise en cause par le PLU. Cependant la fragmentation de la matrice agricole pourrait réduire, dans les espaces un peu plus contraints par le bâti agricole, la fonctionnalité du site (ex : secteur viticole au Nord de l'Epervier, lieu-dit « Les Rivaures »).

Aucun autre impact notable n'est attendu sur les habitats, la flore et la faune ayant permis la désignation du site en tant que Natura 2000.

Les secteurs Aco au sud du territoire, présentant une ou plusieurs constructions plus ou moins groupées forment un tissu assez lâche pour ne pas représenter une contrainte à la fonctionnalité écologique du territoire, même en cas d'extension.

2. Milieux alluviaux et aquatiques de l'île de la Platière

2.1 Description du site

Ce site est localisé, à environ 2 km, en aval hydraulique de la commune.

A mi-chemin entre Lyon et Valence, situé dans une plaine alluviale issue d'un fonctionnement géomorphologique de type "tressé", le secteur de l'île de la Platière est un élément majeur de l'écosystème alluvial du Rhône. Il figure à ce titre dans la liste des 87 zones humides d'importance majeure en France.

Depuis un siècle et demi, les aménagements du fleuve ont perturbé la dynamique fluviale. Néanmoins, le site qui correspond globalement au casier d'inondation conserve un bon niveau de fonctionnalité (inondations régulières), et présente une mosaïque de formations végétales alluviales remarquables (le plus important massif de forêt alluviale en superficie de l'ensemble de la moyenne vallée du Rhône, entre Lyon et la Camargue).

Ont été inventoriés sur le site 12 habitats d'intérêt communautaire, dont 2 prioritaires : 6120 et 91E0.

On a recensé sur l'île de la Platière 11 espèces d'intérêt communautaire, dont 5 poissons, 3 insectes (Lucane cerf-volant et, beaucoup plus rares, la Cordulie à corps fin et l'Agrion de Mercure), ainsi que 3 mammifères : le Castor et de façon exceptionnelle la Loutre et le Vespertilion à oreilles échancrées.

Ce site est également désigné au titre de la directive Oiseaux comme ZPS (zone de protection spéciale).

Il inclut :

- la Réserve naturelle nationale de l'île de la Platière.
- le fleuve Rhône et les forêts riveraines dans le Domaine Public Fluvial (D.P.F.) entre le seuil de Peyraud et la restitution.
- la plaine alluviale entre le périmètre de la réserve et le canal de dérivation.
- l'ENS (Espace naturel sensible) "Le méandre des Oves" (département de l'Isère).

Vulnérabilité :

La menace la plus importante correspond à la perte du caractère spécifique alluvial par diminution des apports en eau (pression sur la nappe phréatique, aménagement du Rhône).

Le site comprend 14 habitats d'intérêt communautaire inscrits à l'annexe I de la Directive Habitats

Type d'Habitats inscrits à l'annexe I	Code Natura 2000
Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des <i>Littorelleteauniflora</i> et/ou des <i>Isoeto-nanojuncetea</i>	3130
Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Charaspp.</i>	3140
Landes sèches européennes	3150
Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>Magnopotamion</i> ou de	6210

<i>l'Hydrocharition</i>	
Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du <i>Ranunculionfluitantis</i> et du <i>Callitricho-Batrachion</i>	3260
Rivières avec berges vaseuses avec végétation du <i>Chenopodionrubrip.p</i> et <i>Bidentionp.p</i>	3270
Pelouses calcaires de sables xériques	6120
Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (<i>Festuco-Brometalia</i>) (*sites d'orchidées remarquables)	6210
Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (<i>Molinioncaeruleae</i>)	6410
Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnard à alpin	6430
Forêts alluviales à <i>Alnusglutinosa</i> et <i>Fraxinusexcelsior</i> (Alno-Padion, Alnionincanae, Salicionalbae)	91E0
Forêts mixtes à <i>Quercus robur</i> , <i>Ulmuslaevis</i> , <i>Ulmus minor</i> , <i>Fraxinusexcelsior</i> ou <i>Fraxinusangustifolia</i> , riveraines des grands fleuves (<i>Ulmionminoris</i>)	91F0
Hêtraies de l' <i>Asperulo-Fagetum</i>	9130
Forêts-galeries à <i>Salix alba</i> et <i>Populus alba</i>	92A0

Le site présente un certain nombre d'espèces inscrites à l'annexe II de la Directive Habitats

Classe	Espèce
Insecte	Cordulie à corps fin <i>Oxygastracurtisii</i>
Insecte	Agrion de Mercure <i>Coenagrion mercuriale</i>
Insecte	Lucane cerf-volant <i>Lucanuscervus</i>
Insecte	Le gomphe à pattes jaunes <i>Gomphusflavipes</i>
Mammifère	Murin à oreilles échancrées <i>Myotisemarginatus</i>
Mammifère	Castor d'Europe <i>Castor fiber</i>
Mammifère	Loutre d'Europe <i>Lutra</i>
Poisson	Bouvière <i>Rhodeusamarus</i>
Poisson	Lamproie de planer <i>Lampetraplaveri</i>
Poisson	Chabot commun <i>Cottus gobio</i>
Poisson	Blageon <i>Teleosteosteus</i>
Poisson	Toxostome <i>Parachondrostomatoxostoma</i>

Autres espèces importantes

Amphibien	Crapaud calamite <i>Bufo calamita</i>
Amphibien	Grenouille rieuse <i>Rana ridibunda</i>
Reptile	Lézard des murailles <i>Podarcismuralis</i>
Mammifère	Murin de Natterer <i>Myotisnattereri</i>
Mammifère	Noctule de Leisler <i>Nyctalusleisleri</i>
Mammifère	Noctule commune <i>Nyctalusnoctula</i>
Mammifère	Pipistrelle <i>Pipistrelluspipistrellus</i>
Mammifère	Marthe des pins <i>Martes martes</i>
Mammifère	Putois d'Europe <i>Mustelaputorius</i>
Mammifère	Muscardin <i>Muscardinusavellanarius</i>
Mammifère	Vespère de Savi <i>Hypsugosaviisavii</i>
Plante	Laîche à épi noir <i>Carex melanostachya</i>
Plante	Violette élevée <i>Viola elatior</i>
Plante	Orchis parfumé <i>Anacamptiscoriophorasubsp.fragrans</i>
Plante	Vigne sauvage <i>Vitisviniferasibsp. Sylvestris</i>
Plante	Orchis à fleurs lâches <i>Anacamptislaxiflorasubsp.laxiflora</i>

2.2 Incidences sur les habitats et la flore

Le site n'étant pas situé directement sur le territoire communal, le projet de PLU de Mallevall ne présentera pas d'incidences directes sur les habitats du site Natura 2000 « Milieux alluviaux et

aquatiques de l'île de la Platière ». Cependant un impact sur les habitats peut être attendu via la ressource en eau.

2.3 Incidences sur la ressource en eau

Comme vu précédemment, le projet de PLU s'attache à protéger en les rendant inconstructibles (zonage Nzh), les cours d'eau et les zones humides associées.

Cependant, les conditions d'assainissement du centre-bourg auquel est raccordé le secteur de Paton, laissent présager sur le moyen terme une pollution des eaux de l'Epervier puis du Batalon et par conséquent des cours d'eau et zones humides situées en aval, sans raccordement à la station de Saint-Pierre-de-Bœuf.

Pour rappel, l'Epervier se jette dans le Batalon, qui lui-même rejoint le Rhône sur la commune de Saint-Pierre-de-Bœuf. Ainsi une pollution des eaux de l'Epervier, milieu récepteur de la station du bourg, induirait sur le long terme la pollution des eaux du Rhône.

2.4 Incidences sur les espèces

L'incidence éventuelle du projet de PLU sur le site en question est également liée à la ressource en eau et à une pollution en lien avec les conditions d'assainissement principalement des secteurs reliés à la station du centre-bourg. En effet, une pollution des eaux du Rhône présenterait, en premier lieu, un impact sur les espèces polluo-sensibles telles que le Chabot, la Lamproie de Planer ou encore le Toxostome. Les autres espèces du site Natura 2000 étant moins sensibles ou non liées directement à la ressource en eau.

Conclusion : Le PLU de Mallevall ne présente aucune incidence directe notable sur les habitats et espèces ayant permis la désignation des sites « Milieux alluviaux et aquatiques de l'île de la Platière ». Cependant le non raccordement du bourg à la station de Saint-Pierre-de-Bœuf présentera sur le long terme une incidence notable sur la ressource en eau du Rhône et par conséquent sur les espèces aquatiques associées.

E. Articulation du PLU avec les autres plans et programmes

L'objectif de ce chapitre est de décrire l'articulation du PLU avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale, avec lesquels le PLU doit être compatible ou bien qu'il doit prendre en considération. Les plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale sont mentionnés dans l'article L122-4 du code de l'environnement. Il s'agit entre autres des SCOT, des SDAGE, des Plans Départementaux d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA), des Schémas Départementaux des Carrières (SDC), des Schémas Régionaux Climat-Air-Énergie (SRCAE) et des Schémas Régionaux de Cohérence Écologique (SRCE).

En l'absence de définition juridique précise de la notion de compatibilité, la jurisprudence du Conseil d'État permet de considérer qu'« un projet est compatible avec un document de portée supérieure lorsqu'il n'est pas contraire aux orientations ou aux principes fondamentaux de ce document et qu'il contribue, même partiellement, à leur réalisation ». Ainsi un PLU est compatible si ses dispositions ne sont « ni contraires dans les termes, ni inconciliables dans leur mise en œuvre » avec les orientations des documents de niveau supérieur.

1. La compatibilité avec les plans et programmes

1.1 Le SCoT des Rives du Rhône

Le Scot des Rives du Rhône a été approuvé sur un territoire de 80 communes (réparties en 5 intercommunalités) le 30 mars 2012. La révision du SCoT a été votée le 11 juin 2013.

Le SCoT fixe ainsi les orientations fondamentales de l'organisation de l'espace, notamment en matière d'urbanisme, d'habitat, de développement économique et commercial, de préservation de l'environnement, de déplacement des personnes et des marchandises...

Les grands objectifs stratégiques du PADD (ensuite déclinés dans le DOG) et leur traduction dans le PLU ont été repris.

La commune de Mallevall est identifiée comme « village » de polarité 4 dans le SCoT des rives du Rhône. Les secteurs de « village » de polarité 4, doivent atteindre une densité moyenne de 20 logements par hectare (pour les nouveaux logements), dont 30 % de logements individuels, 60 % de logements intermédiaires et 10 % de logements collectifs.

La commune ne constitue pas un territoire prioritaire à l'échelle du SCOT pour le développement de l'urbanisation et l'accueil de nouvelles populations. Ne sont repris que les objectifs pouvant présenter un incidence directe ou indirect sur l'environnement.

- **Objectif 3 : Préserver les ressources et les espaces naturels et agricoles**

La majeure partie du territoire est classée soit en zone agricole soit en zone naturelle. Les zones naturelles et les zones agricoles représentent environ 97% du territoire. Les zones N représentent 41% du territoire. Les zones agricoles représentent, quant à elles, 55% du territoire. Ces zonages permettent de maintenir l'intégrité des espaces naturels et agricoles.

En ce qui concerne la préservation des espaces naturels, le classement en zone N permet de limiter les constructions notamment neuves, voire de les interdire dans les secteurs indicés « co » jouant un rôle dans les continuités écologiques du territoire. Dans cette optique de préservation des espaces naturels, le PLU classe la zone Natura 2000 et la ZNIEFF de type 1 en zone protégée pour leur intérêt dans les continuités écologiques (Nco) avec un règlement spécifique. Les cours d'eau et zones humides associées font l'objet d'un zonage spécifique garantissant leur protection. Les grands espaces boisés du territoire sont classés en N.

Dans le cas de la préservation des espaces agricoles, ces derniers font l'objet d'un zonage en A permettant le maintien de leurs caractéristiques.

Les secteurs viticoles, bien représentés sur le territoire, font l'objet d'un classement spécifique « Av », permettant leur protection au titre des appellations d'origine protégée. Ce zonage interdit les constructions neuves à usage agricole ou d'habitation. Les espaces agricoles du territoire et ses particularités sont maintenues par un zonage adapté.

En ce qui concerne la ressource en eau potable, le PLU entend accueillir une population équivalant à environ 100 habitants, en adéquation avec les capacités d'approvisionnement du territoire.

Plus globalement, la préservation de la ressource en eau passe par les conditions d'assainissement du territoire communal. Le PLU s'est attaché à développer l'urbanisation au niveau du hameau de Chazeau, qui présente une station d'épuration de capacité suffisante (bien que présentant des eaux claires). La station du centre-bourg, saturée, va accueillir 2 à 3 logements supplémentaires, ce qui pourra induire à moyen terme si le raccordement à la station de Saint-Pierre-de-Bœuf ne s'effectue pas prochainement, un impact négatif sur le milieu récepteur, constitué par l'Epervier.

- **Objectif 4 : Rationaliser les déplacements et optimiser les infrastructures de transport**

Cet objectif est difficile à mettre en place au niveau de la commune. Le territoire présentant des contraintes topographiques difficilement conciliables avec la mise en place de cheminements doux sécurisés. L'offre de transport n'étant pas très développée et le territoire étant dépendant de l'extérieur et particulièrement des communes de polarité 1 et 2, pour les commerces et services, l'utilisation du véhicule reste privilégiée.

Le PLU envisage cependant la réalisation d'un cheminement piéton dans l'OAP du Paton, visant à relier l'ancienne usine à la mairie.

- **Objectif 5 : Promouvoir des politiques de l'habitat plus solidaires et des formes urbaines plus durables**

Le PLU de Malleval, identifié en tant que village, est soumis à l'obligation de produire au moins 10 % de logements sociaux dans le cadre du SCOT des Rives du Rhône. Son éloignement des grands pôles d'activités et d'équipements n'en fait pas une commune stratégique et privilégiée pour l'accueil de ménages en difficultés, contraints d'être multi-motorisés.

Pour autant, le PLH de la CC du Pilat Rhodanien 2010-2016 (prorogé jusqu'en 2018) prévoit un objectif plus ambitieux de production d'au moins 15 % de logements abordables, soit, pour Mallevall, environ 4 à 5 logements pour les dix prochaines années.

Le PLU organise cette production de logements abordables en localisant précisément, sur l'une des rares disponibilités foncières du village, sur le secteur de Paton, une servitude de mixité sociale valant emplacement réservé au titre de l'article L151-41 4° du Code de l'Urbanisme, emplacement qui prévoit la réalisation d'environ 2 à 3 logements.

En outre, à l'échelle des zones urbaines constructibles, et notamment dans le cadre du développement du hameau de Chazeau, le PLU de la commune prévoit qu'au moins 20 % de la surface de plancher de toute opération comptant au moins 4 logements soit dédiée à du logement abordable. Il fixe précisément la définition du logement abordable (logement locatif social classique, logement privé à loyer maîtrisé (conventionné), logement adapté aux personnes âgées...).

Sur Chazeau et Maupas, le potentiel de logements, estimé à environ 35, pourrait permettre la construction d'environ 4 à 5 logements abordables (une opération d'aménagement d'ensemble est exigée sur le secteur de Maupas (zone AUb), pour un potentiel de 19 logements, soit environ 3 à 4 logements abordables).

Le PLU s'avère donc compatible avec les objectifs de mixité sociale mis en avant dans les documents supra-communaux.

1.2. Le SDAGE Rhône-Méditerranée

La commune de Mallevall est concernée par le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021, qui s'articule autour de 9 grandes orientations fondamentales. Le PLU interagit seulement avec certaines d'entre elles :

- **Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques**

Le PLU limite les possibilités de dégradation des milieux aquatiques en assurant la préservation des espaces en bordure des cours d'eau par l'intermédiaire d'un zonage spécifique (Nzh) dans le cas des ruisseaux de l'Epervier et du Batalon, concernés par l'urbanisation, les infrastructures routières ou encore l'agriculture. Le ruisseau de la Patouse s'écoule en milieu boisé, classé en N. Le PLU garantit la préservation des cours d'eau et des zones humides associés en préservant ces secteurs et leurs abords de toutes constructions.

- **Lutter contre les pollutions**

Le PLU précise les conditions de rejet des eaux usées et des eaux pluviales pour préserver les milieux récepteurs.

La station du bourg étant saturée, le PLU n'a pas développé de nouvelles zones d'extension dans ce secteur. L'essentiel des zones constructibles se situe sur le hameau de Chazeau qui dispose d'une station d'épuration dont les capacités sont suffisantes à l'accueil d'une nouvelle population.

- **Renforcer la gestion locale de l'eau et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau**

La commune de Mallevall a identifié les périmètres de protection de captage relatif au puits de captage en eau potable de Charreton (sur la commune de Saint-Pierre-de-Boëuf). Il s'agit d'un périmètre de protection éloigné. Un zonage spécifique est appliqué aux secteurs concernés (UB, N, Ula).

De plus, le PLU protège les abords de cours d'eau et les zones humides associées (zonage en N ou spécifique Nzh).

- **Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir.**

L'alimentation en eau potable de la commune est une compétence de la Communauté de Communes du Pilat Rhodanien. Le service est exploité en affermage par SAUR jusqu'en 2017 pour les communes de Roisey, Bessey, Pélussin, Mallevall et Chavanay. Les ressources alimentant ces communes sont diverses et combinent des captages de sources et des prélèvements en nappe du Rhône, ce qui permet d'assurer une alimentation continue sans problèmes liés aux variations saisonnières et aux étiages.

Dans le cadre du projet de PLU, une population supplémentaire d'une centaine d'habitants est attendue. La Communauté de Communes a confirmé que la ressource en eau est suffisante à l'accueil de cette nouvelle population. Cependant, la SAUR souligne le petit diamètre de la conduite en eau potable sur le secteur de Maupas. Une étude des réseaux est conseillée afin d'évaluer le nombre acceptable d'habitations et d'éviter d'éventuels problèmes de pression.

Le PLU privilégie le développement de l'urbanisation dans des secteurs desservis ou situés à proximité des réseaux d'adduction en eau potable existants et limite donc les besoins d'extension des réseaux.

- **Gérer les risques d'inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau**

Les zones humides limitrophes des cours d'eau (Epervier et Batalon notamment) sont préservées. Ceci devrait permettre de limiter les éventuels risques d'inondation. Le PLU assure la gestion des eaux pluviales et de ruissellement supplémentaires et tend à limiter l'imperméabilisation du sol au strict besoin des opérations.

Le PLU n'aura pas directement d'interaction avec les autres orientations du SDAGE Rhône Méditerranée : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité, intégrer les dimensions sociales et économiques de la mise en œuvre des objectifs environnementaux et renforcer la gestion locale de l'eau.

Le PLU est donc compatible avec les orientations définies par le SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021.

1.3. La Charte du Parc Naturel Régional du Pilat

La charte 2025 s'articule autour de 5 grands axes déclinés en objectifs. Le PLU est plus particulièrement concerné par 3 de ces axes.

Axe 1 : une gestion maîtrisée des espaces et des ressources

- Conforter un réservoir de biodiversité riche et connecté,
- Recréer un lien favorable entre urbanisme et paysages
- Garantir une utilisation raisonnée des ressources endogènes

Afin de préserver les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques associés, le projet de PLU classe 95% du territoire en zone naturelle ou agricole. De plus, le site Natura 2000, la ZNIEFF de type I, les cours d'eau et zones humides sont protégés par des zonages spécifiques, assurant leur protection. Le PLU intègre les prescriptions de l'AVAP pour préserver le centre-bourg (article 11 du règlement du PLU) afin de concilier urbanisme et préservation du paysage. Par rapport au PLU actuel, le projet de PLU diminue fortement les possibilités de constructions sur le hameau de Chazeau, ce qui permet de limiter les modifications paysagères du plateau.

Le PLU envisage l'accueil d'environ 100 habitants sur le territoire soit une population en adéquation avec les capacités d'approvisionnement en eau potable du territoire.

Axe 2 : des modes de vie plus sobres et plus solidaires

- S'assurer d'un habitat durable
- Prendre des initiatives pour une mobilité durable,
- Promouvoir des usages de loisirs doux
- Renforcer l'identité territoriale du Pilat au travers de la valorisation des patrimoines et des échanges culturels

L'offre en transport en commun reste limité sur le territoire. Le véhicule personnel reste le moyen de transport le plus utilisé. Cependant, afin d'encourager le recours aux déplacements doux, dans le cadre de déplacements limités dans le bourg, le PLU envisage le développement d'un cheminement doux dans le cas de l'OAP du Paton.

L'une des volontés du PLU est d'axer le développement économique du territoire vers le tourisme culturel et de la nature.

Axe 3 : des modes de production durables en lien avec la consommation locale

- Maintenir une activité agricole de qualité et accroître son autonomie
- Conforter une filière bois garante de la multifonctionnalité des espaces forestiers
- Poursuivre le développement de l'écotourisme
- Accompagner la valorisation et la création de biens et de services en lien avec les caractéristiques et enjeux du territoire
- Compléter la politique d'économie d'énergie par une stratégie de développement des énergies renouvelables

Le projet de PLU classe plus de 55% du territoire en zones agricoles. Le secteur viticole, particulièrement présent sur le territoire, est mis en évidence par un zonage spécifique Av. Le règlement du PLU permet l'implantation de dispositifs de production d'énergies renouvelables. L'article 15 du règlement du PLU n'est pas réglementé.

2. La prise en compte des plans et programmes

2.1. Le Schéma Régional de Cohérence Écologique

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de Rhône-Alpes a été adopté en juillet 2014. Le SRCE identifie sur la commune ou à proximité immédiate :

- **Réservoir de biodiversité**

Le territoire recense 2 réservoirs de biodiversité : la ZNIEFF de type I « Gorges de Mallevall » et le site Natura 2000 « Vallons et combes du Pilat Rhodanien », qui présentent en grande partie le même périmètre sur le territoire de Mallevall.

Selon les orientations du SRCE, le PLU doit garantir la préservation des réservoirs de biodiversité identifiés par le SRCE par l'application de leurs outils réglementaires et cartographiques.

Le PLU prend en compte les réservoirs de biodiversité identifiés sur la commune, en leur appliquant un zonage spécifique « Nco », rappelant leur intérêt dans les continuités écologiques. Ce zonage permet de limiter les possibilités de construction à des travaux et extensions sur des constructions à usage d'habitation existantes. Les grandes fonctionnalités restent donc préservées. Il autorise également les ouvrages techniques des services publics ou d'intérêt collectif ou les affouillements/exhaussements compatibles avec le caractère naturel de la zone.

- **Corridors écologiques**

- Aucun corridor écologique d'intérêt régional ne concerne directement Mallevall. Les cours d'eau de la commune peuvent cependant être considérés à la fois comme réservoirs de biodiversité et comme corridors écologiques, à une échelle plus locale. Leur cours et les zones humides associées sont préservés par un zonage spécifique « Nzh », limitant les possibilités de construction.

- **Espaces support de la fonctionnalité écologique présentant une forte perméabilité**

- Le ruisseau de la Patouse, le Bois Dumas et les plateaux au Sud de la commune (rive droite du Batalon)

Les cartographies montrent que la commune de Mallevall est située à un endroit non prioritaire mais tout de même réellement intéressant du point de vue des grands corridors écologiques. En effet, la vallée du Batalon est considérée comme une zone nodale, bien que son intérêt écologique semble moins prononcé par comparaison aux vallées de la Valencize, entre Pélussin et Chavanay, au Nord, et du Limony, au Sud,

Le territoire de Mallevall dispose d'un intérêt écologique non négligeable dans les continuités écologiques régionales. Elle permet de maintenir des continuités écologiques fonctionnelles entre le Pilat, au droit notamment de l'ensemble forestier du Crêt de l'Oeillon (zone nodale forestière) et la vallée du Rhône (et notamment l'île de la Platière, espace naturel remarquable protégé).

Le PLU renforce l'approche du SRCE à l'échelle communale en classant la majorité du territoire en zones naturelle ou agricole, zones où les conditions de constructibilité sont limitées, ce qui permet d'assurer une certaine perméabilité au territoire.

2.2 Schéma Régional Climat-Air-Énergie

Le Schéma Régional Climat-Air-Énergie (SRCAE) de Rhône-Alpes, approuvé en octobre 2012, a pour objectif de définir des orientations régionales à l'horizon de 2020 et 2050 en matière de lutte contre la pollution atmosphérique, de maîtrise de la demande énergétique, de développement des énergies renouvelables, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation au changement climatique. Il se compose de cinq orientations sectorielles qui concernent directement le PLU :

- **Intégrer pleinement les dimensions air et climat dans l'aménagement du territoire.**

Bien que l'urbanisation ne puisse pas se poursuivre au niveau du centre bourg, au vu des multiples contraintes qui s'y imposent, le PLU vise à regrouper les espaces à urbaniser, sur le secteur du Chazeau, en proposant des formes urbaines moins consommatrices sur les plans fonciers et énergétiques notamment en imposant dans les OAP des formes urbaines de type intermédiaire, individuel ou groupé. Ainsi, le PLU fixe également une densité de 20 logements à l'hectare dont 30 % de logements individuels, 60 % de logements intermédiaires et 10 % de logements collectifs.

- **Préparer la mobilité de demain en préservant la qualité de l'air.**

Mallevall n'est pas une polarité, et ne comporte que très peu de commerces, activités, équipements, services. Elle est ainsi particulièrement dépendante de Pélussin ou du bassin de Vienne-Roussillon au quotidien.

La commune de Mallevall présente un pourcentage plus élevé d'actifs que d'emplois. La dépendance de la commune vis-à-vis des emplois hors département a tendance à s'accroître (bassin d'emplois Vienne-Roussillon).

L'équipement en automobile des habitants est élevé. Les déplacements domicile-travail risquent de s'accroître sachant que l'offre de transport en commun actuelle est assez restreinte (absence d'offre ferroviaire, 2 lignes de bus et transports scolaires) entre la commune et les pôles d'emploi, la voiture individuelle est le principal mode de transport des actifs du territoire.

Toutefois dans l'attente de la mise en place de cette desserte tram-train, l'augmentation de la population prévue par le PLU (environ 100 habitants potentiels à terme du PLU en 2030) se traduira par une augmentation légère de l'utilisation de la voiture.

Compte-tenu de la morphologie du bourg, les cheminements piétons sont déjà largement présents dans le centre du village, à travers les diverses venelles permettant de gagner les différents niveaux. L'accessibilité de ces cheminements piétons est rendue difficile par le relief. Le PLU communal privilégie de fait les cheminements doux à vocation de loisirs, les itinéraires de randonnées, à préserver

et valoriser dans le cadre des objectifs de développement touristique portés par la Charte du Pilat.

L'OAP du secteur du Paton, intègre la réalisation d'un cheminement doux entre l'ancienne usine et la mairie.

- **Placer la rénovation du parc bâti au cœur de la stratégie énergie.**

Aucune disposition particulière n'est mentionnée dans le PLU concernant la rénovation du parc bâti.

- **Développer les énergies renouvelables.**

Le règlement du PLU permet l'implantation de dispositifs de production d'énergies renouvelables. L'article 15 du règlement du PLU n'est pas réglementé.

La mise en œuvre du PLU n'a pas d'interaction avec les autres orientations du SRCAE de Rhône-Alpes.

2.3 Schéma départemental des carrières de la Loire

Le schéma départemental des carrières de la Loire a été approuvé en 2005. Le PLU ne prévoit pas de création de carrière sur son territoire.

2.4 Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés de la Loire

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) de Loire a été mis en révision pour une adoption prévue en 2016, pour une période allant jusqu'à 2028. L'objectif du plan est de réduire la production de déchets et favoriser le recyclage.

Depuis les lois issues du Grenelle de l'Environnement, la notion de prévention de la production des déchets est devenue une base essentielle des plans départementaux. Des grandes orientations nationales, comme la réduction du gaspillage alimentaire ou la réparation et le réemploi des produits, sont reprises par le plan départemental de prévention et de gestion des déchets.

La prévention de la production de déchets concerne aussi les entreprises encouragées à se tourner vers l'éco-conception. Celle-ci permet de réduire les déchets au cours du processus de fabrication et de limiter les déchets que le produit lui-même pourrait produire une fois consommé. Des objectifs en matière de collecte sélective ou d'accueil des déchets en déchèterie sont aussi identifiés par ce document.

La réduction des ordures ménagères (notre poubelle grise) est une des principales ambitions de ce plan départemental.

Aucune disposition particulière n'est envisagée sur la commune de Mallevall concernant la gestion des déchets.

F. Indicateurs de suivi

Problématique à caractériser	Indicateur proposé	État Initial 2016	Source de la donnée	Fréquence du suivi
Consommation d'espace	Étalement urbain, consommation du foncier. Nombre de constructions nouvelles réalisées → Nombre de permis de construire délivrés Surface de zones AU ou U aménagées.	Consommation foncière de 2000 à 2016 : 6,33 ha. - 5,07 pour l'habitat, - 1,26 pour les constructions à vocation d'activités. Potentiel urbanisable : - zone UBh : 0,05 ha - zone AUb : 1,1 ha - zone UB _{Maupas} : 0,4 ha - zone UB _{densification Chateau-Maupas} : 0,7 ha - zone Ula : 0,42 ha	PLU, Commune	Temporalité du PLU
Evolution de la population	Population du territoire : Respect de l'objectif chiffré fixé dans le PADD	571 habitants (recensement 2010)	INSEE, Commune	Temporalité du PLU
Milieux naturels	Surface urbanisables incluses au sein de périmètres de gestion et/ou d'inventaires. Nombre de constructions nouvelles en zones remarquables	<u>Surfaces classées U et AU en zone remarquable :</u> Natura 2000 : 0 ZNIEFF de type I: 11,51 ha (UA+UBh) ZNIEFF de type II: 16,63 ha (U+AU) PNR : 16,63 ha (U+AU) SIP : 11,51 ha (UA+UBh) SEP : 7,15 ha (UA+UBh+UB _{secteur de la Bascule}) <u>Nombre de constructions réalisées dans ces zones depuis l'approbation du PLU :</u> Indicateur à quantifier ultérieurement.	PLU : état initial de l'environnement. Données DREAL Commune Permis de construire	Temporalité du PLU
	Préservation des zones humides : Surface de zones humides	Nzh : 14,75 ha	PLU : état initial de l'environnement. Données DREAL, PNR du Pilat	Temporalité du PLU

Problématique à caractériser	Indicateur proposé	État Initial 2016	Source de la donnée	Fréquence du suivi
Milieus agricoles	Évolution de la SAU Surface en zone A et % par rapport à la superficie du territoire sur Mallevall et nombre venant de l'extérieur	SAU totale : 194 ha (en 2010) Surface en zone A : 125, 2 ha Exploitations sur Mallevall: 20 (en 2010, AGRESTE)	RGA Zonage PLU AGRESTE	Temporalité du PLU
Énergie	Nombre d'installations de dispositifs de production d'énergie renouvelable	Inconnu	PC / OREGES	Tous les 2 ans
	Nombre de logements réhabilités	Inconnu	Commune / Impôt	Tous les 5 ans
	Mode déplacement doux Covoiturage : Nombre de parkings/espaces dédiés au covoiturage Linéaire de cheminements piétons	Inconnu	Commune	Tous les 5 ans
	Trafic moyen journalier : nombre de véhicule jour moyen supplémentaire sur la RD 79 et la RD503	Inconnu	Comptage	Tous les 2 ans
	Consommation énergétique et émissions de GES par habitants	Inconnu	OREGES	Tous les 5 ans
	Augmentation des surfaces imperméabilisées	1,3 ha de secteurs imperméabilisés dans le cadre du PLU	PC	Tous les 2 ans

Problématique à caractériser	Indicateur proposé	État Initial 2016	Source de la donnée	Fréquence du suivi
Ressource en eau	Quantité d'eau potable disponible	Bonne	INSEE – Portail Eaufrance Communauté de Communes du Pilat Rhodanien	Tous les 5 ans
	Qualité la ressource en eau potable	Bonne	INSEE – Portail Eaufrance Communauté de Communes du Pilat Rhodanien	Tous les 5 ans
	Suivi de la qualité des eaux de l'Epervier, du Batalon	<u>Batalon</u> : Qualité écologique : médiocre Qualité biologique : moyenne à médiocre <u>Epervier</u> : Qualité écologique : médiocre Qualité biologique : moyenne à médiocre	Commune, Agence de l'eau	Temporalité du PLU
Risques naturels et technologiques	Evolution des surfaces construites en zones de risque : - Nuisances sonores : nombre de constructions nouvelles, même à vocation artisanale, secteur de la Bascule - Imperméabilisation des plateaux	Inconnu	Plan de zonages du PLU Photographies aériennes Permis de construire	Tous les 5 ans
Assainissement	Suivi des travaux de raccordement du bourg à la station de Saint-Pierre-de-Bœuf	Non raccordée	Commune ou Communauté de Communes à partir de 2020	Temporalité du PLU
Paysage	Suivi de la mise en œuvre des dispositions de l'AVAP en fonction des secteurs	Mise en place de l'AVAP	Dispositions du règlement de l'AVAP	Temporalité du PLU

G. Méthodologie de l'évaluation environnementale

1. Cadre méthodologique général

Cette évaluation environnementale est réalisée conformément à la circulaire du 12 avril 2006 relative à l'évaluation de certains plans, schémas, programmes et autres documents de planification ayant une incidence notable sur l'environnement.

L'évaluation environnementale est une démarche qui permet de s'assurer que l'environnement est effectivement pris en compte, dans les mêmes conditions que les autres thématiques abordées dans le plan, afin de garantir un développement équilibré du territoire. Elle est l'occasion de répertorier les potentialités environnementales de celui-ci et de vérifier que les orientations, envisagées dans le plan, ne leur portent pas atteinte.

L'évaluation environnementale doit s'appuyer sur l'ensemble des procédés qui permettent de vérifier la prise en compte :

- des objectifs de la politique de protection et de mise en valeur de l'environnement, qui doivent se traduire par des engagements aussi précis que ceux relatifs à l'aménagement et au développement,
- des mesures pour limiter les incidences négatives et renforcer les effets positifs des orientations retenues.

La démarche de l'évaluation environnementale comporte plusieurs phases d'étude :

- l'analyse de l'état initial de l'environnement dégagant les enjeux et les objectifs environnementaux,
- l'évaluation des incidences des orientations sur l'environnement, à chaque étape de l'élaboration du projet,
- la recherche de mesures réductrices et correctrices d'incidences, sur la base de l'évaluation,
- le suivi et le bilan des effets sur l'environnement, lors de la mise en œuvre du plan au moyen d'indicateurs.

Il est précisé que l'avis du Préfet est préparé sous son autorité par la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe). L'avis porte à la fois sur l'évaluation environnementale et sur l'intégration de l'environnement dans le Plan Local d'Urbanisme.

2. L'évaluation environnementale du PLU

La démarche d'évaluation environnementale appliquée au PLU

La démarche d'évaluation s'est déroulée en 5 grandes phases :

- analyse de l'état initial de l'environnement et identification des grands enjeux environnementaux du territoire (profil environnemental),
- analyse de la compatibilité des orientations du PADD avec les enjeux environnementaux du territoire,
- analyse des incidences du plan sur l'environnement,
- propositions de recommandations et de mesures d'accompagnement susceptibles de développer, renforcer, optimiser les incidences potentiellement positives, ou de prendre en compte et de maîtriser les incidences négatives,
- préparation des évaluations environnementales ultérieures en identifiant des indicateurs à suivre, afin de pouvoir apprécier les incidences environnementales effectives du PLU.

Caractérisation de l'état initial

Les données nécessaires à la caractérisation de l'état initial de l'environnement ont été recueillies auprès des différents organismes compétents, par entretiens et visites de terrain, durant l'année 2014 puis mises à jour jusqu'en 2016.

L'analyse de l'état initial du territoire a ainsi permis d'établir un bilan environnemental détaillant les atouts et faiblesses de chaque dimension de l'environnement et de définir les enjeux par thématique, les enjeux transversaux et les enjeux territorialisés.

Dans le cadre de l'état initial de l'environnement, les organismes suivants ont été consultés au cours de l'année 2013 : Communauté de Communes du Pilat Rhodanien, Mairie de Mallevall, Syndicat des eaux Roisey-Bessey-Pélussin-Mallevall-Chavanay, SAUR, Parc naturel régional du Pilat, DDT Loire, ATMO Rhône-Alpes, OREGES, EPTB Saône-Doubs, DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, Chambre d'Agriculture de la Loire.

Évaluation des incidences du PADD

À partir des sensibilités recensées dans l'état initial de l'environnement, les principales incidences du projet de PADD ont été définies. Les grandes orientations du PADD ont été analysées au regard des différents enjeux environnementaux (consommation d'espace, patrimoine naturel et biodiversité, risques naturels, risques technologiques et pollution des sols, nuisances acoustiques, ressource en eau, qualité de l'air, émissions de gaz à effet de serre, patrimoine et paysage...) identifiés sur le territoire. Cette analyse a permis de montrer que le projet de PADD prend bien en compte les enjeux environnementaux du territoire et de mettre en relief des points de vigilance sur lesquels des réponses devront être apportées par le plan de zonage et par le règlement.

Évaluation des incidences du PLU et proposition de mesures d'évitement, de réduction et de compensation

Chaque composante du projet de PLU a été analysée au regard des différents enjeux environnementaux portant sur les thématiques citées précédemment et ayant un intérêt sur le territoire. Les caractéristiques environnementales des sites d'urbanisation future ont été précisées afin d'évaluer les incidences de leur aménagement.

Par ailleurs, afin d'élaborer une analyse quantifiée des incidences du PLU sur l'environnement, plusieurs ratios ont été utilisés :

- L'estimation du nombre de logements supplémentaires par secteurs d'urbanisation s'est fondée sur les perspectives définies par le Bureau d'études Atelier d'Urbanisme et d'Architecture.
- Pour l'évaluation des besoins en eau potable et les charges d'effluents supplémentaires générés par la mise en œuvre du PLU, les ratios suivants ont été utilisés :
 - un logement compte 2,4 habitants (taille moyenne des ménages de la commune en 2026 calculée à partir de l'évolution constatée entre 1999 et 2009 par l'INSEE)
 - un habitant consomme en moyenne 60 m³ d'eau potable par an et un emploi 30 m³ par an (Données issues du RPQS 2014 Communauté de Communes du Pilat Rhodanien)
 - un habitant représente 1 équivalent-habitant et un emploi 0,5 équivalent-habitant
- Pour l'évaluation des évolutions de trafic automobile, il a été estimé que chaque logement contribue à 4 déplacements en voiture par jour (2 voitures par logement et 1 aller-retour par véhicule par jour).
- Pour l'évaluation des déchets générés par la mise en œuvre du PLU, les ratios suivants ont été utilisés :
 - la production de déchets est estimée à 354 kg/hab/an (données du CNIID par année, par habitant)
 - un emploi génère un poids de déchets équivalent à la moitié de celui généré par un habitant.

Une fois le zonage, le règlement et les OAP stabilisées, une analyse complète du projet de PLU a été effectuée pour produire l'évaluation environnementale. Cette phase a permis de proposer des ajustements ponctuels du plan de zonage et du règlement.

Les limites de la démarche

La méthode d'évaluation environnementale reprend, en l'adaptant, le contenu de l'étude d'impact des projets, à la différence près que, visant des orientations d'aménagement du territoire, les projets qui en découlent ne sont pas encore connus. Il est donc précisé que les enjeux à prendre en compte et les mesures à proposer ne sont ni de même nature, ni à la même échelle et au même degré de précision que ceux évalués dans le cadre d'un projet d'aménagement localisé et défini dans ses caractéristiques techniques.

Les incidences des actions du PLU ont pu être quantifiées lorsque cela était possible (estimation de la consommation d'espace, des effets d'emprise, du nombre de logements, du trafic engendré, ...).

H. Résumé non technique

1. Diagnostic territorial

L'état initial de l'environnement a permis de hiérarchiser les enjeux en fonction des atouts et des faiblesses des différentes thématiques environnementales

Thématiques	Enjeux	Hiérarchisation
Patrimoine naturel et politique de préservation	<ul style="list-style-type: none"> Préservation des espaces, inclus au sein des zonages de gestion et d'inventaires, localisés à proximité des zones bâties. Prise en compte et application des mesures de préservation en lien avec les objectifs de la Charte du PNR du Pilat vis-à-vis des SIP et des SEP Préservation des corridors écologiques et des sites participant à la structuration du réseau écologique. 	Forte
Ressource en eau	Adéquation entre les capacités de traitement des eaux usées et les besoins générés par l'accueil d'une nouvelle population.	Forte
Risques naturels	<ul style="list-style-type: none"> Maintien d'un espace tampon entre les espaces boisés et les zones urbanisées. Limitation de l'urbanisation dans les secteurs potentiellement impactés par le ruissellement (le bourg, le secteur de La Bascule et de Roche Courbe. Réduction de l'imperméabilisation des zones de plateaux. 	Moyenne
Risques technologiques et nuisances	<ul style="list-style-type: none"> Limitation de l'exposition de la population aux risques et nuisances sonores en bordure de la RD1086. Réduction de la production d'ordures ménagères et incitation à la poursuite du tri sélectif. 	Faible
Paysage	<ul style="list-style-type: none"> Préservation des éléments de patrimoine architectural/historique (ruines du Château de Renaud du Forez, commanderie, grenier à sel, « Petite Sorbonne », centre-bourg), industriel (ancienne usine), de petit patrimoine (Madeleine, chapelle, pont), présents dans le centre-bourg particulièrement. Intégration paysagère des extensions urbaines sur les secteurs sensibles : plateaux, vallée du Rhône. Respect des règles d'évolution du cadre bâti et urbain imposées par l'AVAP. 	Moyenne
Air, sol, énergie	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'efficacité énergétique de l'habitat le plus ancien. Réduction de certains trajets automobiles au profit des modes doux. Prise en compte des orientations supra-communales issues du PCET. 	Moyenne

2. Articulation du PLU avec les schémas, plans et programmes

L'évaluation environnementale a permis de vérifier la compatibilité ou la prise en compte par le PLU des schémas, plans et programmes concernant le territoire.

Document	Compatibilité	Vigilance
SCoT des Rives du Rhône/Schéma de secteur	Sur une période de 12 ans, le PLU respecte la croissance demandée. Développement de l'urbanisation en dehors du bourg, particulièrement contraint.	-
SDAGE Rhône-Méditerranée	Le PLU prend en compte les orientations stratégiques du SDAGE Rhône-Méditerranée	Aucune zone d'extension n'est prévue sur le bourg. Le développement de l'urbanisation est principalement prévu sur le secteur de Chazeau qui présente les équipements nécessaires, notamment en termes d'assainissement, pour accueillir une nouvelle population. Une attention particulière est portée sur le nombre acceptable de logements attendu sur le hameau de Chazeau-Maupas, au vu de la petite dimension des conduites en eau potable.
PLH de la CC du Pilat Rhodanien	Le PLH 2010-2016 (prorogé jusqu'en 2018) prévoit moins 15 % de logements abordables, soit, pour Mallevall, environ 4 à 5 logements pour les dix prochaines années. Le PLU organise localise précisément sur le secteur de Paton, une servitude de mixité sociale valant emplacement réservé au titre de l'article L151-41 4° du Code de l'Urbanisme, emplacement qui prévoit la réalisation d'environ 2 à 3 logements, dont au moins 1 logement abordable. En outre, à l'échelle des zones urbaines constructibles, et notamment dans le cadre du développement du hameau de Chazeau, le PLU de la commune prévoit qu'au moins 20 % de la surface de plancher de toute opération comptant au moins 4 logements soit dédiée à du logement abordable. Sur Chazeau et Maupas, le potentiel de logements, estimé à environ 35, pourrait permettre la construction d'environ 4 à 5 logements abordables. Au total, le PLU est compatible avec le PLH, puisque il devrait permettre la réalisation d'environ 5 à 6 logements abordables.	-
Charte du PNR du Pilat	Le PLU prend en compte les orientations pouvant s'appliquer sur le territoire communal.	-

Document	Prise en compte	Vigilance
SRCE Rhône-Alpes	Le PLU prend en compte les continuités écologiques mises en évidence dans le SRCE.	-
SRCAE	Le PLU tient compte au mieux du SRCAE, au vu des contraintes topographiques, ou encore liées à l'assainissement, présentes au niveau du bourg.	Légère augmentation des gaz à effet de serre et des consommations énergétiques.
PCET du Parc du Pilat	La taille de la commune et son rôle dans l'armature urbaine du SCoT, induisent peu de possibilité d'actions pour l'application du PCET. En effet, les leviers sont relatifs à la mobilité durable (axe I du PCET) et à la performance énergétique des bâtiments/production d'énergies renouvelables (axe III du PCET).	Les modes doux ne sont pas privilégiés notamment dans le centre-bourg, la configuration topographique n'étant pas favorable. L'offre de transport n'étant pas amenée à se développer pour l'instant, la voiture individuelle reste le moyen de transport le plus fréquent. Le PLU laisse la possibilité de mettre en place des énergies renouvelables sur le territoire.
Schéma départemental des carrières de la Loire	Pas d'interaction avec le PLU	-
Schéma départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés de la Loire	Pas de prise en compte particulière dans le cadre du PLU	-

3. Analyse des incidences

3.1 Incidences sur les thématiques environnementales

Thématiques	Incidences	Mesures d'évitement, de réduction, compensation
Patrimoine naturel et politique de préservation	<ul style="list-style-type: none"> Perte de milieux de type agricoles en friche, boisements, landes et broussailles, jardins. 	<ul style="list-style-type: none"> Classement de plus de 95% du territoire en zone A ou N. Préservation des milieux de fort intérêt écologique sur le territoire (ZNIEFF de type I, Natura 2000, SIP, SEP) en évitant l'urbanisation au niveau du bourg, et en leur attribuant un zonage spécifique. Préservation des cours d'eau, des zones humides et des grands boisements du territoire par un zonage N parfois indicé, limitant les possibilités de constructions.
Ressource en eau	<ul style="list-style-type: none"> Le territoire étant parcouru par des cours d'eau, la mise en œuvre du PLU peut avoir des conséquences sur la ressource en eau. La station d'épuration du bourg-centre étant saturée, une pollution potentielle des cours d'eau (Epervier, Batalon) peut en résulter. L'augmentation de la population peut engendrer une pression supplémentaire sur la ressource en eau potable en terme quantitatif. 	<ul style="list-style-type: none"> Préservation des cours d'eau par un zonage spécifique ou en N Le règlement impose des règles de gestion des eaux usées. Développement de l'urbanisation sur le hameau de Chazeau principalement dont la station dispose des capacités d'assainissement suffisante à l'accueil d'une nouvelle population. Mise en évidence par un zonage spécifique des périmètres de protection éloigné, secteur de La Bascule. Vérification que la ressource en eau potable permet d'accueillir une nouvelle population.
Risques naturels	<ul style="list-style-type: none"> Accroissement potentiel des risques de ruissellement au niveau du bourg, au vu de la topographie du secteur. 	<ul style="list-style-type: none"> Le PLU n'ouvre pas de nouvelles zones à l'urbanisation au niveau du bourg. Le règlement prévoit la gestion des rejets d'eaux pluviales et de ruissellement. Le maintien de structures végétalisées dans les OAP localisées sur le hameau de Chazeau devrait permettre de limiter les éventuels risques de ruissellement (ces secteurs étant situés sur des plateaux).

Thématiques	Incidences	Mesures d'évitement, de réduction, compensation
Risques technologiques et nuisances	<ul style="list-style-type: none"> Les risques identifiés (nucléaire, radon) ne présentent pas d'incidences significatives sur le territoire, de par le fait que le projet de PLU prévoit globalement le développement de zones d'habitats uniquement. On note cependant, que le secteur de la bascule présente une zone d'activités, vouée à accueillir des activités artisanales. <p>En outre, la distance entre les secteurs constructibles de Mallevall et les éventuels risques industriels liés aux ICPE est trop importante pour constituer un risque significatif.</p> <ul style="list-style-type: none"> Seul le secteur de la Bascule est concerné par les nuisances sonores liées à la RD1086 et à la voie ferrée (risque de transport de marchandises dangereuses). 	<ul style="list-style-type: none"> Le développement de l'urbanisation au sein du secteur de la Bascule est limité par le manque de disponibilité foncière. Seule la nouvelle zone vouée à accueillir des activités artisanales sera soumise aux nuisances sonores et au risque lié au transport de marchandises dangereuses.
Paysage	<ul style="list-style-type: none"> Modification de la perception en entrée de hameau notamment. L'OAP de ce secteur vise à limiter cet impact en respectant notamment l'implantation traditionnelle du hameau. <p>Les modifications au niveau de la zone AUb sont faibles et perceptibles qu'à partir du village car cette zone est bordée au sud par un espace boisé, limitant d'ores-et-déjà les perspectives visuelles.</p> <ul style="list-style-type: none"> Une AVAP est mise en place sur une bonne partie du territoire. Cette dernière impose des règles d'évolution du cadre bâti et urbain. 	-
Air, sol, énergie	<ul style="list-style-type: none"> Hausse des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre liées à l'accueil d'une nouvelle population. 	

3.2. Incidences sur les sites Natura 2000

2 sites Natura 2000 sont concernés par le PLU de Mallevall : le site « Vallons et combes du Pilat rhodanien », présent sur le territoire communal et le site « Milieux alluviaux et aquatiques de l'île de la Platière », proche du territoire communal.

L'impact potentiel du PLU de Mallevall sur les habitats des sites Natura 2000 en question est principalement lié à la ressource en eau. En effet, concernant le site Natura 2000 « Vallons et combes du Pilat rhodanien », une incidence à moyen terme peut être attendue sur la ressource en eau liée à l'Epervier et au Batalon et par conséquent sur les milieux humides localisés en aval, puis sur la faune aquatique associée, en cas de non raccordement de la station du bourg à celle de Saint-Pierre-de-Boeuf. Aucun autre impact notable n'est attendu sur les habitats, la flore et la faune ayant permis la désignation du site en tant que Natura 2000.

Dans le cas du site N2000 « Milieux alluviaux et aquatiques de l'île de la Platière », le PLU de Mallevall ne présente pas non plus d'incidence directe notable sur les habitats et espèces ayant permis la désignation des sites « Milieux alluviaux et aquatiques de l'île de la Platière ». Cependant, comme précédemment, si le bourg n'est pas raccordé à la station de Saint-Pierre-de-Boeuf, une incidence notable, à plus ou moins long terme est attendue, sur la ressource en eau du Rhône et par conséquent sur les espèces aquatiques associées.

4. Méthodologie de réalisation de l'évaluation environnementale

La démarche d'évaluation environnementale du PLU s'est déroulée en 4 grandes phases :

- **Caractérisation de l'état initial** : recueil de données auprès de différents organismes en 2014, puis mises à jour en 2015 et 2016. Ces données permettent d'obtenir un bilan environnemental avec les atouts et faiblesses du territoire et d'établir les enjeux par thématiques environnementales.
- **Évaluation des incidences du PADD** : définition des principales incidences du projet de PADD au regard des enjeux environnementaux identifiés sur le territoire. Il en ressort des points de vigilance sur lesquels des réponses devront être apportées par le plan de zonage et le règlement.
- **Évaluation des incidences du PLU et proposition de mesures d'évitement, de réduction et de compensation** : les incidences du PLU déterminées, des mesures d'évitement et de réduction ont pu être proposées.
- **Les limites de la démarche** : La méthode d'évaluation environnementale visant des orientations d'aménagement du territoire, les projets qui en découlent ne sont pas encore localisés ou décrits avec précision sur le territoire (ex : activités sur le secteur Uiac3). Chaque projet pourra ainsi faire l'objet d'études complémentaires au cours desquelles une étude d'impact particulière devra éventuellement être réalisée. Il est donc précisé que les enjeux à prendre en compte et les mesures à proposer ne sont ni de même nature, ni à la même

échelle et au même degré de précision que ceux évalués dans le cadre d'un projet d'aménagement localisé et défini dans ses caractéristiques techniques. Les incidences des actions ont pu être quantifiées lorsque cela était possible (nombre de logements, population, consommations en eau, rejets...). Certaines données n'ont pas pu être clairement quantifiées (ex : capacité des captages d'alimentation en eau potable) mais il a été vérifié avec les organismes compétents que le territoire était dimensionné en termes d'équipement et de ressources pour accueillir une population supplémentaire.